

Les bouleversements en Europe de l'Est

Hongrie : un congrès extraordinaire du PC

Décomposition

DANS le tableau général de gigantesque faillite que présente le communisme, la Hongrie se devait de tenir un premier rôle sur la voie de la réforme. Le drame qui se joue en cette fin de semaine sur les bords du Danube est tout simplement la version originale de l'agonie de ces partis communistes au pouvoir, dont les dirigeants hongrois sont les premiers à proclamer que, partout, ils ont échoué dans leur mission.

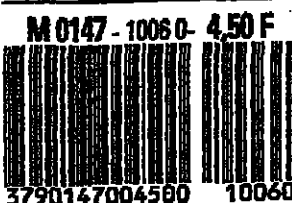
Le congrès extraordinaire du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), qui devait commencer jeudi soir 5 octobre, sera donc le dernier du genre. Que va-t-il décider ? Tout rejeter, repartir de zéro, sur d'autres bases, en créant sur les cendres du PSOH un « parti proche des partis socialistes français et italiens, voire des partis sociaux-démocrates suédois, autrichiens et ouest-allemands », comme l'a suggéré celui qui préside à l'agonie, le très renoué Imre Pozsgay ? Ou bien faire une toilette consciencieuse du malade et se contenter de remplacer les organes infectés par quelques prothèses, comme le recommandent les « centristes » ?

CES questions seront au centre de la bataille que vont livrer quatre jours durant les quelques douze-cents délégués élus par la base, et dont 80 % participent pour la première fois à ce genre d'instance.

Car, aujourd'hui, au PSOH — ou du moins dans ce qu'il en reste, car les militants quittent actuellement le parti par dizaines de milliers, — tout le monde est réformateur. Hormis une bande d'irréductibles regroupés sous la houlette d'un ancien secrétaire de Kadar aux allures de boxeur, Robert Ribanczki, qui a créé une « plate-forme d'unité marxiste » en accusant la direction du PSOH d'organiser la « restauration bourgeoise ».

La large majorité qui se dessine en faveur de la réforme permet de prévoir le départ du parti de ces « fondamentalistes ». Ce n'est pas là, cependant, le danger qui menace le parti. Le vrai danger serait celui des deux grandes tendances du PSOH : d'un côté, le courant réformateur radical incarné par Imre Pozsgay, l'un des quatre membres de la présidence du parti, et, de l'autre, le courant réformateur modéré ou centriste, dirigé par deux responsables communistes plus orthodoxes, Karoly Grosz, actuel secrétaire général, et Janos Bercz, ancien chef de l'idéologie, évincé au avril dernier.

Quoi qu'il arrive, cependant, rien ne pourra masquer la pathétique décomposition de ce parti qui régnait en maître depuis trente-trois ans. En butte, depuis la mise à l'écart de Kadar, aux luttes de factions et aux rivalités personnelles, il a été incapable de freiner la dégradation de l'économie. Et demain, si la Hongrie organise, comme elle s'y est engagée, les premières élections libres de l'après-guerre, c'est le glas qui risque de sonner pour le PSOH. N'a-t-il pas déjà perdu cet été quatre élections partielles au bénéfice de l'opposition ?



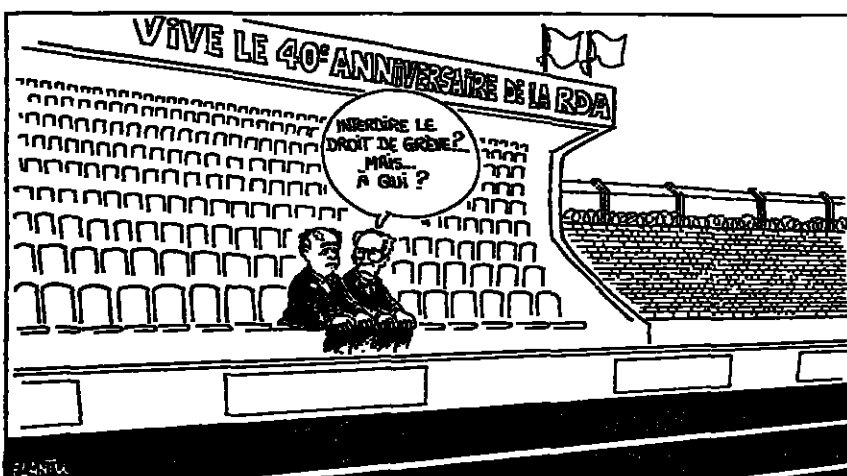
« Si l'entreprise réussit, le pays sera démocratique et libre à l'aube du vingt et unième siècle », nous déclare le président du Parlement

Le congrès extraordinaire du Parti communiste hongrois devait s'ouvrir, jeudi 5 octobre, à Budapest.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Matyas Szuros, président du Parlement, et l'un des dirigeants les plus réformateurs du PC, souhaite voir émerger « un parti renoué de fond en comble », et évoque la perspective d'une « Hongrie démocratique et libre à l'aube du vingt et unième siècle ».

« Comment peut-on avoir été communiste pendant plus de trente ans, et aujourd'hui réformateur au point de vouloir transformer son parti en parti social-démocrate « à l'occidentale » ?

— L'idée est plus ancienne, mais elle n'avait pas pu percer jusqu'ici. Gorbachev non plus n'est pas devenu adepte de la perestroïka au vingt-septième congrès. Seulement, pendant l'ère brejnévienne, il ne pouvait rien changer. Les idées mûris-



sent progressivement et les conditions changent peu à peu.

— Imre Nagy, dès 1953, avait essayé d'introduire certaines réformes, mais les conservateurs s'y sont opposés. Puis il y a eu l'explosion de 1956, qui était en réalité la première crise du socialisme tel qu'il existait. Puis il y a eu 1968 et ainsi de suite.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN Lire la suite page 7

RDA : une fuite éperdue

Des milliers de candidats au départ ont tenté de prendre d'assaut les gares où passaient les « trains de la liberté »

Les quelque dix mille réfugiés est-allemands de l'ambassade de RFA à Prague sont arrivés, jeudi 5 octobre, en Bavière, à bord de huit trains spéciaux dont les portes avaient été verrouillées.

Au cours de la traversée de la RDA, des milliers de jeunes s'étaient massés dans les gares pour essayer de monter dans les wagons. Des heurts se sont produits avec la police, notamment à Dresde.

taines de jeunes Allemands de l'Est avaient déjà tenté, dès mardi 3 octobre, de prendre d'assaut les gares du sud de la RDA par où le train risquait de passer. De nombreuses bousculades ont été signalées, notamment à la gare de Dresde où la police a dû faire évacuer près de quinze cents personnes.

HENRI DE BRESSON Lire la suite page 6

Un climat social « préoccupant »

M. Rocard veut accorder « une prime de croissance » mais pas « de conflit » Peugeot : M. Francis Blanchard est nommé conciliateur

M. Michel Rocard l'a dit et répété, mercredi 4 octobre à l'Assemblée nationale, le climat social est « préoccupant », même s'il est « dans l'ensemble plutôt moins nerveux qu'on veut bien le dire ». Il y a encore au moins trois secteurs où il y a de la nervosité dans l'air.

Dans les prisons, la consultation des gardiens, sur la poursuite de leur mouvement, a lieu dans une atmosphère tendue après la décision de FO d'appeler, la mort dans l'âme, à la reprise du travail.

Chez Peugeot, la tardive nomination d'un conciliateur — M. Francis Blanchard, ancien directeur général du Bureau international du travail (BIT) — n'a pas conduit le dernier carré de grévistes de Mulhouse à renoncer à l'occupation d'une forge qu'ils sont « sommés » d'évacuer.

Dans l'administration des finances, une nouvelle manifestation unitaire devait avoir lieu jeudi à Paris. Les syndicats espèrent qu'après ce défilé, auquel ils attendent 30 000 personnes, M. Bérégovoy tiendra sa promesse de reprendre les négociations.

M. Rocard a utilisé une formule qui résume bien l'attitude du gouvernement : « Une prime de croissance, oui, une prime de conflit, non ». Le premier ministre entend camper sur une ligne de fermeté sans exclure quelques ouvertures. La fermeté a indéniablement payé dans le conflit des gardiens de prison.

L'arme de la révocation, politiquement délicate à utiliser pour un gouvernement (surtout socialiste), a eu un effet dévastateur rapide. Mais on ne peut régler les conflits de la fonction publique, surtout lorsqu'il s'agit

de personnels qui ont légalement le droit de grève, à coups d'injonctions ou de révocations.

De plus en plus gênés par l'interminable grève des agents des impôts, qui s'est révélée contagieuse pour l'ensemble de l'administration des finances, les pouvoirs publics ont modifié quelque peu leur stratégie. M. Rocard et surtout M. Bérégovoy pratiquent « la main tendue », le ministre de l'économie envisageant de reprendre les négociations avec les syndicats sur « les problèmes qualitatifs ».

MICHEL NOBLECOURT Lire la suite et nos informations sur les conflits aux usines Peugeot et dans les services des impôts page 27 - section C

Lire également les articles d'Agathe Lorgeart et d'Anne Chevalier sur la fin de la grève dans les prisons page 14 - section B

Le dalaï-lama prix Nobel de la paix

Le chef spirituel des Tibétains couronné par le Parlement d'Oslo page 36 - section C

Aggravation de la crise en Azerbaïdjan

Les dirigeants nationalistes menacent de faire sécession page 36 - section C

Les divisions de l'opposition

La déposition d'une motion de censure par le RPR provoque l'irritation de l'UDF et de l'UDC page 9

Jean-Paul II en Corée du Sud

Le pape entreprend une tournée en Asie. A Séoul, il entend soutenir une communauté chrétienne en expansion et qui lutte pour les droits de l'homme page 13 - section B

Concentration dans les banques

En Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Pays-Bas, le grand marché européen se prépare activement page 25 - section C

La drogue dans le tiers-monde

La cocaïne et le cannabis poussent sur les ruines des économies sous-développées page 25 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36

AFFAIRES

● Navigation mixte : le conglomérat construit par Marc Fournier va-t-il changer de cap ? ● Le Canada ferme la moitié de ses services ferroviaires ● La TGV et le Shinkansen japonais s'affrontent en Corée du Sud ● L'homme qui croyait au management : un entretien avec un consultant iconoclaste ● Le numéro deux de Total garde son enthousiasme intact

pages 29 à 32 - section C

LIVRES ♦ IDÉES

● Leonardo Sciascia, l'optimiste ● Lettres d'Italie : un panorama des dernières parutions en France ● Romans : Paul Constant, Philippe S. Hadjange, Myriam Anissimov ● Les mémoires de l'amour, par Philippe Sollers ● Le feuilleton de Michel Braudeau : Hervé Guibert, Cyril Collard et Jay McInerney ● La chronique de Nicole Zand : Domenico Rea

pages 37 à 48

GEORGES PEREC



Collection La Librairie du XXe siècle dirigée par Maurice Olender.

59 F

Editions du Seuil

DÉBATS

Dissuasion : avec la France, ça suffit !

par Egon Bahr

La France a depuis longtemps dépassé l'objectif que de Gaulle avait fixé à une arme nucléaire autonome : la capacité d'arrêter le bras d'un adversaire. Aujourd'hui, les armements atomiques français stationnés en mer sont en mesure de détruire en Union soviétique un territoire plus grand que la France. Dès la moitié des années 90, l'arsenal nucléaire français aura doublé; ceci reste vrai, même si l'on compte que l'extension du programme prévu sera limitée financièrement.

Cela suffit-il à la dissuasion ? En d'autres termes : approche-t-on d'un état de fait où la capacité nucléaire française suffirait à assurer une dissuasion efficace dans l'intérêt de l'Europe occidentale ? Faut-il, au contraire, prévoir d'autres programmes complétant ceux actuellement en cours ?

La France s'en est tenue jusqu'à présent à la théorie classique de la dissuasion, à la différence des États-Unis qui, grâce à la diversification et à la miniaturisation de leurs armes nucléaires de « théâtre », se sont constitués une force de frappe destinée à contrebalancer la supériorité en armement conventionnel du pacte de Varsovie. Cette différence s'explique, à côté d'autres facteurs, par la géographie : aux États-Unis, on peut imaginer de limiter une guerre nucléaire, si elle devait se produire, à l'Europe. La France ne peut pas espérer limiter un conflit atomique au territoire de l'Allemagne fédérale.

Il s'agit bien d'une communauté de destin conditionnée par la géographie, à l'avant du champ de bataille. La logique française, s'appuyant sur l'utilisation d'armes préstratégiques sous la forme d'un atome unique, avertissement, ne peut être convaincante que si elle repose sur un nombre très réduit de vecteurs se situant nettement au-dessous du potentiel nécessaire à la capacité de combat.

A l'évidence, des éléments de la dissuasion nucléaire pourraient être éliminés, si la supériorité en armement conventionnel du pacte de Varsovie était réduite. Si, après l'élimination des dissymétries existantes, la réduction des niveaux d'armement et des transformations structurelles, la capacité d'attaque conventionnelle de l'Est se trouvait écartée, il est clair que l'actuel potentiel nucléaire français suffirait dès aujourd'hui à assurer une dissuasion efficace.

Cependant, la France a du mal à assurer une garantie nucléaire en bonne et due forme. En l'occurrence, ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. Tout agresseur serait obligé de compter, qu'il le veuille ou non, avec les intérêts français, donc avec la force de dissuasion française, en cas d'une attaque conventionnelle massive, menaçant aussi la France. A ce propos, M. Mitterrand a trouvé la bonne formule : en cas de guerre, ce n'est pas l'Allemagne amie que la France devra frapper, mais l'agresseur. La dissuasion française joue déjà maintenant potentiellement dans l'intérêt de la République fédérale. Elle a un effet eurostratégique.

Si l'objectif des négociations de Vienne était atteint d'ici à l'an 2000, et que, de ce fait, toutes les armes atomiques américaines stationnées à terre disparaissent du sol européen, de même que toutes les armes soviétiques, le potentiel nucléaire stratégique américain basé sur terre - aux États-Unis - et sur mer demeurerait toujours présent. Son efficacité résiderait dans son existence. L'intérêt des États-Unis à ne pas laisser tomber l'Europe intacte aux mains des Soviétiques serait, en tout cas, évident. Les troupes américaines stationnées en Europe se trouveraient sous la protection de l'efficacité bouclier français, lui-même couvert par les armes stratégiques américaines, exactement comme le sont la Bundeswehr, les forces armées alliées stationnant sur notre sol et toute la population.

Du moment que vous me craignez...

On peut donc imaginer une situation dans laquelle les deux super-puissances atteindraient un équilibre global et stable à un niveau inférieur et au-dessous duquel un équilibre nucléaire eurostratégique efficace pourrait exister. Cela supposerait qu'un stade de non-agression structurelle soit atteint sur le plan conventionnel et que tous les systèmes atomiques non stratégiques disparaissent d'Europe. Il est dans la nature même des armes stratégiques des États-Unis et de l'Union soviétique de protéger ou de menacer les pays européens qui ne possèdent pas l'arme atomique, même si tout armement nucléaire a disparu de leur sol.

Les armes atomiques sont nécessaires afin d'aboutir à une situation de non-

agression structurelle sur le plan conventionnel : dès lors qu'on en serait là, elles deviendraient inutiles. Qu'elles soient ensuite démontées, c'est essentiellement l'affaire de leur propriétaire. Ceux qui n'en possèdent pas n'ont rien à dire à ce sujet. Ils peuvent seulement refuser le stationnement de telles armes sur leur territoire, et ce, avec d'autant plus de raison qu'une sécurité plus grande repose sur la capacité défensive, acceptée et contrôlée des deux côtés, de l'armement conventionnel. Les puissances nucléaires pourront toujours se satisfaire des armes atomiques substantielles, sans pouvoir pourtant les utiliser.

Un dictateur de l'Antiquité nous a légué ce dicton : qu'importe que vous me haïssez du moment que vous me craignez. Les esclaves de l'ère atomique pourraient dire : qu'importe que les puissances atomiques continuent d'exister, du moment que nous ne les craignons pas. Cette réflexion conduit à la conclusion suivante : les armes nucléaires françaises sont assez dissuasives pour assurer la sécurité de l'Europe de l'Ouest.

Alors que les négociations sur la stabilité de l'armement conventionnel entre l'Est et l'Ouest ont progressé, la discussion sur un fondement européen de l'alliance occidentale reste paralysée. La raison en est claire : la France ne peut pas se résoudre à prendre la décision de fusionner ses forces conventionnelles avec celles de ses alliés continentaux dans une unité politique et stratégique.

Pendant ce temps, l'importance militaire des forces françaises pour la défense de l'alliance ne fait que diminuer au fur et à mesure que progressent les pourparlers de Vienne : car, bien entendu, ces forces seront comptabilisées dans l'espace proposé par la France elle-même entre l'Atlantique et l'Oural. Et Paris souhaiterait certainement aussi participer à une réduction générale et concertée.

Toutefois, lorsqu'il est question des transformations structurelles des unités restantes ou du transfert vers l'arrière, par exemple, de l'intendance, ce qui accentuerait le caractère défensif des forces, on note des similitudes entre les positions française et polonaise : ni l'un ni l'autre des deux États ne veut prendre en charge de forces nouvelles appartenant à d'autres États. Et pourtant, pour la stabilité de l'Europe dans son ensemble, il serait plus simple de pouvoir disposer du territoire de

ces deux États, de façon non restrictive, pour tous les règlements possibles, comme il en va pour les deux États allemands.

L'Europe des blocs est entrée dans un processus d'intégration de sa sécurité, à l'intérieur duquel toute forme d'isolement ou de particularisme des États est dépourvue de sens. C'est aussi pour cette raison qu'il faut s'attendre à un nouveau débat sur ces questions à Paris. L'organisation et l'intégration des forces conventionnelles françaises posent d'un poids extrêmement important, non point tant sur le plan militaire que d'un point de vue politique, dans les relations Est-Ouest.

Une position de plus en plus difficilement justifiable

Lorsqu'on parlait jusqu'à présent de l'auto-affirmation de l'Europe, on entendait par là la responsabilité croissante de l'Europe occidentale à l'égard des États-Unis. L'Europe de l'Ouest, tant par le nombre de ses habitants que du fait de sa puissance économique, est en mesure d'opposer aux forces de frappe conventionnelles des pays du pacte de Varsovie un potentiel de défense conventionnel suffisant. Mais ceci ne peut valoir que si l'Union soviétique, en conclusion des négociations de Vienne, amorce un désarmement partiel tel qu'elle cesse d'être une menace pour l'Europe de l'Ouest. D'autre part, en raison de l'évolution de la Communauté européenne vers un marché commun intérieur, la position à part de la France en matière de politique de sécurité devient de plus en plus difficilement justifiable.

Avant tout, il faut dire que la mise sur pied d'un pilier européen de l'alliance ne suppose pas que la France renonce au pouvoir de décision indépendant sur ses armes nucléaires. La caractéristique de ces armes est que ceux qui les possèdent n'accroissent à aucun autre État un droit au chapitre quant à leur utilisation ou, même, quant à leur non-utilisation. En l'espèce, la France ne se trouve nullement dans une position particulière.

Paris, qui se plaint tout à fait ouvertement des diverses dépendances dans lesquelles l'Europe se trouve vis-à-vis de l'Amérique, a la possibilité de changer cet état de fait. Si la France pouvait intervenir au sein de l'alliance ou à Vienne en tant que puissance dirigeante des pays

d'Europe de l'Ouest, les négociations y gagneraient une impulsion nouvelle. A défaut, elles seront tout de même menées par les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne, qui se sont attribués un rôle dirigeant dans ce processus.

L'objectif de l'équilibre conventionnel, grâce à un niveau des forces rendant impossible l'agression, ne serait donc pas modifié si l'Europe de l'Ouest unissait ses forces conventionnelles. Seule demeure la question de savoir si, en chemin, l'Europe de l'Ouest prend une responsabilité politique supplémentaire et soulagera les États-Unis, ou bien si elle restera dans la situation que l'on observe à Bruxelles, où elle ne trouve son unité que sous la houlette du président américain.

Le but poursuivi à Vienne est celui d'une stabilité des armes conventionnelles qui rende inutile toute arme atomique au-dessous du seuil stratégique. Si toutes les armes nucléaires tactiques, sur terre et sur mer, disparaissent, à l'Ouest comme à l'Est, ce seraient alors les armes eurostratégiques françaises qui se chargeraient de la protection de l'Europe occidentale, de façon déclarée ou non, aussi longtemps qu'il existerait une dissuasion nucléaire. Il ne faut pas non plus oublier qu'il existe aussi des armes atomiques britanniques, mais elles restent hors de propos pour ce qui nous intéresse.

L'arsenal d'armes stratégiques des États-Unis, en outre, demeure dans l'équilibre qui est négocié avec l'Union soviétique. Personne, ni à Moscou, ni en Europe, et certainement pas non plus aux États-Unis, ne pourrait croire que la garantie nucléaire américaine ne jouerait plus pour assurer l'intégrité du territoire de l'OTAN, du fait que les États-Unis n'ont plus d'armes nucléaires installées sur le continent européen.

A tous points de vue, disons à la France : cela suffit.

Egon Bahr est expert des questions de désarmement du Parti social-démocrate allemand. Ce texte fait partie du « Rapport sur la paix » publié par l'Institut pour la recherche sur les problèmes de la paix et la politique de sécurité de l'université de Hambourg, la Fondation de Heese pour la recherche sur la paix et les conflits, le département de recherche de l'association évangélique des étudiants.

L'Europe du transport aérien : libéralisme ou angélisme ?

par Bernard Attali

L'EUROPE du transport aérien est mal partie. Près d'un vol sur trois en retard de plus de quinze minutes cet été. Des aéroports saturés, un contrôle aérien pris de vitesse par l'évolution du trafic, des passagers qui ne comprennent pas très bien ce qui se passe. Cela ne peut plus durer. Il faut réagir, et vite.

Nous, responsables de compagnies aériennes, devons balayer devant notre porte. Nous devons en particulier traiter de façon plus moderne l'information de nos passagers en cas d'irrégularité. C'est vrai. Mais quels que soient les efforts déployés par les compagnies, que pouvons-nous faire face à un problème dont l'ampleur et la nature nous dépassent ? Et qu'en ne me dise pas que le ciel est « encombré ». Ce n'est pas vrai. Il n'est pas géré comme il devrait l'être.

La Commission européenne, à mon avis, pourrait jouer un rôle déterminant en cette affaire en œuvrant pour la mise en place d'un système de contrôle aérien en Europe, mieux coordonné, plus unifié.

Or, à la congestion des aéroports et des voies aériennes, les autorités européennes répondent en propo-

sant un ensemble de mesures de déréglementation, qui vont susciter de nouveaux trafics, et un code de conduite... qui consiste à gérer la pénurie.

Je le dis tout net : le problème me paraît pris à l'envers.

Bien qu'affirmant à qui veut les entendre qu'elles ne sont pas favorables à la transportation en Europe du modèle de déréglementation appliqué il y a dix ans aux États-Unis, les instances communautaires proposent, pour la seconde phase de préparation du marché unique de 1993, des mesures qui se situent dans la droite ligne de cette déréglementation venue d'ailleurs.

Elles suggèrent, par exemple, que, à partir du 1^{er} janvier 1991, la règle actuelle de la « double approbation » des tarifs de base par les gouvernements des pays desservis, soit remplacée par une règle de « double désapprobation ». Cela signifie qu'un tarif imaginé par une compagnie aérienne serait applicable sauf si les gouvernements de deux pays concernés s'y opposent. Concrètement, c'est le pays le plus laxiste qui imposera sa loi et le nivellement se fera par le bas.

Les guerres tarifaires peuvent séduire un moment certains gou-

vernements, les consommateurs et quelques courants de l'opinion publique. Mais les déceptions viennent vite. Les expériences tentées dans ce domaine se sont pour la plupart déroulées selon le même schéma. Une compagnie casse les tarifs sur une ligne. Elle attire pendant un temps une clientèle sur ses vols, en général moins par la création de trafics nouveaux que par ponction sur la clientèle des autres compagnies. Ces dernières réagissent et, sachant qu'elles perdent moins d'argent en baissant leurs tarifs qu'en laissant leurs avions se vider, appliquent à perte des prix comparables, voire inférieurs. Afin de limiter leurs pertes, elles rognent sur leurs dépenses modulaires, ce qui entraîne une dégradation de la qualité du service. Et pour finir, les vols, ces compagnies « prédatrices » disparaissent - en général aux frais de leurs créanciers - et les tarifs remontent.

Les illusions de la déréglementation

Dix années de déréglementation américaine nous apprennent des choses bien intéressantes.

Cette déréglementation a été conçue dans le but d'ouvrir le transport aérien intérieur américain à une concurrence accrue. Dix ans après, le nombre moyen de compagnies concurrentes sur chaque ligne ne dépasse pas 2,5, voire 1,9 pour les lignes de moyenne densité. Les compagnies géantes ont survécu : les huit premières compagnies américaines assurent aujourd'hui près de 94 % du trafic.

La pression sur les coûts a conduit à une dégradation de la qualité du service quasi-généralisée. Et je ne peux passer sous silence les problèmes sociaux qui ont accompagné et accompagnent encore, dans la douleur, le phénomène d'hypo-concentration.

S'acharner, comme le font actuellement certains, à vouloir que trois compagnies, quatre ou plus, soient en compétition sur chaque ligne d'Europe constitue à mes yeux une erreur pour l'avenir. Cela ne peut que conduire à l'entre-déchirement stérile des transporteurs européens, sous le regard

pognerard des autres, et notamment des américains. Libéralisme et angélisme ne sont pas synonymes.

D'une certaine façon, ce n'est pas en Europe que se jouera l'avenir du transport aérien européen. Il se jouera au dehors, là où les compagnies européennes sont confrontées à la concurrence renforcée des grandes compagnies américaines et asiatiques. Or on cherche en vain le début d'une réflexion sur une politique commune européenne dans ce domaine.

Regardez les forces en présence. C'est saisissant. D'une part, aux États-Unis, un transport aérien très concentré avec quatre ou cinq compagnies géantes exploitant des flottes de l'ordre de 400 à 500 appareils chacune. De l'autre côté, en Europe, plus de vingt compagnies, dont la plus importante exploite une flotte ne dépassant pas les 210 avions.

Cette importante disparité en nombre d'appareils s'ajoute à un déséquilibre en droits de trafic. Les compagnies américaines peuvent desservir environ quarante points en Europe depuis tout point des États-Unis. Réciproquement, les compagnies européennes ne sont globalement autorisées à desservir que vingt-deux points aux États-Unis, depuis leur seul pays d'origine.

Alions-nous rester au balcon ? Il est temps, grand temps, que l'Europe réagisse et parle si possible d'une seule voix. Au lieu de s'y consacrer, pourtant, certains experts de la Commission se contentent d'appliquer de façon rigide des règles de concurrence interprétées sous un angle strictement juridique.

Construire l'Europe de l'aviation civile, cela veut dire pour commencer ne pas s'épuiser en querelles européennes stériles. Les compagnies de la Communauté doivent pouvoir développer leurs coopérations sans rencontrer systématiquement la médiane taillonnée de telle ou telle administration européenne ou pas. Cela peut vouloir dire aussi, un jour ou l'autre, engager une réflexion commune et globale des accords aériens entre l'Europe et les États-Unis. Pour reprendre la

belle formule de Jacques Delors : oui à l'Europe ouverte, non à l'Europe fermée. Il faut relire ce que disait le président de la Commission, le 17 janvier 1989, à Strasbourg. Celui-ci demandait qu'on avance sur tous les fronts à la fois en menant de pair partout libéralisation et harmonisation.

Oh en sommes-nous en matière aéronautique ? Pas très loin. Mis à part le code de conduite applicable aux systèmes informatisés de réservation, aucune règle commune concernant le transport aérien n'a encore été adoptée, alors que doit s'ouvrir dans un peu plus d'un an la seconde phase de la libéralisation.

Européen, oui, mais pas naïf

Les règles de fonctionnement du marché européen du travail (conditions de travail, réglementation techniques et sociales, statuts des personnes, brevets et licences, conventions collectives...) sont aujourd'hui encore très différentes d'un pays à l'autre. D'où, notamment, une grande disparité dans les coûts de production entre les compagnies, sans mécanisme régulateur d'ensemble. Dans ce domaine comme dans d'autres, pourquoi accepterions-nous le « dumping social » ?

Peu de voix s'expriment aujourd'hui contre le processus de déréglementation qui est engagé. Ceux qui pourraient le faire ont sans doute peur d'être taxés de

« passésistes ». Personnellement, j'entends ne pas céder à ces pusillimités. Je suis Européen mais pas naïf.

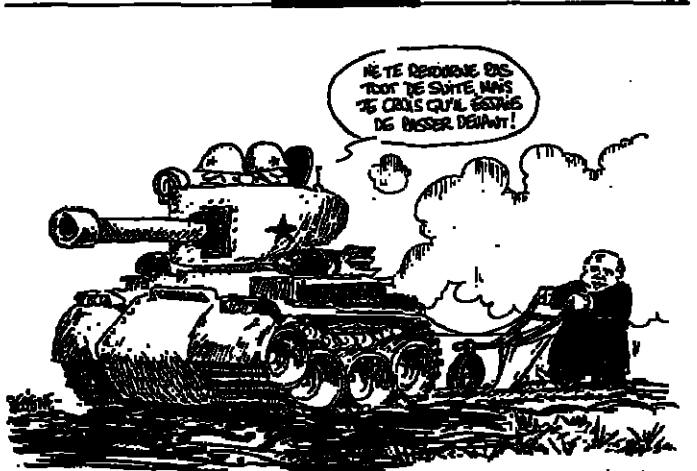
La vérité, c'est qu'il n'y a pas d'un côté les « champions » du libre marché, défenseurs du consommateur, et de l'autre les « conservateurs » crispés sur des préférences « rentes de situation ».

Cela serait trop simple, et pour tout dire caricatural. En réalité, il y a ceux qui sont prêts à appliquer à l'Europe une démarche de type américaine, chaotique, et ceux qui, tout en étant favorables à une libéralisation conforme au traité de Rome, souhaitent qu'elle soit conduite de ce côté-ci de l'Atlantique à notre rythme, d'une manière « ordonnée », aussi bien pour le consommateur que pour les entreprises.

Et pas de méprise : le marché unique est une donnée essentielle et positive pour l'avenir de l'Europe. Air France entend y prendre une part active. Nous savons l'effort de rigueur que nous devons faire en permanence, à la fois sur nos coûts et notre qualité de service. Nous savons que le repli frileux n'a jamais remplacé une stratégie. Pour ma part, en ce mois d'octobre 1989, je pense qu'il faut corriger le cap si l'on veut que l'Europe du transport aérien soit une réussite.

Bernard Attali est président d'Air France.

TRAIT LIBRE



هنا من الأصل

ÉTRANGER

PANAMA : l'échec de la tentative de coup d'Etat

Les rebelles étaient en contact avec les Américains

Le gouvernement de Washington a fait savoir, mercredi 4 octobre, que les officiers rebelles panaméens étaient entrés en contact avec les autorités américaines de la région avant et pendant le putsch manqué. Les combats qui ont permis, mardi, au général Noriega de reprendre le contrôle de la situation seraient fait une dizaine de morts.

WASHINGTON
correspondance

M. Richard Cheney, secrétaire à la défense, et le secrétaire d'Etat James Baker se sont efforcés, mercredi, de justifier l'attitude de Washington en faisant état des incertitudes et des doutes concernant les intentions réelles des auteurs de la tentative de putsch contre le général Noriega. M. Cheney a reconnu qu'effectivement le général a été prisonnier pendant deux heures des officiers rebelles qui prirent contact avec un représentant du haut commandement américain dans la région pour demander aux forces américaines de s'emparer du dictateur et de le transporter aux Etats-Unis. Mais, selon M. Cheney, les officiers panaméens n'ont jamais vraiment envisagé de remettre Noriega entre les mains du commandement américain, encore moins de l'extrader.

D'autres officiers affirment que les rebelles se s'adressèrent aux Américains qu'un moment où la lutte tournerait à leur désavantage. La possibilité d'une intervention directe américaine était alors définitivement exclue. M. Cheney a justifié également l'incertitude américaine par les doutes entretenus sur le commandant Giraldo — apparemment le leader du mouvement — qui avait informé dimanche le département d'Etat que la rébellion commencerait lundi.

Le secrétaire à la défense a rappelé qu'en 1988 cet officier avait pris parti pour le général Noriega. Ainsi, M. Cheney estime qu'on pouvait avoir de sérieux doutes sur la validité de l'avertissement de Giraldo et même craindre que sa démarche fût un piège visant à entraîner les forces américaines dans de sanglants combats. Néanmoins, au Pentagone, on souligne que le commandement américain avait répondu positivement aux demandes des rebelles en bloquant les grandes routes d'accès au QG des forces armées panaméennes et en offrant un refuge aux familles des rebelles. De son côté, le secrétaire d'Etat Baker s'est efforcé de rassurer ceux des membres du Congrès qui craignent que l'échec du coup n'expose définitivement, pour l'avenir, toute intervention américaine. « Les Etats-Unis n'ont jamais écarté l'option d'un recours à la force », a-t-il dit, en ajoutant toutefois qu'« il n'était pas possible de risquer la vie



« The Guardian » du jeudi 5 octobre.

de soldats américains en fonction de plans établis par d'autres et en réponse à des circonstances rapidement changeantes ». Selon lui, les Etats-Unis ne peuvent s'engager que conformément à leurs propres plans en tenant compte du meilleur moment.

Au Congrès, en dehors des éléments conservateurs qui déplorent qu'une « occasion en or » ait été manquée, nombreux sont ceux qui critiquent les insuffisances des services de renseignements américains (ils ignoraient, par exemple, où se trouvait Noriega au moment du « coup »). Mais, surtout, ils acceptent tout ce que le gouvernement Bush n'a pas préparé plus soigneusement un plan d'action pour faire face à tous les cas de figure et soutenir un mouvement de rébellion qu'il avait encouragé. Enfin, on craint que les officiers arrêtés ne soient amenés à mettre en cause les services spéciaux américains — ne serait-ce que pour s'attribuer la cécité du régime — en appuyant les accusations de Noriega sur le « complot » américain.

HENRI PIERRE

COLOMBIE

Le désarroi d'Arauca après l'assassinat de son évêque

ARAUCA

correspondance

Une chaleur torride, des visages fermés, hostiles et méfiants, des regards qui se dérobent : Arauca, dans les llanos de l'orient colombien, est manifestement choqué par l'assassinat de son évêque. La bourgade — pourtant plus animée que sa voisine vénezuélienne El Amparo, somnolente et à l'abandon sur l'autre rive du fleuve Orinoco — vit au ralenti, s'interroge sans trouver de réponse sur un drame qui semble la dépeupler.

Mgr Jesus Emilio Jaramillo, enlevé et tué presque aussitôt, selon ses proches, par la guérilla de l'ELN (Armée de libération nationale), qui contrôle largement cette région de savanes immenses jusqu'à l'horizon, devait être inhumé jeudi 5 octobre. Sa dépouille reposait mercredi dans une chapelle ardente de « sa » cathédrale, en fait une modeste église toute blanche avec des tons vert pâle où une foule stupéfaite n'a cessé de défilier. Hommes, femmes et enfants incrédules

devant le visage tordu du prélat.

Les meurtriers se sont acharnés sur cet homme de soixante-trois ans, originaire de Medellin, mais pasteur d'Arauca depuis de très nombreuses années. « Era tan bueno el viejo... » (« Il était si bon, le petit vieux »), murmure une femme en larmes dans l'église. Des militaires, figés, livides, montent une garde d'honneur devant le cercueil ouvert.

« Nous ne comprenons pas », répète comme une litanie Dona Rosita, qui tient une pension de famille. Pourquoi ? Pourquoi ? « Arauca, dit un commerçant de la bourgade, connaît depuis trois ans une prospérité relative grâce aux royalties du pétrole... » Le pipe-line des gisements de Cano Limon, appartenant à la compagnie Occidental, passe à quelques kilomètres. Il est régulièrement saboté par les muchachos de l'ELN, qui s'assurent ainsi de confortables revenus en menaçant la compagnie étrangère d'être encore plus agressive si elle ne paie pas l'impôt révolutionnaire.

Le pétrole, la guérilla, les finiquets exploitant d'immenses fermes d'élevage et menaçoés, eux, d'enlèvement contre rançon... Il faut ajouter les trafiquants de drogue, très actifs dans cette région frontalière, et les bandes armées qui ont prospéré à la faveur de l'anarchie. Beaucoup de raisons qui expliquent l'insécurité grandissante dans les llanos et aussi la difficulté de désigner les responsables des actes de violence. Il reste que pour la première fois un évêque a été victime de cette violence (le Monde du 5 octobre).

Une version circule mercredi à Arauca émise par des sympathisants de la guérilla : l'évêque aurait reçu une très forte somme d'argent des pétroliers pour le répartir au mieux « des intérêts du peuple ». Mais, ajoutent-ils, « l'évêque n'a pas respecté cet engagement ». Dans la sacristie, un prêtre effondré ne savait que dire : « La dernière chose que monseigneur nous a dite est que l'Eglise ne devait pas rester silencieuse face à la situation actuelle... »

MARCEL NIEDERGAANG

Les « arguments » du dictateur

« Mon autorité s'est imposée, je n'ai pas été capturé, j'ai parlé aux rebelles et je leur ai dit de se rendre, sinon nous allions tous mourir » : c'est en ces termes que le général Noriega, l'« homme fort » du Panama, a donné sa version de la tentative de putsch manqué contre lui.

M. Noriega, qui s'exprimait, mercredi 4 octobre, devant la télévision espagnole, a réitéré ses accusations contre les Etats-Unis, déclarant : « Mes arguments sont ma mitraillette et mon pistolet ».

Mercredi les rues, nettoyées par la troupe qui a fait respecter le couvre-feu la nuit précédente, étaient aux mains des loyalistes. D'après un communiqué des forces de défense, les affrontements liés à la tentative de putsch auraient fait

au total dix morts parmi les rebelles et vingt-six blessés (dont dix-huit soldats fidèles à Noriega).

Confirmation de la mort des putschistes

Par ailleurs, les forces loyalistes ont arrêté le chef des services de renseignement, le colonel Guillermo Wong, ainsi que deux membres de l'état-major, le colonel Julio Young et le lieutenant-colonel Armando Palacios Gondoia. Cinq rebelles auraient réussi à se réfugier dans une base américaine. Enfin, le communiqué confirme bien la mort des dirigeants du putsch, le major Moises Giraldo, chef de la compagnie d'élite Urraca, et le capitaine Edgardo Sandoval, chef de la compagnie antimunitaria. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS : un procès exemplaire

Le pirate de l'air Fawaz Younés condamné à trente ans de prison

Le pirate de l'air libanais Fawaz Younés, qui avait détourné en juin 1985 à Beyrouth un Boeing de la compagnie Royal Jordanian — à bord duquel se trouvaient deux Américains, — a été condamné, mercredi 4 octobre à Washington, à une peine de trente ans de prison.

Capturé en 1987 par des agents américains qui l'avaient attiré sur un yacht en Méditerranée avant de l'emmener aux Etats-Unis, il était le premier pirate de l'air jugé et reconnu coupable aux termes d'une loi américaine selon laquelle toute agression ou détournement dans le monde, impliquant des Américains, est « un crime », relevant de la justice des Etats-Unis. Younés était passé de la prison à la vie pour avoir reconnu qu'il dirigeait le commando de la milice Amel, qui avait fait irruption à bord du Boeing. L'avion avait été détruit par la suite après la libération des passagers.

Commentaire du procureur à l'issue de ce procès un peu particulier : « Les Etats-Unis feront le maximum pour faire savoir à ceux qui seraient tentés de commettre des actes terroristes contre des Américains qu'ils seront châtiés où qu'ils se trouvent. » — (AFP, Reuters.)

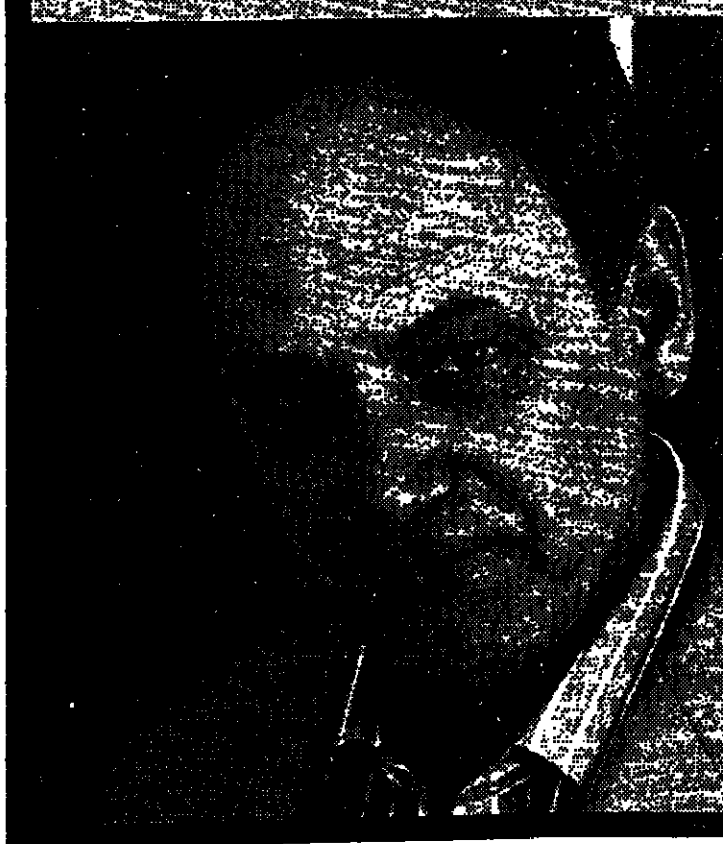
PÉROU

Enlèvement d'un ancien conseiller du président Garcia

M. Hector Delgado Parker, ami intime du président Alan Garcia dont il fut le conseiller pendant les deux premières années du régime et copropriétaire de la première entreprise privée de radio et télévision du Pérou, a été enlevé mercredi 4 octobre par le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), en plein centre de la capitale. Son chauffeur a été tué sur le coup, et trois autres personnes ont été blessées, parmi lesquelles son garde du corps. Le Mercedes blindé du dirigeant a été intercepté par trois jeunes gens en uniforme de policiers, à proximité de l'édifice de la chaux Canal-5. Le directeur a été embarqué de force dans un autre véhicule.

Le MRTA utilise le kidnapping pour financer la guérilla, exigeant de fortes rançons des familles de ses victimes. Depuis 1984, date à laquelle il est passé à la lutte armée, une vingtaine de personnalités appartenant au monde des affaires ont été prises en otage. Une seule d'entre elles, un industriel d'origine yougoslave, a été assassinée, les autres ont été relâchées après des mois de captivité. L'enlèvement de M. Delgado semble surtout un acte de propagande du mouvement insurgé, à une semaine seulement de l'ouverture au Pérou de la troisième réunion au sommet des présidents latino-américains du groupe des Huit. — (Corresp.)

PHILIPPE DOUMENC



Les Comptoirs du Sud

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Un premier roman continûment engendré par un visible amour de l'écriture, de la fable et de l'invention plus vraie que le vrai.

Jean-Claude Lebrun / Révolution

D'emblée, l'auteur impose un climat d'étrangeté poétique qui fait songer au « Rivage des Syrtes ».

Paul-Jean Franceschini / L'Express

Une des plus belles réussites de la rentrée.

Michel Caffier / L'Est Républicain

Editions du Seuil



PROCHE-ORIENT

ISRAËL : vers un compromis ?

Le gouvernement entame la discussion du plan Moubarak

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Sous couvert de débats byzantins, le gouvernement israélien doit répondre dans les jours ou les semaines à venir à une question relativement simple : à quelles conditions peut-il accepter de reconnaître une délégation palestinienne pour discuter de son projet d'élections dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ?

La question est à double détente, portant à la fois sur la composition de cette délégation et sur l'ordre du jour précis d'un éventuel dialogue israélo-palestinien. C'est de cela que devait débattre, jeudi 5 octobre, le cabinet restreint qui réunit les principaux dirigeants du gouvernement d'union nationale — les ministres du Likoud, dont le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, et six ministres travaillistes. Formellement, ils doivent apporter une « réponse de principe » au président égyptien, M. Hosni Moubarak, qui propose qu'une délégation palestinienne composée à la fois des résidents des territoires et des nationalistes « de l'extérieur » rencontre au Caire des représentants de l'Etat hébreu. Mission : discuter des moyens de mettre en œuvre le projet israélien d'élections en Cisjordanie et à Gaza.

Pour reprendre les termes du Raï, il ne s'agit pas de débattre d'un « plan de paix » mais simplement d'un « mécanisme » permettant aux deux parties de s'installer autour de la table de négociation. Sans coup de théâtre jamais tant à fait à exclure à Jérusalem, les ministres devraient prendre leur temps pour tenter d'adopter une position commune sur cette initiative égyptienne qui les divise profondément.

Le Likoud ne veut pas que des nationalistes de l'extérieur fassent partie de la délégation palestinienne qui, pour M. Shamir, ne doit représenter que les résidents des territoires ; toute autre formule reviendrait à accepter une participation de l'OLP aux pourparlers. Le Likoud entend qu'une réunion

israélo-palestinienne ait pour seul et unique mandat de discuter du projet d'élections et ne soit pas habilitée à débattre d'un règlement définitif de la question des territoires.

Appuyés par les Etats-Unis et la plupart des Occidentaux, les travaillistes souhaitent que le cabinet réponde positivement aux propositions égyptiennes. Comme M. Moubarak, ils estiment que le projet d'élections n'a de chance de voir le jour qu'avec le feu vert de l'OLP, lequel ne sera donné qu'à certaines conditions : 1) des Palestiniens de l'extérieur, représentant l'ensemble du mouvement national, doivent participer à la délégation ; 2) les élections ne seraient qu'une étape dans un processus devant déboucher à date fixe sur une négociation sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza.

Les dirigeants du Likoud et du Parti travailliste vont étudier plusieurs formules de compromis qui permettraient au gouvernement de donner suite à la démarche de M. Moubarak. Ils y ont été expressément invités la semaine dernière à Washington et à New York, où le président George Bush et le secrétaire d'Etat James Baker ont fait savoir à M. Moshé Aram, le ministre israélien des affaires étrangères (Likoud), que la proposition égyptienne constituait une occasion à ne pas laisser passer. Ils y ont encore intérêt parce que, à l'heure actuelle — et pour des raisons très différentes — aucun des deux grands partis de la coalition ne gagnerait vraiment à une crise gouvernementale. Enfin, M. Shamir y est personnellement incité : si un accord était envisagé, M. Moubarak n'a-t-il pas annoncé qu'il serait prêt, pour la première fois, à rencontrer, même à Jérusalem, le chef du Likoud ?

Reste à mettre sur pied une formule de compromis n'édouant pas la proposition égyptienne au point qu'elle ne suscite plus qu'indifférence ou rejet chez des Palestiniens déjà peu enthousiastes.

ALAIN FRACHON

IRAN

Les dirigeants demandent aux députés musulmans libanais « de ne pas céder »

Le président iranien Rafsanjani a mis en garde, mercredi 4 octobre, les députés libanais musulmans réunis à Taïef contre toute acceptation de la prédominance des chrétiens maronites dans leur pays. Lors d'un entretien à Téhéran avec des responsables musulmans libanais et palestiniens syro-libanais, il a affirmé que, si les députés musulmans « cèdent », « ils auront commis une grave trahison envers le peuple libanais et feront face à une sévère opposition ».

Après avoir, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, avait vivement critiqué la conférence de Taïef, affirmant qu'elle « ne peut rien entraîner contre la volonté des masses libanaises ». De son côté, le guide de la République islamique, M. Ali Khameneï, a estimé que les efforts destinés à résoudre la crise libanaise « n'auront aucune valeur s'ils visent à y maintenir le sys-

tème féodal et réactionnaire basé sur la discrimination ».

Apparemment unis dans leur hostilité aux pourparlers de Taïef, les dirigeants iraniens font face à un début d'opposition sur le plan parlementaire. Dans un discours transmis par la radio de Téhéran, M. Khameneï, parlant en sa qualité de guide de la République islamique, a affirmé, mercredi, que « toute critique formulée contre le nouveau gouvernement et son président » était « harâm » (religieusement interdite). Le gouvernement iranien a fait récemment l'objet de vives critiques au sein du Majlis, et un des députés, le colonel Khalkhali, connu jadis pour son engagement à envoyer les opposants devant les pelotons d'exécution, est allé même jusqu'à demander la démission de M. Rafsanjani, coupable à ses yeux, de ne pas avoir incliné dans son équipe gouvernementale les chefs de file de la tendance dure du régime islamique. — (AFP, UPL)

AFRIQUE

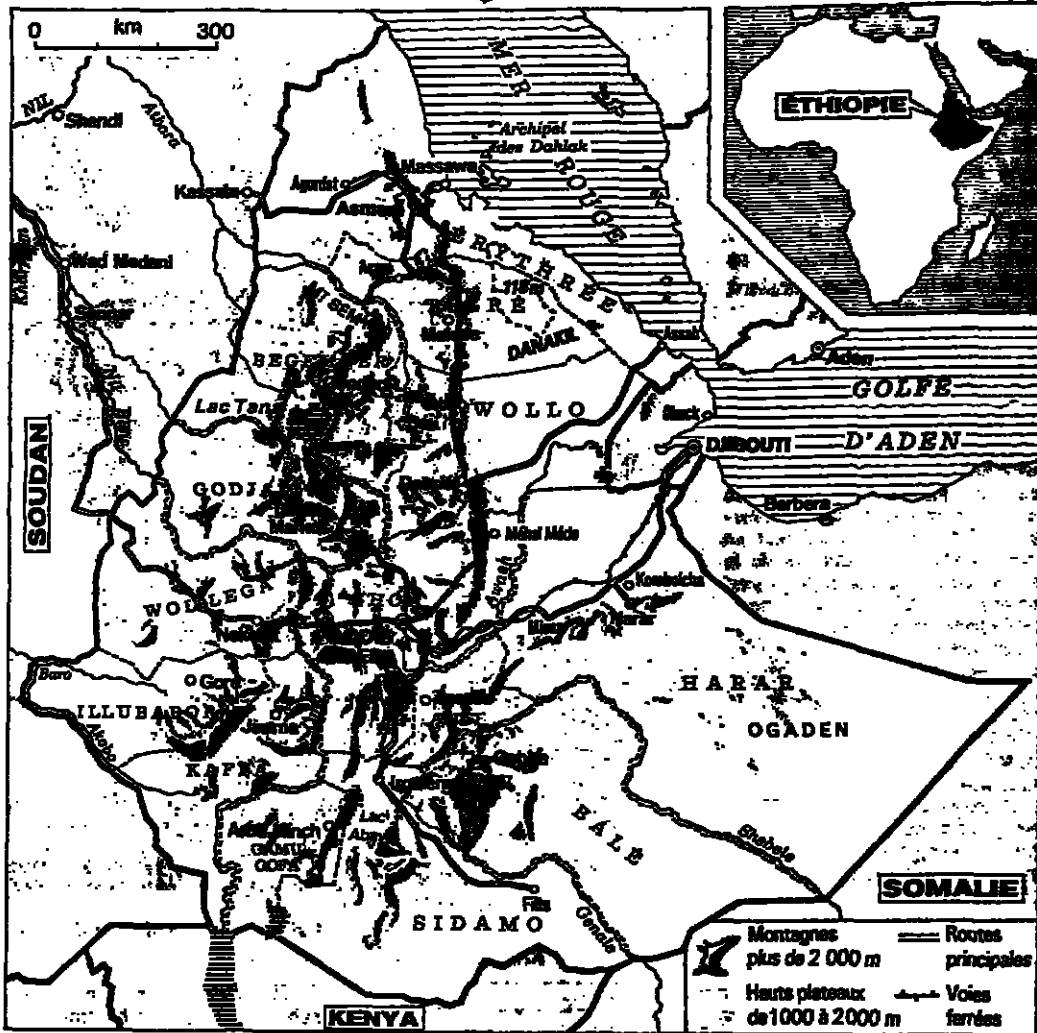
ETHIOPIE : d'une province à l'autre

Les nombreux revers militaires affaiblissent le régime du colonel Mengistu

Alors que les négociations de paix entamées, à la mi-septembre, sous l'égide de l'ancien président américain, M. Jimmy Carter, entre les autorités d'Addis-Abeba et les maquisards du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) se sont soldées par un semi-échec (une nouvelle rencontre est prévue à Nairobi le 18 novembre), l'Ethiopie s'enfonce dans la guerre.

Les séparatistes du Front de libération de l'Oromia (FLO) commencent à se montrer très romantis dans le sud-est du pays, où ils se sont violemment accrochés à la mi-octobre, près de Jijiga, avec les forces gouvernementales. Beaucoup plus inquiétant est la grande offensive que les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) ont lancée ces dernières semaines, dans la province du Wollo après avoir pris, en février, le quasi-contrôle de celle du Tigré et de sa capitale, Mekele. Ils se sont ainsi rendus maîtres de Weytad, après de Kolob, mettant en déroute l'armée gouvernementale, qui, selon un responsable du parti unique au pouvoir, est engagée dans des « combats féroces » et se bat aux « importants sacrifices ».

Désormais, les maquisards du FPLT ont mis le cap plus au sud, en direction de Dessé, le quartier général de la III^e armée et de la base aérienne de Kambolcha. Ils ne se trouveraient plus qu'à une trentaine de kilomètres de la route stratégique qui relie Addis-Abeba à Assab, le port sur la mer Rouge. En outre, ces rebelles qui se réclament d'un marxisme per et dur, à l'abandon, affirment avoir passé des accords et remporté des victoires avec leurs homologues du Mouvement démocratique du peuple éthiopien, qui opère surtout dans la province du Gondar. Même dans la capitale éthiopienne, des « terroristes » sont à l'œuvre et réussissent à « signer »



quelques attentats à la bombe. C'est bien peu de dire, dans ces conditions, que les soldats gouvernementaux ont eu du mal à maintenir le contrôle sur le champ ou jeter en prison, si bien que les troupes d'Addis-Abeba sont, aujourd'hui, commandées pour ainsi dire par des amateurs.

Le colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'Etat, se retrouve d'autant plus seul que les derniers soldats cubains qui avaient aidé à combattre les Somaliens en 1977-1978, lors de la guerre de l'Ogaden, viennent de repasser leur pays, après douze ans d'une active coopération. L'Union soviétique, quant à elle, qui a déjà accordé à son allié entre 5 et 6 milliards de dollars d'aide militaire, tente de se dégarer du bourbier éthiopien.

Certes, le Kremlin, qui appelle de ses vœux une « solution politique » à ces conflits internes, continue, semble-t-il, d'approvisionner l'Ethiopie en armement. Moscou, qui a récemment dépeché sur place

le général Valentin Varenikov, un des vice-ministres de la Défense et commandant en chef de l'armée de terre, n'en cherche pas moins à négocier le retrait de son quelque 1 500 conseillers militaires.

Faute de pouvoir vraiment compter sur ses fournisseurs habituels, le colonel Mengistu est donc obligé, pour s'approvisionner, de s'adresser ailleurs, notamment aux pays les plus durs du camp socialiste, l'Allemagne de l'Est, la Corée du Nord et le Yémen du Sud.

La situation économique n'est guère plus brillante. Vivement soulevées par les baillères de fonds, les réformes visent à libérer l'économie restant très timides. Le Programme alimentaire mondial (PAM) vient d'annoncer qu'une aide alimentaire sera nécessaire, cette année, à la survie de plus de 1,7 million de personnes qui vivent en Erythrée et dans le Tigré, en raison d'une importante sécheresse.

JACQUES DE BARRIN

DIPLOMATIE

NICARAGUA : la visite de M. Chevardnadze

L'URSS confirme la suspension des livraisons d'armes

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, est arrivé, mercredi 4 octobre, en fin d'après-midi, à La Havane, après une visite de vingt-quatre heures au Nicaragua.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique latine

M. Chevardnadze a confirmé, à Managua, la suspension des livraisons d'armes au Nicaragua jusqu'aux élections de février prochain, « à la fois » contraindre les deux camps à négocier. Il s'est prononcé par ailleurs en faveur de l'ouverture d'une négociation régionale pour parvenir à un « équilibre des forces » en Amérique centrale.

ajoutant que l'Union soviétique et les Etats-Unis pourraient être les « garants » d'un tel accord qui impliquerait la suppression de toutes les bases militaires étrangères et le départ des conseillers militaires étrangers.

La presse locale avait souligné au cours des derniers jours le caractère exceptionnel, malgré sa brièveté, de la visite de M. Chevardnadze, plus haute personnalité soviétique à se rendre au Nicaragua en dix ans de révolution sandiniste.

Selon un communiqué en quinze points lu au cours d'une conférence de presse à laquelle participait le président Ortega et M. Chevardnadze, le gouvernement nicaraguayen souhaite que « la suspension des livraisons d'armes soviétiques au Nicaragua facilite les Etats-Unis à faire de même avec les autres pays d'Amérique centrale ». Managua s'engage, d'autre part, à « rendre publiques les livraisons d'armes légères et de munitions prévues dans le cadre normal de la défense nationale ».

Cet engagement est la conséquence du mécontentement exprimé par les Etats-Unis à la suite des livraisons récentes d'armes soviétiques par Cuba (le Monde du 5 octobre).

Sur le plan économique, le ministre a indiqué que l'aide soviétique serait maintenue à son niveau actuel (environ 500 millions de dollars par an). Elle devra cependant être réorientée « vers le développement », a-t-il ajouté, « puisque la guerre est terminée ». Le ministre s'est dit « impressionné » par le plan de redressement mis au point, depuis le début de l'année, par Managua pour contrôler l'inflation (36000 % en 1988), mais il a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'arrêter « l'effacement » de la coopération, respectant ainsi l'irritation provoquée chez les experts soviétiques par les gaspillages attribués au gouvernement sandiniste.

BERTRAND DE LA GRANGE

ALGERIE : le premier anniversaire des émeutes

Les islamistes demandent la libération de leurs militants détenus

Les forces algériennes de sécurité étaient en état d'alerte maximum jeudi 5 octobre, afin de prévenir d'éventuelles explosions de violence pour l'anniversaire des émeutes qui ont fait des centaines de morts il y a un an.

Tous les nouveaux partis politiques ont appelé au calme, mais plusieurs groupes d'extrême droite, influencés par les dirigeants fondamentalistes musulmans, ont voté l'organisation d'une grève générale. Toutes sortes de rumeurs circulent, et les milices ont vidé les stocks dans les marchés afin de constituer des stocks en prévision d'éventuels troubles.

Le secrétariat exécutif du Front de libération nationale (FLN) au pouvoir, a appelé à « tout ce qui est de nature à éviter l'émancipation et le désordre ». Le FLN s'en prend, par ailleurs, à l'explication des événements de 1988 faits, selon lui, en France. « S'il est naturel que la vague d'octobre serve de cheval de bataille à certains islamistes qui n'ont aucun passé dans la lutte de libération, la tentative de porter préjudice à l'histoire de la révolution algérienne et à ses exploits héroïques constitue une atteinte au caractère sacré de la lutte de libération », et les événements d'octobre ont fait apparaître « une réaction française qui confine au chauvinisme et qui a trouvé dans ces derniers l'occasion de se débarrasser du complexe de la guerre d'Algérie et de tenter de blanchir la page du colonialisme français en noyautant celle de l'Algérie indépendante », estime le FLN.

A l'occasion de l'anniversaire d'octobre, le Front islamique du salut (FIS) a fait paraître le premier numéro de son journal « Al

Mounid (le Sauveur) — bi-mensuel en langue arabe tiré à cent mille exemplaires et diffusé directement par des militants. Une page, consacrée essentiellement de traductions d'articles du Monde, est consacrée à la situation des musulmans sur les différents continents.

A la « une », le FIS demande la libération « rapide » des islamistes encore détenus, selon lui, dans les prisons en Algérie, « alors que ceux liés aux idéologies impérialistes ont tous été relâchés ». « Dans ces circonstances », affirme le FIS, il est difficile de croire aux derniers appels à un changement politique. « Ces appels » ne peuvent avoir de sens si l'on ne libère pas tous les détenus musulmans, si on ne leur rend pas justice contre ceux qui les ont torturés et humiliés d'une manière que ne peut imaginer l'esprit humain au vingtième siècle ». — (Reuters, AFP)

■ ZIMBABWE : Secrétaire de l'université de Harare. — Le gouvernement zimbabwéen a décrété, mercredi 4 octobre, la fermeture — la première depuis l'indépendance en 1980 — pour une période indéfinie, de l'université d'Harare, après les heurts qui ont opposé toute la journée des étudiants à la police anti-émeutes. L'université d'Harare, la seule du Zimbabwe, compte environ 8 000 étudiants. Une cinquantaine d'entre eux ont été arrêtés après des affrontements provoqués par l'arrestation de M. Arthur Mumba, président du conseil représentatif des étudiants, et Enoch Chikweche, secrétaire général. — (AFP)

EST-OUEST

7h50

Jean-Luc Hees
en direct de Washington

Ulysse Gosset
en direct de Moscou

France Inter

PLUS HAUT LA RADIO !

Handwritten text in Arabic script: "هذا ما حصل"

L'Irlande en automne, c'est pas des vacances.

Golf, châteaux, cheval, pêche, festivals, musées, shopping, vous ne saurez plus où donner de la tête. Mais vous aurez de la force d'âme et, sage comme Socrate, ferez les choix déchirants qui s'imposent. Car enfin, que serait l'Irlande sans un brin de flemme ? Détails palpitants et prix hors-saison ci-dessous.

Il y a le golf à lui faire découvrir.

Comme les greens sont les plus beaux du monde, c'est on ne peut plus idéal pour lui/pour elle (rayez la mention inutile). Une semaine en hôtel catégorie A (nuits et breakfasts) en car-ferry direct avec votre voiture : 3 730 F A/R.

Il y a 3 festivals de musique et un bon millier de pubs qui chantent.

Opérette à Waterford, jazz à Cork, opéra à Wexford. Et musique irlandaise partout, arrosée de pintes de vous savez quoi.

Il y a les chevaux : tout seul, c'est bien. A deux, c'est mieux.

L'Irlande vue de haut, tagada, tagada : une semaine à cheval de ferme en ferme (nuits et breakfasts) : 5 000 F*

Il y a les vieilles pierres à faire en amoureux.

Les tours rondes, les châteaux normands, ça rend romantique. Les trésors celtiques des musées, ça donne furieusement envie de bijoux. 7 jours en Irlande avec voiture de location : 1 950 F*

Il y a la couleur locale à ne pas négliger.

Le Festival des Célibataires de Lisdoonvarna (sic), la Foire aux Chevaux de Ballinasloe, ça mérite une pellicule, non ?

Il y a les broquets à capturer pendant qu'elle achète du tweed.

4 jours en pension complète en guesthouse avec droits de pêche et voiture : 3 550 F* (le mètre de tweed : Ir £ 15).

*Prix par personne, voyage aérien compris.

AVION: DEPUIS 1900 F A/R
FERRY: DEPUIS 800 F A/R
Voiture comprise

Aer Lingus
Tel. (1) 47.42.12.50

IRISH FERRIES
Tel. (1) 42.66.90.90

Office National du Tourisme Irlandais

9, bd de la Madeleine, 75001 Paris Tel. (1) 42.61.84.26
Minicel 36.16 ou 36.15 Code Irlande

 **Irlande**

Allez loin sans aller loin.

EUROPE

L'acheminement des réfugiés est-allemands de Prague vers la République fédérale et les bouleversements

Le premier train de réfugiés est-allemands, entassés depuis plusieurs jours dans l'enceinte et à l'extérieur de l'ambassade de RFA à Prague, est arrivé jeudi 5 octobre à l'aube à Hof, en Bavière. Les sept autres, avec chacun environ mille passagers à bord, étaient attendus dans la matinée. Après onze heures d'un voyage pénible, les fugitifs, qui ont été accueillis par les applaudissements de centaines de personnes massées sur les quais de la gare et brandissant des drapeaux de la RFA, ont expliqué que le convoi de la compagnie de chemins de fer est-allemande Deutsche Reichsbahn s'était arrêté assez longtemps, pour des raisons inconnues, à la frontière entre la Tchécoslovaquie et la RDA. Les wagons étaient hermétiquement fermés pour empêcher quiconque de monter dans le train pendant la traversée de l'Allemagne de l'Est.

Dans l'espoir de pouvoir prendre un wagon en marche, de nombreux jeunes Allemands de l'Est s'étaient, en effet, rassemblés mercredi le

long du trajet de ces trains spéciaux, sur les quais des gares, ainsi que dans les environs de Hof, une région montagneuse où les convois sont obligés de ralentir. Au passage des trains, certains habitants tenaient des bougies allumées pour saluer leurs compatriotes et scandaient : « Nous aussi, nous voulons partir. » Selon certains témoignages, les forces de l'ordre auraient procédé à de nombreuses interpellations. Les premiers réfugiés arrivés en RFA racontent que « le passage des gares est-allemandes entre deux rangées de policiers était très impressionnant. C'était une sensation terrible ».

A Bonn, l'ancien chancelier Helmut Schmidt a évoqué le risque de « déstabilisation » de l'Etat est-allemand, en raison du mécontentement de la population de ce pays, qui s'exprime à la fois par l'exode et l'ampleur croissante des manifestations, comme celle de Leipzig, lundi, qui a rassemblé une dizaine de milliers de personnes.

M. Schmidt n'a pas hésité à dresser des parallèles entre la situation actuelle en RDA, les événements de Prague de 1968 et le soulèvement hongrois de 1956.

De son côté, le chef du groupe parlementaire de la CDU-CSU au Bundestag, M. Alfred Dregger, a conseillé au numéro un est-allemand d'« annuler les festivités du quarantième anniversaire de la RDA » auxquelles M. Mikhail Gorbatchev doit participer vendredi et samedi, et de convoquer plutôt une « table ronde » comme en Pologne. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a souligné mercredi l'urgence d'un « dialogue intensif » entre Bonn et Berlin-Est, afin que la RDA ne se reforme pas sur elle-même et tombe dans un isolement croissant, y compris au sein du camp socialiste.

De source soviétique informée à Moscou, on indiquait, jeudi 5 octobre, que la visite de M. Gorbatchev à Berlin-Est devrait être « discrète », laissant peu de place aux activités publiques. Mis

à part bien entendu une entrevue avec M. Erich Honecker, les porte-parole officiels à Moscou sont peu prolifiques sur le programme du chef du Kremlin. Celui-ci devrait cependant réaffirmer l'importance que l'URSS attache au régime est-allemand, tout en pressant discrètement Berlin-Est d'engager des réformes devenues indispensables.

Enfin, dans une interview au quotidien britannique *Daily Mirror*, mercredi 4 octobre, M. Erich Honecker a estimé que c'est « le contexte économique suscité par l'Occident qui a provoqué l'exode des ressortissants est-allemands vers la RFA ». Dans la *Pravda* du 5 octobre, le numéro un est-allemand rejette à nouveau toute idée de réforme pour son pays, qui est « la pierre angulaire du socialisme, l'alternative réelle au capitalisme et ses vices ». Il dénonce « la campagne provocatrice lancée en RFA, où les cercles chauvinistes n'ont pas renoncé à l'idée d'engloutir la RDA ».

Au départ de Prague

« Voilà pour toi, Erich ! »

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Devant l'ambassade de RFA à Prague, l'ordre a remplacé le chaos. Alors que, mardi 3 octobre, on avait pu assister à des scènes de violence entre policiers tchèques et candidats est-allemands au départ, l'évacuation des quelque dix mille réfugiés s'est effectuée, mercredi 4 octobre, selon une organisation bien réglée.

Au palais Lobkowitz, où siège l'ambassade, une longue colonne de gens attend, qu'on leur fasse signe d'avancer vers des cars immatriculés en RDA qui arrivent six par six. Les gens sont canalisés par des volontaires de la Croix-Rouge ouest-allemande munis de taliers-velours. Ils ont l'air épuisés mais heureux. Ils sont conduits ensuite dans une gare de la banlieue de Prague où les attendent des trains de la Deutsche Reichsbahn, la compagnie de chemins de fer est-allemande. C'est le même scénario que la semaine dernière.

Commencée mercredi en fin d'après-midi, l'évacuation de cette deuxième vague de réfugiés s'est poursuivie jusqu'au petit matin. Huit trains, chargés chacun d'environ un millier de personnes, partaient au rythme d'un par heure. Vers 19 heures, le départ des premiers autobus chargés de réfugiés avait donné lieu à des manifestations de sympathie de la part de plusieurs centaines de Tchèques, jeunes pour la plupart, qui s'étaient rassemblés aux abords de l'ambassade. Applaudissements, signes de victoire s'échangeaient avec les occupants des cars. Seul un

mince cordon de policiers plutôt déboussés séparait les spectateurs des réfugiés sagement rangés en colonne.

Le profil de ces futurs citoyens de la RFA correspond à celui qui s'est affirmé tout au long de cet été d'émigration massive : beaucoup de couples jeunes mais déjà installés dans la vie — le grand nombre de voitures abandonnées en témoignage —, beaucoup de Saxons. La plupart d'entre eux ont une idée fort précise de leur vie future : s'établir au plus vite dans une ville ouest-allemande, en Bavière de préférence, gagner de l'argent et voyager le plus possible. Les formes d'émigration de leur « pas-le-bol » via-à-vis de la RDA deviennent plus radicales à mesure que s'accroît la fatigue et le stress : « Voilà pour toi, Erich ! », s'écrie un jeune homme, le médusé dressé en l'air, avant de monter dans le car. Il fait allusion, bien sûr, à M. Erich Honecker.

Une jeune femme de Dresde qui attend patiemment son embarquement a, elle, l'impression d'avoir saisi au vol la chance de sa vie : « J'ai pris mardi à midi le dernier train pour Prague avant la fermeture de la frontière. Le voyage a été horrible, des centaines de personnes ont été chassées du train sans ménagements. » Un départ vers la Tchécoslovaquie en milieu de semaine, avec des enfants d'âge scolaire, ne laissait en effet guère douter des intentions de ces « touristes ». Jeudi matin il ne restait, selon un porte-parole de l'ambassade, que « très peu » de citoyens est-allemands devant le palais Lobkowitz.

LUC ROSENZWEIG

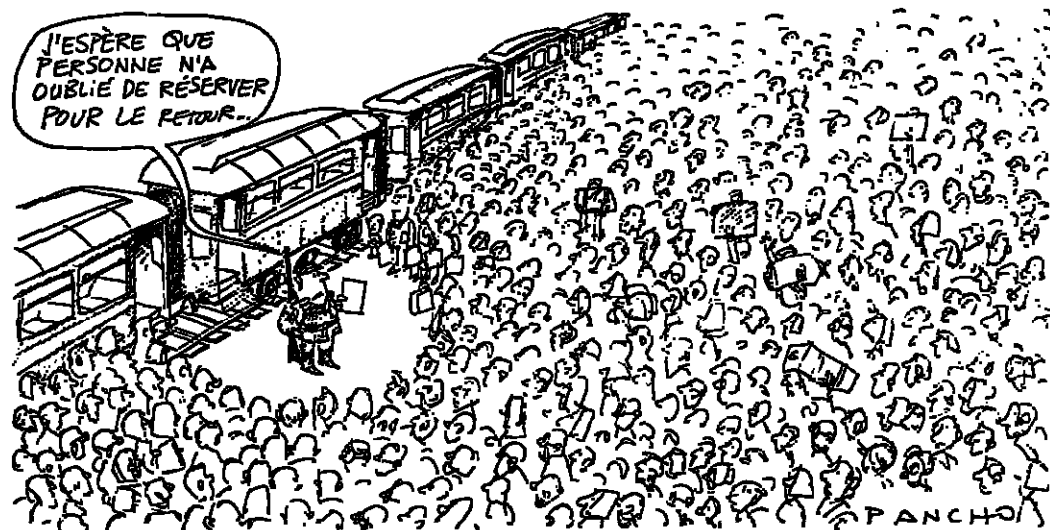
RDA : une fuite éperdue

Des milliers de candidats au départ ont tenté de prendre d'assaut les « trains de la liberté »

Suite de la première page

Selon des témoignages recueillis mercredi à Berlin-Est, où quelques dizaines de personnes ont tenté en désespoir de cause de forcer l'entrée des ambassades occidentales, plusieurs centaines d'Allemands de l'Est s'étaient trouvés bloqués, mardi, en RDA après la décision du gouvernement est-

sibles de leur geste et la crainte de se retrouver en prison, ils suppliaient qu'on les laisse entrer dans les locaux de l'ambassade pour les faire partir ensuite vers la France. Un diplomate de l'ambassade a longuement parlé avec eux, essayant de les convaincre de rentrer chez eux en échange de la promesse d'intervenir en leur faveur auprès des autorités de RDA. Deux



De l'ouverture de la « frontière verte » aux « trains de la liberté »

2 mai. — La Hongrie annonce le démantèlement progressif du « rideau de fer » le long de sa frontière avec l'Autriche. Entre 1966 et 1968, 13 500 tentatives de fuite avaient été recensées et, selon un décompte officiel, 300 personnes seulement étaient parvenues à passer à l'Ouest.

3 août. — Le ministre des affaires interallemandes à Bonn met en garde les Allemands de l'Est contre les tentatives de fuite à l'Ouest par la Hongrie. Depuis juin en effet, on assiste à une recrudescence des passages clandestins.

8 août. — L'exode s'accroît. En trois mois, plus de six cents Allemands de l'Est sont passés à l'Ouest via Budapest ou Vienne. Bonn décide de fermer jusqu'à nouvel ordre sa représentation permanente à Berlin-Est, où sont enfermés 130 Allemands de l'Est. L'affaire provoque des tensions entre les deux Etats allemands.

13 août. — Bonn décide de fermer son ambassade en Hongrie occupée depuis près d'une semaine par quelque 180 Allemands de l'Est.

19 août. — Profitant d'un « pique-nique » d'amitié austro-hongrois,

un demi-millier d'Allemands de l'Est franchissent la frontière à Sopron. Cette ville devient pendant quelques jours la dernière station avant l'Occident pour des milliers d'Allemands qui attendent la nuit pour franchir la « frontière verte ».

15 août. — On estime alors à 200 000 le nombre de touristes est-allemands en vacances en Hongrie.

23 août. — Nouvelle fuite massive vers l'Autriche. La République fédérale décide de fermer son ambassade à Prague pour tenter d'enrayer l'afflux des réfugiés.

24 août. — La Croix-Rouge transfère en Autriche 108 citoyens est-allemands qui occupaient les locaux de l'ambassade de RFA à Budapest.

29 août. — Le ministre de l'Intérieur est-allemand demande au gouvernement régional de Bavière d'installer au plus vite près de la frontière autrichienne des centres d'accueil d'une capacité de cinq mille personnes.

10 septembre. — Budapest décide de laisser les Allemands de l'Est se trouver en Hongrie gagner « le pays de leur choix ». Les barrières rouges, blanc, vert se lèvent à plusieurs postes-frontières. Plus de 10 000 Allemands de l'Est passent en Autriche, la plupart en voiture, au volant de leur Trabant. La décision hongroise envenime les relations entre Budapest et Berlin-Est. Le chancelier Kohl remercie le gouvernement hongrois « de tout cœur ».

13 septembre. — 13 000 réfugiés est-allemands sont arrivés en quelques jours en Bavière — 20 000 depuis le début de l'été — où les camps d'accueil sont submergés.

Des citoyens d'autres pays de l'Est se rendent aussi en Hongrie. Budapest annonce que l'ouverture de sa frontière avec l'Autriche est « définitive ».

19 septembre. — Nouvelle occupation des ambassades de RFA à Pra-

gue et Varsovie, tandis que l'exode se poursuit par la Hongrie et l'Autriche.

25 septembre. — Une dizaine d'Allemands de l'Est se noient en tentant de traverser le Danube à la nage pour passer de Tchécoslovaquie en Hongrie.

26 septembre. — 200 réfugiés est-allemands, sur les 1 200 qui occupent l'ambassade de RFA à Prague, regagnent leur pays avec la promesse de pouvoir émigrer légalement dans les six mois.

29 septembre. — Plus de 2 500 personnes sont entassées dans l'enceinte de l'ambassade de RFA à Prague.

1^{er} octobre. — Près de huit mille réfugiés est-allemands venant de Prague et de Varsovie arrivent en RFA, à bord des « trains de la liberté ». Un accord entre Bonn et Berlin-Est avait été conclu à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU au cours d'un entretien entre le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, et son homologue de RDA, M. Oskar Fischer.

2 octobre. — L'ambassade de RFA à Prague, pourtant fermée pour des travaux de réfection, est de nouveau occupée par plus de 5 000 réfugiés. C'est le cas également à Varsovie, où ils sont environ 300.

3 octobre. — La RDA décide, avec effet immédiat, que ses ressortissants ne pourront dorénavant plus se rendre en Tchécoslovaquie sans autorisation de sortie. Berlin-Est donne par ailleurs son accord à l'émigration des quelque 10 000 réfugiés de Prague et de Varsovie.

5 octobre. — Arrivées de huit nouveaux trains de réfugiés en Bavière.

Au total, depuis le mois de mai, plus de 40 000 citoyens est-allemands ont immigré — illégalement — vers la RFA.

allemand de fermer la frontière. Beaucoup de ces personnes, selon des témoignages, ont été débarquées des trains à destination de Prague. D'autres, arrivées en voiture, ont été refoulées aux postes-frontières. De nombreux contrôles d'identité ont été effectués par le service d'ordre est-allemand, qui a confisqué les documents d'identité de nombreuses personnes refoulées qui sont maintenant convoquées à la police de leur domicile.

Un groupe de dix-huit personnes était parvenu, mardi soir, à entrer dans des locaux attenants à l'ambassade des Etats-Unis à Berlin-Est. La nouvelle se propageant, d'autres ont alors tenté de gagner différentes ambassades occidentales. Six réussissaient à pénétrer, mercredi matin, dans l'enceinte de la représentation permanente de RFA, pourtant déjà fermée, où les contrôles ont aussitôt été renforcés. Malgré la présence de deux policiers postés en faction depuis le matin, un groupe de sept personnes (quatre jeunes hommes, deux jeunes femmes et une petite fille) réussissait en début d'après-midi à entrer dans l'immeuble abritant l'ambassade de France, sur l'avenue Unter den Linden, et à gagner le palier du quatrième étage où se trouve l'entrée de la chancellerie.

Après avoir vainement essayé de passer en Tchécoslovaquie la veille, ils avaient, eux aussi, entendu à la radio que certains avaient pu entrer à l'ambassade américaine. Ils étaient repartis de leurs domiciles dans l'espoir, manifestement fon, que tout n'était peut-être pas perdu. L'un d'eux était encore habillé de son pantalon et de ses chaussures de peinture en bâtiment.

Plusieurs ont affirmé s'être vu refuser, ces derniers mois, leurs demandes d'émigrer légalement en Allemagne fédérale. Visiblement paniqués par les conséquences pos-

membres de la représentation ouest-allemande sont arrivés pour prendre part aux discussions.

Alors que les pourparlers se poursuivaient dans le calme, un fonctionnaire ouest-allemand en civil et trois policiers de la Vopo, en uniforme vert, sont venus intimé au diplomate français l'ordre de faire rentrer les sept personnes dans l'ambassade ou d'aller poursuivre les discussions dans la rue, menaçant d'employer la force pour faire évacuer la cage d'escalier de l'immeuble. Finalement, après avoir donné leur nom et leur adresse au diplomate, les sept jeunes ont été ramenés en ville dans deux voitures de l'ambassade.

Les choses ne se sont pas passées calmement, en revanche, à l'ambassade américaine. Plusieurs dizaines de personnes avaient tenté, dans l'après-midi, de profiter de l'ouverture de la porte pour entrer en force et rejoindre les dix-huit autres qui s'y trouvaient depuis la veille. La police est intervenue pour les repousser et faire évacuer tout le périmètre de l'ambassade. Plusieurs personnes ont été interpellées et emmenées dans des camions militaires. La télévision ouest-allemande a diffusé des images d'une jeune femme poussée dans un véhicule, flanquée de deux enfants qui s'agrippaient à elle.

« Comportement insensé »

Même s'ils ne concernent directement qu'une petite partie de la population, ces incidents ont néanmoins provoqué une vive tension dans le pays. La télévision ouest-allemande, captée dans pratiquement toute la RDA, consacre l'essentiel de ses journaux aux événements. Les médias est-allemands

se bornaient pour leur part, jeudi 5 octobre, à reprendre une dépêche de l'agence de presse officielle ADN justifiant la décision du gouvernement ouest-allemand de laisser partir pour la RFA les réfugiés de Prague en raison de la présence parmi eux de nombreux enfants ne pouvant être tenus pour responsables « du comportement insensé » de leurs parents. Cette même dépêche ADN accuse le gouvernement ouest-allemand de ne pas avoir tenu ses engagements en laissant à nouveau des réfugiés envahir son ambassade en Tchécoslovaquie.

La nervosité ambiante a poussé les dirigeants du récent mouvement d'opposition Nouveau Forum à lancer, mercredi, un appel au calme et au dialogue : « La violence n'est pas un moyen du débat politique. Ne vous laissez pas provoquer. Nous n'avons rien à voir avec des tendances extrémistes de droite et anticomunistes, nous

voulons poursuivre le dialogue commencé, penser sérieusement à notre avenir et non pas à des actions aveugles. » Cet appel reflète la crainte des dirigeants de Nouveau Forum de voir les autorités exploiter la tension actuelle pour mettre un terme, après la célébration du 7 octobre, aux efforts des groupes d'opposition, apparus ces dernières semaines, pour artoculer des propositions de réformes.

A Bonn, le chancelier Kohl lui-même s'est voulu plus conciliant. Il a affirmé qu'il était prêt à poursuivre une coopération avec l'Allemagne de l'Est. Estimant que le gouvernement ouest-allemand ne pouvait pas rester insensible aux appels aux réformes, il a indiqué que son gouvernement était prêt à fournir une aide économique importante au cas où celles-ci seraient entreprises.

Les autorités est-allemandes s'efforcent pendant ce temps de s'en tenir au programme prévu pour la célébration du quarantième anniversaire de la RDA.

L'intervention des forces de l'ordre devant les ambassades, mercredi, montre que tout est prêt pour éviter des manifestations spontanées, au moins sur les lieux où se dérouleront les principales cérémonies. Celles-ci avaient été ouvertes, mardi soir, par un discours d'Erich Honecker en l'honneur de la résistance antiaziste, devant les instances dirigeantes du parti au siège du comité central. C'était la première grande intervention du numéro un est-allemand depuis sa sortie de convalescence, il y a une dizaine de jours. Mercredi soir, une cérémonie militaire a réuni quelques centaines de personnes sur l'avenue Unter den Linden devant le monument à la lutte antifasciste.

HENRI DE BRESSON

EUROPE

en Europe de l'Est

Un entretien avec le président du Parlement hongrois

Suite de la première page

« Nous avons pris contact avec des partis sociaux-démocrates occidentaux et nous avons reconnu que le modèle stalinien était incapable de produire la démocratie et une économie qui fonctionne. Mais il fallait que les réformateurs puissent se manifester, et même s'opposer, vous le voyez, la lutte n'est pas terminée. »

« Il y a quand même une différence entre Gorbatchev, qui réclame « plus de démocratie, plus de socialisme », et vous, les Hongrois, qui demandez seulement plus de démocratie. »

« Nous voulons instaurer une véritable démocratie, sans qualifications. Cela passe par le multipartisme. Gorbatchev, lui, veut réaliser ses idées dans un système de parti unique. Nous voudrions parvenir à un socialisme démocratique ou à une véritable démocratie populaire. Juridiquement, cela implique une démocratie parlementaire tout court. Nous voulons réintégrer l'Europe; nous acceptons certaines valeurs bourgeoises démocratiques comme conciliables avec nos valeurs propres. Le socialisme était jusqu'ici un bel idéal de l'humanité, mais on n'en a vu bien peu de belles réalisations. Ici on n'a pas vraiment eu de socialisme et on n'a surtout pas eu de démocratie. »

« L'enjeu est immense. Si l'entreprise hongroise réussit cette fois, la Hongrie sera démocratique et libre à l'ouest du monde et sera un exemple. Et cette expérience unique enrichira la culture européenne. »

Les modèles autrichien et finlandais

« Voulez-vous parler d'une Hongrie neutre ? »

« La question de la neutralité n'est pas encore à l'ordre du jour des décisions, mais l'aspiration existe dans la société hongroise. A partir du moment où l'on constate cette aspiration, il faut l'analyser, et nous voyons que notre société est prête à suivre le modèle autrichien ou finlandais. Si cet objectif doit se réaliser d'ici dix à quinze ans, il faut déjà en commencer les préparatifs sur la base d'une confiance mutuelle avec l'Union soviétique et en tenant compte de réalités européennes pour s'assurer des garanties internationales. »

« Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est la modernisation du pacte de Varsovie, dans lequel on aimerait voir une organisation plus politique que militaire. Il faut réunir progressivement les conditions de suppression des deux blocs militaires; mais la neutralité hongroise peut devenir une réalité avant la suppression des deux blocs. La France n'est pas membre de la structure militaire de l'OTAN; ce genre de modèle est également concevable pour la Hongrie. »

« Y a-t-il déjà des contacts avec l'URSS sur cette question ? »

« Non, on n'a pas encore commencé à négocier, mais si l'on

observe différentes déclarations faites à ce sujet, on voit que certaines se contredisent et que la réflexion a déjà commencé. Les idées mûrissent peu à peu. Mais il importe beaucoup de tenir compte des réalités. Nous ne voulons pas nous enfoncer dans des problèmes ni à l'URSS... ni à la France. »

« Pourquoi le PSZH tient-il tant à ce que l'élection du président de la République ait lieu rapidement avant les prochaines élections législatives ? »

« Dans un souci de stabilité. Le PSZH a jugé nécessaire d'instaurer la fonction présidentielle pour sauvegarder la stabilité du pays. Il fallait un point fixe, un point sûr. En proposant Imre Pozsgay comme candidat, le parti a pensé désigner quelqu'un qui puisse incarner l'unité du pays. »

Les risques de contamination inquiètent nos voisins

« La stabilité est-elle une exigence de Moscou ? »

« Certains pensent ainsi à Moscou; aucune puissance n'aime voir le désordre s'installer dans son voisinage. Mais nous agissons souverainement et nous menons notre politique étrangère comme nous l'entendons. Pour nous, il est important que Gorbatchev ramène des succès et lui-même doit pouvoir voir les résultats de la transformation démocratique dans notre pays. Enfin, la stabilité, c'est important aussi vis-à-vis de l'Occident et des capitales occidentales. »

« Les critiques de certains pays membres du pacte de Varsovie vous inquiètent-elles ? »

« Les dirigeants de certains pays voisins ne craignent pas tant nos écarts que les risques de contamination. En fait, il faut distinguer: seule la Roumanie, dictature népotiste où les droits de l'homme sont bafoués, manifeste de la malveillance et de l'hostilité. Avec la Tchécoslovaquie, c'est différent, on peut discuter les positions; et puis là-bas quelque chose bouge, commence à changer. »

« Avec la RDA, c'est plus compliqué, car lorsque des réfugiés est-allemands quittent la RDA pour la RFA, ils disent qu'ils ne quittent pas leur patrie. Nous comprenons très bien l'inquiétude des dirigeants est-allemands, mais dans l'affaire des réfugiés, nous étions piégés. Nous avons agi souverainement. »

« Le traité de Potsdam a été le premier du monde à juger tout un peuple coupable mais, comme le dit Brecht, on ne peut pas changer de peuple. Les grandes puissances ont résolu ce problème pour quarante ans, et maintenant on s'aperçoit qu'il n'a pas été bien réglé. En Europe, personne ne souhaite la réunification de l'Allemagne, mais, ça, c'est l'affaire des grandes puissances, pas de la Hongrie. »

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

La Hongrie obtient l'aide du HCR pour les 21 000 réfugiés de Roumanie

GENÈVE

de notre correspondante

A la veille de l'ouverture de la quarantième session du comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, a remporté un succès de taille: la signature de deux accords avec un premier pays membre du pacte de Varsovie, la Hongrie. L'un de ces accords porte sur l'assistance humanitaire aux 21 000 réfugiés de Roumanie, l'autre prévoit l'ouverture à Budapest d'une délégation du HCR.

Jusqu'à présent, mise à part la Yougoslavie, tous les pays de l'Est ont boudé le HCR, organisme à qui ils pardonnaient mal d'avoir en leur sein des réfugiés des régimes communistes. Or le gouvernement hongrois vient d'adhérer à la convention internationale de 1951 et au protocole de 1967 sur le statut des réfugiés.

De son côté, le HCR a déjà, en mai dernier, lancé un appel à la communauté internationale afin de financer un programme de 5,2 millions de dollars, destinés à l'aide aux personnes réfugiées en Hongrie;

1 million de dollars seulement ont pu être recueillis jusqu'à présent.

Le représentant du ministère de l'Intérieur hongrois, M. Gal, a précisé que nombre de réfugiés de Roumanie considéraient la Hongrie comme un pays de premier accueil. 3 000 parmi ceux qui y sont arrivés depuis 1987 sont partis par la suite au Canada, aux États-Unis et au Danemark. L'intégration des Roumains en Hongrie ne semble pas aisée, car ils ne parlent pas la langue du pays. Sur les 2 600 réfugiés arrivés de Roumanie le mois dernier, on en compte 800 de souche roumaine, 200 d'origine allemande et 1 600 d'origine hongroise.

Cette ouverture de la Hongrie, qui laisse pressager d'autres adhésions des pays communistes, va-t-elle avoir quelque influence sur les pays donateurs et les pays hôtes, à un moment où le HCR doit faire face à la plus grande crise financière qu'il ait connue depuis quarante ans (le Monde du 26 août 1988)? C'est à souhaiter, car le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter de par le monde (près de 700 000 de plus l'an dernier, principalement dans la corne de l'Afrique), alors que les contributions au HCR (toutes sont volontaires) plafonnent.

ISABELLE VICHNAC

La crise s'aggrave dangereusement en Azerbaïdjan

Tandis que la tension monte en Azerbaïdjan, où la région à majorité arménienne du Haut-Karabakh est isolée, la potentielle se développe à Moscou entre partisans et adversaires des coopératives privées, les syndicats officiels s'engageant résolument dans le camp des conservateurs.

MOSCOU

de notre correspondant

Les dirigeants nationalistes d'Azerbaïdjan menacent d'appeler à la grève générale et à la sécession de leur république au cas où Moscou ferait lever par la force le blocus ferroviaire qu'ils exercent depuis plus d'un mois contre l'Arménie.

Avant même que le Soviet suprême n'ait brandi cette menace, dans une résolution pourtant plutôt conciliatrice, le Front populaire d'Azerbaïdjan avait en effet adressé, mardi 3 octobre, à M. Gorbatchev un télégramme de mise en garde particulièrement net: le recours à l'armée, déclaraient-ils, « sera considéré comme une agression ouverte contre les peuples d'Azerbaïdjan et obligera le Front populaire à appeler à la grève générale et à poser devant les organisations internationales la question de la sortie de l'URSS [de notre république] ».

Pour le pouvoir central, l'avertissement n'est pas à prendre à la légère. Non seulement le Front populaire d'Azerbaïdjan dispose, comme ceux des pays Baltes, d'une forte audience, mais l'idée que la république serait beaucoup plus riche si elle pouvait disposer seule de ses réserves de pétrole fait depuis plusieurs mois son chemin à Bakou. Petit à petit, les mouvements intégristes islamiques semblent aussi marquer des points, et si l'épreuve de force reste parfaitement jouable pour Moscou, elle ne serait ainsi certainement pas aisée.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Kremlin tempore

depuis si longtemps, en espérant que les conséquences de ce blocus sur l'approvisionnement de l'Arménie la conduiraient à mettre une sourdine à sa revendication sur le Haut-Karabakh — la région autonome d'Azerbaïdjan dont la population, en majorité arménienne, rejette la tutelle azérie.

Le problème est que, non seulement cette tactique du pourrissement n'a pas ébranlé les Arméniens (et notamment pas ceux du Karabakh), mais elle a eu pour conséquence une totale désorganisation des chemins de fer et des livraisons dans toute l'URSS. La crise est extrêmement sérieuse. Il faut lever ce blocus, mais il est de plus en plus clair que cela ne se fera pas sans mal et sans provoquer, en tout cas, une nouvelle radicalisation des Azéris, qui n'entendent pas abandonner un pouce de leur territoire.

Mardi, le premier secrétaire d'Azerbaïdjan avait ainsi souligné, devant le Soviet suprême, que les voies ferrées étaient bloquées « par le peuple, par la population et les femmes qui se mettent sur les rails ». La levée du blocus peut-elle, dans ces conditions, se faire sans l'introduction d'une forme d'état de siège dans les deux républiques? Beaucoup des responsables soviétiques estiment et disent presque convergentement que non, mais une telle décision n'est elle-même pas évidente à prendre tant les dérapages du recours à la force et l'engrenage de la répression présentent aussi de sérieux dangers.

Les syndicats et les coopératives

La mobilisation de l'appareil conservateur et la polarisation des forces sont en effet, aujourd'hui, devenues si claires qu'on a, pour la première fois, vu mercredi le grand journal télévisé du soir, « Vremia », donner deux sons de cloche diamétralement opposés sur un même événement. Après qu'un journaliste ait rendu compte en termes approbateurs d'un meeting organisé la veille à Moscou par l'appareil syndical (le Monde du

5 septembre), le présentateur s'est dit « en désaccord » avec ce reportage et a commencé d'expliquer qu'on ne pouvait approuver ainsi des slogans contre les coopératives et le blocage des salaires.

La parole a ensuite été donnée au célèbre économiste réformateur Nicolas Chumeliev, qui s'en est pris durement à la direction des syndicats, « surtout celle de Moscou », qui cherche à « masquer son isolement ». Quelques heures plus tôt, les Izvestia, quotidien du gouvernement et organe des réformateurs, avait publié en « une » un article extrêmement polémique contre ce meeting auquel Troude et la Russie soviétique, deux journaux conservateurs, apportent, au contraire, jeudi matin, un soutien éloquent.

Or l'affaire est d'autant plus sérieuse que l'appareil syndical et, derrière lui, toutes les forces conservatrices ne tentent pas seulement de canaliser en leur faveur le mécontentement social. L'entreprise vise aussi à peser sur le déroulement des prochaines élections locales, en obtenant qu'elles soient organisées sur la base de circonscriptions, non pas territoriales, mais d'usines. Une résolution a été adoptée en ce sens et envoyée au Soviet suprême, et une campagne s'amorce là en faveur du respect de ce « principe léniniste ».

Les conservateurs veulent, autrement dit, retourner contre M. Gorbatchev son arme favorite du « retour à Lénine ». S'ils obtiennent, fût-ce partiellement, dans certaines républiques ou villes seulement, gain de cause, cela signifierait à la fois qu'ils pourraient peser de manière importante sur le déroulement du scrutin et que la bataille politique ferait, multiplication des gains à la clé, une entrée en force dans les entreprises.

Malgré les consignes pressantes données par les syndicats de la capitale, leurs télégrammes, ironiquement cités par les Izvestia, et les autobus mobilisés en nombre, le meeting de mardi n'a réuni que quelques milliers de personnes. C'est peu, mais il est sans doute heureux pour M. Gorbatchev que

M. Eltsine bloque, du côté réformateur, le populisme égalitariste, car il s'en faudrait de peu pour que nouveaux slogans et discours des conservateurs trouvent un réel écho. « Les belles paroles sur l'état de droit s'accompagnent, entendait-on mardi soir, d'une réduction des droits des collectifs de travailleurs, d'une hausse de la criminalité, d'un approfondissement de la division de la société entre riches et pauvres. Le travail honnête a cessé d'être la mesure du bien-être. (...) »

« Nous ne voulons pas nourrir les millions de nos impôts ! » liait-on sur les banderoles, tandis qu'on entendait dans la foule: « Les pauvres sont devenus plus nombreux. (...) Une lutte pour le pouvoir est engagée et ce n'est, en tout cas, pas l'ouvrier qui la gagne. » Argumens, rationalisme, la réponse des Izvestia souligne qu'il n'y a pas de solutions faciles aux problèmes de la société soviétique, qu'il est faux de penser qu'on trouverait dans les poches des coopérateurs, des millionnaires ou même des fonctionnaires corrompus de quoi nourrir le pays et que les syndicats officiels n'ont jamais brillé, jusqu'à présent, pour leur souci de justice sociale.

L'article est enlevé, porte, mais, si les réformateurs ont sorti l'artillerie lourde, c'est bien que les conservateurs commencent à se trouver un discours plus susceptible d'être entendu que la nostalgie brejnevienne.

BERNARD GUETTA

■ IRLANDE DU NORD: L'IRA abat par erreur un catholique à Belfast. — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a abattu par erreur, mercredi 4 octobre, un catholique de Belfast, a affirmé la police. L'IRA avait revendiqué l'assassinat de cet homme qu'elle considérait comme un « renégat » républicain ayant collaboré avec des groupes paramilitaires protestants. Selon la police, elle s'est trompée de cible une fois de plus, l'homme abattu n'ayant aucun lien avec les loyalistes. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Electro Financière

Le Conseil d'administration de la Compagnie Electro Financière, réuni le 2 octobre 1988 sous la présidence de Monsieur Philippe Dargenton, a approuvé les comptes de l'exercice 1987/1988, clos le 30 juin 1988.

Le résultat net de gestion s'élève à 106,7 millions de francs, en progression de plus de 16% par rapport à l'exercice 1987/1988. Compte tenu des opérations sur valeurs immobilières, le résultat net global s'élève à 224,7 millions de francs, contre 203,4 millions de francs.

RÉSULTAT NET DE GESTION DE L'EXERCICE 1988/1989 EN PROGRESSION DE 16 %

VALEUR ESTIMATIVE DE L'ACTION AU 29 SEPTEMBRE: 1550 FRANCS

Le Conseil a pris connaissance des modifications apportées depuis le 1^{er} juillet 1989 à la composition du portefeuille de la Compagnie. A la suite de l'absorption d'Alstom et de la Compagnie Financière Alcatel par la Compagnie Générale d'Électricité, la Compagnie Electro Financière se trouvait détenir 3 764 000 actions de sa société mère. Ces actions ont été, à ce jour, intégralement cédées. Leur cession dégagera, sur l'exercice en cours, des plus-values s'élevant, avant impôt, à plus de 1 milliard de francs. Le produit de la vente de ces actions a déjà été largement réinvesti en titres de plusieurs sociétés industrielles et financières extérieures au Groupe CGE.

A la date du 29 septembre, la valeur estimative du portefeuille de valeurs immobilières de l'Electro Financière, supérieure à 4 milliards de francs, se répartissait de la manière présentée ci-contre entre les principaux postes.

Les filiales industrielles du Groupe CGE, autrefois prépondérantes dans le portefeuille de la Compagnie, ne représentent plus que 23 % de la valeur totale de ce portefeuille.

La Compagnie dispose en outre d'une trésorerie à court terme et de valeurs de placement d'un montant total avoisinant 0,7 milliard de francs.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 28 novembre 1989, de porter la dividende de 34,5 à 36 francs auxquels s'ajoute l'avoir fiscal, et d'offrir à nouveau aux actionnaires la faculté de recevoir ce dividende en actions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Le Président a souligné que, compte tenu des plus-values nettes après impôt dégagées par les cessions effectuées depuis le début de l'exercice en cours, les capitaux propres de la Compagnie représentent actuellement 1 055 francs par action. Les plus-values latentes sur les valeurs immobilières, calculées d'après les derniers cours de bourse du 29 septembre des actions cotées et la valeur vénale des actions non cotées, peuvent être évaluées à environ 495 francs par action. La valeur estimative de l'action Electro Financière est ainsi, à cette date, de l'ordre de 1 550 francs.

Le Conseil a jugé utile de rappeler que la validité des bons de souscription d'actions créés en mai 1988 expire le 31 octobre 1989, et que chaque bon permet de souscrire, au plus tard à cette date, à une action nouvelle, jouissance 1^{er} juillet 1989, au prix de 1 200 francs.

Enfin, le Conseil a pris acte avec regret de la démission de M. Antoine Jeannot-Gaignani de son mandat d'administrateur, et du fait que la Société Centrale d'Investissements, M. Pierre Giraudet et M. Jean Silvestre dont les mandats viennent à expiration à la prochaine Assemblée, n'en sollicitaient pas le renouvellement. En remplacement de ces trois derniers administrateurs, le Conseil proposera à l'Assemblée générale la nomination, pour une durée de six ans, de MM. Louis Delattre, Jacques Ronze et Philippe Fondanèche.

Câbles de Lyon	20,3%
Société Générale	17,6%
Suez	15 %
Généraliste Occidentale	13,7%
Crédit Commercial de France	8,5%
Dunelm	8,4%
Autres sociétés industrielles	8,8%
Autres sociétés financières	2,7%
Sociétés immobilières	5,2%
Total	100%



DU 6 AU 9 OCTOBRE PORTES OUVERTES

Le Rendez-Vous Renault

FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS

CRÉDIT 9,5 % SUR 24 MOIS *

Crédit au TEG de 9,5 % sur 24 mois avec apport minimum 20 % sur tous les V.P. neufs et d'occasion. Ex. : montant financé 10 000 F, 1^{re} échéance 579,14 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 23 échéances de 459,14 F. Coût total à crédit : 11 139,36 F. Crédit au TEG de 13,9 % sur 36 mois, 14,9 % sur 48 mois sur les véhicules neufs et 14,9 %, 15,9 % sur les véhicules d'occasion. Offre réservée aux particuliers.

CRÉDIT TOTAL *

6 à 48 mois sur les véhicules neufs et d'occasion Garantie OR ou OR Privilege de moins de 3 ans. 6 à 36 mois sur les véhicules d'occasion. Ex. : montant financé 30 000 F sur 36 mois. 1^{re} mensualité de 1 322,31 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires) et 35 mensualités de 1 082,31 F. TEG 17,85 %. Coût total : 39 203,16 F.

REPRISES FANTASTIQUES

ARGUS + 5 000 F **

Reprise Argus + 5 000 F de votre véhicule, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Supercinq, d'une Renault 19, ou 19 Chamade (V.P.) et Express (V.U.). Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

REPRISE 5 000 F MINIMUM

Reprise 5 000 F TTC minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une voiture d'occasion marquée d'un point jaune.

** Les offres Reprise Argus + 5 000 F et Equipements, non cumulables, concernent les véhicules neufs et sont réservées aux particuliers.

EQUIPEMENTS A PRIX FOUS

ÉCONOMISEZ **

90 % sur le prix des équipements en option dans la limite de :

5 000 F pour une Supercinq, Renault 19, ou 19 Chamade (V.P.) et Express (V.U.)

6 000 F pour une Renault 21, quatre et cinq portes ou 21 Nevada (V.P.).

7 000 F pour une Renault 25 (V.P.)

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A. au capital de F.321 490 700 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

23 RENAULT 19 ET 200 000 CADEAUX A GAGNER

GRAND JEU NATIONAL GRATUIT



DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT 

هنا من الأصل

POLITIQUE

Les divisions de l'opposition et la loi de programmation militaire

Trois jours après le début de la session parlementaire d'automne, le RPR, l'UDF et l'UDC ont rénové avec ce qui devient un rituel : les querelles intestines. La fonctionnalité de l'intergroupe à peine constitué, est déjà mise en question, alors que ses instances dirigeantes ne se sont réunies qu'une fois. La motion de censure déposée par le RPR contre la loi de programmation militaire a mis le feu aux poudres. Le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, estime que le RPR a rompu le contrat passé mardi

3 octobre qui excluait cette éventualité. L'opposition ira donc à la censure en ordre dispersé. C'est pourtant l'un des points que le président du groupe UDF, M. Charles Millon, souhaitait voir clarifier de façon à ce que cet « acte solennel » de l'opposition ne soit pas vidé de son contenu par un usage abusif ou répétitif, voire purement interne à la droite. C'est également le point de vue de M. Méhaignerie. Une nouvelle fois, une ligne de clivage nette apparaît au sein de l'opposition entre, les

partisans d'une opposition constructive et les tenants d'une opposition systématique, ces derniers étant majoritaires au sein du groupe RPR.

Les rénovateurs qui ont tenu une importante réunion de travail mercredi 4 octobre, au soir, ont tenté tout au long de la journée de rapprocher, en vain, les morceaux. L'un d'eux, M. Fillon (RPR) assigne la motion de censure de déposer par son groupe. Ils sont donc d'autant plus déterminés à poursuivre leur entreprise que les structures classiques montrant leur

difficulté à harmoniser leur fonctionnement.

Le bureau politique UDF qui s'est tenu mercredi 4 octobre a également réitéré ses mises en garde au RPR en déclarant qu'il s'en tenait pour sa part « aux termes de l'accord intervenu » lors de la première réunion des présidents de groupe. Pour la troisième fois consécutive, MM. Pierre Méhaignerie et François Léotard n'assistaient cependant pas à cette réunion. Après dix jours d'absence, le président du PR

a convoqué, jeudi matin, le bureau politique de sa formation, qui devrait l'engager dans une politique nouvelle de main tendue à M. Charles Millon.

Dans ce contexte agité, le sondage de la SOFRES (pour le Figaro), a de quoi inquiéter les dirigeants de la droite : si une majorité de Français jugeant qu'il y a « peu de différences » entre la gauche et la droite, le PS est considéré comme le parti le mieux à même d'« assurer le bon fonctionnement de l'économie ».

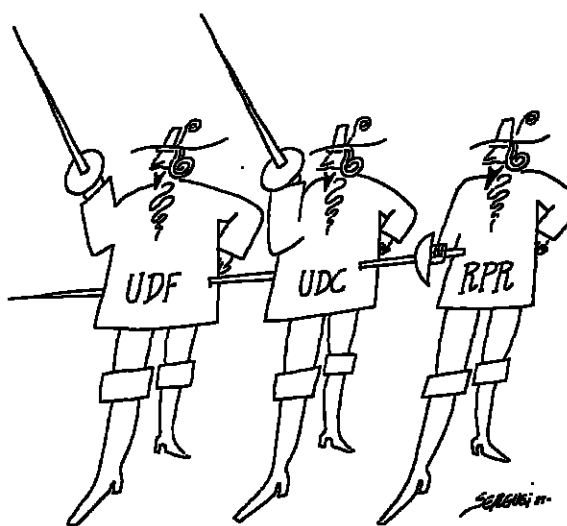
L'UDF et l'UDC jugent que le RPR les a trompés en déposant une motion de censure

« C'est déjà le grand fiasco ! ». Pour lapidaire qu'elle soit, la formule de M. Philippe Vasseur, député UDF, a le mérite de la clarté. Elle résume bien ce qui se passe au sein des groupes parlementaires de l'opposition à l'Assemblée nationale. Le RPR a, en effet, décidé, mercredi 4 octobre, de déposer, seule, une motion de censure en riposte à l'engagement des responsabilités du gouvernement (article 49-3 de la Constitution) sur la loi de programmation militaire 1990-1993. L'UDF et l'UDC ne la signeront pas et ne la voteront pas, en ordre dispersé, lors du prochain débat de censure. Ce qui pourrait n'être qu'une précipitée supplémentation dans l'histoire déjà longue des cailloutages à droite, prend une tournure plus grave, car c'est l'existence même du tout nouvel intergroupe UDF-UDC-RPR qui est en jeu dans cette affaire. Mais déjà certains, notamment du côté des rénovateurs, se posent la question : y a-t-il eu cailloutage ou sabotage ?

Tout se présentait pour le mieux, mardi 3 octobre. Les présidents des trois groupes — MM. Bernard Pons, Charles Millon et Pierre Méhaignerie — s'étaient rencontrés, avec quelques députés, pour arrêter une position

commune sur la loi de programmation militaire. L'objectif du RPR était d'amener l'UDF à voter contre, alors que les centristes souhaitaient, à l'origine, s'abstenir. Au cours de la réunion, un accord fut passé : les centristes acceptaient de s'opposer au texte et de voter les motions de procédure du RPR (exception faite d'irrévocabilité et question préalable), en échange de quoi, le RPR ne déposait pas de motion de censure en riposte au 49-3. Pour M. Pierre Méhaignerie, l'accord était parfaitement « limpide ». Même écho du côté de M. Millon. Les notes conservées par l'un des députés RPR présents, M. Jean-Pierre Delalande, « rénovateur », confirment également cette version.

Pourtant, l'après-midi même devant les députés RPR assemblés, M. Bernard Pons n'explique pas le « deal » passé avec l'UDF et l'UDC. Dans la tête de tous les élus RPR, la motion de censure s'impose. Le président du groupe RPR « oublie » de les détromper... Ce n'est que le soir et mercredi matin, que par hasard, certains députés RPR apprennent par la bande qu'un accord aurait été passé : consternation ! M. Bernard Pons



interrogé convoque d'urgence, mercredi à 12 h 30, une nouvelle réunion des députés RPR. Il nie l'existence d'un accord. Les orateurs (M^{me} Alliot-Marie, MM. Mazaud, Borotra, Toubon, Kasperen) exigent la censure. « Si on ne la dépose pas,

c'est comme si nous acceptons la loi de programmation militaire », explique M. Mazaud. Le député de Haute-Savoie en est presque à accuser M. Méhaignerie de trahison : il était ministre du gouvernement Chirac en 1987, il était donc solidaire de la loi de programmation militaire votée à cette époque : loi de programmation que les socialistes tentent d'affaiblir. Son attitude est scandaleuse.

Altération entre M. Pons et M. Méhaignerie

M. Robert Pandraud, prend la parole pour estimer que compte tenu des changements de la donne internationale, un élargissement des crédits n'est pas scandaleux. Il avance une idée : pourquoi ne pas déposer une motion de censure qui ne soit pas une riposte au 49-3 (l'article 49-2 de la Constitution le permet). L'idée paraît un peu floue. M. Philippe Séguin, qui juge « catastrophique » la poursuite des événements, la reprend de bon. Pour lui, c'est la seule façon de sortir de l'alternative fatale : « Le dépôt d'une motion de censure par le RPR qui serait symbole de l'éclatement de l'opposition : pas de censure et nous donnerions l'impression de nous déjouer ». Une motion de censure sans précipitation, sur un sujet plus large que la seule question de la défense pourrait rallier l'UDF et l'UDC, explique-t-il pour tenter de sauver la face de l'intergroupe. Mais à la quasi unanimité les députés RPR présents (77 sur 132) se prononcèrent pour une censure immédiate sur la loi de programmation militaire. Mieux, M. François Fillon (rénovateur), est pressenti pour être le porte-parole du RPR dans ce débat.

Le coup est double pour ceux qui, au RPR, récusent l'intergroupe dans lequel ils craignent le voir se dissoudre leur volonté d'en découdre systématiquement avec le gouvernement : non seulement le principe de la censure est voté, mais on arme le bras d'un rénovateur pour porter à l'intergroupe un coup qui pourrait lui être fatal. Du bel art.

A la sortie de la réunion RPR, plusieurs députés tombent, dans la cour d'honneur du Palais Bourbon, sur M. Pierre Méhaignerie qui s'apprête à monter en voiture. Une vive altercation a lieu entre M. Bernard Pons et le président de l'UDC qui dénonce la rupture « incompréhensible » du contrat passé. « Il n'est pas question de nous associer à cette censure », proteste M. Méhaignerie, tandis que M. Pons lui saisi le bras vivement. Les rénovateurs tentent quant à eux, en vain, de provoquer une réunion de tous les députés de l'UDF, de l'UDC et du RPR.

L'après-midi, les couloirs de l'Assemblée ont retrouvé leur atmosphère houleuse. « L'opposition est malade », constate M. François d'Aubert (UDF-barrière). « Il va falloir faire appel à une société de communication », ironise M. René Cozannu (UDC). « C'est à croire que

l'opposition n'a pas encore touché le fond », s'inquiète M. Hervé de Charette (UDF). Jacques Chirac trouve logique la motion de censure : « ce n'est pas bien de vouloir laisser les crédits militaires ». Pour autant, il estime que ses partenaires ont certainement « leurs raisons » de ne pas vouloir s'y associer. Les députés UDF se retrouvent ensuite. Les récriminations contre les méthodes du RPR vont bon train. « D'autres lignes de clivage apparaissent avec le RPR sur le financement des partis ou le code pénal », font remarquer plusieurs députés UDF.

Le soir, ce sont les rénovateurs qui se retrouvent. Ils tiennent réunion ouverte : jusqu'à six heures parlementaires y participeront. Les sénateurs rénovateurs présents sont encore sous le choc de l'élection de M. Alain Foher et déterminés à mener « le combat de la rénovation ». Pour tous, l'intergroupe officiel ne pourra fonctionner que si, au préalable, tous les députés RPR-UDF-UDC se rassemblent pour débattre et prendre position. Mais tous s'accordent sur un point : « si l'intergroupe est torpillé par les (conservateurs), le vote n'en connaîtra qu'un plus formidable élan ».

PIERRE SERVANT

Selon la SOFRES

L'opinion juge le PS « le plus capable » de résoudre les problèmes du pays

Près des deux tiers des Français (61 %) disent qu'il y a peu de différences entre le Parti socialiste et les partis de droite, selon un sondage Figaro-SOFRES publié jeudi 5 octobre dans le Figaro. Réalisé du 23 au 26 septembre auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes selon la méthode des quotas, ce sondage révèle aussi que 57 % des sympathisants du PS sont de cet avis.

Interrogés sur la capacité des partis politiques à assurer le bon fonctionnement de l'économie, 36 % des Français choisissent le PS, 19 % le RPR, 12 % l'UDF. Quel est le parti le plus capable de lutter contre l'insécurité et le terrorisme ? 27 % des Français font confiance au PS, contre 24 % au RPR et 6 % à l'UDF. En général, pour la plupart des grandes questions que doit tenter de résoudre un gouvernement, les Français, dans leur majorité, jugent le PS le plus capable.

Pour 46 % des Français M. Rocard mène une politique

socialiste ; 36 % ne le pensent pas et 19 % sont sans opinion. Enfin, 34 % des Français souhaitent que le gouvernement Rocard mène la même politique qu'aujourd'hui, 19 % voudraient qu'elle soit plus à gauche, et 30 % plus au centre, mais pour 54 % des Français, le PS est un parti divisé.

D'autre part, les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre, mesurées par le baromètre BVA-Paris-Match (publié le 5 octobre), baissent respectivement de 3 points (55 % de bonnes opinions) et de 1 point (52 % de bonnes opinions).

A la question : « Si vous étiez député et qu'il y ait aujourd'hui un vote de confiance, la voteriez-vous au gouvernement Rocard ? », 40 % répondent « non » alors que 38 % répondent « oui ».

Ce sondage a été réalisé du 15 au 20 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 009 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Une partie de la droite accepte désormais le principe d'une réduction des dépenses militaires

Par esprit de discipline gouvernementale, le ministre de la défense a « assuré », selon ses propres termes, la coresponsabilité de l'initiative — pour la deuxième fois sous la V^e République — de son premier ministre d'appliquer l'article 49-3 de la Constitution pour faire approuver sa programmation militaire à l'Assemblée. Le premier ministre s'est estimé, le mercredi 4 octobre, « fondé » à recourir à cette procédure pour faire face à la conjonction hostile des oppositions. Il y a six mois encore, M. Chevènement accusait en privé M. Rocard d'accepter trop aisément de passer pour le premier ministre qui — depuis trente ans que de telles planifications budgétaires existent —, prend le risque de rompre le consensus national en rognant sur la progression des crédits de la défense. Ce reproche doit être nuancé en réalité, puisque, entre 1960 et 1981, la gauche n'a jamais adopté une seule programmation militaire.

Dans sa logique qui lui avait fait présenter en 1987 une programmation militaire particulièrement ambitieuse, avec le soutien déclaré à l'époque du président de la Répu-

blique, le parti de M. Chirac condamnait un nouveau programme, en retrait d'une vingtaine de milliards de francs sur le précédent pour les deux années (1990 et 1991) communes à ces deux mêmes planifications.

Chacun, le ministre de la défense comme le RPR, est donc dans son rôle. Mais le scénario qui s'est joué au Palais Bourbon a ceci de particulier qu'il a aussi révélé l'existence d'une fracture au sein de l'opposition. Aux partisans d'un nouvel effort financier en faveur de la défense, qui ne tiendrait aucun compte des promesses à terme d'un désarmement contrôlé en Europe, se heurtent ceux qui, même à droite, comprennent que la France puisse s'accommoder d'adapter son dispositif militaire à une menace Est-Ouest qui a tendance à s'estomper.

C'est la notion même de « suffisance » de la panoplie française de défense qui est ainsi mise en évidence. Une conception déjà acceptée en matière de dissuasion nucléaire, dès lors que l'arsenal stratégique et préstratégique a été mesuré à proportion de l'enjeu

international représenté par la France. Une « suffisance » que les socialistes proposent d'étendre à l'armement classique.

Dans l'opposition, cette conception fait problème. Les uns assimilent cette « suffisance » à une décision soviétique et unilatérale de la France de baisser sa garde, voire de se préparer à un « désarmement structurel » de fait par défaut de crédits. D'autres conviennent qu'il ne faut pas s'abandonner sur des retards dans l'adoption de certains programmes ou sur le non-remplacement, nombre par nombre, des matériels périmés par les nouveaux équipements commandés. A la condition, toutefois, que l'essentiel de la dissuasion soit maintenu et que l'effort sur la recherche des armes de demain reste la priorité.

Le temps sera l'arbitre de ce débat. En trente ans, aucune des six programmations précédentes n'a été correctement appliquée, avant 1981 comme depuis. Car, à chaque budget annuel, les finances reprennent d'une main ce qu'elles avaient semblé auparavant concéder de l'autre.

JACQUES ISNARD

2.500 MÈTRES CARRÉS

LA MICRO-INFORMATIQUE MULTI-SERVICES

Realsoft

Le 1^{er} Espace en Europe de Micro-Informatique

32/36, av. de l'Europe. 78140 Vélizy - 3614 Code Realsoft - Tél 39 46 71 19

HOW TO USE REALSOFT. Repenser la distribution micro-informatique : c'est standardiser les services, c'est élargir le choix, c'est introduire les notions de disponibilité, c'est innover et redéfinir les codes de la micro-informatique traditionnelle, c'est créer un nouveau concept. C'est REALSOFT.

FORMATION. Dans les meilleures conditions (1 micro par stagiaire...), toutes les solutions : info-entreprise (950 F/jour), auto-formation (350 F la 1/2 journée), etc...

"PRÊT À PORTER" L'expertise de nos équipes nous autorise à la standardisation de certaines prestations : installation initiale, connexion télécommunication, mise en œuvre d'un logiciel, etc...

"SUR MESURE" Pour le conseil, l'aide, les tests et supports spécifiques, les réseaux complexes... Nous savons répondre à vos besoins.

HOT LINE. Une question, un renseignement, une difficulté technique ou une aide au diagnostic : un seul numéro de téléphone et un ingénieur met son savoir-faire à votre disposition.

FORUMS. Cochez à votre demande : futur des produits ou des concepts, investissements, choix et stratégie d'entreprise... Pour les dirigeants, pour sensibiliser le personnel ; des séminaires conçus et réalisés pour vous.

DEVELOPPEMENT SPÉCIFIQUE. Si un service ne pouvait être rendu dans le cadre du "Sur Mesure", nous vous présentons une SSH agissant REALSOFT pour laquelle nous garantissons la flexibilité et la compétitivité. Nous contribuons à votre succès.

FINANCEMENT. Dans notre magasin, avec accord obtenu sur place, toutes les solutions d'acquisition : location, leasing, crédits entreprises ou particuliers.

MAINTENANCE. Sur toute la France, délai contractuel de 8 h ouvrées, prix d'un système si le dépannage dépasse 24 h ouvrées. Forfait annuel, Assurance (vol, incendie, fraude), Formules personnalisées.

POLITIQUE

Les dissensions au sein de l'UDF

M. Léotard tend la main à M. Millon

Disparu corps et bien depuis le retentissant échec de sa candidature, le 23 octobre dernier, à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale après une semaine de retraite en Corse où il fut injoignable pour tous — y compris pour M. Jacques Chirac qui désirait prendre de ses nouvelles, M. François Léotard a fait, cette semaine, sa réapparition politique. Il a été signalé une première fois au Palais Bourbon, à la réunion de rentrée du groupe UDF, mardi 3 octobre. Il a été vu, une deuxième fois, à la séance des questions d'actualité du mercredi après-midi. Il avait décidé, enfin, de convoquer le bureau politique du Parti républicain jeudi matin 5 octobre.

Après quelques hésitations, M. Léotard semble donc s'être résolu enfin à tenter de reprendre le dessus. De toute évidence, la déconvenue de Vichy n'a pas été pour le président du PR — la « péripétie » que décritait la semaine dernière la Lettre du PR — M. Léotard un coup et il se dit même qu'il ne fut pas loin de songer à abandonner carrément la politique. Certains de ses amis n'ont pas compris une telle drama-

tisation, traduite par la mise en scène de ce petit « Baden-Baden » dans l'île de Beauté. « Quand on prend ce genre de gifle monumentale, explique l'un d'entre eux, on ne quitte pas le préau de l'école en pleurant... ». Marqué, même physiquement, par l'épreuve, M. Léotard est donc rentré avec un soulagement — insiste son entourage — d'espacement. Le bureau politique de jeudi matin devrait, à cet égard, apporter de plus nettes indications. M. Léotard se proposait d'annoncer, au cours de cette réunion, l'engagement d'un processus de consultation du sommet jusqu'à la base du parti, qui devrait aboutir lors de la réunion d'un conseil national exceptionnel, le 28 octobre. Avec deux objectifs essentiels : redéfinir très clairement la ligne politique du parti et, à partir de là, constituer une nouvelle équipe dirigeante.

On retiendra surtout que M. Léotard, après avoir fait amonceler des représailles contre M. Charles Millon, a décidé aujourd'hui de tendre la main à celui-ci qui, officiellement, réserve sa réponse. MM. Léotard et Millon dîneront ensemble le mardi 10 octobre. Mais d'ores et déjà

M. Léotard compte associer le président du groupe UDF aux travaux de réflexion sur la ligne du PR et, au conseil national, pouvoir lui proposer une place éminente à la tête du parti. Laquelle ? Voilà la question.

Il apparaît, en tout cas, que M. Léotard, en réalité, se propose d'autre chose que ce rapprochement tactique avec son rival permanent.

Manœuvres d'encerclement

La tentative de dresser les députés PR contre le nouveau président du groupe UDF a échoué. Simplement, M. Pascal Clément a été chargé de constituer au sein de ce groupe — une amicale du PR — ce qui est tout dire... M. Léotard est ensuite contraint, maintenant, de se dégarer de la tutelle de MM. Gérard Longuet et Alain Madelin qui ne donnent pas la meilleure image d'un parti d'extrême droite de se reconstruire. M. Léotard n'en a pas fini non plus avec les giscardiens. M. Giscard d'Estaing continue, en effet, ses manœuvres d'encerclement. Son fidèle Hervé de Charette remplace M. Alain

Lamassoure au poste de délégué général des clubs Perspectives et Réalités. Il va tenter d'imposer M. Michel d'Ornano à la place de M. Jean-Claude Gaudin à la présidence de la commission électorale des investitures. Après un entretien, mercredi 4 octobre, avec M. Pierre Méhaignerie, le prochain bureau politique UDF du 9 novembre (cette instance n'a pas, pour la troisième fois consécutive, se tenir au complet mercredi) aura à son ordre du jour un débat sur le fonctionnement interne de la confédération. Après l'avoir tant réclamé, M. Méhaignerie reviendra donc au bureau. M. Léotard pourra-t-il continuer seul la politique de la chaise vide ? Enfin, M. Léotard est aujourd'hui obligé de composer avec M. Millon pour éviter de plus grands dégâts. Beaucoup des amis de M. Millon conseillent, en effet, à celui-ci de profiter de son élan, de sa bonne cote aussi auprès des sénateurs de l'URDF pour tenter une OPA sur la présidence du PR. Autrement dit, la main tendue de M. Léotard n'est peut-être qu'un dernier geste pour éviter le croche-pied final !

DANIEL CARTON

Au Sénat

La droite refuse au PS une présidence de commission

Toutes les dagues se sont levées dans les fourreaux d'été. Elles étaient sorties à l'occasion de la bataille pour la présidence du Sénat. Les conditions de la réélection de M. Alain Poirer n'ont pas fini de laisser des traces. Le choix des candidats par leur propre groupe aux différents postes à pourvoir le montre.

Si, pour les quatre postes de vice-présidents, les groupes se sont vite accordés sur le nom de leur candidat, en revanche, pour ceux de questeurs, les contrastes et le RPR ont dû voter. A l'Union centriste, le questeur sortant, M. André Fosset (Haute-Saône), qui avait pris la défense de M. Poirer, n'a obtenu que vingt-huit voix contre trente et une à M. Jacques Monnin (Somme), comme candidat à la questure. Au RPR, M. Lucien Neuwirth (Loire) a obtenu, dès le premier tour, la majorité absolue comme candidat à la questure face à deux candidats considérés comme plus orthodoxes. MM. Auguste Cazale (Pyrénées-Atlantiques) et Roger Hesson (Moselle). Dans ce même groupe, M. Charles Descombes (Loire), qui s'était ouvertement opposé à la stratégie de M. Charles Pasqua sur le soutien à M. Poirer, a recueilli, pour une investiture à un poste de secrétaire (face à sept concurrents), ses suffrages, score insuffisant pour l'emporter.

Autre scrutin interne, destiné au choix du président du groupe centriste : M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin) a été réélu par cinquante-cinq voix, contre une à M. Jean Lecanuet (Seine-Maritime) et une à M. Jean Faure (Isère) et deux bulletins nuls.

En l'air d'été quelques choses

Règlements de comptes à l'instar des groupes de la majorité sénatoriale, favorable à l'opposition nationale, mais aussi entre eux. Mercredi 4 octobre, était organisée la désignation des quatre vice-présidents du Sénat et des trois questeurs. M. Pierre-Christophe Huttinger (RPR, Paris), qui s'était opposé à M. Poirer pour le poste de questeur, a devancé nettement les trois autres candidats, tandis que M. Etienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne), qui, il y a trois ans, était arrivé en tête se retrouve le moins bien élu (1). Quant aux postes de questeurs, les républicains et indépendants proposent de présenter leur propre candidat en l'occurrence M. Jean Delanoue (Indre-et-Loire). Il aura fallu la ferme intervention de M. Charles Pasqua et d'autres présidents de groupe pour que les RI renoncent.

Autre question, celle des présidences de commissions qui devaient être pourvues le jeudi 5 octobre. M. Claude Estier, président du groupe socialiste, revendiquait l'une d'elles. Il est allé présenter sa demande mercredi matin à M. Poirer qui l'a jugée légitime et a accepté de convoquer les présidents des quatre groupes de la majorité sénatoriale pour en discuter. A 16 heures, devant ses interlocuteurs, le président du Sénat prend soin de rappeler que les socialistes, dans le passé, disposaient d'une présidence de commission, puis il demande leur position aux autres présidents de groupe. Incompréhensible absence ponctuelle d'un « En l'air, d'été quelques choses » de M. Poirer.

M. Pasqua observe qu'il y a une majorité au Palais du Luxembourg et qu'elle va resserrer les rangs, d'autant que les attaques lancées contre l'institution viennent, affirme-t-il, des propres amis de M. Estier. M. Lacoste reprend ces arguments, ajoutant que faire droit à cette demande apporterait un élément de confusion supplémentaire. M. Hoeffel donne raison à M. Estier, mais... refuse également au motif que cela obligerait l'un des groupes à abandonner une présidence. M. Pierre Laffitte adopte la même attitude, d'autant que c'est son groupe qui apparaît le plus menacé (le RDE n'a que vingt-trois inscrits) et que l'un des siens, M. François-Poncet, décline la présidence de la commission des affaires économiques.

Cette fin de non-recevoir a conduit M. Estier à protester énergiquement en séance publique contre la majorité sénatoriale qui, « à l'instigation de M. Pasqua, a montré que, divisée pour élire le président du Sénat, elle sait faire front commun pour priver le groupe socialiste de ses droits ». M. Estier a, en outre, regretté que M. Poirer ait accepté cette situation « contraire à l'équité et à la démocratie ».

ANNE CHAUSSEBOURG

Les confidences de Fréjus

FRÉJUS

de notre envoyé spécial

La bonne ville de Fréjus est-elle perturbée par les déboires politiques de son maire ? Vu de Paris, la question paraît fondée, surtout après la nouvelle déconvenue que M. François Léotard vient de subir avec l'échec de sa candidature à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Une fois sur place, elle devient délicate. Et une vieille dame très discrète qui promène son caniche gris autour des platanes qui bordent la place des Poivriers ne vous l'envoie pas dire : « Vous les Parisiens, vous voyez le mal partout ! Ici, François Léotard, on l'aime bien, et même quand on dit qu'on ne l'aime pas on vote pour lui ! »

A deux pas de là, au-dessus du restaurant les Micocouliers, les volets que soulève le voyant parrain bleu de l'Associations des amis de François Léotard restent obstinément clos. Faut-il en tirer une conclusion ? Signe d'indifférence ou preuve de quiducia ? Fréjus, de toute évidence, ne s'émue guère des tourments nationaux de son maire. Le préposé municipal au ramassage des croûtes de caniche, qui promène son uniforme vert pomme et sa bicyclette autour de la fontaine de la place du Couvent, en convient volontiers : « Les Parisiens ont bien vu qu'il a reçu un coup de pied au cul, mais ils ne savent que si on lui fait des ennemis, c'est parce qu'on est jaloux de lui, et ils ont plutôt tendance à le plaindre, poussez... »

Au comptoir du Bar du marché, place de la Liberté, un consommateur grasseillet (aussi grasseillet que le petit ballon de rose provençal qu'il srotte amoureusement) crie pourtant au « scandale ! » Renseignement pris, il s'agit d'un malentendu. L'homme proteste contre ce qu'il a vu de ses propres yeux, la veille, lundi après-midi 2 octobre, à Saint-Raphaël, la ville voisine, et il prend tout le monde à témoin : « Je me suis dit, le Continental à coup de pelles mécaniques ! Sans préavis ! Sans autorisation ! Vous vous rendez compte ! Le Continental, ce palace, ce bijou de la Belle Époque... L'architecte des Bâtiments de France, qui s'op-

posait à cette démolition, n'était même pas au courant... C'est écrit ce matin dans le journal... Tout ce massacre pour mettre à la place un hôtel moderne ! C'est un scandale ! Comme quand Léotard a fait enlever les platanes de la place de la mairie en faisant croire qu'ils étaient malades... Celui-là, il ferait mieux de s'occuper davantage de notre ville... »

On ne le voit jamais notre maire

L'homme est formel : « On ne le voit jamais, notre maire. Si vous voulez le voir on vous dit qu'il faut attendre six mois et au bout de six mois, si vous le voyez c'est entre deux portes et on vous renvoie à ses adjoints... » Sur ce point, un consensus s'esquisse : « C'est vrai, ajoute un boucher qui se désole entre deux livraisons (en buvant, lui, une menthe à l'eau), Léotard n'est jamais au conseil général et comme il n'est jamais à la chambre des députés, j'ai repéré sa place, à la chambre des députés, et le mercredi, à la télévision, on ne le voit jamais... Ce qui l'intéresse, c'est l'Élysée ! »

Les Maghrébines qui papotent sur la place Agricole — du nom du général romain natif de Fréjus qui s'illustra en Grande-Bretagne — prêtent ne pas aborder le sujet. Mais ils rient de bon cœur quand le chauffeur de taxi de permanence prend l'accent pied-noir pour brocarder le président du Parti républicain : « Il se prend pour César. Qu'il n'oublie pas que la Roche Tarpeienne est proche du Capitole... »

La jeune femme qui remonte la rue Saint-François dit la même chose différemment : « Léotard ? Il ne s'intéresse plus qu'à son projet de port et il en parle de façon déformée : il ferait mieux de s'intéresser au manque d'écoles... »

En route cap...

Son compagnon, un avocat, se montre plus lapidaire : « C'est une belle citrouille, mais elle est vide... »

Le jugement le plus sévère est porté par un instituteur en retraite qui affirme avoir eu

François Léotard comme élève : « C'est un enfant gâté qui n'aime pas être contrarié, et qui ne supporte pas qu'on le contrarie. Il n'est même pas apte à se défendre. Vous avez vu, l'autre jour, lorsqu'il a été battu par Charles Millon, il est parti en voiture, sans dire un mot. Quand on prétend pouvoir diriger un pays, on se comporte avec plus de maîtrise. Mais, c'est vrai, à Fréjus, les gens n'ont pas encore réalisé ce décalage entre sa brillante personnalité et sa réalité. Moi, pour le résumer, j'emploie une expression de chez nous : En voulez cage plus aut que son coucou, vous enverrez la braille... » Traduction littérale : « En voulez chier plus haut que son cul on s'emmerde le pantalon... »

De confidences en confidences, on aboutit... au centre des impôts, où quarante-trois agents des finances publiques sur soixante-quatre, solidaires au-delà des clivages syndicaux et politiques, font la grève depuis le 20 juin et brossent de l'état des services fiscaux de la France de 1989, preuves à l'appui, un tableau apocalyptique duquel il ressort... qu'il y a bien plus que François Léotard, en ce moment, aux yeux de ces Fréjusiens, parmi lesquels figurent bon nombre d'électeurs de François Mitterrand : « Nous sommes tombés de haut. Nous ne comprenons pas qu'un gouvernement qui se dit socialiste s'ingénie à répartir les fruits de la croissance d'une manière aussi inéquitable et effrénée un tel mépris pour les travailleurs de l'État. Le manque de moyens dont nous souffrons fait le jeu des gros fraudeurs. C'est une foutaise de parler de justice fiscale alors que nos centres sont devenus des maisons d'abattage où l'on nous demande de faire du rendement et où l'on mesure au mètre le volume des dossiers à traiter. Lorsqu'un gouvernement se comporte de cette façon, il ne mérite plus la confiance... Léotard, lui, au moins, il nous fait rigoler. Ce n'est pas le cas de Chirac... »

C'était un sondage sans aucune garantie scientifique, après d'un échantillon local sans aucune prétention de représentativité, suivis une méthode absolument arbitraire, par une belle journée d'automne dans les rues de Fréjus les secrets...

ALAIN ROLLAT

Dans un entretien à « l'Expansion »

M. Barre : Une « France pépère » s'accommode d'une « gauche pépère »

En conclusion d'un entretien paru dans l'Expansion du 5 octobre, M. Raymond Barre indique qu'il approuve la politique européenne de M. Mitterrand et même l'ensemble de son action diplomatique. Il juge ainsi la politique de M. Rocard : « De nombreux chantiers ont été ouverts, de bonnes orientations sont esquissées, mais il s'agit, semble-t-il, davantage d'une politique d'accompagnement raisonnable et prudente d'une conjoncture très favorable que de l'action réformatrice dont notre pays a un urgent besoin. »

Il doute cependant que l'opinion soit prête à accepter un effort plus grand, car « les Français, plus individualistes que jamais, perçoivent vouloir profiter au maximum des temps meilleurs ! Au diable la politique ! Ni oranges ni vagues ! Remoyons à demain les grandes ambitions ! Un peu plus de sous si possible ! La France est d'ailleurs loin d'être moins bien lotie que les autres... Et si une France pépère s'accommode fort bien d'une

gauche pépère ? Pourvu que ce bon temps dure ! » Évoquant l'état de l'opposition, l'ancien premier ministre présente l'analyse suivante : « Je reste convaincu — quelles que soient les péripéties électorales — qu'il est nécessaire de constituer une force au centre de l'échiquier politique français, mais celle-ci ne saurait se réduire à ce que l'on appelle couramment « le centre ».

Malgré tout ce qu'on a pu dire, cette idée commence à cheminer. Il faudra du temps pour qu'elle se concrétise. » Il poursuit : « Je n'attache pas une importance particulière aux résultats des élections européennes. Ils auront cependant un effet subitane ! Ils écartent le retour à la proportionnelle, qui affecterait gravement le fonctionnement des institutions de la République. En tout cas, une force au centre n'a pas besoin d'un mode de scrutin particulier pour s'affirmer. Elle doit s'imposer par la force de ses idées et par la clarté de son action. »

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 4 octobre 1989. À l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

- Mesures pour l'emploi et contre l'exclusion professionnelle (Nos éditions du 5 octobre.)
- Mécanisme d'entreprise (Nos éditions du 5 octobre et lire page 20.)
- Le bilan de la lutte contre les incendies de forêt

Le gouvernement a rendu hommage à la mémoire et au courage des onze sapeurs-morts en service commandé et a remercié l'ensemble des unités civiles et militaires pour l'énergie, la disponibilité et l'esprit de solidarité

dont elles ont fait preuve dans des conditions très difficiles.

La préparation de la campagne 1990 a commencé. Les préfets ont déjà reçu mission d'organiser la concertation avec les collectivités territoriales intéressées.

- La protection de la forêt

1) Un crédit de 5 millions de francs sera affecté à la création d'un fonds qui permette l'exécution d'office, au lieu et place des propriétaires négligents, du débroussaillage aux abords des habitations auquel ils sont tenus. La puissance publique se retournera contre ces propriétaires pour obtenir le remboursement des frais engagés.

2) Un schéma départemental des aménagements et des équipements de prévention contre les incendies de forêt sera défini conjointement entre l'État et les collectivités intéressées pour améliorer l'efficacité des crédits publics de diverses origines (communautaire, nationale, régionale, départementale) souvent dispersés dans leur utilisation.

3) Le ministère de l'Agriculture et de la forêt majorera de 25 millions de francs les crédits qu'il consacre au financement des unités de forestiers-sapeurs.

4) Des dispositions législatives seront préparées, qui visent au partage de la charge des équipements de protection et d'entretien d'un massif forestier entre les propriétaires de ce massif et les utilisateurs des logements ou des équipements réalisés en bordure de cette forêt.

5) Le code forestier sera modifié pour permettre de refuser le défrichement de terrains boisés parcourez par le feu. Cette disposition a pour but de décourager les actes volontaires visant à ce que l'affectation à la forêt de ces terrains soit modifiée.

6) Un catalogue sera dressé des principales techniques susceptibles d'être mises en œuvre dans les constructions situées au voisinage des massifs forestiers. De nouvelles prescriptions techniques,

par exemple en matière de voirie et de branchements d'eau, seront obligatoires pour ces constructions et seront progressivement étendues aux bâtiments existants afin de protéger plus efficacement et plus facilement les habitations contre le feu.

7) Un crédit annuel de 2 millions de francs pendant cinq ans sera consacré à encourager les travaux de recherche concernant la protection de la forêt contre l'incendie et à favoriser leur diffusion.

8) Le ministère de l'Agriculture et de la forêt affectera un crédit exceptionnel de 40 millions de francs pour contribuer à la remise en état des zones incendiées au cours de l'été, notamment dans les sites prestigieux qui ont été atteints.

9) Les ministres de l'Éducation nationale et de l'Agriculture encourageront le parrainage par les classes des écoles d'une parcelle de forêt voisine afin que les élèves prennent conscience de l'intérêt et de la fragilité du milieu forestier.

(Nos éditions du 5 octobre.)

POLITIQUE

Le financement des partis et des campagnes électorales

Les députés estiment injustes les accusations dont ils sont l'objet

Des fonctionnaires des impôts manifestant devant l'enceinte du Palais-Bourbon, des forces de police interdisant l'accès des rues avoisinantes, des élus du Front national distribuant dans les couloirs, aux députés et aux ministres, des « chèques » roses en règlement de « détournements divers »... tel était l'étrange climat qui prévalait à l'Assemblée, mercredi 4 octobre, à l'ouverture du débat sur le projet de loi relatif au financement des partis politiques et des campagnes électorales. Ce texte prévoit notamment le plafonnement des dons et des dépenses des campagnes pour les élections législatives, régionales, cantonales et municipales, et soumet les comptes de campagne au contrôle d'une commission nationale.

Certes, le projet de loi sur le financement des campagnes et des partis politiques ne fait pas l'unanimité. Mais il est un point sur lequel les élus de droite comme ceux de gauche sont unanimes : leur image auprès de l'opinion publique est dangereusement, et injustement, menacée. De tous les bancs de l'hémicycle, s'est élevée, mercredi, la triste plainte de députés basés de se voir accusés de toutes les turpitudes par une société « civile » se prétendant « civique ».

Le premier, M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne), rapporteur du projet au nom de la commission des lois, a révoqué ces « justiciers » à l'allégorie biblique de la paille et de la poutre : « Ce n'est pas dans le monde de la politique que l'on trouve le plus d'argent suspect, et la société civile n'est guère fondée

à intenter un procès à la classe politique sur ce terrain. Il n'y a aucune mesure entre la délinquance des affaires et les infractions aux règles organisant le financement des activités politiques ». Ce propos a été repris par M. Pierre-Alexandre Wiltzer (UDF, Essonne) et par M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines), qui ont estimé que « la corruption [était] installée dans bien des domaines d'activité » et que la vie des affaires ou le fonctionnement de l'administration française, notamment, « posent bien d'autres problèmes » que ceux posés par la classe politique.

Ce préambule consensuel étant affirmé, l'examen du texte pouvait commencer, ou presque. Car, premier obstacle, il convenait tout d'abord de s'interroger sur la conformité d'un tel projet à la Constitution. Ce dont discutait avec volubilité M. Pierre Mazaud, qui, au nom du groupe RPR, avait déposé une exception d'irrecevabilité. Selon le député de Haute-Savoie, un texte prévoyant le contrôle financier des activités des partis politiques porte atteinte à leur libre exercice, tel que le prévoit l'article 4 de la Constitution (1). Ce projet, a expliqué M. Mazaud, fait une « confusion entre transparence et système inquisitorial ». Soumise à un scrutin public, l'exception d'irrecevabilité a été rejetée par deux cent trente-neuf voix contre cent quatre-vingt-neuf. Les groupes UDF, UDC et communiste ne participant pas au vote.

A l'exception du groupe RPR, décidé à mener une offensive tous azimuts, l'ensemble des députés s'est accordé sur l'utilité d'un tel texte pour compléter les lois du 11 mars 1988 sur la transparence financière de la vie politique. Présentant le projet au nom du gouvernement, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a longuement décliné les « lacunes » des précédentes lois

qui ne s'intéressaient ni aux élections locales ni aux organisations des partis politiques en dehors des périodes électorales, et ne prévoyaient ni contrôle ni sanction en cas de dépassement du plafond des dépenses. Pour M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure) c'est justement cet excès de contrôle, prévu par le projet du gouvernement, qui



peut se révéler dangereux. Ce texte est, selon lui, « paranoïaque » voyant « des risques là où il n'y en a pas », et il peut jeter la suspicion sur les partis politiques.

Seule voix discordante au sein du groupe RPR, M. Jean-Pierre Delahaye (Val-d'Oise) a reconnu que plusieurs dispositions du projet allaient « dans le bon sens » mais restait « partielles ». Soucieux toutefois de ne pas prendre une position trop radicalement différente de celle de ses collègues, M. Delahaye choisit une demi-mesure en proposant à l'Assemblée de se donner... « un délai supplémentaire de réflexion et de travail » pour aboutir à des propositions consensuelles.

Orateur du groupe centriste, M. Jean-Jacques Hyest s'est pour sa part déclaré en accord avec la « philosophie » du projet. Contrairement à M. Debré, M. Hyest estime que « la grande majorité

des élus, quels que soient leur niveau de fonction ou leur appartenance politique, ne peuvent être gênés par des dispositions certes restrictives, mais réalistes, raisonnables et non tatillonnes ». La limitation des dépenses électorales est, en outre, pour M. Hyest, « un moyen privilégié de moraliser la vie publique, si le contrôle en est fait par un organe indépendant et respecté ». Quant au groupe UDF, s'il conteste plusieurs dispositions du texte et souhaite qu'il soit complété par une loi plus large sur le statut des élus, il s'est déclaré prêt à aborder « sans complaisance mais sans réticence un débat », pensant comme M. Wiltzer « que d'un mal, il peut sortir un bien ».

M. Lajoie : « La loi de l'argent »

Autant d'arguments rejetés par M. André Lajoie, président du groupe communiste, pour lequel toute la philosophie du texte est biaisée. « Accepter la loi de l'argent pour seul horizon, banaliser la dépendance des élus à l'égard des intérêts privés, c'est inévitablement une fuite en avant vers de nouveaux scandales à l'italienne ou à la japonaise ». Officialiser la participation des entreprises au financement des campagnes et des partis, c'est selon M. Lajoie, comme si « on tentait de lutter contre la drogue en légalisant sa consommation ».

Tous les groupes, à l'exception des socialistes, se sont en revanche joints dans la condamnation sans appel de l'amnistie, déplorant en outre la « pollution » qu'une telle mesure apportait à un texte censé moraliser la vie politique. Les communistes, a expliqué M. Lajoie, « ne sauraient cautionner des manœuvres qui visent à blanchir les auteurs d'opérations politico-financières » et les « fraudeurs doivent être poursuivis selon le droit

en vigueur aujourd'hui ». Pour M. Hyest, il n'est pas envisageable d'amnistier des comportements qui font de leurs auteurs « non pas des victimes d'un système, mais les organisateurs d'un véritable racket des entreprises, même s'il ne vise pas à un enrichissement personnel ». La crédibilité, devant l'opinion publique, d'une loi sur le financement de la vie politique rend « inacceptable », selon M. Lequiller, une amnistie « des irrégularités que ses amis politiques ont pu commettre », qui serait en outre « un camouflage pour la justice ».

Ce ne sont pourtant pas de telles déclarations de vertueuse indignation qui résoudront la question, a estimé le rapporteur du projet de loi. Le texte ne répondra aux attentes de l'opinion que si « les infractions nouvelles sont sanctionnées avec la plus extrême rigueur » et si, parallèlement, a ajouté M. Savy, « la chronique de l'actualité politique est débarrassée des affaires anciennes liées à l'adaptation de notre droit ». Le débat sur ce point est encore loin d'être tranché au sein même du groupe socialiste. Prudent, M. Joxe a entretenu une porte en déclarant qu'il était « logique de proposer d'oublier le passé » après l'adoption d'un nouveau dispositif. Mais il a aussitôt précisé qu'il ne s'agissait bien là que d'une « proposition » laissée à l'appréciation de chacun et que « tous ceux qui se sentiraient tenus par un devoir impératif n'écarteront que leur conscience. Et ils auront raison ». Une « ouverture » dans laquelle pourraient bien s'engouffrer, vendredi soir 6 octobre au moment du vote, un certain nombre de députés socialistes.

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement ».

Les dirigeants du PS s'inquiètent du décalage entre les sondages et les résultats électoraux

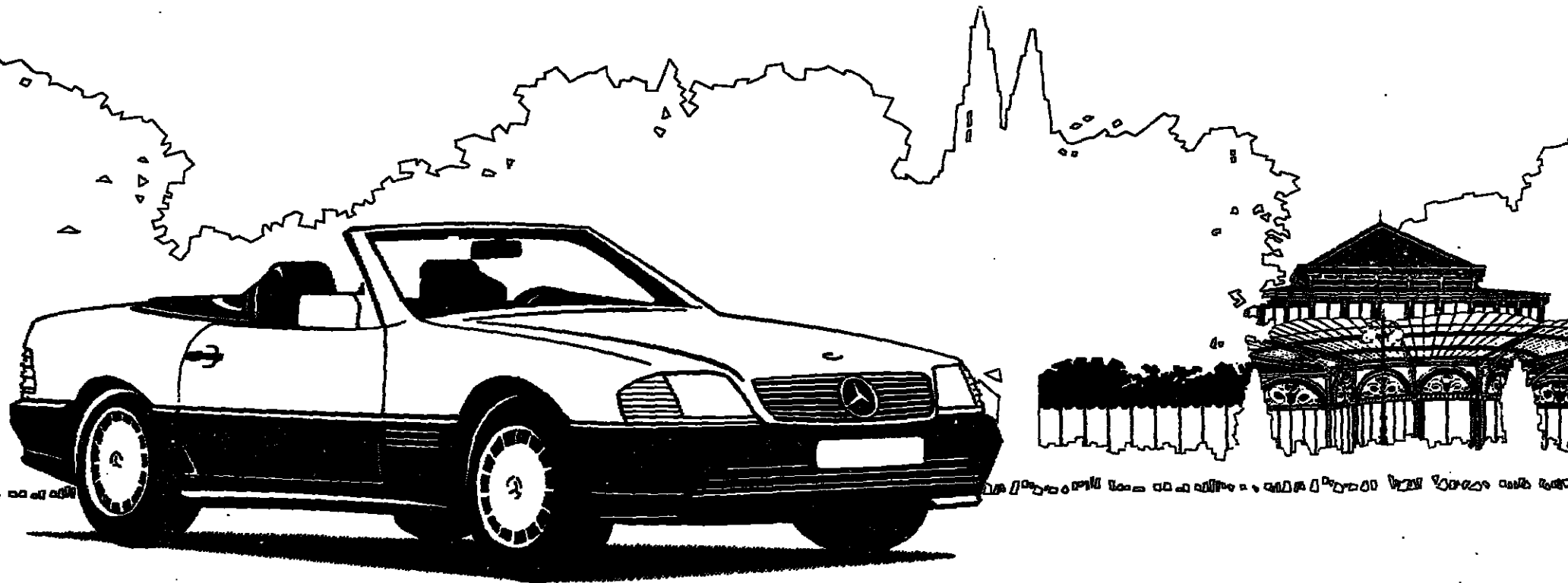
Le bureau exécutif du Parti socialiste a arrêté, mercredi 4 octobre, l'ordre du jour de la réunion du comité directeur qui doit, notamment, les 7 et 8 octobre, enregistrer les différents contributions déposées en vue du congrès de mars 1990. Il est prévu que, après les rapports présentés samedi matin par MM. Henri Emmanuelli, numéro deux du parti, et Pierre Mauroy, premier secrétaire, les débats se tiendront dans quatre commissions, consacrées à la situation sociale, au projet de budget pour 1990, à la situation internationale et au fonctionnement du parti.

M. Laurent Fabius a demandé des éclaircissements sur cet ordre du jour et s'est interrogé sur la fonction de la dernière commission, consacrée au parti. M. Mauroy a expliqué que des modifications peuvent être apportées au fonctionnement du PS sans attendre le congrès, car toutes ne nécessitent pas une modification des statuts. M. Lionel Jospin a observé que le dépôt des contributions se fait, certes, lors d'une réunion du comité directeur, mais qu'il ne doit donner lieu à aucune solennité particulière ni à un débat. Le ministre de l'éducation nationale a ajouté qu'il ne faut pas confondre le dépôt des contributions avec la réunion dite « de synthèse », prévue trois mois plus tard.

Le bureau exécutif a entendu, ensuite, une communication de M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, sur les sondages et les élections partielles. M. Le Gall a souligné que si les études d'opinion font apparaître un surplus de popularité pour le gouvernement et pour le PS, cela s'accompagne d'un « déficit électoral », mis en évidence par les deux élections cantonales partielles du 1^{er} octobre. Il a observé que, selon les enquêtes, les différences entre le PS, l'UDF et le RPR tendent à s'accentuer aux yeux de l'opinion, ce qui peut être positif pour un second tour d'élection présidentielle, mais pose un problème dans la perspective d'élections législatives.

P. J.

A l'automne, les Mercedes aiment à passer quelques jours à la campagne.



Du 5 au 9 octobre 1989,
Mercedes-Benz vous invite à essayer sa collection 1990
à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. De 10 h 00 à 19 h 00,
venez découvrir la nouvelle 190 Contact, les nouvelles 190 Sportline,
les nouvelles 200-300 et le nouveau Cabriolet 500 SL.



Mercedes-Benz

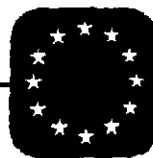
La droite refuse au PS
présidence de commission

Le projet de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales a été adopté par l'Assemblée nationale, mercredi 4 octobre, à l'ouverture du débat. Le projet de loi, présenté par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a été adopté par 517 voix contre 107. Le projet de loi prévoit notamment le plafonnement des dons et des dépenses des campagnes pour les élections législatives, régionales, cantonales et municipales, et soumet les comptes de campagne au contrôle d'une commission nationale.

Le projet de loi a été adopté par l'Assemblée nationale, mercredi 4 octobre, à l'ouverture du débat. Le projet de loi, présenté par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a été adopté par 517 voix contre 107. Le projet de loi prévoit notamment le plafonnement des dons et des dépenses des campagnes pour les élections législatives, régionales, cantonales et municipales, et soumet les comptes de campagne au contrôle d'une commission nationale.

Le projet de loi a été adopté par l'Assemblée nationale, mercredi 4 octobre, à l'ouverture du débat. Le projet de loi, présenté par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a été adopté par 517 voix contre 107. Le projet de loi prévoit notamment le plafonnement des dons et des dépenses des campagnes pour les élections législatives, régionales, cantonales et municipales, et soumet les comptes de campagne au contrôle d'une commission nationale.

Le projet de loi a été adopté par l'Assemblée nationale, mercredi 4 octobre, à l'ouverture du débat. Le projet de loi, présenté par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a été adopté par 517 voix contre 107. Le projet de loi prévoit notamment le plafonnement des dons et des dépenses des campagnes pour les élections législatives, régionales, cantonales et municipales, et soumet les comptes de campagne au contrôle d'une commission nationale.



Mauvaise organisation des administrations nationales et mauvaise volonté des gouvernements

L'indiscipline des Etats menace la construction communautaire

A quoi bon élaborer de laborieux compromis, édifier des réglementations, s'ils restent lettre morte ? La question se pose de plus en plus crûment à Bruxelles. Les Etats membres de la Communauté n'ont jamais fait preuve de zèle pour transposer dans leurs législations nationales ce qu'ils ont pourtant adopté, ensemble, autour des tables de négociation. Mais à mesure que l'échéance de 1993 approche, la tendance à ignorer la loi communautaire s'amplifie.

En 1987, 850 particuliers ou entreprises s'étaient plaints à la Commission européenne de voir des mesures nationales bafouer le droit communautaire. En 1988, la Commission a reçu près de 300 plaintes supplémentaires. Une augmentation à l'impasse, éventuellement, à la meilleure connaissance qu'ont les citoyens des rouages communautaires.

Mais d'autres chiffres sont là pour dénoncer le laxisme des gouvernements. Des 279 mesures — les directives — à mettre en œuvre pour réaliser le marché unique, 68 devaient être déjà appliquées. Ce sont les plus techniques, celles qui ont pu faire l'objet d'un consensus relativement facile. Elles portent, par exemple, sur « l'éradication de la peste porcine », « les franchises fiscales applicables à l'importation de marchandises faisant l'objet de petits envois sans caractère commercial » (sic), ou encore « la reconnaissance mutuelle des diplômes en pharmacie ».

Mais bien que ces 68 mesures ne soient pas les plus difficiles à appliquer, sept d'entre elles seulement

le sont dans l'ensemble de la Communauté. Un bilan qui laisse augurer des difficultés à venir, lorsque les Etats devront transposer dans leurs législations des directives beaucoup plus contraignantes (libération des mouvements de capitaux, reconnaissance mutuelle des diplômes, etc.).

L'Europe du Sud sort plus qu'égratignée de l'état des lieux : le Portugal, l'Italie, l'Espagne et la Grèce sont les moins bons élèves de la classe. On peut faire valoir à la décharge de la péninsule ibérique le fait que son adhésion est récente. L'effort d'adaptation demandé au Portugal et à l'Espagne peut justifier qu'ils n'aient transposé respectivement qu'un tiers et une moitié des soixante-trois premières directives applicables.

La Grèce — avec 39 directives suivies d'effet — et surtout l'Italie — seulement 29 — sont moins excusables, et leurs tristes records confortent les clichés dont sont affublées leurs administrations. La Commission européenne impute en effet les retards à l'organisation

déficience des administrations nationales plutôt qu'à la mauvaise volonté des gouvernements.

Satisfait pour la France et donc pour son administration : elle vient en tête du classement, suivie des Pays-Bas et du Danemark, eux-mêmes talonnés par la Grande-Bretagne : Londres et Copenhague, réputés traîner des pieds face à Bruxelles, ne sont pas aussi indisciplinés qu'on le croit.

Les pays décentralisés en retard

Au contraire. M^{me} Margaret Thatcher, qui n'a d'ailleurs jamais renié l'unification du marché européen, met un point d'honneur à honorer le contrat. Ce qui lui permet de réitérer son credo : avant de se lancer dans une étape ultérieure, mieux vaut achever l'œuvre en cours. La « Dame de fer » risque donc d'utiliser le retard pris par certains Etats comme argument pour freiner toute avancée.

Ce sont les pays à structure unitaire que l'on retrouve en tête du peloton. Si les administrations

méditerranéennes sont celles qui ont le plus de mal à « suivre », celles à pouvoir décentralisé sont également handicapées. Ainsi de la RFA, où le partage des compétences entre Bonn et les Länder ralentit l'intégration des dispositions communautaires. Ainsi de la Belgique où la fédéralisation, effective depuis janvier dernier, n'a pas arrangé les choses.

Est-ce un hasard si le royaume se trouve au dernier rang avant les pays méditerranéens, quand bien même les ministres belges se sont fait rappeler à l'ordre il y a six mois ? Quant à l'Espagne et à l'Italie, elles cumulent les handicaps : administrations lourdes et décentralisées.

L'état de transposition des directives dans les droits nationaux n'est qu'un des révélateurs de l'indiscipline des Etats. La transposition est une chose, l'application en est une autre : une mesure communautaire peut très bien figurer dans le droit national, tout en restant ignorée de l'administration qui méconnaît la dimension européenne.

Bien que la Commission européenne se garde de pointer un doigt accusateur vers le monde politique et se contente de mettre en cause les administrations, il est clair que les dirigeants nationaux sont au banc des accusés. M^{me} Edith Cresson n'hésite pas à dire haut et fort ce qu'à Bruxelles on ne peut que murmurer : ce retard « tient malheureusement au désintérêt des ministres nationaux pour la construction européenne » et, pour en sortir, « il y aura besoin d'un moment donné d'un électrochoc ».

Former les citoyens

En attendant, faute d'être en mesure de tenir le même langage que le ministre français des affaires européennes, et surtout faute de détenir un pouvoir de coercition, la Commission doit se borner à arrêter quelques décisions : tenir régulièrement des réunions avec chaque Etat membre afin de suivre l'évolution de la transposition, renforcer les échanges de fonctionnaires nationaux, développer leur formation, simplifier la mise en œuvre des procédures pour non-respect des traités, etc.

La crédibilité de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) est en jeu, dans cette bataille pour le respect du droit communautaire.

En cas d'infraction, la Commission commence par envoyer à l'Etat fautif un avis motivé. Si cet avis reste sans effet, la Cour de justice de Luxembourg est saisie. De 1987 à 1988, le nombre de saisines est passé de 61 à 73 et les retards dans l'exécution des arrêts se sont accumulés.

L'Etat mis en cause reçoit, en cas de retard, une mise en demeure. En 1988, l'Italie en a

reçu 107, la Grèce et la RFA 64 et la France 58 ! Le nombre de procédures d'infraction (cf. tableau), l'étape qui suit la mise en demeure, a lui aussi augmenté. « Le développement de cette tendance, redouté-on à la Commission, peut rendre à terme le contrôle inefficace et affecter la confiance mutuelle ». Bel euphémisme !

Autre sujet de préoccupation à Bruxelles : les citoyens ne connaissent pas le droit communautaire ; pire, les professionnels l'ignorent. Or c'est sur les individus, les magistrats et les avocats que la Commission européenne compte pour faire progresser son application. S'ils connaissaient leurs droits, les citoyens contribueraient, en ayant recours à la Cour de Luxembourg, à assoir l'autorité des Communautés.

Passage obligé : dans la mesure où les individus ne peuvent avoir recours à la CJCE que par le biais des juridictions nationales, il est urgent avant tout de former magistrats et avocats nationaux. Le problème n'est pas nouveau. Un programme d'enseignement du droit communautaire (Action Jean Monnet) a été lancé en juin dernier par la Commission. Encore faudrait-il que les Etats membres se saisissent eux aussi de la question. Eternel dilemme : leur intérêt est-il dans le développement d'un droit qui prévaut sur le leur ?

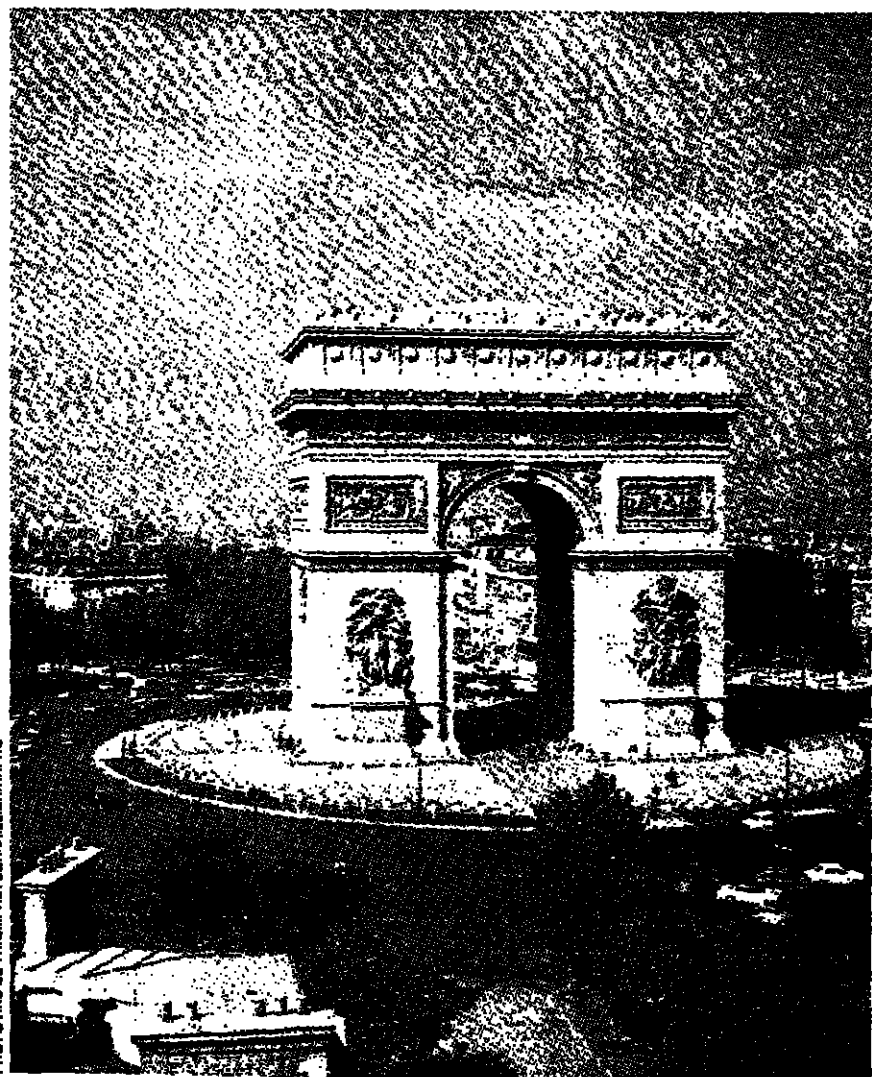
MARIE-PIERRE SUBTIL

Etat de transposition dans le droit national des soixante-trois premières directives applicables

Pays	Mises en œuvre	Dérogations	Directives non applicables	Procédures d'infraction
Belgique	48	0	0	4
Danemark	51	0	0	3
Espagne	30	4	0	1
France	54	0	0	1
Grande-Bretagne	50	0	1	4
Grèce	39	3	0	10
Irlande	46	0	2	3
Luxembourg	48	0	1	2
Pays-Bas	51	0	0	2
Portugal	21	5	0	0
RFA	47	0	0	4

□ Débat sur la reconnaissance des diplômes. — L'Association des juristes européens organise lundi 9 octobre au Palais de justice de Paris un débat sur « La reconnaissance des diplômes : le système général adopté le 21 décembre 1988 par le Conseil des Communautés européennes ». Droit d'entrée : 100 F. Renseignements au 45-04-61-73.

L'avantage du plus récent c'est que vous pourrez dire à vos enfants "j'y étais".



Le CNIT. Le plus grand Centre de Communication et d'Echanges du Monde depuis le 26 septembre 1989.

CNIT
CENTRE DE COMMUNICATION ET D'ECHANGES

CNIT informations visiteurs 46.92.11.11 • Minitel 36.15 CNIT

مكتبة الاتصالات

14. Trisone, reprise dans l'Amérique
15. Les attentats contre le SONACOTRA

16. Maria Casares joue Pirella
17. Jazz à Babylone

20. La presse quotidienne au crible du CESP
24. La défaite des rugbymen français

Séoul, première étape du voyage de Jean-Paul II en Asie

Le pape veut souligner le dynamisme du christianisme en Corée du Sud

Jean-Paul II entreprend, vendredi 6 octobre, son quarante-quatrième voyage à l'étranger, qui le conduira pendant six jours en Corée du Sud, pays qu'il avait déjà visité en 1984, puis pour la première fois en Indonésie, archipel dont la population est à 90 % musulmane, et dans l'océan Indien, à l'île Maurice.

Le principal motif de ce nouveau voyage du pape en Asie est la réunion à Séoul, du 5 au 8 octobre, d'un Congrès eucharistique mondial, qui a attiré de nombreuses délégations étrangères (dont une de Corée du Nord) et plus de vingt mille visiteurs, dont trois cents évêques. Ce rassemblement autour du pape devrait manifester le dynamisme du christianisme en Corée du Sud.

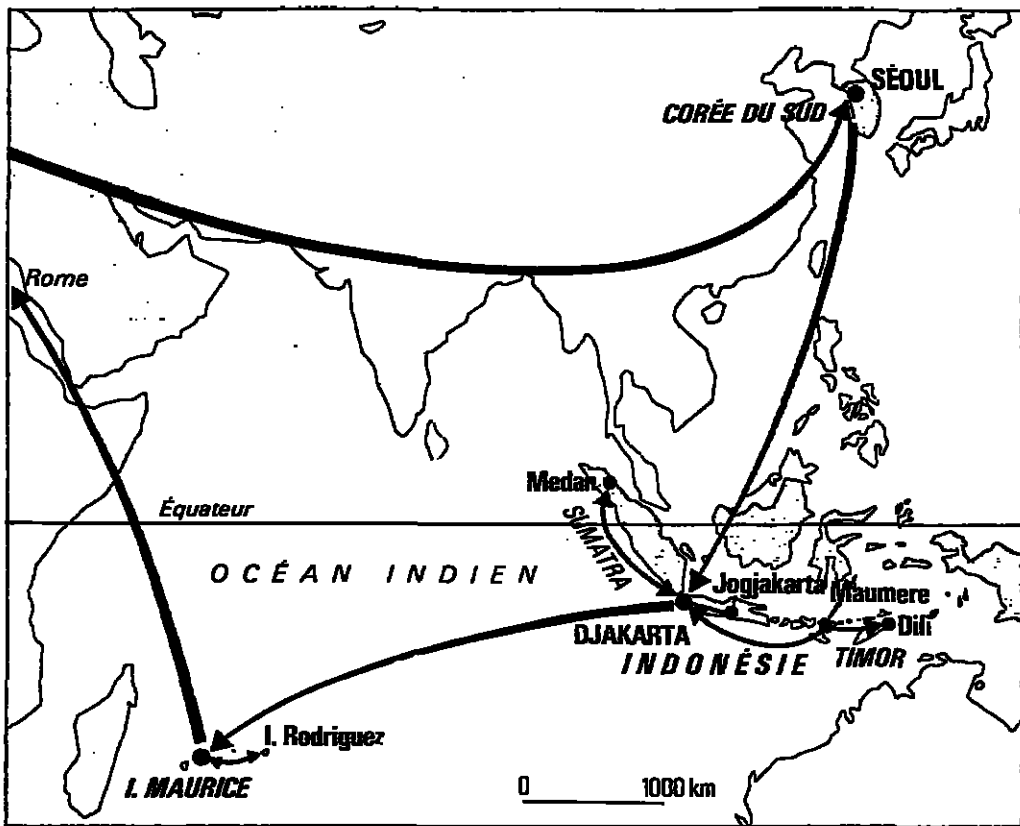
Dès son arrivée, samedi 7, Jean-Paul II se rendra au gymnase olympique de Séoul et rencontrera les diverses délégations du Congrès eucharistique, dont il célébrera dimanche 8 la clôture. Il aura également des entretiens avec le président Roh Tae Woo. Comme il l'avait fait en 1984, le pape déploiera sans doute une nouvelle fois la division du pays en deux. Il devrait également insister sur le thème de la liberté religieuse, en pensant à la Chine voisine. Le gouvernement de Pékin a refusé le survol de son territoire à l'arrivée du pape, comme cela avait été envisagé avant les événements de mai-juin en Chine.

Jean-Paul II s'enlèvera, lundi 9 octobre, pour l'Indonésie, dont il sillonnait les îles pendant cinq jours. L'Indonésie, pays d'islam sunnite, est le premier pays musulman du monde. Les chrétiens y sont moins de 10 % de la population. Les catholiques sont 1 500 000. C'est la troisième fois que le pape se rend dans un pays aussi majoritairement musulman. En 1979, son accueil en Turquie avait été glacial. En revanche, reçu par le roi du Maroc en août 1985, il avait pu s'adresser à 60 000 jeunes musulmans au stade de Casablanca.

Jean-Paul II rencontrera les principaux responsables religieux de l'archipel indonésien. Mais l'étape politiquement la plus marquante sera, jeudi 12 octobre, celle de Timor-Est, ex-colonie portugaise que l'Indonésie a annexée en 1976. Pas plus que les Nations unies, le Vatican n'a reconnu la souveraineté de Djakarta sur cette partie de l'île de Timor, où la visite du pape pourrait exacerber les manifestations d'hostilité au régime.

Enfin, le pape fera une visite de trois jours à l'île Maurice, dans l'océan Indien, qui comprend une communauté catholique active et compte, depuis le consistoire de mai 1988, son premier cardinal, Mgr Jean Margot, archevêque de Port-Louis. Il rentrera le 16 octobre à Rome.

Sur la carte ci-contre : les différentes étapes du quarante-quatrième voyage du pape à l'étranger.



L'Eglise des droits de l'homme

L'engagement social du clergé a contribué à la diffusion du message chrétien : les catholiques sont aujourd'hui deux fois plus nombreux qu'il y a quinze ans

Parcourant Séoul le soir, le visiteur ne peut qu'être surpris par les milliers de croix illuminées qui brillent sur cette ville de l'Asie confucéenne. Elles indiquent les temples protestants. D'un protestantisme moins militant, le catholicisme n'en est pas moins remarquablement implanté en Corée et connaît une expansion exceptionnelle. Avec quelque cinq millions de protestants et deux millions de catholiques pour un pays de quarante-deux millions d'habitants, la Corée du Sud est, après les Philippines, la nation la plus évangélisée d'Asie. En 1950, guère plus de 10 % des Coréens étaient chrétiens. Aujourd'hui, ils sont plus de 20 %.

Une telle diffusion du message chrétien n'est sans doute pas étrangère à la décision de Rome de tenir à Séoul du 4 au 8 octobre le quarante-quatrième Congrès eucharistique international auquel assistera Jean-Paul II. Ce sera sa seconde visite en Corée, où il s'était déjà rendu en mai 1984 lors de la célébration du deux centième anniversaire de l'Eglise coréenne.

Dans ce pays de tradition confucéenne où l'unanimité est également toujours très vivante, le christianisme s'est surtout développé depuis la guerre de Corée (1950-1953). Sans doute le fait que Syngman Rhee, le premier président de la Corée du Sud, ait été un protes-

tant méthodiste a-t-il contribué à identifier le christianisme avec les forces de progrès, alors que le confucianisme était tenu pour responsable d'avoir bloqué l'ouverture du pays au monde moderne. Plus profondément, le message chrétien répondait à une attente d'une population meurtrie par une guerre fratricide qui avait fait trois millions de morts et divisé les familles. Par la suite, l'industrialisation rapide, une immigration urbaine et les bouleversements sociaux qui en résultèrent accentuèrent chez beaucoup un sentiment de vide spirituel.

Floraison de sectes

Depuis trois décennies, la Corée du Sud connaît une extrême effervescence religieuse entraînant l'apparition d'une floraison de sectes. Elle profite aussi aux religions chrétiennes établies (protestants et catholiques). Le christianisme en Corée bénéficie d'une image nationale qu'il n'a pas forcément ailleurs. La Corée fut certes une terre de mission (dix missionnaires français martyrisés au siècle dernier furent canonisés par le pape en 1984), mais c'est aussi un pays où le message chrétien fut

d'abord introduit par des Coréens eux-mêmes qui avaient été en contact avec les jésuites en Chine.

Si au lendemain de la guerre de Corée, lorsque les Eglises chrétiennes distribuaient les surplus américains, on pouvait plaisanter sur les « chrétiens à la farine », ce sont des raisons plus profondes qui ont poussé des millions de Coréens à embrasser la foi. Le cap du premier million de catholiques avait été passé en 1974 et, au cours des quinze dernières années, leur nombre a plus que doublé (leur pourcentage par rapport à la population globale passant de 3,4 % à 5,1 %). L'Eglise catholique en Corée est une minorité, mais en progression constante.

Des enquêtes sur les raisons des conversions ont montré que les croyants étaient d'abord en quête d'une « paix du cœur », d'un sentiment d'être en harmonie avec eux-mêmes et avec la société et surtout peut-être d'être reconnus par elle. L'engagement social des Eglises globales passant de 3,4 % à 5,1 %. L'Eglise catholique en Corée est une minorité, mais en progression constante.

communauté des croyants. Au cours des régimes de Park Chung-hee (1961-1979) et de Chun Doo-hwan (1980-1988), l'Eglise fut le point de référence de ceux qui luttèrent pour les droits de l'homme et la démocratisation. Les deux grandes figures de l'opposition sont d'ailleurs chrétiennes : Kim Dae-jung est catholique et Kim Young-sam protestant.

Le processus de libéralisation entamé par le président Roh Tae-woo qui s'est traduit par une liberté d'expression et une autonomie des mouvements sociaux plus grande qu'au préalable (même si le pouvoir tend à revenir à des méthodes autoritaires) a réduit la fonction de pôle de défense des valeurs démocratiques qu'étaient les Eglises. « L'Eglise catholique continue à jouer un rôle mais elle est moins en vedette qu'elle ne le fut et son engagement social est moins apparent », dit Mgr René Dupont, évêque d'Andong. Ce repli de l'Eglise sur sa mission évangélique, entendue dans un sens plus restreint, s'est traduit, souligne Mgr Dupont, par une relative diminution du nombre des catéchumènes. La préparation du Congrès eucharistique a toutefois remobilisé les catholiques autour du thème du « partage » : partage de la vie (invitation à donner son sang et ses organes) ; partage des biens (avec

notamment des ouvertures vers les Eglises du Vietnam et de Mandchourie) ; partage des « nids » (envoyer notamment la tragédie « exportation » des orphelins).

Tensions avec le jeune clergé

Bien que le cardinal Stephan Kim soit sorti de sa réserve en août pour demander au gouvernement d'accélérer les réformes démocratiques et de libérer les prisonniers politiques (qui sont plus nombreux désormais qu'à la fin du régime Chun), il a interdit l'accès du parvis de la cathédrale de Séoul aux contestataires, ce qui a provoqué des réactions négatives au sein de l'« aile marchante » de l'Eglise.

Sans que l'on puisse parler de dissension, des tensions se font jour entre la hiérarchie et un jeune clergé qui souhaite que l'Eglise se fasse davantage entendre. C'est le cas de l'Association des prêtres coréens pour la justice, qui constitue un groupe informel plus qu'une véritable organisation, et qui a pris une position en flèche sur la question de la réunification. Sur les deux cents prêtres de Corée, un tiers est dans la mouvance de ce groupe militant.

L'association avait récemment décidé d'envoyer un prêtre en Corée du Nord pour rejoindre l'étudiante qui s'était rendue à Pyongyang en juillet pour le Festival international de la jeunesse. Tous deux furent arrêtés à leur retour à Séoul (il y a actuellement trois prêtres en prison pour violation de lois sur la sécurité nationale). Cette initiative de l'association ne fut pas bien reçue par les évêques, et le conseil épiscopal la condamna. Certains évêques sont d'ailleurs inquiets de voir se développer des mouvements chrétiens activistes qui ne sont pas reconnus officiellement par l'Eglise.

Le problème de la réunification devrait non seulement être abordé dans l'homélie du pape mais aussi au cours d'une rencontre avec une vingtaine de catholiques de Corée du Nord qui devaient se rendre à Séoul. L'Association des prêtres pour la justice souhaitait, d'autre part, envoyer certains des siens à Pyongyang pour célébrer une messe au moment où Jean-Paul II prononcerait son homélie. Les autorités sud-coréennes ne s'opposent apparemment pas à cette initiative, mais encore faut-il que Pyongyang l'accepte. « Il n'est pas sûr que cette communion au-dessus du 38^e parallèle se réalise, mais la chose est encore possible », dit-on de source religieuse à Séoul.

PHILIPPE PONS

Renaissance suspecte au Nord

Lorsqu'il y a un peu plus d'un an, à Pyongyang, nous avions demandé à nous rendre à l'église de Tokto, il nous avait été répondu : « Comme c'est dimanche, le prêtre se repose... ». Une logique toute nord-coréenne. Aussi n'avons-nous vu le bâtiment que de l'extérieur. De passage récemment à Tokyo, un représentant de l'Association des catholiques de République populaire démocratique de Corée (RPDC) affirmait que la liberté de religion y était « pleinement garantie » et qu'il y aurait dix mille chrétiens et cinq cents lieux de culte.

Une certaine réactivation de la foi chrétienne, longtemps négligée sinon opprimée, fait sensiblement partie de la politique de relations publiques de Pyongyang. Il y a deux lieux de culte à Pyongyang (un protestant et l'autre catholique) et apparaissent fréquemment des émissaires dans les publications nord-coréennes des références aux activités de l'Association des chrétiens de Corée.

On fait remarquer, à Pyongyang, que ce n'est pas en raison de la répression que les chrétiens sont peu nombreux, mais parce que beaucoup rejettent « ce Dieu dont les dirigeants avaient été apportés par les missionnaires américains ». Ils ne reconstruisent pas les églises, faute d'argent, ajoute-t-on. A la place de la cathédrale de Pyongyang, détruite par les bombardements, se dresse la Palais du peuple.

La « seconde Jérusalem »

A la fin de l'occupation japonaise, en 1945, il y avait trois cent mille chrétiens, essentiellement protestants, dans le nord de la péninsule. Au siècle précédent, les Yi, qui gouvernaient de Séoul, avaient laissé s'implanter la foi chrétienne dans la partie septentrionale du pays, et bien que Pyongyang fut surnommée la « seconde Jérusalem ». Sous le régime socialiste, la grande majorité des chrétiens passèrent

au Sud. Et, pendant des décennies, rien ne permit de penser qu'existait, en Corée du Nord, même une église souterraine, bien que des cas d'arrestation en 1980 laissent supposer que la foi n'était pas complètement éteinte.

Une Ligue des chrétiens de Corée fut présidée jusqu'en 1983, année de sa mort, par un oncle de M. Kim Il-sung, M. Kang Yang-yu, vice-président de la RPDC, qui pensa un moment éditer une nouvelle Bible « conforme » à l'idéologie régnante. Aujourd'hui existerait un Conseil des croyants de Corée, composé de chrétiens (protestants et catholiques) et de bouddhistes, inauguré en mai dernier. La Fédération des Associations de chrétiens devrait d'autre part organiser du 17 au 27 octobre une réunion, dénommée « Rencontre évangélique de Pyongyang », à laquelle participeraient des représentants du Conseil des Eglises chrétiennes de Californie méridionale. Des prêtres et des pasteurs du Sud sont invités à ce « gala pan-

chrétien », qui devrait promouvoir les « idéaux de la réunification et de l'Evangile ».

Si l'utilisation politique d'une renaissance, pour le moins orchestrée, du christianisme en RPDC paraît claire, on peut se demander quelle foi y est diffusée. En juin 1987, deux représentants du Vatican se rendirent à Pyongyang pour y participer à une conférence des pays non alignés. Ils furent frappés par le fait que les fidèles chantaient des cantiques remaniés au Sud, ce qui laisse supposer qu'il s'agissait de personnes ayant été entraînées à faire bonne figure.

Il n'y a pas de prêtres catholiques en Corée du Nord et les pasteurs sont sans doute hors du ministère. Il est vrai que, à en croire le discours officiel, leur mission paraît réduite. « En tant que chrétiens, nous pensons que l'esprit de Dieu est pratiquement réalisé dans nos vies par le grand leader Kim Il-sung », aime à dire M. Pak Gyong-su, secrétaire général de l'Association des chrétiens de Corée...

Ph. P.

THEATRE
DES
CHAMPS
ELYSEES
LE LIBRE OPERA

Der Rosenkavalier

Richard Strauss

Nouvelle Production

Schmöhe / Marintoy / Schavernooh / Haas
Les 5-7-10-13-16-18-21 octobre à 19h30

Location aux caisses de 11h à 19h
Téléphone : 47 20 36 37 de 14h à 18h



SOCIÉTÉ

Les surveillants de prison reprennent le travail

L'échec d'une grève hors la loi

Le syndicat FO des personnels pénitentiaires a annoncé, le mercredi 4 octobre, en fin d'après-midi qu'il appelait à la reprise du travail. Les autres syndicats, qui critiquent vivement cette position et parlent de « coup de poignard dans le dos », ont été reçus vainement par le ministre de la justice, place Vendôme. Une nouvelle rencontre devrait avoir lieu vendredi 6 octobre. Dans la plupart des établissements touchés par le mouvement depuis neuf jours, on assistait, dans la matinée du jeudi 5 octobre, à une reprise massive du travail.

M. Jacques Viallet, le secrétaire général des personnels pénitentiaires FO a la voix blanche. Il est tard dans la nuit du 4 octobre. La journée a été rude. Lui qui l'on surnomme « le patron des matons » - « son » syndicat majoritaire regroupe plus de 40 % des personnels de surveillance - a pris quelques heures plus tôt la décision la plus grave de conséquences pour un syndicaliste : donner l'ordre à ses troupes, engagées depuis neuf jours dans le plus dur mouvement qu'ait connu l'administration pénitentiaire depuis 1957 de reprendre le travail sans rien avoir obtenu.

Traîné dans la boue par ce qui reste de l'intersyndicale, accusé d'avoir « trahi », de s'être « dégonflé », il dit avoir la conscience tran-

quille à l'égard de « ses gens ». « A FO, nous avions 216 révoqués - certains se seraient frottés en l'air - je ne pouvais pas les laisser s'enfermer comme ça. C'était trop grave. Il y a quand même eu trois établissements détruits. On ne pouvait aller au-delà. C'est un échec. Ça n'a pas marché. »

Déjà dans la matinée, on sentait bien que le cœur n'y était plus. La lassitude de la base était perceptible. Petit à petit, effrayés par les révolutions des surveillants en peu partout - et notamment dans les bastions durs de la région parisienne (Fleury-Mérogis, La Santé) - des surveillants grévistes se présentaient pour reprendre le travail : ils trouvaient porte close. Ils étaient révoqués, il fallait bien qu'ils s'y fassent. Et ils ne s'y faisaient pas ? Est-ce que qui a fait basculer Jacques Viallet ? C'est probable. Et aussi le fait qu'il comptait sur une solidarité des autres branches de la fonction publique qui n'est pas venue. Les surveillants aspirés par une grève dure, qu'ils ne savaient plus comment mener, ébahi de se voir remplacer aussi massivement par les forces de l'ordre à l'intérieur des prisons, se trouvaient sans perspectives.

Tous les syndicats - malgré des prises de position publiques jusqu'au boutistes - le sentaient : il fallait faire quelque chose, sinon leur mouvement se terminerait « en eau de boudin ». On décida alors d'un rendez-vous « secret » de « l'entente syndicale » mercredi à 14 h 30, au foyer des cōlibataires

de Fleury-Mérogis. Mais la mèche avait été vendue : la presse était là. Est-ce cela qui va provoquer la colère de Jacques Viallet, ou le retard de deux syndicalistes ? Lui qui, d'habitude, ne dédaigne pas les caméras et les micros où ses formules-choix font mouche part en claquant la porte. Les délégués décident de « semer » la presse.

Une heure plus tard tout le monde se retrouve à siège de FO à Grigny. L'atmosphère est électrique. Les syndicalistes - à l'exception de ceux de FO - veulent faire un « coup ». Ils décident d'aller symboliquement remettre leurs mandats syndicaux au ministre de la justice, et de demander leur révocation. On prévoit même, on faisait jouer le tam-tam pénitentiaire, de demander à tous les surveillants de la région parisienne de se rassembler place Vendôme, sous les fenêtres de l'Élysée. Après tout, si le ministre veut renouer avec les surveillants, comme il ne cesse de le dire, eh bien « il va voir » de quoi ils sont capables. Des délégués suggèrent même de s'enchaîner aux grilles du ministère.

« Nos chemins vont se séparer »

Pour Jacques Viallet, c'est une démarche infantile. Lui, a déjà écrit au ministre de la justice, pour remettre son mandat syndical : il sait bien que ce n'est qu'un coup d'épée dans l'eau, et que cela ne sert à rien. Le ministère ne tombera pas dans le panneau : révoquer des syndicalistes, si c'était

juridiquement possible, ce qui est douteux (ils n'ont pas, eux, abandonné leur poste), aurait été d'une insigne bêtise. La rencontre entre les syndicats est brève et houleuse. Une dizaine de minutes au terme desquelles Jacques Viallet glisse : « Je crois que nos chemins vont se séparer. »

Malgré tout l'UFAF, le SNAPP, la CGT, le SPI, le SNIPP vont place Vendôme. C'est par la radio qu'ils apprennent que FO appelle à la reprise du travail. Le communiqué de FO fait l'effet d'une bombe : « La décision de Force Ouvrière de se séparer de l'Entente syndicale a été uniquement dictée dans le but de sauvegarder les intérêts de nos camarades révoqués. L'urgence de la situation et l'énormité des moyens mis en action pour nous amahir, nous ont amené à prendre très rapidement la décision de réintégrer les établissements. Nous souhaitons que nos camarades sachent combien grand est le sacrifice que nous leur demandons. Le secrétaire général et le bureau central Force Ouvrière assument l'entière responsabilité de cette prise de position. »

Que pensent les « petits » syndicats de la pénitencière sans le « monstre » FO ? Ils ont en beau, au cours des deux précédents conflits tenter de le grignoter, de saper son pouvoir, ils l'ont juste ébranlé. Mais si FO se retire hormis quasiment despersés, les surveillants massivement suivront son mot d'ordre. Après un moment de flottement, alors que les cars de CRS encadrent la place, les responsables de l'entente syndicale décident de demander audience au ministre. Celui-ci est revenu de l'Assemblée nationale, où il a fait preuve de fermeté et justifié l'ordre de révoquer les surveillants qui menaient une grève illégale.

L'entretien se passe dans le bureau du ministre de la justice, entouré de son directeur de cabinet, M. Joëlle Lenoir, du directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, et de M. Philippe Chemin, conseiller technique chargé des prisons. L'atmosphère est électrique. Ce

face à face n'était pas prévu, pas préparé. Le ministre n'a pas supporté que certains syndicalistes l'aient traité de « incapable ». Il le dit clairement, « certains propos tenus ne sont pas admissibles ».

Les syndicats eux aussi sont en colère : ils parlent d'abord des révolutions. « Elles seront toutes étiquetées au cas par cas », leur répond-on. Mais est-ce que cela veut dire ? Le gouvernement ne peut se permettre après être allé aussi loin de se dégrader. Même si certains, c'est une évidence, passeront à travers les mailles du filet... Et puis la rançon des pénitentiaires sort en vrac : le contenu du métier, les primes, la mise en place du programme 13 000, la parité avec la police, la fermeture des vingt-cinq vieilles prisons, le rapport de force avec des détermes... Les positions sont discordantes, enflammées. Il est encore trop tôt pour négocier.

Lorsqu'ils ressortent un peu après 20 heures, les syndicalistes sont somnolents. Que faire maintenant ? Le ministre a proposé que l'on se revienne dans quarante-huit heures. Il est difficile de ne pas accepter. Mais que faut-il dire à la base ? Désavouer FO, l'auteur « d'un coup de poignard dans le dos », c'est la moindre des choses. Certains se réjouissent qu'« écorché », des surveillants se mettent à déchirer leur carte syndicale.

« A Fleury, c'est déjà l'automne. Les cartes FO pleuvent comme des feuilles mortes. » Mais il faut bien donner des consignes, c'est le sens du communiqué publié dans la soirée : « Alors que la situation, diversifiée selon les établissements, était favorable pour contraindre le gouvernement à reculer, la trahison de FO a permis au garde des Sceaux de repousser les négociations à quarante-huit heures. Les organi-

sations syndicales représentant la majorité des personnels réaffirment leur engagement et appellent les personnels de toutes catégories - syndiqués, y compris ceux de FO et non-syndiqués - à se réunir le jeudi 5 octobre, avant la reprise du service, pour décider de la

poursuite de la lutte, sous les formes qu'ils jugeront les plus appropriées. »

Le résultat ne fait guère de doute. Jeudi 5 octobre en début de matinée le travail commence à reprendre « normalement ». On le voit à la Santé, à Fresnes, à Fleury. La province commence elle aussi à « reprendre les clés ». Parmi les révoqués, qui essaient de rattraper le train en marche, commencent à circuler les lettres-types de demande de réintégration : « à dire gracieux ». Ceux qui, la veille, juraient qu'ils iraient jusqu'au bout, défiaient la légalité, se moquaient du statut spécial qui leur interdisait la grève, sont contraints individuellement de demander, avec toute la politesse requise en pareille circonstance, la bienveillance d'un ministre et d'une administration qu'ils fustigeaient quelques heures plus tôt. Et l'amertume est énorme. Mais maintenant que la reprise du travail est acquise, on ne pourra considérer cette crise comme une douloureuse parenthèse. Il va falloir apprendre à se parler. « Il ne s'agit pas en un tournemain de dire on efface tout. Je me réjouis de cette prise de conscience de FO un peu tardive. Mais c'est un heureux compte tenu du péril de la situation », déclarait à l'AFP, M. Jean-Pierre Dintilhac.

On n'effacera ni les révolutions, même s'il est entendu qu'on essaiera de réduire leur nombre au minimum, ni ces huit jours de tourmente. Seul, M. Jacques Viallet, devait se rendre place Vendôme, jeudi 5 octobre. Il devait vraisemblablement y rencontrer M. Lenoir et M. Dintilhac. Comment prendre le chemin des négociations en s'enfonçant « pas plus qu'il ne le sont déjà des syndicalistes meurtris, amers ? C'est la question qu'on se pose au ministère. Cette fois, il faudra tout mettre sur la table. Sinon, tout le monde en est d'accord, dans quelques semaines, dans quelques mois, les prisons, une nouvelle fois s'embrasleront.

AGATHE LOGEANT.

A Fleury-Mérogis

Le désarroi et l'amertume d'un premier surveillant

Michel s'apprête, dit-il, à passer une « très mauvaise nuit ». Une nuit d'attente avant le « rapatriement » de jeudi matin, au grand quartier de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Une nuit d'attente avec le sentiment d'avoir « beaucoup perdu pour rien ». Six jours d'une « grève difficile » interdite aux surveillants par leur statut, la peur de découvrir un jour dans sa boîte une lettre de révocation, des « heures supplémentaires » passées devant les portes de la prison à tenter de convaincre les derniers récalcitrants. « Pour rien », répète-t-il.

Il y a une heure, mercredi 4 octobre, un élu de Force Ouvrière est venu devant la maison d'arrêt annoncer aux surveillants que le mouvement était terminé. Ils n'ont même pas protesté. Ils étaient, disent-ils, trop abasourdis. « Ce matin encore, les syndicats nous disaient de tenir », raconte Michel, qui a adhéré à Force Ouvrière il y a maintenant cinq ans. Ils nous mobilisaient pour éviter les retours au travail en nous disant qu'on pouvait gagner. Et ce soir, plus rien. Il faut tout abandonner. »

Le cours de la carte syndicale

Il est amer. Découragé surtout. Le recul brutal de son syndicat reste incompréhensible. Pourquoi renoncer alors que le mouvement finissait par « s'imposer » ? « Ils ont annoncé cela sans nous demander notre avis, explique-t-il. A ma connaissance, il n'y a pas eu de négociations et nous n'avons rien obtenu. Ils disent qu'ils ne veulent pas nous envoyer au casse-pipe ? C'est ce qu'on fait depuis cinq jours ! On pouvait continuer. » Michel tente pourtant de se persuader qu'il ne sait pas tout. Que de mystérieuses tractations ont eu lieu dans l'après-midi. Que les responsables de son syndicat ont malgré tout « des raisons ». « Je ne veux pas leur lancer la pierre, note-t-il. Ils ont peut-être des éléments qui nous manquent, à nous. Ils savent sans doute ce qu'ils font. »

Mais au mess de Fleury-Mérogis, ses « collègues », eux, n'y croient guère. Force ouvrière

a lâché les surveillants en plein mouvement, disent-ils. Comme en octobre et en février derniers. Michel hoche la tête avant de proposer sa carte syndicale à la ronde en souriant. « Son cours a beaucoup baissé ces derniers temps. Elle ne vaut plus grand-chose. » Il la glisse pourtant à nouveau dans sa poche. « On ne peut pas juger ce soir. Je quitterai peut-être Force Ouvrière un jour, mais je prendrai ma décision à tête reposée. »

Le dépôt des clés, lui aussi, avait été longuement mûri. « On ne met pas sa carrière en jeu sans réfléchir », dit-il. Surtout lorsque l'on fait partie des gradés. Il y a cinq ans, Michel a réussi son examen de premier surveillant, et, depuis, son uniforme porte deux barrettes blanches. La semaine dernière, il était l'un des seuls gradés de Fleury à avoir abandonné son poste. Tous les autres sont venus travailler, jour après jour, sous les sifflets de leurs collègues de travail. « Je suis d'accord avec le mouvement, alors je le montre, explique-t-il. Quand on est tous réunis devant les portes du grand quartier, j'aime mieux être avec ceux qui se battent qu'avec ceux qui se font huer. » Michel a bien tenté de convaincre ses amis gradés. Sans grand succès. « Ils sont comme moi, ils ont des avantages. C'est plus difficile de se décider dans ces conditions-là. »

Michel a treize ans de pénitencière derrière lui. Treize ans à Fleury-Mérogis. Avant de devenir surveillant, il était ouvrier dans une usine de chaussures du Sud-Ouest, où les payes étaient « un peu maigres ». Il est venu aux prisons par « besoin ». Pour, entre autres, la fameuse « prime de méfiance spéciale », qui représentait tous les mois 21 % du salaire des surveillants. « Au début, c'était un peu drôle, raconte-t-il. On se retrouvait tout seul face à cent détenus après une promenade et on se demandait ce qu'on fait là. Il faut un peu de temps pour s'habituer. » Sa femme, elle aussi, est surveillante. Elle travaille à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis, à une centaine de mètres de là. Tous deux

étaient d'accord pour se lancer dans le mouvement, comme à l'automne et l'hiver derniers, mais elle n'en a pas eu le temps. Elle a bénéficié d'un congé de maladie, un « vrai », précise-t-il, juste avant le dépôt des clés. « Elle était malade d'être malade, explique-t-il. Mais elle a toujours été d'accord avec le mouvement. Même si cela comportait des risques. »

« Il faudra bien payer »

Il y a cinq ans, Michel a rejoint un poste administratif où il s'occupe maintenant de l'« intendance ». « C'est moins difficile pour les enfants, note-t-il. Ma femme travaille la nuit, et les samedis et les dimanches. Si j'étais resté en détention, on ne se serait pas beaucoup vus. Maintenant, j'ai des horaires de journée réguliers qui me permettent de m'occuper des enfants. » Mais, depuis quelques jours, il craint de ne pas rester très longtemps à ce poste. Une rumeur le dit victime d'une « sanction interne » qui consisterait à le faire revenir en détention. Rien, bien sûr, n'a été confirmé, mais Michel s'attend à ne pas retrouver tout en l'état. « Il faudra bien payer. » On n'entend pas la loi impunément. Surtout lorsque l'on fait partie de la hiérarchie.

Le retour, tout le savent, sera difficile. Les règlements de compte pas et les cloutures, cette fois, seront dures. Le souvenir des gardes mobiles accompagnant les promenades des détenus reste douloureux : en quelques jours, les prisons ont prouvé qu'elles pouvaient, au moins momentanément, se priver de leurs surveillants. Beaucoup redoutent également la face-à-face avec les détenus. « Ils vont rigoler, disent-ils. Ça ne sera plus comme avant. » Michel ne songe pourtant pas un instant à braver les lois par Force Ouvrière. FO reste la syndicat des surveillants et les directives pleuvent jour après jour. Michel devrait être devant les portes, prêt à reprendre le travail. Même à contrecœur.

ANNE CHEMIN

A la cour d'assises de Paris

Une jeune Malienne condamnée à trois ans de prison avec sursis pour avoir fait exciser sa fille

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Maurice Colomb, a condamné, mercredi 4 octobre, Dalia Traoré, une Malienne de vingt-six ans, à trois ans de prison avec sursis pour avoir, en juin 1984, fait exciser sa fille alors âgée d'une semaine (le Monde du 4 octobre). C'est la première fois qu'une juridiction criminelle était amenée à se prononcer sur une excision n'ayant pas entraîné la mort de l'enfant.

Les jurés parisiens ont, en fait, condamné le seul fait d'appliquer à une enfant ce rite africain qui consiste en l'ablation du clitoris et des petites lèvres. Ils ont, en effet, répondu oui à la question sur la culpabilité de « complicité de violences volontaires à enfant de moins de quinze ans, ayant entraîné une mutilation ».

La cour d'assises s'est-elle contentée de sanctionner le comportement de Dalia Traoré ou, plus largement, a-t-elle voulu adresser un avertissement à la communauté malienne en France ? Quel qu'il en soit, les associations parties civiles semblaient satisfaites. Dans leurs plaidoiries, leurs avocats s'étaient montrés plus modérés que lors des débats. Tout en reconnaissant que Dalia Traoré était victime de sa culture et des exigences de la tradition, M. Linda Weil-Curiel, conseil de l'association SOS-Femmes-Alternative, avait insisté sur le sort des enfants en demandant aux jurés de « choisir entre deux victimes ». De son côté, M. Monique Timsit, représentant le Planning familial, avait soutenu que la jeune Malienne « a choisi entre sa coutume et l'interdiction » et qu'elle devait « être punie ». Enfin, l'avocate de l'association Enfance partage, M. Catherine

Zvloff, n'a pas contesté que la lutte contre l'excision passait d'abord par une action d'information sur le terrain. Mais, à ses yeux, il faut aller jusqu'à la répression, « complément de l'information ». A l'issue de l'audience, l'avocate confiait, toutefois, qu'elle aurait préféré qu'une mutuelle soit faite entre Dalia Traoré et les époux Baradi, dont la fille était morte exsangue. La cour d'assises du Val-d'Oise leur avait infligé la même peine de trois ans de prison avec sursis, le 28 mai 1988.

Le parquet lui-même, dont l'attitude face à l'excision a parfois été hésitante par le passé, s'est montré modéré. L'avocat général, M. Raymond Galibier d'Anjou, avait tenu à préciser : « Ce procès, c'est celui de Dalia Traoré », en ajoutant : « On pourrait glaner indéfiniment sur l'excision, c'est ce que nous avons fait hier. » Il s'était donc strictement limité aux faits et avait demandé « une peine assortie du sursis », tout en la qualifiant d'« avertissement solennel ».

Pour la défense, une peine, fût-elle symbolique, constituait cependant une injustice. « Cette dame est jugée par des gens qui évoluent dans un monde qui n'est pas le sien », regrette M. Manadon Savadogo, avant d'ajouter : « Dans sa culture, le clitoris c'est quelque chose de dangereux comme un dard qui peut tuer. C'est absurde, tout cela, à vos yeux ! Mais, pour elle, c'est une réalité. » Aussi M. Henri Gerphagnon avait-il tenté d'utiliser une disposition de la loi pour obtenir l'acquiescement. En effet, l'article 64 du Code pénal dispose que : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu (...) a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » L'avocat s'était aussi interrogé sur le « degré de liberté » de sa cliente, avant de demander qu'on ne la condamne pas pour « une faute collective ».

MAURICE PEYROT

A Bordeaux

L'ancienne secrétaire de l'ordre des avocats inculpée de faux en écritures privées

BORDEAUX

de notre correspondant

L'ancienne secrétaire du conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux en 1986 et 1987, M^{lle} Annick Vives, a été inculpée, le 2 octobre dernier, de faux et usage de faux en écritures privées. Deux délibérations de l'ordre, en date du 24 février 1986 et du 20 juillet 1987, auraient été falsifiées. Toutes deux visaient l'ancien bâtonnier Bertrand Favreau en exercice en 1984 et 1985. Elles ordonnaient l'une une expertise de sa gestion, l'autre l'ouverture d'une information disciplinaire à son encontre.

M^{lle} Bertrand Favreau, connu pour ses sympathies à l'égard de la gauche, est, depuis 1986, en butte à l'hostilité de ses successeurs, M^{lle} Peyrelongue, bâtonnier en 1986 et 1987, et M^{lle} Chambonnand, actuellement en exercice. Ceux-ci lui reprochent notamment une gestion dispendieuse. Une information disciplinaire avait été ouverte le 20 juillet 1987. Elle a été suivie d'une longue bataille procédurale.

Cependant, jusqu'en mars dernier, M^{lle} Favreau n'avait pu prendre connaissance de la délibération intégrale du 20 juillet 1987, qui décidait d'engager des poursuites contre lui. Il ne l'a obtenue que par un arrêt de la cour d'appel, le 21 mars dernier. Le document original n'est, semble-t-il, pas conforme aux extraits précédemment communiqués par l'ordre et qui ont servi de point de départ aux poursuites disciplinaires.

M^{lle} Favreau, par le truchement de ses avocats M^{lle} Kleiman, Charrière-Bourazel, Boulanger, Blet et Morand-Montell, avait déposé plainte contre X avec constitution de partie civile dès le 30 novembre 1988 pour faux, usage de faux et escroquerie au jugement.

GINETTE DE MATHA

مكتبة الامم المتحدة

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Deux procédures contre des militants d'extrême droite

Garde à vue prolongée pour des responsables du PNFE et de la FPIP

La garde à vue de l'inspecteur de police Serge Lecanu, secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) et de Francis Allouchery, secrétaire général du Parti nationaliste français et européen (PNFE), a été prolongée de quarante-huit heures, mercredi 4 octobre, conformément à la loi antiterroriste. Ils avaient été interpellés le 2 octobre pour être entendus sur les

attentats racistes contre les foyers Sonotra, en mai et en décembre 1988 (un mort et treize blessés). Parallèlement à la procédure judiciaire, menée sous l'autorité de M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse, l'inspection générale de la police nationale (IGPN) devrait être saisie d'une enquête administrative. Il apparaît, en effet, que le PNFE compterait dans

ses rangs plusieurs policiers, dont la majorité seraient également membres de la FPIP. Interrogé mercredi, à l'Assemblée nationale par M. Michel Fromet, député (PS) du Loiret, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a précisé à propos de l'enquête sur les attentats que trente-quatre personnes avaient été interpellées, dix-sept inculpées et seize écrouées.

Un très curieux syndicat policier

Brigadier de police et président de la FPIP, Philippe Bitault n'a pas l'habitude de cacher le peu d'estime qu'il porte au concept, voire au mot même de « syndicat ». « La FPIP est une organisation syndicale », déclarait-il, en mai 1987, dans l'hebdomadaire *La Presse française*, et c'est en tant que telle qu'elle existe légalement et défend les intérêts de ses mandants. J'avoue pourtant n'admettre guère le mot « syndicat » avec tout ce qu'il suppose généralement de petitesse et de mesquinerie. Et d'ajouter, manière de lever toute confusion : « Je lui préfère de beaucoup le terme de « mouvement ». Bien au-delà des syndicats traditionnels, avec leurs revendications égoïstes, leur mauvais folklore et leur liturgie tantôt agressive, tantôt pleurnicharde, la FPIP est un véritable mouvement professionnel.

Il faut rendre cette justice au président de la FPIP : jamais ce syndicat, là ne s'est abaissé à « pleurnicher » pour demander des augmentations de salaire, une réforme des carrières ou l'amélioration des horaires de travail. Si, néanmoins, la FPIP s'est baptisée ainsi, c'est qu'à ce titre elle dispose, outre des locaux et du téléphone fournis par l'administration, de toutes les protections que donne pareil statut dans la police.

Le point ne serait que de détail si les autres syndicats de la corporation, les vrais, relayés par de nombreuses organisations hors du monde policier, ne demandaient depuis des années, avec constance, la dissolution de la FPIP, dont les positions si peu syndicales leur semblent incompatibles avec l'exercice d'une police républicaine. Ainsi interpellée, l'administration, sous Joxe comme sous Pas-

qua, fait le gros dos, préférant subir les reproches de complaisance plutôt que de faire de la FPIP un martyr du droit d'expression. Ce qui permet aux troupes de M. Bitault d'exprimer dans les commissariats, avec une représentativité fluctuante mais non négligeable, le discours de l'extrême droite.

La lutte contre les « voyous maghrébins »

Née en 1973, en région parisienne, la FPIP ne sera longtemps représentée, que dans quelques unités de la police parisienne, notamment chez les motards, où l'influence du SAC est, à l'époque, importante. Tirailleur entre les différentes familles idéologiques de l'extrême droite, le « syndicat » ne recueille alors que 1 % des voix aux élections professionnelles. L'arrivée de M. Mitterrand à l'Élysée en 1981 sera, pour la FPIP, l'occasion de son développement. Au diable de la droite classique qui dénonce le « laxisme » de l'appareil judiciaire lorsqu'il est dirigé par la gauche, la FPIP, en termes moins choisis part en croisade contre la « chémiu socialiste » et la « presse archi pourrie », réclamant le rétablissement de la peine de mort, le droit pour les policiers de tirer « après sommation », la prolongation de la garde à vue et le rétablissement des quartiers de haute sécurité. Mais son fonds de commerce principal demeure toujours la dénonciation des « voyous maghrébins ».

La campagne porte. Le 3 juin 1983, à l'appel de la FPIP, plusieurs milliers de policiers manifestent

devant les fenêtres de M. Robert Badier, garde des sceaux, accusé d'avoir armé la main d'Action directe qui vient d'assassiner, avenue Trudaine, deux gardiens de la paix. Au milieu des manifestants, M. Jean-Marie Le Pen s'avance d'un air comique. Sous la bannière de la FPIP, il y a là quelques-uns de ses meilleurs militants. Le Front national ne s'en cache d'ailleurs pas, et assure une partie des dépenses du syndicat.

Aux élections professionnelles de novembre 1985, la FPIP obtint 42,2 % des voix à l'échelon national, avec des points beaucoup plus fortes dans quelques formations spécialisées de la région parisienne. Entre-temps, la coïncidence avec le Front national s'est faite plus dis-

tendue. M. Le Pen et son souci de respectabilité ont déçu. Un certain nombre de militants de la FPIP, sinon de responsables, se sont du coup rapprochés du PNFE, groupuscule néo-nazi dirigé par Claude Cornilleau, inculpé dans les attentats racistes de la Sonotra. Une dizaine de policiers adhérents de la FPIP seraient, aujourd'hui, membres du PNFE, et, parmi eux, le secrétaire général du syndicat d'extrême droite, l'inspecteur principal de police Serge Lecanu. Sous le pseudonyme de Serge Lenoir, Serge Lecanu serait plus spécialement responsable de la sécurité interne du parti, tâche assurée par une « section spéciale » aux initiales évocatrices.

GEORGES MARION

Sept inculpations après une agression contre un Iranien

M. Jean-Pierre Valat, juge d'instruction à Paris, a inculpé, mercredi 4 octobre, sept militants présumés d'extrême droite de « violences volontaires avec arme, port ou transport d'armes de catégorie ». Ces inculpations ont suivi l'agression dont a été victime un ressortissant iranien de quarante-quatre ans, M. Hamid Kazimifard (*le Monde*, du 5 octobre), dans la nuit de dimanche à lundi, à Paris.

Quatre inculpés - Bernard Lorentes, vingt-neuf ans; Olivier Massonnet, vingt ans; Michel Béquet, dix-neuf ans, et Laurent Lacroix, vingt-six ans, - ont été placés sous mandat de dépôt, les trois autres - Pascal Dupré, vingt ans; Alain Guillou, trente-huit ans

et Pascal Mazo - étant laissés en liberté.

Selon les premiers éléments de l'enquête, quatre des inculpés appartiennent à l'«Euvre française», le mouvement d'extrême droite dirigé par Pierre Sidos.

M. Hamid Kazimifard, étudiant à l'université de Paris-I, où il prépare un doctorat d'économie, avait été attaqué boulevard de Grenelle (15^e), par un groupe de skinheads qui avaient surgi d'une camionnette. Frappé à coups de barre de fer et de coup de poing américain, il a été hospitalisé avec deux traumatismes crâniens, deux côtes cassées, un traumatisme abdominal et plusieurs blessures et contusions sur tout le corps.

ÉDUCATION

Pour favoriser la réussite scolaire

Les villes de Lyon et de Rennes signent des contrats éducatifs avec l'Etat

« Des mises de fonds communes pour des actions répondant à des objectifs définis en commun dans un esprit de complémentarité. » C'est ainsi que M. Lionel Jospin a défini les contrats d'objectifs qu'il a signés, mardi 3 octobre, à Paris, avec les maires des villes de Lyon et de Rennes. L'Etat et des municipalités s'engagent ainsi, pour la première fois, dans une politique scolaire commune.

Classe sauvage dans l'Hérault

Des parents d'élèves de l'école élémentaire de Mersan (Hérault) font eux-mêmes la classe à une quinzaine d'enfants depuis le 25 septembre pour exiger la nomination d'un instituteur. Depuis la rentrée scolaire, ils réclament le dédoublement d'une classe de cours préparatoire (CP, premier niveau de l'école élémentaire), où trente-quatre élèves sont inscrits. Les parents, soutenus par la municipalité, refusent la solution proposée par l'administration, qui consiste à créer des classes à double niveau, mais qui ne leur fait pas reporter l'effectif de trente-quatre élèves sur une section de CE 1-CE 2. Dans l'ensemble du département de l'Hérault, ce sont cinq écoles au total qui connaissent ce genre de difficultés, avec une moyenne de vingt-neuf élèves par classe, soit le seul limite pour l'ouverture d'une classe (accordée si la moyenne s'élève à 23,3).

L'essentiel de l'effort est consacré, aussi bien à Lyon qu'à Rennes, à la réussite scolaire, grâce à l'organisation d'un soutien individualisé aux élèves en difficulté, à l'aménagement des rythmes scolaires, à l'apprentissage précoce des langues vivantes étrangères. Dans les deux contrats, une large place est faite à l'aide à la lecture et au développement des nouvelles technologies.

Au cours de l'été, par exemple, les cent trois écoles élémentaires lyonnaises ont été dotées d'une salle avec tout l'équipement audiovisuel; 30 % d'entre elles sont déjà câblées; les autres le seront bientôt. Pour l'ensemble des mesures liées à la lutte contre l'échec scolaire, la ville de Lyon prévoit, pour 1990, un budget de 12 millions de francs.

Déjà très engagée dans les actions scolaires, la ville de Rennes a du mal à chiffrer l'ensemble des mesures contenues dans le contrat, mais elle va intensifier son effort pour l'installation de bibliothèque et de centres de documentation dans les écoles. Afin de favoriser l'initiation aux langues, elle va contribuer davantage à l'acquisition de matériels pédagogiques et à la rémunération d'intervenants extérieurs. Parmi les objectifs poursuivis, M. Edmond Hervé compte aussi « élargir l'horizon culturel des jeunes Rennais et les préparer à la citoyenneté », en aidant l'école à s'ouvrir sur la vie de la cité.

Enfin, les deux municipalités ont considéré comme prioritaire la prévention médicale, dans le but de détecter le plus tôt possible les handicaps, facteurs de nombreuses inégalités entre les enfants, afin de les réduire.

J. J. B.

Dans toutes les classes

Un exercice de composition française sur « les apports étrangers »

« Les apports étrangers dans le patrimoine français » : tel est le vaste sujet sur lequel tous les élèves sont invités à réfléchir. Le ministre de l'éducation nationale demande aux enseignants de réaliser avec leurs classes des expositions, des projets, des livres ou des expositions sur ce thème. « L'école doit être ce lieu de découverte de la diversité des composantes humaines, linguistiques, culturelles qui ont tissé et tissent encore aujourd'hui notre patrimoine », a déclaré M. Jospin en lançant cette opération, malicieusement intitulée « Composition française », organisée avec les ministères de la culture et de la solidarité, et le concours du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

Les élèves des écoles, collèges et lycées sont incités à réaliser des « projets d'action éducative » (PAE) centrés sur la présence et l'intégration des étrangers et de leur culture en France. Une exposition, organisée en juin 1990 au Centre Georges-Pompidou à Paris, présentera au public les meilleures réalisations. Les sujets possibles sont inépuisables : des mots étrangers dans la langue française, aux recherches de Marie Curie; de la vie des migrants italiens ou polonais à l'influence des musiques africaines; de Diaghilev à Tahar Ben Jelloun; de Mimoun à Platin; des traillères sénégalaises aux résistants de l'Afrique rouge. Les enfants peuvent aussi s'intéresser à l'histoire locale de l'immigration et à leur propre généalogie, sur le modèle du travail mené par une classe de seconde du lycée de Bédarieux (Hérault) sur « le peuplement espagnol de la ville » (1).

Pour nourrir cette réflexion, le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) a consacré à l'immigration 1^{er} dernier numéro de sa revue hebdomadaire *Textes*

et documents pour la classe (2), tandis que le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de Paris publie une brochure rassemblant de multiples exemples d'activités scolaires centrées sur l'approche de la diversité des cultures, les migrations, l'éducation au développement et aux droits de l'homme, ainsi qu'une liste des sources documentaires possibles (3).

Ph. B.

(1) Contacter M^{me} Marguerite Rabier-Cros, professeur d'histoire au lycée Ferdinand-Fabre de Bédarieux.
(2) Numéro du 20 septembre. Renseignements au 16 (1) 46-57-11-17.
(3) Connaissance et rencontre des cultures à l'école. CRDP de Paris, 37, rue Jacob, 75270 Paris.

Sans voile

Trois élèves du collège Gabriel-Havez de Creil (Oise) ne sont plus admises en cours parce qu'elles refusent de quitter le kiamani, un fichu qu'elles portent tous les jours. Les trois adolescentes, de religion musulmane, âgées de treize et quatorze ans, avaient été autorisées, l'an dernier, à porter ce voile dans la cour et les couloirs de l'établissement, mais pas dans les classes.

Pour M. Chénier, le principal de ce collège, situé en zone d'éducation prioritaire, qui compte 850 élèves de vingt-cinq nationalités différentes, dont presque 500 musulmans, l'affaire n'a aucun caractère raciste. Mais il estime que « le voile exerce une pression idéologique sur les autres élèves tout en perturbant les relations avec les professeurs ».

REPÈRES

Racisme

Vigilance renforcée au ministère de l'intérieur

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a indiqué, mercredi 4 octobre, à l'Assemblée nationale que son ministère avait créé récemment « une nouvelle cellule chargée de lutter contre le racisme et l'antisémitisme ».

Le ministre, qui répondait à une question orale du député PS Michel Fromet sur la recrudescence des activités des groupes néo-nazis, a précisé que « toutes les publications, périodiques ou non, susceptibles de tomber sous le coup de la loi » étaient « dépouillées avec un soin extrême ». « Nous avons ainsi, a-t-il dit, et d'une façon assez rigoureuse, appliqué tout l'arsenal législatif (...) sans exclure d'ailleurs les mesures d'interdiction administrative. » Le ministre a rappelé la circulaire du 6 juillet dernier, envoyée par le garde des sceaux aux magistrats pour leur recommander de réprimer les actes de racisme et de faire preuve de vigilance.

Médecine

167 personnes sous surveillance à Villiers-le-Bel

Il n'y a plus aucun pensionnaire dans un état critique, indique-t-on mercredi 4 octobre, à l'hôpital Charles-Richet de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), où sept personnes sont décédées depuis le 29 septembre à la suite d'une intoxication alimentaire par salmonelles.

La direction reste toutefois réservée quant au pronostic des 167 personnes intoxiquées compte tenu de l'extrême faiblesse de certains patients. En attendant les résultats des analyses bactériologiques effectuées à l'institut Pasteur, l'hypothèse d'une contamination des aliments du repas suspect avant la livraison semble devoir être retenue.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

La revente du siège de Shell aux Champs-Élysées Une plus-value de 1 milliard de francs

Comment gagner 1 milliard de francs en six mois ? La recette est apparemment simple, mais pas à la portée du premier Parisien venu : il « suffit » d'acheter le siège d'une « major » du pétrole - Shell-France en l'occurrence - situé à quelques centaines de mètres de l'Etoile à Paris, et de le revendre, après aménagements et rénovation il est vrai.

L'opération vient d'être réalisée par la société Kaufman et Broad et la banque Indosuez. Associés pour la circonstance, les deux investisseurs ont acquis en février dernier les six immeubles Shell, rue de Berri, pour la somme de 2,7 milliards de francs. Prix du mètre carré : 57 000 F, ce qui n'était pas un record pour le quartier. Les hôtels des maréchaux, qui ont pignon sur cour de l'autre côté de l'axe Concorde-Etoile, dans le « triangle d'or » tracé par les avenues Montaigne, Marceau et des Champs-Élysées, ne se négocient pas jusqu'à 200 000 F le mètre carré (*le Monde* du 26 septembre).

Les façades sur rue seront rénovées en respectant leur architecture. 54 100 mètres carrés seront aménagés en bureaux modernes complétés par des jardins-patios un restaurant-club et 628 places de parking en sous-sol. Les travaux seront terminés à la mi-1993.

Les deux nouveaux propriétaires viennent de revendre l'ensemble en l'état futur d'achèvement à un client constitué pour 30 % d'une filiale d'Indosuez, la société Artos et pour 70 % de la Kowal Real Estate. Cette société japonaise comprend la Banque industrielle du Japon, la Nippon Life Insurance Company, Nissan moteurs et Hitachi. Montant de la transaction : 3 milliards 730 millions de francs, hors taxes. Soit 70 000 F le mètre carré. Shell est allé implanter son nouveau siège social à Rueil-Malmaison, dans les Hauts-de-Seine.

C. V.

□ Un nouveau président du GIAT. - Par décret du ministre de la défense, M. Pierre Chiquet a été nommé président-directeur général de la société Pro-GIAT, en remplacement de M. Jacques Petitjean. Chargée de la commercialisation de la production du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), la société Pro-GIAT est destinée à disparaître quand le GIAT sera, comme le prévoit un projet de loi, transformé en société nationale à la tête de laquelle M. Chiquet sera alors appelé.

[Né le 14 novembre 1930 à Poitiers (Vienne) et ancien élève de Polytechnique, M. Pierre Chiquet est un spécialiste des missiles et de l'espace. Il fut notamment responsable de la création du champ de tir de Kourou, en Guyane. En 1970, il quitta ce secteur pour entrer dans le privé, notamment à Teclat, à Renault, puis au groupe PSA. En 1982, il devient directeur général de la société des constructions mécaniques Penhard-Levassor et, depuis 1987, vice-président du GIAT, qui fabrique notamment des chars de combat et des canons d'artillerie.]

Vienne
Wien Vienne Vienne



Wien Vienne Vienne

CULTURE

THÉÂTRE

Maria Casarès joue Pirandello

La comédienne répète au Théâtre Hébertot
une pièce peu connue de Pirandello, « la Vie que je t'ai donnée »

Après sept ans de séparation, le fils de dona Anna est revenu chez sa mère pour y mourir. Ainsi commence la pièce de Pirandello la Vie que je t'ai donnée. Mise en scène par Michel Dumoulin, Maria Casarès sera dona Anna à partir du 10 octobre au Théâtre Hébertot. Encore un personnage dramatique, « un monstre innocent », dit-elle, qui n'accepte pas la mort, qui entraîne son entourage à prolonger l'image vivante du fils absent. Le cinéma utilise parfois les dons burlesques de Maria Casarès : voir La Duchesse rouge dans la Lectrice, de Michel Deville, — le théâtre exploite volontiers son aura, sa force dramatique, et cette beauté qui se moque des rides.

« Il m'est arrivé, dit-elle, de jouer des choses un peu légères, mais rarement, c'est vrai. Ici, il peut y avoir une part d'humour, pas dans mon personnage, mais dans ses rapports avec les autres. Dona Anna modifie son discours selon les circonstances. Les idées tournent, tournent sur elles-mêmes jusqu'à devenir folles, dans la logique pirandellienne, toujours, je dirais, de manière à faire passer la mort, de regard, de miroir. Pirandello est un jongleur. Il fait naître des images évocatrices dont chacun prend ce qu'il veut.

« Dona Anna a mis en marche un processus fascinant, et qu'elle veut poursuivre jusqu'aux extrêmes limites de l'expérience. Elle est parfaitement lucide, mais la souffrance, elle l'a ressentie au moment où son fils est parti. Quand il revient, changé, elle ne le reconnaît pas, ne veut pas le reconnaître. Ce n'est pas lui qui est mort. Quand elle parle de la mort, elle dit que l'on met toujours une dalle dessus, pour l'enjamber. Et ça, elle ne l'admet pas. Pour elle, la mort, c'est les petites choses quotidiennes à accomplir... Elle se prend un peu pour une créatrice...

« Oui, ce genre de monstre m'est dévolu, on fait des choses très monstrueuses tout le temps, l'innocence. Encore que dona Anna, il n'y



Maria Casarès dans le rôle de dona Anna : « un monstre innocent » qui n'accepte pas la mort

ait pas de stratégie. Elle est vraiment innocente. D'une certaine manière, Médée aussi : je ne rendais pas compte que je tuais mes enfants. C'était comme un rituel. Je me souviens, l'un d'eux, dos au public, me tendait le couteau. La première fois que je l'ai vu faire ça, il était si extraordinaire que j'avais envie de le retourner vers la salle, de montrer ça. Lady Macbeth est pire, je trouve. On sait bien que dans la passion, on est entraîné. Sa passion est peut-être politique. En tout cas, elle est une froide criminalité.

« Les personnages de Pirandello sont passionnés, généreux. Ce qui compense le côté obsédant de la construction, ce qui fait aussi qu'on le joue toujours. Dans cette pièce, le premier acte, tiré d'une nouvelle écrite quelques années auparavant, est étonnant, brillant. Les deux autres sont en somme des variations, avec, à certains moments, un côté mélo, que l'on retrouve toujours chez Pirandello, et qui n'est pas facile. Mais, par exemple, dans les Six personnages, le mélodrame appartient à ces personnages qui

cherchent un auteur. On peut y aller, puisque ce n'est pas nous. Ici, il n'y a pas cette transposition, on se trouve à même le texte, et parfois devant des choses difficiles à dire.

« Chez Pirandello, l'histoire se passe vers 1920, dans un milieu très catholique sicilien. Pour nous, ça n'était plus possible. Michel Dumoulin et Gilles Deleuze l'ont adaptée à une époque et à un milieu plus proches, en la dépouillant de pas mal de digressions. L'essentiel est sauvegardé, y compris cette lourde présence du fils absent, et qui va jusqu'à se traduire par des manifestations surabondantes. C'est ce que Pirandello a inventé ? J'ai tendance à croire qu'il était sérieux.

Le côté picaresque et le côté idéal

« Je ne suis pas obéissant, sceptique. D'ailleurs, j'ai vu tourner une table, dans une soirée chez des Argentins. On avait dit : j'ai lancé, comme ça, l'idée d'essayer. On n'a pas mis de bougies, on a laissé la lumière. Il y avait des affi-

chées sur une exposition Francis Bacon. J'en ai collé une sur moi et l'autre au centre de la table. Et on a attendu. Pendant presque une heure, il ne s'est rien passé.

Puis, on a entendu des craquements, on a tous regardé, personne ne trichait, les craquements continuaient. On s'est relevés, et l'affichette, au centre de la table, tournait sur elle-même, se dirigeait vers moi. Je l'ai rejetée, elle s'est recollée au centre, et c'a plus bougé. La table a commencé à tourner comme une folle. Naturellement, nous n'avons pas appelé les esprits. Nous avions peur, nous nous étions tous levés. D'ailleurs, la table ne tapait pas, elle tournait sur elle-même en oblique, tanguait comme une épave en mer. Par la suite, j'ai essayé encore, mais plus jamais ça n'a marché.

« Sérieux ne veut pas dire tragique. On ne doit pas s'appuyer trop sur la métaphysique de Pirandello. Ce n'est pas ce qu'il y a de mieux chez lui. Je pense qu'il faudrait dégager dans cette pièce une forme d'humour noir. Et cette vitalité que j'avais pu donner dans Les Parents, j'aimais ça, le côté picaresque et le côté idéal. Ce mélange que j'avais rencontré également dans la Cellulite. Jean Glibert avait fait une adaptation formidable pour moi. Moins pour les amoureux : on n'y comprendrait pas grand-chose. En Espagne, on m'a proposé l'intégrale. Je n'ai pas pu accepter.

« Il aurait fallu deux mois au moins de répétitions, plus le temps des représentations, avec une tournée. Je ne peux pas. Ma vie est lourde à porter seule. Ma vraie maison est à la campagne. Dès que je ne travaille plus, je file à bas m'occuper de tout, tout le monde me tombe dessus. Je ne peux pas être longtemps absente.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

Théâtre Hébertot à partir du 10 octobre.

Dépôt de bilan de la maison de la culture de La Rochelle

Le conseil d'administration de la maison de la culture du Centre-Ouest, réuni le 2 octobre dernier, en l'absence des représentants de l'Etat, a décidé à l'unanimité de déposer le bilan de cet établissement créé par l'Etat et les collectivités locales en 1982. Le tribunal d'instance de la ville a été saisi le lendemain d'une requête en vue d'obtenir le bénéfice du redressement judiciaire.

Son directeur, M. Jacques Coussinet, qui avait été nommé à ce poste au mois de juillet 1988, a motivé cette décision par les résultats d'un nouvel audit financier, faisant apparaître un déficit dans les comptes du théâtre de 7,5 millions de francs environ. Cette crise rochelaise sera le premier dossier brûlant sur le bureau du nouveau directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, M. Bernard Faivre d'Arcey, qui avait demandé au conseil d'administration de la maison de la culture, sans résultat, de suspendre à toute décision avant la réunion, le 10 octobre prochain, à Paris, des parties concernées.

Un test de la volonté de décentralisation

Cette rencontre et ses suites pourraient prendre l'allure d'un test de la volonté politique du ministère de la culture de défendre et réformer sa politique de décentralisation dramatique, à un moment où plusieurs établissements (maisons de la culture et centres dramatiques nationaux) connaissent des difficultés structurelles et financières. Quel qu'il soit, le privilège de la situation de la maison de la culture de La Rochelle ne devrait pas remettre en cause la saison 89-90 du Théâtre de la Mer — sa nouvelle dénomination —, ni plus que celle du Centre chorégraphique national dirigé par Régine Chopinot, ni de l'ensemble musical Ars Nova, qui lui sont associés.

O. S.

LETTRES

Le livre aura sa fête

Une décision annoncée par M. Jack Lang pour favoriser la lecture

M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a présenté jeudi 5 octobre au cours d'une conférence de presse, une série de manifestations nationales en faveur du livre et de la lecture.

« La fureur de lire », tel est l'intitulé d'une opération de grande envergure lancée sur le modèle des fêtes de la musique et du cinéma, qui se déroulera durant deux jours, et une nuit le samedi 21 et le dimanche 22 octobre dans un grand nombre de villes ainsi qu'à la Réunion, et dans quelques instituts français à l'étranger.

La situation de la lecture en France n'est « pas si mauvaise » qu'on veut bien le dire, estime M. Lang. Des enquêtes récentes démontrent que l'intervention de l'Etat, notamment en faveur de la lecture publique, porte ses fruits.

Mais à l'arsenal des mesures annoncées par M. Lang en mai en faveur du livre et à l'effort budgétaire qui sera consenti en 1990, il manquait encore un contrepoint public. « La fureur de lire » est destinée à combler ce manque. De nombreuses associations profes-

sionnelles et les médias du livre y contribueront.

Il s'agira avant tout d'ouvrir, au cours de ce week-end, les lieux où le livre se fait, s'imprime, se vend et se lit. Ainsi, éditeurs, imprimeurs, libraires, bibliothécaires... accueilleront le public autour d'animations qui se prolongeront également en d'autres lieux : maisons, musées, salles de spectacles, etc.

Plusieurs thèmes ont été retenus : la poésie (avec en particulier une nuit de la poésie au studio de l'Opéra-Bastille, et la remise d'un prix de poésie pour les jeunes), les rapports avec les autres arts, les jeunes, des rencontres entre lecteurs, écrivains et éditeurs, évasion et lecture.

En signe de solidarité avec la Guadeloupe sinistrée, une opération « Un livre pour moi, un livre pour la Guadeloupe » sera lancée. Enfin, des manifestations ponctuelles se dérouleront concernant l'armée, les prisons et les enfants du « quart monde ». « Le Monde des livres » publiera dans son édition datée vendredi 20 octobre un programme plus détaillé des festivités.

P. Ka.

Le lecteur, un furieux ?

La publicité nous a habitués à juger les éloges sur leur efficacité davantage que sur leur contenu. Au regard de ce critère exclusif, toute autre appréciation peut sembler inopportune. Mais puisqu'il s'agit de livres, de mots et de sens, on peut remarquer que la désignation « la fureur de lire » empruntée et détournée du film célèbre de Nicholas Ray, la Fureur de vivre, est pour le

moins inadéquats et déplacés. Quel de plus contradictoire et de plus désigné, en effet, de la fureur, que la lecture ? Même bouillonnant et avide, le lecteur reste, fort heureusement et par excellence, un pacifique. Du choc publicitaire et du paradoxe des mots ne naissent pas forcément les meilleures idées...

CINÉMA

Graham Chapman est mort

Il était le fondateur des Monty Python

Graham Chapman, le fondateur du groupe comique des Monty Python, est mort des suites d'un cancer mercredi 4 octobre en Grande-Bretagne. Il était âgé de quarante-huit ans.

Tout d'abord médecin, Graham Chapman fonda les Monty Python en 1969 avec John Cleese, Terry Jones, Eric Idle, Michael Palin et Terry Gilliam. A la place d'une émission religieuse, les spectateurs de la BBC découvrirent alors un show loufoque et satirique qui rendit le groupe célèbre dans le monde entier. En 1974, Graham Chapman interprétait le roi Arthur

dans *Sacré Graal*, de Terry Gilliam et Terry Jones. Il était Brian dans *la Vie de Brian* (1979). Depuis leur dernier long métrage, *le Sens de la vie*, en 1983, les Monty Python avaient mené des carrières séparées. Graham Chapman avait récemment tenu le rôle d'un économe et vieux chevalier dans une comédie pour la télévision britannique, *Jake's Journey*. Il a également écrit pour la télévision et le cinéma américains. Les Monty Python s'étaient retrouvés il y a trois semaines pour fêter leur vingtième anniversaire.

PALAIS BRULES
DE SEVIM BURAK
Mise en scène ALBA BALDI
avec Lulu MENASE

PROLONGATION JUSQU'AU 14 OCTOBRE

Un art de jouer et de dire inconnu en France. C'est très beau. MICHEL COURNOT.
La tragédie sous le signe de la poésie. DIDIER MERLEZE.
Il est bon que l'œuvre de Sevim Burak nous soit révélée par un tel tour de force. HELENE HAZERA.

THEATRE DE LA MAIN D'OR BELLE DE MAI
TEL. : 48.05.67.89

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M^e Halles, 42.36.27.53

HOMMAGE A RAINER MARIA RILKE
LECTURE - CONFERENCE
jeudi 19 octobre 20 h 30
LES SONNETS A ORPHÉE
par Maurice REGNAUD

RECHAL
du 11 au 14 octobre 20 h 30
SOMMES-NOUS PEUT-ETRE ICI POUR DIRE...
par Zygmunt BIAZYNSKY musicien MICHEL DENEUVÉ

EXPOSITION
"RILKE ET L'AMI INCONNU"
jusqu'au 29 décembre de 12 h à 18 h entrée libre

La grande aventure sans les petites mésaventures.

Vous partez vous installer à l'étranger. C'est une grande aventure et vous êtes bien décidé à la réussir.

Vous la réussirez encore plus sûrement si vous consultez la monographie que l'Acife a consacrée à votre pays de destination.

Réalisées par le Ministère des Affaires Etrangères, les monographies Acife vous informent concrètement et complètement. Du prix des loyers au choix des écoles pour vos enfants, en passant par la fiscalité et la protection sociale.

Les monographies sont vendues à l'Acife (sur place ou par correspondance) et peuvent être consultées dans les Préfectures.

Pour connaître vos droits et bien commencer vos démarches, vous pouvez aussi acheter "le livret du Français à l'étranger", seul document officiel sur le sujet. Pour plus d'informations, consultez le service de l'Acife sur minitel : 3615 code A1 (mot clé ACIFE) ou 3617 code A9 (mot clé ACIFE).

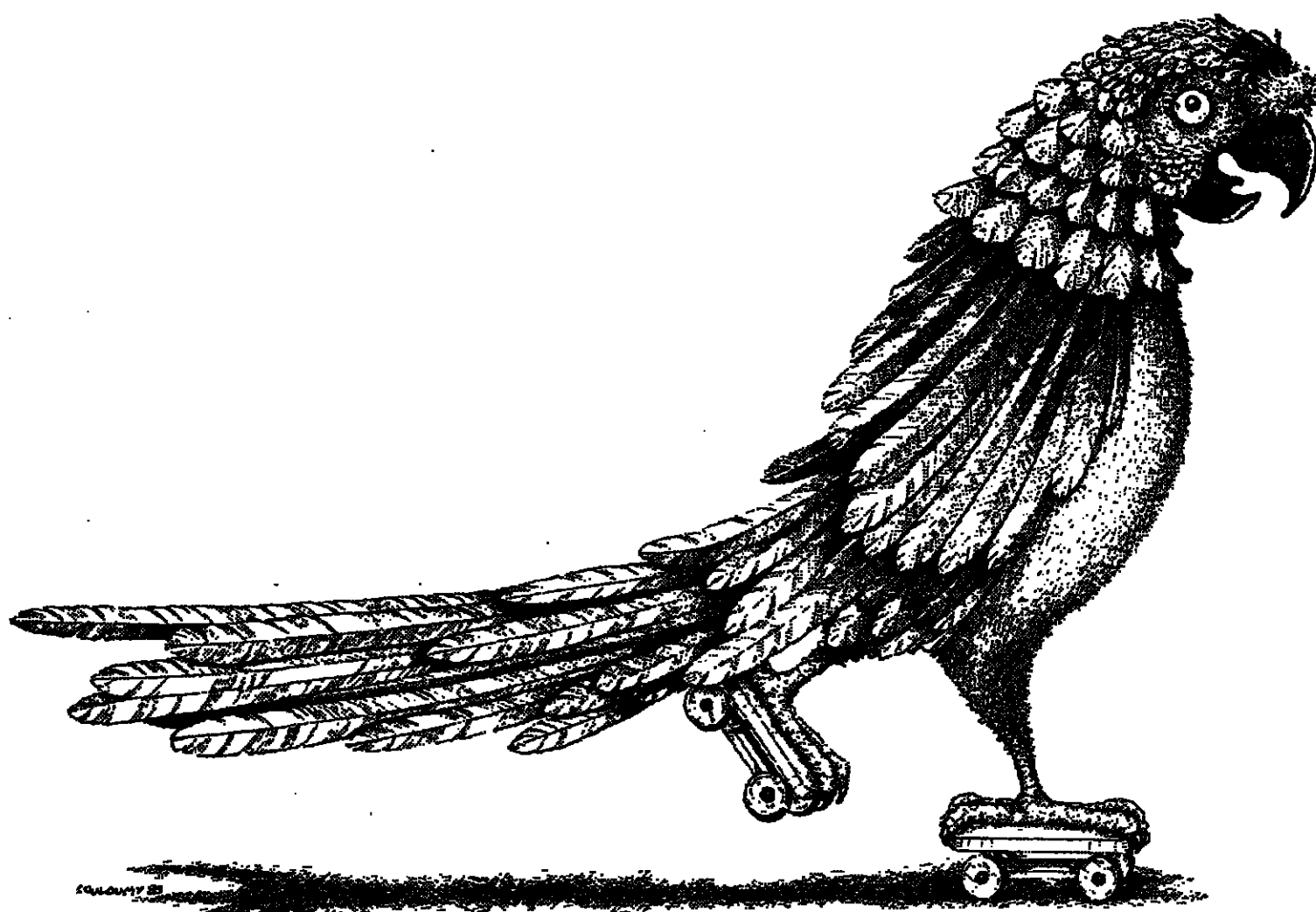
Alger / Algérie / Afrique du Nord / Allemagne / Belgique / Brésil / Canada / Chili / Colombie / Danemark / Espagne / États-Unis / France / Grèce / Hongrie / Italie / Japon / Liban / Maroc / Mexique / Pays-Bas / Pologne / Portugal / Royaume-Uni / Roumanie / Suède / Suisse / Tchécoslovaquie / Turquie / Union soviétique / Yougoslavie / Zaire



Accueil et Information des Français à l'étranger
30, rue La Pérouse 75116 Paris
Tél. (1) 40 66 60 79 - (1) 40 66 69 20

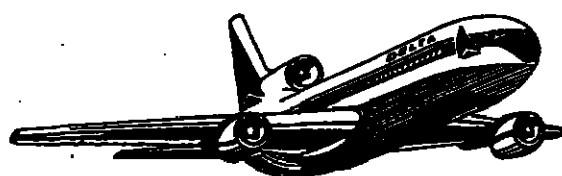
PUBLICATIONS ACIFE. LES CLES DU MONDE.

DEVANT NOTRE AMOUR DU VOL ET LES NOMBREUSES RECOMPENSES
QUE NOUS AVONS REÇUES EN RETOUR,
CERTAINS DE NOS CONCURRENTS ONT PREFERE SE RECONVERTIR
DANS UN DOMAINE PLUS CONTROVERSE.



L'amour du vol. Voilà en quelques mots toute une philosophie qui a fait de Delta Air Lines la compagnie aérienne numéro un en Amérique. C'est pourtant simple : nous aimons notre métier et nous avons choisi de vous le montrer. Aimer voler, c'est vous faire voler vers autant de destinations que possible. De Paris, nous vous emmenons chaque jour à Atlanta, dans un aéroport aussi pratique que moderne et de là nous vous proposons, grâce au système Delta, plus de 230 destinations aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. Notre amour du vol

se vérifie également dans notre service à bord exemplaire qui fait que Delta est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 15 années successives. Et si vous croisez un de nos anciens collègues en plein stage de recyclage, passez-lui le bonjour de notre part. Ça lui fera sûrement plaisir. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92., à Lyon au (16) 78.38.17.59., à Marseille au (16) 91.56.61.08., à Nice au (16) 93.82.24.03., à Toulouse au (16) 61.21.13.26



DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes.

THEATRE RENAUD BARRAULT

A PARTIR DU 10 OCTOBRE

LE CHEMIN SOLITAIRE

DE ARTHUR SCHNITZLER

ADAPTATION MICHEL BUTEL

AVEC ANDRÉ DUSSOLLIER DIDIER FLAMAND
LAURENT GREVILL ALISON HORNUS
JEROME NICOLIN BULLE OGIER
DIDIER SANDRE EDITH SCOB

MISE EN SCÈNE LUC BONDY

DECOR RICHARD PEDUZZI

COSTUMES JACQUES SCHMIDT
EMMANUEL PEDUZZI

COSEILLER D'OPÉRA : ALAIN LEBLANC
COSEILLER D'OPÉRA : ALAIN LEBLANC

42.56.60.70

DEVANT NOTRE SUPPLÉMENT



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

Banque de France sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 360 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MUSIQUES

CULTURE

Jazz à Babylone

Le guitariste Claude Barthélémy, à la tête de l'Orchestre national de jazz a entraîné ses troupes à Babylone, avant une tournée en France

Dans les avions, les musiciens se contentent des histoires de musiciens : « Un auditeur se penche vers son voisin.

— Dites-moi, le troisième violon à partir de la gauche, ce ne serait pas Mozart ?

— Fiches-moi la paix, vous embêtez tout le monde, et Mozart est mort depuis bientôt deux siècles.

L'autre revient à la charge un peu plus tard.

— C'est bizarre, il me semble que je l'ai vu bouger.

Dans les avions, les musiciens se racontent des histoires de technique. L'invention du piston en 1860, ça n'a l'air de rien, a tout changé. La facture précède l'esthétique. Bonne nouvelle. Dans les avions, les musiciens lisent comme dans la vie, énormément de journaux. Dans les avions, ils songent au concert sans le dire. Ils document le change en riant. Les bassistes craignent pour leur basse qui voyage en soute. Et Claude Barthélémy a Brahms dont la troisième symphonie l'a pétrifié pendant plus de six mois.

L'ONJ troisième édition : après François Jeanneney (onze mois pour rater la formule), Antoine Hervé qui l'a conduit pendant deux ans (critiques en porte-à-faux, public conquis), Claude Barthélémy s'attelle à la tâche. Première épreuve : Bagdad, neuf heures de voyage, escale technique à Athènes — le Féroce dore sous le soleil qui tombe — une toune et demie de matériel, seize musiciens et un concert organisé par le Festival de Babylone avec le centre culturel français.

« La chance d'un directeur, dit Barthélémy, c'est de pouvoir décider de la musique et du recrutement. J'ai trente-trois ans. C'est exactement la moyenne d'âge de

l'orchestre. Les musiciens viennent de tous les horizons. Ils sont tous solistes. A eux tous, ils ont fait le tour des expériences d'aujourd'hui : musique classique, contemporaine, improvisée, populaire, rock, free-jazz, électro-acoustique... Le jazz est leur imaginaire commun, leur désir et leur part de culture, urbaine. C'est tout. C'est considérable.

« Nous ne formons pas un big band au sens classique. Pour moi, cela ne tiendrait pas debout. Nous formons un groupe mobile. L'antité, les rencontres passées nouent le lien. Je veux aboutir à un ensemble très souple. Doubler la plupart des postes (percussions, basse, cuivres, anches) à ce but. Un tuba, un accordéon, un clavier pour ouvrir les chances. Et trois guitaristes : je suis guitariste, et ce jazz, ce sont les cordes. Tout reste ouvert. A l'intérieur du groupe comme avec ceux que nous invitons... »

Flamboyant et baroque

En scène, la disposition est inhabituelle. Plus proche d'un assemblage que des alignements classiques. Quatre regroupements s'étalent autour du leader, quatre groupes dont les axes, les géométries s'agencent, varient, selon les timbres et les arrangements. Les éclairages de Babylone ne sauront pas bien souligner cette impression de kaléidoscope musical. Donnez-moi.

L'amphithéâtre, très récent, a de l'allure. Il ouvre le site où s'édifie la reconstruction du palais, dosage curieux de chantier, de murailles trop neuves, de boutiques provisoires sous tentes : la volonté de

mémoire active tient dans la définition du festival dont Mounir Bachir est le directeur : « De Nabuchodonosor à Saddam Hussein. » Pas moins. Vaste programme. De jour et de nuit, on dirait un décor en carton. La nuit et les lumières font illusion. Il n'est pas dit que la présence de gardes en tenue d'époque ne contribue involontairement à l'effet de réel. Sauf peut-être leurs mollets velus qui jurent. Comme la partie la plus humaine de leur déguisement.

Un public sérieux, soudain emballé, de nouveau attentif, un instant étonné, dans un surprenant mélange de vêtements et d'âges, suit la soirée française. Des familles, des bandes d'amis vont et viennent dans les gradins, dans le style des festivals actuels, passant d'une scène à l'autre, pour prendre ici un air de folklore syrien et là une pincée de danse américaine. C'est le festival de Babel. En ouverture, au théâtre, le récital Jacques Mahieux ouvre la voie à l'ONJ. C'est l'autobiographie musicale du batteur-guitariste-chanteur qui lui donne son nom. Climat d'improvisation contrôlée, liberté de ton, l'idée est claire.

En scène, l'ONJ dévoile ses batteries. L'écriture est flamboyante, baroque, d'effet immédiat. Avec ses passions, son côté bouillonnant, sa force d'arrêter, en les actualisant, les sautes musicales les plus hétérogènes. Comme un brassage, une avidité qui veut jouer de tout. Interférences comiques, expressionnisme vélocité, fulgurances qui portent, lyrisme débridé, c'est Claude Barthélémy — inchangé. Et aussi, encoûs soudain, absence de respiration, goût des longueurs, à peine le public vent-il applaudir, marquer le coup, que c'est déjà parti dans une autre direction : c'est Barthélémy Claude aux rêves illimités.

Un instant dans la rigueur imposée à l'ensemble, l'instant d'après se lançant avec tous dans le grand jeu : « On y arrivera. A force de discipline, de jeu difficile, je veux parvenir à une liberté totale d'initiatives. Je n'écris pas pour des instruments : j'écris pour des idées, des personnes. Si je pense au jazz, je pense immédiatement aux grandes machines, jusqu'à Kanton ou Quincy Jones. Je pense au son ; mais comme principe de direction, c'est George Russell qui m'impressionne le plus.

« Le fait que l'ONJ soit une institution ne me gêne pas. On en a beaucoup critiqué la principe. Mais, espérons, on l'aura beaucoup souhaité. C'est un instrument très souple. C'est sa chance ».

Tel qu'il est, l'ONJ troisième édition est plus qu'une promesse. Prêt à resserrer son rythme et son exigence. Au bord de la plénitude. Dans l'avion du retour, escale à Francfort, les musiciens se racontent toujours des histoires de musiciens : « Un saxophoniste va directement en enfer. Il n'en croit pas ses yeux. Il y a là un orchestre avec de gauche à droite, Charlie Parker, Coltrane, Coleman Hawkins, Harry Carney, Albert Ayler, les autres sections à l'avenant... Le nouveau venu prend sa place, joue comme un fou, joue des heures, des jours, des nuits. Ensuite, il se penche vers son voisin. La bouche en feu : « Mais enfin, c'est quand, la pause ? — Justement, il n'y a pas de pause. Ici, c'est l'enfer... »

FRANCIS MARCANDE

► L'ONJ dirigé par Claude Barthélémy sera à Angers (le 10 octobre), Nantes (11), Poitiers (12), La Celle-Saint-Cloud (13), Saint-Maur (14), Périgueux (17), Nîmes-le-Sec (20), Nantes (21).

NOTES

Les Rencontres de Dunkerque

Les trois semaines Rencontres cinématographiques de Dunkerque, qui ont commencé le 4 octobre, mettent en compétition dix longs et seize courts métrages de réalisateurs ayant tout au plus deux ou trois films à leur actif. Les prix iront, d'une part, au meilleur film — aide à la diffusion en France, — d'autre part, à un metteur en scène et aux meilleurs interprètes. La presse attribue son prix, ainsi que le CICA et le public.

Parallèlement, les Rencontres proposent un regard sur le cinéma polonais, avec notamment le Délégué, de Kieślowski (7 et 8 octobre), ainsi qu'une anthologie du « Mal » avec un colloque, une table ronde, et vingt-huit chefs-d'œuvre de Losey, Fassbinder, Dreyer, Bergman, Bunuel, Kurosawa, Piolet, etc. Enfin, du 11 au 24 octobre, les Rencontres rendent hommage à Robert Bresson.

(Corresp.) ► Renseignements : Studio 43 à Paris et MJC de Dunkerque. Tél. : (16) 28-68-47-59.

« 48-14 », la revue du Musée d'Orsay

48-14 : on dirait un numéro de minitel, mais c'est le nom de baptême de la nouvelle revue que publie le Musée d'Orsay, lequel musée traite, comme l'on sait, de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et de ces quatorze années du vingtième d'avant la Grande Guerre qui en sont l'inséparable continuation. Le format est modeste, et donc commode, l'illustration claire et lisible et le livre, noir à parerments rouge et rose, élégant, avec ce qui convient de précision à une revue où l'on doit traiter de symbolisme et d'esprit fin de siècle.

Revue n'est pas le mot juste, au reste. Recueil conviendrait mieux, puisqu'il s'agit de réunir les textes de quelques conférences prononcées au Musée, qu'elles traitent d'histoire de l'art au sens étroit du terme, d'esthétique ou de littérature. A l'inverse de tant de périodiques « spécialisés » où l'on traite de peinture sans rien savoir

du roman, ou de poésie sans rien connaître à la peinture ni à l'histoire, 48-14 privilégie l'étude des œuvres « en situation » et non point détachées et réduites à leur forme ou leur structure. Dans le premier numéro, qui compte dix articles, André Chastel traite de la description des ateliers d'artistes dans la littérature, Henri Mitterand de Zola entre réalisme pictural et romanesque, Jacques Neefs de Flaubert paysagiste, et Jean-Paul Bouillon suggère de relire Taine plutôt que de le condamner à l'aveuglette.

Alors que les publications françaises d'histoire de l'art végètent, victimes tantôt d'une monomanie d'érudition d'antiquaires, tantôt d'une overdose de théorisation indécise et factice, la parution de 48-14 laisse croire que la situation n'est pas encore désespérée. Bonne nouvelle.

Ph. D.

► 48-14, N° 1, 96 pages, 100 francs.

Vol d'un Renard dans une galerie de Zurich

Un tableau du peintre français Pierre-Auguste Renoir a été dérobé vendredi 29 septembre dans une galerie de Zurich. Cette œuvre, intitulée *Près d'Antibes*, est, malgré ses dimensions modestes (26 centimètres de haut et 37 centimètres de large), estimée à 2,2 millions de francs. Le voleur a fait preuve d'une certaine audace. Il a profité d'une discussion entre le galeriste et un client pour s'emparer de l'œuvre.

(Publicité)

LUMIÈRES DU TAFILALET

Découvrez cette province marocaine fascinante, berceau de la dynastie alaouite, véritable mosaïque culturelle entre Haut-Atlas et désert.

Un reportage couleurs dans le numéro d'Octobre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffre 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14.

Bychkov vers les sommets

Beethoven et Dutilleul pierres de touche pour un chef d'orchestre

A peine une semaine après la symphonie *Réurrection*, de Mahler, Semyon Bychkov et l'Orchestre de Paris présentaient un programme aussi significatif, comprenant deux sommets, classiques et modernes, qui ne souffrent pas la banalité.

Leur entente s'est révélée parfaite dans *Timbres, Espace, Mouvement*, de Henri Dutilleul, ce grand tapis de merveilles, toutes ces lumières, ces phosphorescences nouées en spirales autour de prodigieuses idées poétiques, que Bychkov mène, avec une sorte de divination naturelle, jusqu'à l'évidence, l'éclat prodigieux de la vision finale.

Intensité juvénile

Hélas, Alexis Weissenberg jouait ensuite le *Concerto en mi mineur* de Chopin d'une manière fort décevante : doigts d'acier, mais qui manquaient de certaines notes, phrases sèches et laides, changements de tempo inexplicables... On comprend de moins en moins où va ce virtuose si souvent phénoménal. Bychkov eut, au moins, l'occasion de montrer sa souplesse acrobatique, en menant à bon port l'orchestre au milieu de ces variations surprenantes.

Il a, surtout, confirmé dans la *Symphonie héroïque* l'autorité d'un chef authentique qui communique à ses musiciens sa vision et son expérience musicales par une sorte d'évidence physique complétant et confirmant tout le travail technique fait aux répétitions.

Mais, à trente-sept ans, c'est un chef jeune, et même un « jeune

marri », avec l'Orchestre de Paris... Il n'est donc pas étonnant que ce soient les mouvements lents qui aient surtout besoin de mûrir en lui, la *Marche funèbre* de l'Eroïque restant un peu en deçà de l'émotion et de la majesté requises, comme l'*Ulrich* de *Réurrection*.

En revanche, les vastes allegros, comme la *Totale* ou le final de Mahler, frappent chez Bychkov par leur intensité juvénile et leurs tracés fulgurants ; et le premier mouvement de Beethoven, en particulier, fut d'une immense beauté, alliant l'infatigabilité et la finesse de phrasé, le souffle et les vastes perspectives d'un grand kapellmeister ; et l'orchestre resplendissait.

JACQUES LONCHAMPT

► Programme redonné salle Pleyel, jeudi 5 octobre, puis vendredi 6 (avec le *Premier concerto* pour violon, de Prokofiev par Raphaël Oleg, à la place de Chopin), à 20 h 30.

□ Menace de grève à l'Orchestre national de France. — Les représentants CFDT de l'Orchestre national de France (ONF), dépendant de Radio-France, ont déposé, mercredi 4 octobre, un préavis de grève à partir du 12 octobre, pour une durée « non déterminée ». Ils demandent à la présidence de réaffirmer la mission d'orchestre de prestige de l'ONF et exigent le respect du système salarial inscrit dans la convention collective. L'Orchestre national de France doit donner, le 12 octobre, un concert au Festival de Lille.

Café de la Plage
LES BLUES BEL BOYS
Street Jazz Band
LES DIMANCHES
8.15, 22 et 29 Octobre
à partir de 22h
59, rue de Charonne Paris 11e

DANSE
DU 10 AU 14 OCT. 20 H 45
KARINE SAPORTA
LES TAUREAUX DE CHIMÈNE
LOC 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4e

هنا من الأصل

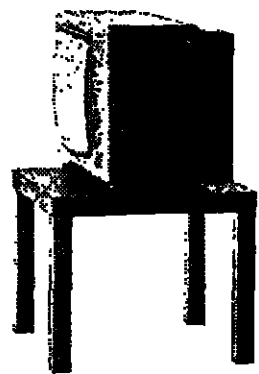
Voici une série suédoise qui risque d'intéresser plus de monde que les séries américaines.



CANAPE CONVERTIBLE

1.490F

LANDSKRONA (clic-clac)
Structure bois massif/aggloméré. Lattes de bois, matelas à ressorts.
Housse matelassée, revêtue tissu HOLM noir - 100% coton.
L: 195 cm - P: 106 cm. Couchage: 133 x 194 cm.



CANAPE CONVERTIBLE

1.950F

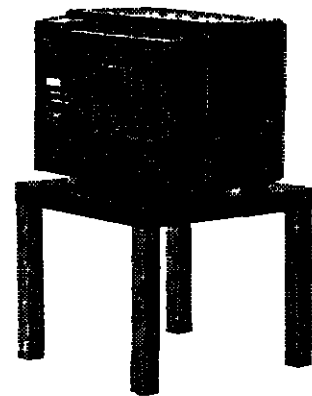
LENHOVDA (clic-clac)
Structure en tube d'acier et aggloméré.
Matelas polyether. Housse matelassée,
revêtue tissu DUVERE - 100% coton.
L: 169 cm - P: 91 cm. Couchage: 122 x 188 cm.



CANAPE CONVERTIBLE

2.650F

BOLLMORA
Structure bois massif/aggloméré. Lattes de bois, matelas polyether.
Coussins ouate synth./bandes de polyether. Revêtus tissu HALLSTA
polyester/coton cuivre. L: 177 cm - P: 86 cm. Couchage: 135 x 195 cm.



CANAPE CONVERTIBLE

2.990F

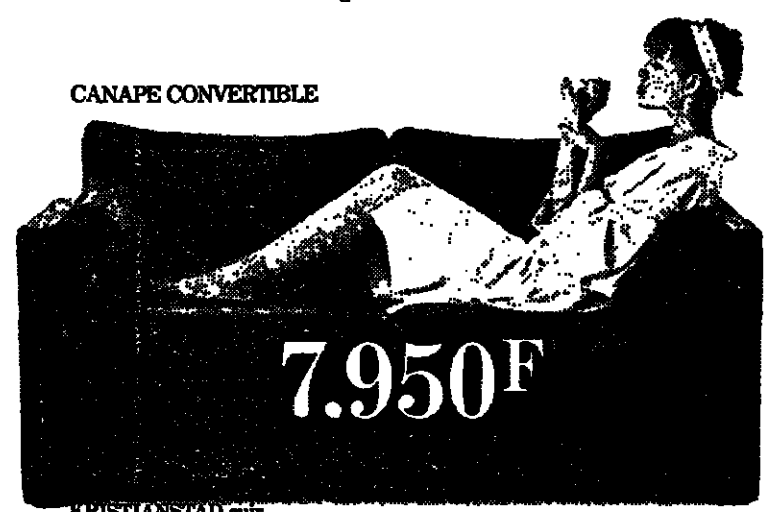
KLIPPAN
Structure bois massif/aggloméré. Lattes de bois, matelas en polyether.
Housse matelassée, revêtue HALLSTA vert, blanc, noir.
L: 186 cm - P: 93 cm. Couchage: 138 x 200 cm.



CANAPE CONVERTIBLE

6.700F

HENRIKSBERG
Structure bois massif/aggloméré. Lattes de bois sur cadre métallique.
Matelas BULTEX. Divers revêtements. Existe aussi en cuir.
L: 215 cm - P: 88 cm. Couchage: 135 x 185 cm.



CANAPE CONVERTIBLE

7.950F

KRISTIANSTAD cuir
Structure bois massif/aggloméré. Lattes de bois sur cadre métallique.
Matelas BULTEX. Cuir vachette imprimé et pigmenté.
Divers coloris. Existe aussi en tissu.
L: 169 cm - P: 87 cm. Couchage: 135 x 185 cm.

D'abord, le scénario. Il tient en deux mots: assis, couché. Ensuite le décor, un canapé convertible IKEA tellement beau qu'on s'y voit déjà. A partir de là, toutes les improvisations sont possibles dans la limite bien sûr des convenances (il y a des enfants dans l'annonce).

Action. Les héros, vous, et puis vous et pourquoi pas vous, choisissez leurs convertibles. Séquence dramatique où on vous voit hésiter, tater, palper, vous asseoir et vous allonger, aller d'un canapé à l'autre, d'un style à l'autre, d'une couleur à l'autre parmi plein de modèles plus confortables les uns que les autres.

Et le mécanisme, vous y avez pensé au mécanisme? Il y en a 5 différents chez IKEA. Pour couchage mousse, lattes de bois ou matelas à ressorts. A ce stade, prendre l'air entendu ou complètement paumé pour qu'on vous explique.

Maintenant, nous suggérons une petite pause au restaurant IKEA-spécialités suédoises, aquavit, etc, histoire de se requinquer avant la suite.

Parce qu'il y a encore le revêtement à choisir entre des dizaines de tissus différents aux motifs différents eux-mêmes dans des couleurs différentes. Sans oublier les cuirs, spécialement sélectionnés

par IKEA pour leur toucher et leur aspect mais aussi par leur tenue puisqu'on s'assoit dessus. Donc vous choisissez et IKEA vous habille votre canapé sur mesure en 6 semaines, fini livré. Vous pouvez aussi en prendre un tout prêt à emporter, si il y a urgence. Naturellement, il y a une "heureuse fin": les prix. Des prix si petits que vous allez en être assis. Ou couché. Ou assis. Ou couché.

Offre valable jusqu'au 15 octobre 1989 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD.
LUN - VEN: 10 H - 20H SAM: 9H - 20H
DIM: 10H - 19H NOCTURNE MER: 22H
TEL: (1) 48.68.50.50.

IKEA PARIS EVRY
AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY LISSES MENEVY.
LUN - VEN: 10 H - 20H SAM: 9H - 20H
NOCTURNE JEU 22H
TEL: (1) 61.97.71.50.

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE
LUN - VEN: 10 H - 20H SAM: 9H - 20H
NOCTURNE JEU ET VEN 22H
TEL: (1) 78.36.48.48.

IKEA MARSEILLE
EN DE LA CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE.
LUN - VEN: 10 H - 20H
SAM: 9H - 20H DIM: 10H - 19H
TEL: (1) 42.88.96.16.

IKEA LILLE
C CIAL DE L'OMME BUS - METRO, STATION
ST-PIERRE LUN - VEN: 10 H - 20H
SAM: 9H - 20H NOCTURNE MER: 22H
TEL: (1) 20.93.38.77.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUTS NOS MAGASINS - MINITEL 366 IKEA

COMMUNICATION

La Bourse d'Amsterdam s'inquiète des projets de M. Parretti

M. Giancarlo Parretti, le repreneur contesté de Pathé-Cinéma, a de nouvelles difficultés : aux Pays-Bas cette fois-ci, pour transformer une discrète société de portefeuille néerlandaise, Bobel-BV, en pôle de développement en Europe des activités cinématographiques de son groupe.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Bobel-BV s'appelle bien désormais Pathé-Communication NV, mais ni l'importante augmentation de capital annoncée en août dernier (de 750 millions de francs à plus de 3 milliards) ni l'émission d'un prêt obligataire de 1,2 milliard de francs n'ont encore eu lieu.

« Nous ne savons pas si cette opération aura lieu et, si oui, dans quels délais », a déclaré au Monde, mercredi 4 octobre, M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire du Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), qui a déjà aidé M. Parretti à racheter Pathé-Cinéma (le Monde du 9 février). De fait, le document officiel que Bobel-BV — qui est toujours contrôlé par le holding SASEA de M. Fiorini — aurait dû déposer auprès des autorités de la Bourse des valeurs d'Amsterdam n'a toujours pas vu le jour. Or, sans ce document, la Bourse des valeurs d'Amsterdam ne peut pas « demander les explications » qu'elle souhaite obtenir sur l'opération Bobel - Pathé-Cinéma.

Cette opération provoque le scepticisme des responsables boursiers à un triple titre : le bouleversement total d'objet social que doit subir Bobel, qui gère jusqu'à présent des investissements immobiliers ; le montant des capitaux qui doivent y être injectés ; et la personnalité des initiateurs de ces changements. « Cette affaire concerne certains personnages qui

ne créent pas vraiment un climat de confiance », nous a dit un porte-parole de la Bourse, faisant allusion au passé trouble de MM. Parretti et Fiorini.

En toute logique, c'est à la banque — le Crédit lyonnais Bank Nederland — lançant l'émission des titres que la Bourse devrait s'intéresser pour faire la lumière sur les intentions et la personnalité de M. Parretti. C'est sans doute pour cette raison que M. Brutschi s'est refusé à « confirmer ou démentir » le rôle de sa banque dans le dossier Bobel.

CHRISTIAN CHARTIER

Nouvelle prise de participation japonaise dans les médias

Le groupe Fujisankei rachète 25 % du capital du Virgin Music Group

Le Virgin Music Group, qui rassemble les activités musicales (disque, édition et studios d'enregistrement) du groupe Virgin, a annoncé, lundi 4 octobre, que la firme japonaise Pony Canyon, filiale du groupe Fujisankei Communications Corp., venait d'acquiescer pour 96 millions de livres sterling 25 % de son capital, jusqu'ici détenu dans sa quasi-totalité par les dirigeants du groupe. M. Richard Branson, président de Virgin, devrait rester majoritaire dans la société qu'il a fondée au début des années 70 et qui est devenue le sixième groupe discographique mondial avec un chiffre d'affaires de 400 millions de dollars pour le premier semestre de 1989. La Fujisankei Communications Corp. regroupe une centaine de sociétés, dont Fuji TV, le quotidien *Shankai Shimbun* et Nippon Broadcasting. Son chiffre d'affaires annuel est de 5 milliards de dollars.

Selon M. Patrick Zelnick, PDG de Virgin France, Pony Canyon restera un « partenaire passif » et sa présence ne devrait pas affecter

le fonctionnement du Virgin Music Group, excepté en Asie du Sud-Est, où les deux firmes ont annoncé la création d'un label japonais consacré aux artistes nationaux et un effort commun en direction des autres pays de la région, Thaïlande, Philippines, Singapour, Corée du Sud ou Taiwan. Dans un communiqué, Richard Branson a annoncé son intention de « développer un catalogue national significatif sur le second marché discographique du monde, le Japon ».

Cette prise de participation intervient après le retrait, en janvier 1989, de l'action Virgin du marché londonien. Après l'échec de l'introduction de sa compagnie en Bourse — le titre restant à un niveau très bas — M. Richard Branson avait racheté la totalité des actions émises. Pour ce faire, il avait dû lourdement s'endetter. L'apport de Pony Canyon (ainsi que le prix payé, bien supérieur aux évaluations qui avaient cours au moment du rachat des actions) devrait lui permettre de poursuivre le développement de sa compagnie.

Pour encourager le mécénat

Le gouvernement donne le feu vert aux fondations d'entreprises

Si le Parlement lui prête vie, un nouveau type de personne morale devrait voir le jour en 1990 : la fondation d'entreprise. Le conseil des ministres du 4 octobre a en effet adopté un projet de loi de M. Jack Lang, ministre de la culture, qui modifie la loi de 1987 sur le développement du mécénat. Le projet actuel part d'un constat : entre l'association, structure souple mais pas toujours adaptée, et la fondation reconnue d'utilité publique, structure lourde et rigidement contrôlée, il manque un échelon d'intervention pour les entreprises désireuses de donner un cadre jur-

dique approprié à leurs activités de mécénat.

Les futures fondations d'entreprises seront autorisées par les préfets (au lieu d'un décret en Conseil d'Etat pour les fondations d'utilité publique), leur dotation minimale sera de 400 000 francs (au lieu de 5 millions), et leur contrôle sera allégé. En revanche, elles ne pourront pas faire appel à la générosité publique ni recevoir de dons et de legs.

Ces mesures, souhaitées par les professionnels et notamment par l'Admical, association d'entreprises mécènes, ne changent pas le cadre fiscal du mécénat (déduction de 2 pour 1 000 du chiffre d'affaires ou, s'il y a contrepartie comme par exemple pour l'entreprise associée à la fondation, intégration dans les charges). En instituant un système beaucoup plus libéral que celui fixé par M. Balladur en 1987, M. Lang espère voir éclore des fondations, comme il en existe tant aux Etats-Unis qu'en France, dans les pays européens. « Mais je ne suis en faveur du mécénat privé que si l'Etat remplit d'abord ses devoirs : il ne s'agit pas de substituer, mais d'ajouter l'argent privé à l'argent public », précise le ministre.

Le projet, qui devrait être examiné en première lecture à la session d'automne du Parlement, pourrait entrer en vigueur en 1990.

M.C.L.

□ « L'Est républicain » : rejet de l'expertise demandée par MM. Bouvier. — Le tribunal de commerce de Nancy a rejeté, le 3 octobre, la demande de désignation d'un expert en gestion à l'Est républicain (Nancy) déposée par MM. Michel et Philippe Bouvier. Ces deux dirigeants du groupe Cora-Reyillon, qui souhaitent accroître leur contrôle sur le titre nancéen, avaient demandé que soient éclaircies les conditions dans lesquelles la société Multimédia Futur de M. Gérard Ligne, PDG du journal, comptait racheter la quasi-totalité des actions (22 %) de la Grande Chaudoiserie lorraine (GCL). Le tribunal a jugé la demande de MM. Bouvier « recevable mais mal fondée ».

La presse quotidienne au crible du CESP

« Le Parisien » et « le Monde » au premier rang des quotidiens nationaux

La lecture d'un quotidien, régional ou national, reste l'apanage de 24 415 000 personnes, soit 55,3 % des plus de quinze ans résidant en France. C'est ce qui apparaît d'abord à la lecture des résultats 1988-1989 de la presse quotidienne, publiés par le Centre d'étude des supports de publicité (CESP).

Cet organisme a accru cette année de 7 % la taille de la population étudiée, en prenant en compte les déclarations de lecture des plus de quinze ans, qu'ils soient français ou étrangers. Accroissement qui rend donc difficile la comparaison en chiffres bruts avec les résultats des années précédentes.

Les chiffres 1988-1989 donnent du paysage de la presse quotidienne une vision relativement stable.

Un double mode de calcul

Les variations enregistrées dans l'audience de la presse en général ou d'un titre en particulier sont dues à un double mode de calcul : la « lecture dernière période », ou LDP, prend en compte les lecteurs déclarant avoir lu un numéro du journal la veille de l'entretien ; la « lecture dernière période », ou LNM, prend en compte le nombre de numéros lus sur les six dernières parutions. Ce dernier mode de calcul permet de mieux prendre en compte les lecteurs occasionnels dans l'audience réelle des quotidiens.

15 % des Français lisent au moins un quotidien national (soit 6 634 000 personnes) et 54,5 % lisent un quotidien régional (19 687 000). Parmi les titres de la presse quotidienne nationale, toujours selon la méthode LNM, le Monde est le plus lu : 3,6 % des

plus de quinze ans le lisent, soit 1 609 000. Le Monde se situe juste devant le Parisien (1 561 000 lecteurs), le Figaro (1 406 000), l'Europe (1 264 000), Libération (1 075 000), puis l'Humanité et la Croix (491 000 et 283 000 lecteurs respectivement). C'est la première année où le Figaro apparaît dans les résultats du CESP.

Il n'en est pas adhérent, mais le CESP étudie ses résultats, malgré les réticences du quotidien. Ces résultats montrent d'ailleurs que le Figaro, en dépit de la formule imprimée sous son titre, n'est pas « le premier quotidien national français ». Y compris en changeant de méthode de calcul d'audience : selon le calcul LDP, le Parisien (1 308 000 lecteurs) devance le Figaro (1 159 000) et le Monde (1 094 000). Et dans les deux cas de figure, le journal du groupe Amatury bat son rival France-Soir — qui apparaît lui aussi pour la première fois dans les résultats du CESP — crédité de 964 000 lecteurs selon le calcul LNM.

Avec la presse quotidienne régionale, on aborde les vrais poids lourds de la presse. Ouest-France, premier quotidien français avec une diffusion de 765 195 exemplaires en 1988, est aussi le plus lu : ses 2 339 000 lecteurs le mettent à bonne distance de ses challengers régionaux : le Dauphiné libéré (1 316 000 lecteurs), la Voix du Nord (1 298 000), Sud-Ouest (1 227 000), le Progrès (1 018 000) et le Provençal (1 010 000).

Mais ces chiffres plus que millénaires ne doivent pas faire oublier la lente érosion de la lecture globale des quotidiens. En 1986, 56,1 % des Français de plus de quinze ans lisaient un journal. En 1989, ils ne sont plus que 52,3 % (calcul LDP). Les éditeurs, qui améliorent et modernisent leurs titres, ont saisi le sens de cette alerte.

Y.-M. L.

L'Épargne préférée... par plus de 2 500 personnes chaque jour.

Rentabilité, souplesse, liberté... En matière financière, il est toujours possible de se surpasser. Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec Varius.

Varius, c'est l'assurance d'une bonne rentabilité (taux minimum garanti 7,25 %), l'avantage de pouvoir disposer de 50 % de votre argent dès la fin de la première année, la liberté d'épargner sans limite, le choix du rythme de versements de vos intérêts.

Varius, c'est sûrement pour vous !

Pour en savoir plus et recevoir gratuitement une documentation Varius, appelez le : 05.30.10.10.

N° Vert 05 30 10 10

APPEL GRATUIT

VARIUS
UNE EXCLUSIVITÉ DU
CRÉDIT AGRICOLE

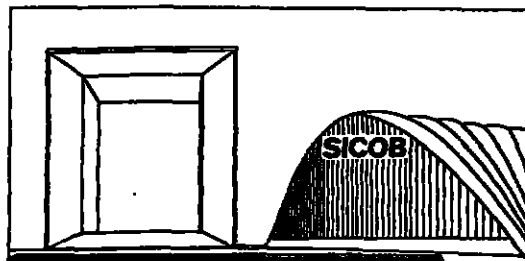
HDM

CNIT PARIS LA DEFENSE

9-13 OCTOBRE 1989

LA MICRO INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE AU

SICOB MICRO



SPECIAL SICOB MICRO

Le rendez-vous d'automne des Constructeurs, Éditeurs de logiciels, Sociétés de Services,

Distributeurs et Utilisateurs professionnels, pour faire le point sur l'offre d'un marché en évolution constante.

SPECIAL SICOB MICRO

L'événement de la Distribution avec les Assises Européennes de la Distribution Informatique Professionnelle, les 10 et 11 octobre

Pour tout renseignement : (1) 42.61.52.42

مكتبة الامن، الاصل

Le Monde

AGENDA

JEUDI 5 OCTOBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

EMILE ALLAUD. Galerie des dessins d'architecture. Col. jusqu'au 14 janvier 1990.

COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE. MMAM. Grande salle-primier sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

ALFRED COURMES. Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 22 octobre.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3 et 4 étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

L'ÉTRANGE UNIVERS DE CARLO MOLINO. Galerie du Col. Jusqu'au 28 janvier 1990.

L'EUROPE DE GOTTFRID PARISE. Galerie du forum et petit foyer. Jusqu'au 13 novembre.

WORLD PRESS PHOTO 1989. Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 13 novembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole France (40-48-48-14). Mar., ven., sam. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 18 h 45, dim., de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'INVENTION D'UN REGARD (1850-1910). CENT CINQUANTE-NAIRE DE LA PHOTOGRAPHIE, XIX^e siècle. Entrée : 20 F (billet jointé exposition musée : 32 F). Jusqu'au 31 décembre.

L'OPERA. PHOTOGRAPHIES DE CHARLIER. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, ven. jusqu'à 20 h 30.

HISTOIRES DE MUSÉE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 novembre.

NAM JUNE PAIK. La 1^{re} électronique. Jusqu'au 5 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Charbonnet.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES. Galeries nationales (42-88-84-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 32 F, sam. : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales. T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

FIAC 1989. (42-25-90-01). T.J. de 12 h à 19 h 30, sam. et dim. de 10 h à 18 h 30, nocturne jeudi 12 octobre jusqu'à 23 h. Entrée : 45 F, visites commentées : 40 F. Du 7 octobre au 15 octobre.

MUSÉES

1789 : LE PATRIMOINE LIBÉRÉ. Bibliothèque nationale, galerie Mazarin, 55, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 octobre.

L'AFFICHE A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Grand prix de l'affiche culturelle 1989. Bibliothèque nationale, galerie Mazarin, 55, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 octobre.

LES AMÉRIQUES DE CLAUDE LEVI-STRAUSS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-00). T.J. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 18 h, sam. de 9 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h. Entrée : 20 F, 25 F (comportant la visite du musée). Du 10 octobre au 24 avril 1990.

BERLIN : ARCHITECTURE ET UTOPIE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Malesherbes (42-76-53-97). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 décembre.

LES BRETONS ET DIEU. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-57-90-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15, Entrée : 14 F (prix d'entrée du musée), 9 F dim. Jusqu'au 31 décembre.

DI MARCO. REPORTER. ILLUSTRATEUR DU FAIT DIVERS A LA UNE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 octobre.

PARIS EN VISITES

Musée d'art moderne de la Ville de Paris : histoire du musée dans les collections permanentes, 11 heures, 11, avenue du Président-Wilson (G. Matheron-Carlier).

Sur les pas de M^{me} de Sévigné au Marais, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Huel).

Du quartier de la Ville-Évoque au parc Monceau, 14 h 30, métro Saint-Augustin (Paris pittoresque et insolite).

Hôtels et jardins du Marais, place des Voisins, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Pérennité du passé).

Discours du Palais de justice et tribunal des flagrants délits, 14 h 30, métro Cité (C.-A. Messier).

L'église royale du Val-de-Grâce, 14 h 30, 277, rue Saint-Jacques (Art et culture).

Hôtels et ruelles autour de Saint-Sulpice, 14 h 30, entrée principale de l'église (M^{me} Cazeau).

Au Louvre, nouvelle présentation de la peinture française du quatorzième au dix-septième siècle, 15 heures, sortie

L'EUROPE DES GRANDS MAÎTRES

Quand ils étaient jeunes 1870-1970. Musée Jacquemart-André, 188, bd Haussmann (45-53-59-04). T.J. de 12 h à 18 h 30, Entrée : 35 F. Jusqu'au 12 novembre.

FURET, LEBOUCC, MAATOUK, VAUDOU. Centre architectes, Mémorial phare, Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actualité, 21, boulevard Malesherbes (42-76-53-97). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 octobre.

HOMMAGE AU MAÎTRE UNO-NO LEE. 8401 1904 - Paris 1988. Musée Carnavalet, 7, av. Vauquemp (45-53-50-75). T.J. et mar. de 10 h à 11 novembre de 10 h à 17 h 40. Entrée : 16 F. Jusqu'au 12 novembre.

JE SUIS LE CAHIER : LES CARNETS DE PICASSO. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-30-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

MARIN-JARRE. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 novembre.

MÉMORIE DU TITANIC. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Du 6 octobre au 16 octobre.

MÉTAL HOMMES ET DIEUX. Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-54-28). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 30 janvier.

LE RÔLE DES SCIENTIFIQUES PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. Palais de la Découverte, balcon de la salle 5, av. Franklin-Roosevelt (45-53-18-21). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

RENE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Palais de la Découverte, balcon de la salle 5, av. Franklin-Roosevelt (45-53-18-21). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LES SIÈCLES D'OR DE LA MÉDECINE. Pédouze XV^e - XVII^e. Muséum d'histoire naturelle, galerie de zoologie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-14-41). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 décembre.

JEAN-PIERRE GODEF. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs - 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, Du 5 octobre au 4 novembre.

LA TOUR EFFEL. Photographies d'André Mardac. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

JOEL-PETER WITKIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

BORIS ZABOROV. Un certain usage de la photographie. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

GENÈVE ASSE. Galerie Claude Bernard, 7-8, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 10 novembre.

ARMAND AVRIL. Galerie Erval, 18, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 28 octobre.

DEL. Trois sculptures. Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 7 octobre.

BERTHOLLE. Galerie Lucie Weil - Seigmann, 6, rue Bonaparte (43-54-71-95). Du 5 octobre au 10 novembre.

EVA AEPPLI. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 novembre.

ALLIAGES ET ALLIANCES. Des bijoux et des armes d'Oman. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-39-58). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malesherbes (42-60-54-57). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE - PREMIERS VOLUMES. Les vingt projets de concours internationaux d'architecture, Institut français d'architecture, galerie d'actualité, 8 bis, rue de Tournon (46-33-90-38). T.J. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 octobre.

CHRISTOZ. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel (43-54-16-58). T.J. et mar. de 14 h à 21 h 30, sam. de 14 h à 18 h. Du 9 octobre au 21 octobre.

ANNE-MARIE COURTAY. Centre d'animation et de loisirs Valère, 24, rue Rochecrouzet (42-78-30-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Du 9 octobre au 20 octobre.

DANIEL DEZUZE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Barreau (45-53-50-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 octobre.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

MAISEL ESSEL. Centre culturel suisse, hôtel de Marie 11, rue Peyronne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 6 octobre au 2 novembre.

RAFA FERNANDEZ, JOSÉ SANCHEZ, J. DECEDA. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Jacques (42-72-97-60). T.J. et mar. de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

ROBERT GALLOS. Centre d'animation et de loisirs Valère, 24, rue Rochecrouzet (42-78-30-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Jusqu'au 6 octobre.

TORNGYR LARSSON. Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Peyronne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 6 octobre au 2 novembre.

MAGNELL. Thèmes et variations. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 28 octobre.

VERA MOLNAR. Institut hongrois, 82, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 octobre.

PORTO, MATSUDA. Espace Japon, 12, rue Saint-Arnaud (43-54-93-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30 à 18 h. Du 7 octobre au 28 octobre.

RENÉ-JACQUES. Un illustrateur contemporain Paris. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 octobre.

GUSTAVE SERRURER BOVY. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-18). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE VERRE GRANDJEAN NATURE. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-73-92). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 30 décembre.

JEAN-PIERRE GODEF. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs - 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, Du 5 octobre au 4 novembre.

LA TOUR EFFEL. Photographies d'André Mardac. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

JOEL-PETER WITKIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

BORIS ZABOROV. Un certain usage de la photographie. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

GENÈVE ASSE. Galerie Claude Bernard, 7-8, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 10 novembre.

ARMAND AVRIL. Galerie Erval, 18, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 28 octobre.

DEL. Trois sculptures. Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 7 octobre.

BERTHOLLE. Galerie Lucie Weil - Seigmann, 6, rue Bonaparte (43-54-71-95). Du 5 octobre au 10 novembre.

EVA AEPPLI. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 novembre.

ALLIAGES ET ALLIANCES. Des bijoux et des armes d'Oman. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-39-58). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malesherbes (42-60-54-57). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE - PREMIERS VOLUMES. Les vingt projets de concours internationaux d'architecture, Institut français d'architecture, galerie d'actualité, 8 bis, rue de Tournon (46-33-90-38). T.J. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 octobre.

CHRISTOZ. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel (43-54-16-58). T.J. et mar. de 14 h à 21 h 30, sam. de 14 h à 18 h. Du 9 octobre au 21 octobre.

ANNE-MARIE COURTAY. Centre d'animation et de loisirs Valère, 24, rue Rochecrouzet (42-78-30-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Du 9 octobre au 20 octobre.

DANIEL DEZUZE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Barreau (45-53-50-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 octobre.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

MAISEL ESSEL. Centre culturel suisse, hôtel de Marie 11, rue Peyronne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 6 octobre au 2 novembre.

RAFA FERNANDEZ, JOSÉ SANCHEZ, J. DECEDA. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Jacques (42-72-97-60). T.J. et mar. de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

ROBERT GALLOS. Centre d'animation et de loisirs Valère, 24, rue Rochecrouzet (42-78-30-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Jusqu'au 6 octobre.

TORNGYR LARSSON. Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Peyronne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 6 octobre au 2 novembre.

MAGNELL. Thèmes et variations. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 28 octobre.

VERA MOLNAR. Institut hongrois, 82, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 octobre.

PORTO, MATSUDA. Espace Japon, 12, rue Saint-Arnaud (43-54-93-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30 à 18 h. Du 7 octobre au 28 octobre.

RENÉ-JACQUES. Un illustrateur contemporain Paris. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 octobre.

GUSTAVE SERRURER BOVY. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-18). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE VERRE GRANDJEAN NATURE. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-73-92). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 30 décembre.

JEAN-PIERRE GODEF. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs - 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, Du 5 octobre au 4 novembre.

LA TOUR EFFEL. Photographies d'André Mardac. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

JOEL-PETER WITKIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

BORIS ZABOROV. Un certain usage de la photographie. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

GENÈVE ASSE. Galerie Claude Bernard, 7-8, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 10 novembre.

ARMAND AVRIL. Galerie Erval, 18, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 28 octobre.

DEL. Trois sculptures. Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 7 octobre.

BERTHOLLE. Galerie Lucie Weil - Seigmann, 6, rue Bonaparte (43-54-71-95). Du 5 octobre au 10 novembre.

EVA AEPPLI. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 novembre.

ALLIAGES ET ALLIANCES. Des bijoux et des armes d'Oman. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-39-58). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malesherbes (42-60-54-57). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE - PREMIERS VOLUMES. Les vingt projets de concours internationaux d'architecture, Institut français d'architecture, galerie d'actualité, 8 bis, rue de Tournon (46-33-90-38). T.J. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 octobre.

CHRISTOZ. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel (43-54-16-58). T.J. et mar. de 14 h à 21 h 30, sam. de 14 h à 18 h. Du 9 octobre au 21 octobre.

ANNE-MARIE COURTAY. Centre d'animation et de loisirs Valère, 24, rue Rochecrouzet (42-78-30-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Du 9 octobre au 20 octobre.

DANIEL DEZUZE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Barreau (45-53-50-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 octobre.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

MAISEL ESSEL. Centre culturel suisse, hôtel de Marie 11, rue Peyronne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 6 octobre au 2 novembre.

RAFA FERNANDEZ, JOSÉ SANCHEZ, J. DECEDA. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Jacques (42-72-97-60). T.J. et mar. de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

ROBERT GALLOS. Centre d'animation et de loisirs Valère, 24, rue Rochecrouzet (42-78-30-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Jusqu'au 6 octobre.

TORNGYR LARSSON. Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Peyronne (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 6 octobre au 2 novembre.

MAGNELL. Thèmes et variations. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 28 octobre.

VERA MOLNAR. Institut hongrois, 82, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 octobre.

PORTO, MATSUDA. Espace Japon, 12, rue Saint-Arnaud (43-54-93-30). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30 à 18 h. Du 7 octobre au 28 octobre.

RENÉ-JACQUES. Un illustrateur contemporain Paris. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 octobre.

GUSTAVE SERRURER BOVY. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-28-18). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE VERRE GRANDJEAN NATURE. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-55-73-92). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 4 F (entrée du parc). Jusqu'au 30 décembre.

JEAN-PIERRE GODEF. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 8, rue des Petits-Champs - 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, Du 5 octobre au 4 novembre.

LA TOUR EFFEL. Photographies d'André Mardac. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

JOEL-PETER WITKIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

BORIS ZABOROV. Un certain usage de la photographie. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 novembre.

GENÈVE ASSE. Galerie Claude Bernard, 7-8, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 10 novembre.

ARMAND AVRIL. Galerie Erval, 18, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 28 octobre.

DEL. Trois sculptures. Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 7 octobre.

BERTHOLLE. Galerie Lucie Weil - Seigmann, 6, rue Bonaparte (43-54-71-95). Du 5 octobre au 10 novembre.

EVA AEPPLI. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 novembre.

ALLIAGES ET ALLIANCES. Des bijoux et des armes d'Oman. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques (40-51-39-58). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 octobre.

LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malesherbes (42-60-54-57). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE - PREMIERS VOLUMES. Les vingt projets de concours internationaux d'architecture, Institut français d'architecture, galerie d'actualité, 8 bis, rue de Tournon (46-33-90-38). T.J. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 28 octobre.

CHRISTOZ. Centre d'animation Saint-Michel, 9, place Saint-Michel (4

AGENDA

CAMPUS

Les sept cents ans de l'université de Montpellier

Le 26 octobre 1289, une bulle du pape Nicolas IV érigeait en université les écoles de Montpellier. Sept cents ans plus tard, les trois universités de la ville célèbrent, du 19 au 27 octobre, cet anniversaire auquel ils associent leur petite école perpignanaise. Quatre jours de colloques, de débats et d'animations seront organisés dans les locaux de cette très vieille dame qui regroupe le quart de la population montpelliéraine.

Les festivités débuteront par un colloque historique sur l'évolution de la vie universitaire à travers les âges. Les débuts de la tradition médicale, pharmaceutique et juridique seront évoqués, ainsi que les grandes figures qui marqueront l'université languedocienne. Une journée de débats sera consacrée, le mercredi 25 octobre, à des réflexions sur le thème « Université et société ». Des concerts, des expositions et même un feu d'artifice agrémenteront cette manifestation, en partie financée par la ville, le conseil général et la région.

Des titres de docteur *honoris causa* seront remis à plusieurs scientifiques étrangers lors d'une cérémonie où le port de la toge sera de rigueur, avec la participation de MM. Michel Rocard et Lionel Jospin. « Cette grande pénétration de l'université montre que nous existons et que nous avons un rôle à jouer », souligne M^{me} France Imbert, responsable de l'opération. Les journées se termineront enfin dans les murs des universités, symbole, affirme M^{me} Imbert, que « les intellectuels sont indépendants ».

R. R.

* Renseignements auprès de M^{me} Anne Janin-Besson, au 67-64-01-50.

M. Claude Mercier président d'Aix-Marseille-II

M. Claude Mercier, professeur de chirurgie générale et vasculaire, a été élu président de l'université d'Aix-Marseille-II, par 108 voix sur 121 suffrages exprimés. Il succède à M. Maurice Toge, décédé le 3 août.

Né le 7 septembre 1932 à Lyon, M. Claude Mercier a fait ses études à la faculté de médecine de Marseille. Intime des hôpitaux de Marseille en 1956, il est docteur en médecine en 1963 et professeur des universités en 1970. Il est pré-

sident du collège français de chirurgie vasculaire et membre de l'académie de chirurgie.

Langues étrangères

Le Centre d'information sur les langues étrangères de France (CICF) publie un guide pratique sur les langues étrangères, présentant les filières existantes, les examens, les diplômes, les séjours linguistiques et les universités étrangères qui accueillent des étudiants étrangers.

* *Tout sur les langues étrangères*, 352 p., 56 F. CICF, service 434, 147, rue Jules-Guesde, 92309 Levallois-Perret CEDEX, tél.: 47-37-30-32.

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} Michel DELOFFRE, M. et M^{me} Pierre DACIER, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Véronique et Patrick

célébré en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, des Pavillons-sous-Bois, le samedi 7 octobre 1989.

37 bis, boulevard Pasteur, 93320 Les Pavillons-sous-Bois, 10, rue Anatole-France, 91800 Episy-sous-Saint.

Décès

M^{me} Bernard Chayette, son épouse, M^{me} Hervé Chayette, son fils, M^{me} Sylvie Chayette, sa petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard CHAYETTE, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu le dimanche 1^{er} octobre 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 octobre, dans l'intimité. Châteaux de Bonnevaux, Buis-Bonnevaux, 91720 Maisse.

M. Paul Dillier, Marie-Cécile, Jean-Paul, Yvette, Josette, Françoise, Lucie, ses enfants, leurs familles Et leurs amis, ont le chagrin de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-un ans, de

Alyre DILLIER, né Monnaie, professeur honoraire, ancienne élève de l'ENS de Sèvres.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-

Marcel-Ré-Sauzet, le 30 septembre 1989.

Ils rappellent à votre souvenir

Marthe,

décédée le 13 décembre 1987.

Survau, 26740 Savasse.

M^{me} Sarge Page, son épouse, M. et M^{me} Thierry Page, Olivier, Jérôme, Amanda, M. et M^{me} Laurent Page, Frédérique, ses enfants et petits-enfants, Les familles Babin, Thierry, Lisot, ont la douleur de faire part du décès de

Serge PAGE, croix de guerre 1939-1945, 1^{er} D.B.,

survenu le 30 octobre 1989, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le 6 octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean de Neuilly, avenue du Général-de-Gaulle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie d'avance toutes les personnes qui voudront bien s'associer à ce deuil.

— La Roche-Pouey (Vienne). Saumur (Maine-et-Loire).

Marcel-Jean Pax, Le lieutenant-colonel et la comtesse Paris de Bollerière, leurs enfants Gilles et Charlotte, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline-Alberte PAX,

survenue le 3 octobre 1989, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 octobre, à 10 heures, en l'église de La Roche-Pouey.

La famille remercie d'avance toutes les personnes qui voudront bien s'associer à ce deuil.

survenue le 24 septembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le dimanche 15 octobre, la messe de 10 heures à la chapelle Saint-Pierre de Boulogne-Billancourt sera célébrée à son intention (59, rue du Point-du-Jour).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

96, rue Thiers, 92100 Boulogne-Billancourt.

— M^{me} José Sibon, son épouse, Max et Nicole Sibon, Georges et Hugues Bobot, Albert et Raymond Sibon, Claude et Ayala Sibon, Guy et Eva Sibon, ses enfants, ses petits-enfants, Les familles parvenues et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher

José SIBON,

survenue le 4 octobre 1989, 31, boulevard Bergson, 95200 Sarcelles.

— Nous apprenons le décès, survenu le samedi 30 septembre 1989, du

jeune Michel STAHL, compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont eu lieu, le mercredi 4 octobre, à Almagues (Gard).

[Né le 1^{er} juin 1914 à Grenoble (Isère) et gendre de l'ancien ministre de France, Michel Stoltz, sous-officier notifié, tué le 10 août 1940 les Fosses françaises libérées. A la tête

— Raymond et Marie-Monique Stochel, Frédéric Stochel, Adrien Stochel, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} veuve H.-G. PFLAUM, née Mlle Heideck,

survenue le 9 août 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Ajaccio (Corse).

Une messe sera célébrée à sa mémoire le samedi 7 octobre, à 16 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4.

8, rue Pouilletier, 75004 Paris, 210 W 90 Th Street 11 B, New-York NY 10024.

— M^{me} Edmond Raffoul, M. et M^{me} Michel Raffoul et leurs enfants, M^{me} Marie Raffoul, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond RAFFOUL, officier du Mérite libanais, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Liban, en retraite,

survenue en son domicile le 2 octobre 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 3 octobre 1989, à Mitob (Liban).

L'inhumation a eu lieu à Elbeh, dans le cimetière de famille.

19, rue Jean-Pierre-Brasseur, L-1258 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

— Bernard Roussel, Dominique, François et Emmanuel Roussel, Raymond et Solange Leclercq, ont la peine de faire part du décès de

M^{me} Bernard ROUSSEL, née Thérèse Leclercq,

survenue le 24 septembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le dimanche 15 octobre, la messe de 10 heures à la chapelle Saint-Pierre de Boulogne-Billancourt sera célébrée à son intention (59, rue du Point-du-Jour).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

96, rue Thiers, 92100 Boulogne-Billancourt.

— M^{me} José Sibon, son épouse, Max et Nicole Sibon, Georges et Hugues Bobot, Albert et Raymond Sibon, Claude et Ayala Sibon, Guy et Eva Sibon, ses enfants, ses petits-enfants, Les familles parvenues et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher

José SIBON,

survenue le 4 octobre 1989, 31, boulevard Bergson, 95200 Sarcelles.

— Nous apprenons le décès, survenu le samedi 30 septembre 1989, du

jeune Michel STAHL, compagnon de la Libération,

dont les obsèques ont eu lieu, le mercredi 4 octobre, à Almagues (Gard).

[Né le 1^{er} juin 1914 à Grenoble (Isère) et gendre de l'ancien ministre de France, Michel Stoltz, sous-officier notifié, tué le 10 août 1940 les Fosses françaises libérées. A la tête

de la compagnie de grenadiers-voltigeurs (le bataillon de marche n° 31) il participe aux combats en Syrie et en Libye. A la tête d'une compagnie antiaérienne (le 21^e régiment), il participe aux combats d'El Alamein (en Egypte) contre les troupes du maréchal Rommel, de Tunisie, d'Italie, et au débarquement allié en France, au cours duquel il se distingue à la prise de Toulon, il continue la guerre en participant aux opérations de Lyon, de Saumur et à la campagne d'Alsace, puis en Allemagne. Il est fait compagnon de la Libération le 7 août 1945, comme capitaine à la 1^{re} division de la France libre.]

— Jacques et Catherine Trautmann et leurs enfants, Lydie et Magali, Alain et Claude Trautmann, et leurs enfants, Guillaume et Flore, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marie-Lise FABRE TRAUTMANN,

survenue le 1^{er} octobre 1989, en sa soixante-troisième année.

Elle sera inhumée au cimetière de

Paul TRAUTMANN, au cimetière des Neuf-Colines d'Arcis.

— Annie, sa fille, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne VANDESRASIER, veuve de Julien Vanderasier, mort pour la France,

survenue à Paris à l'âge de quatre-vingt-un ans.

L'inhumation a eu lieu le 18 septembre 1989, dans l'intimité au cimetière de Saint-Denis.

— M^{me} E. Zelter, son épouse, M. et M^{me} Marc Zelter, ses enfants, Hélène et Lucie, ses petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. S.-Z. ZELTER, directeur de recherche honoraire à l'INRA, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite agricole, Palmes académiques, engagé volontaire,

survenue le 4 octobre 1989, en sa quatre-vingt-unième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 6 octobre 1989, à 9 heures, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Albert-Bayet, 75013 Paris.

Anniversaires

— En souvenir de

Berto TAUBERT, artiste peintre,

disparu subitement il y a quinze ans.

Sa fille, Sa petite-fille, Sa famille demandent une pensée émue à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

— L'abbé Pierre dira une messe le 17 octobre, à 18 h 15, à Saint-Philippe-de-Roule, à la mémoire de

Georges LILLAZ

décédé le 8 juillet 1989.

Manifestation

du souvenir

— Une cérémonie commémorative dédiée aux victimes sans sépulture de la Shoah aura lieu dimanche 8 octobre 1989, à 10 h 45 précises sur le parvis du Mémorial du martyre juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Amateur, Paris-4.

Au cours de cette cérémonie, le président Robert Badinter prendra la parole.

La parole religieuse sera assurée par M. le rabbin Charles Lichet et M. le ministre officiant Emile Kagnann, ancien déporté.

Communications diverses

— Vendredi 13 octobre, 15 heures, au Collège de France, séance publique organisée par l'Association Louis-Lavelle sur la pensée du philosophe (communications et témoignages). Entrée libre.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le JEUDI 5 octobre à 0 heure et le dimanche 8 octobre à 24 heures.

L'aggravation du temps qui a débuté aujourd'hui sur le Nord-Ouest va gagner petit à petit l'ensemble de la France. Le temps sera souvent maussade avec de nombreux nuages et de la pluie. Il pleuvra surtout sur les régions proches de la Manche, ainsi que sur la moitié Est du pays. Dimanche les vents deviendront forts en Méditerranée.

Vendredi : petit passage faiblement pluvieux.

Sur le Nord-Picardie, le Bassin parisien, le Centre, les Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes, on se réalisera sous les nuages, et il pleuvra faiblement. Mais cela s'améliorera rapidement, et le soleil reviendra dès la fin de la matinée. Cependant, au cours de l'après-midi, le ciel se couvrira à nouveau par l'Ouest.

Sur la Bretagne et la Normandie, nuages et éclaircies alternent dans le ciel le matin. Puis le ciel se couvre, et il se met à pleuvoir.

Sur le Sud-Ouest, le Massif Central, Rhône-Alpes, la Bourgogne, la France-Corée, la Lorraine et l'Alsace, le ciel déjà voilé au lever du soleil, finira rapidement de se couvrir, et il pleuvra modérément à partir de la fin de la matinée. Toutefois, sur l'Aquitaine, l'Ouest du Massif Central, et de la Lorraine, une amélioration se produira par l'Ouest en fin de journée.

Samedi : second passage pluvieux.

Sur la Bretagne, les Pays-de-la-Loire, la Normandie, le Bassin parisien, la Picardie et le Nord, de courtes éclaircies et des passages nuageux alternent tout au long de la journée : les passages nuageux donneront de courtes averse. Sur le Poitou-Charentes, le Centre, le nord du Massif Central, la Champagne, les Ardennes, la Lorraine et la Bourgo-

gne, la matinée sera maussade, avec un ciel gris et de la pluie. Mais, une amélioration se produira au cours de la journée.

Sur le Sud-Ouest, le sud du Massif Central, la vallée du Rhône et les Alpes, le ciel, nuageux au lever du jour, finira de se couvrir au cours de la matinée, et il pleuvra un peu. En fin de journée, le temps s'améliorera, sauf sur les Pyrénées et les Alpes, où les faibles pluies persisteront.

Sur les régions méditerranéennes, le Mistral et la Tramontane chasseront les nuages. Il fera également beau en Corse.

Dimanche 8 octobre : temps frais, pluies et averse dans l'Est.

Sur le massif Alpin, la côte d'Azur, la côte Varoise et la Corse, il ne fera pas beau. Les nuages seront très abondants. Ils donneront des pluies, des averse et des orages. Il pourra neiger vers

1500 mètres sur les Alpes. Le vent de nord-est soufflera fort entre Toulon et la frontière italienne.

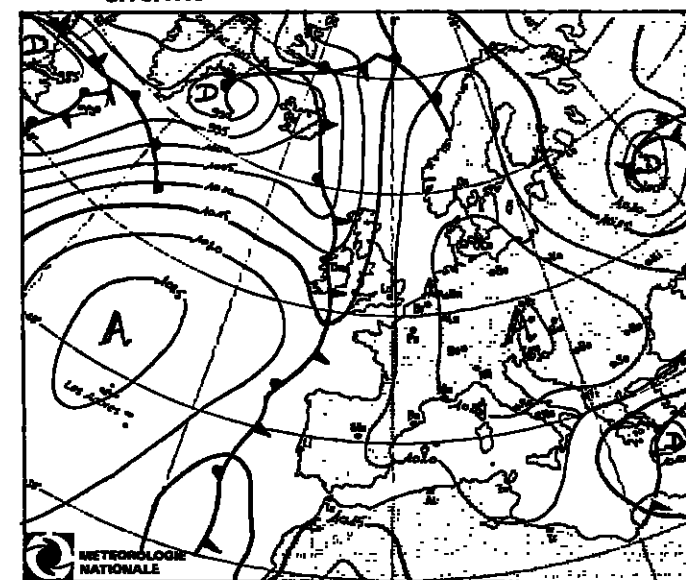
Sur le reste du pourtour méditerranéen, nuages et éclaircies se poursuivront le ciel. Mistral et Tramontane souffleront fort également.

Sur les régions s'étendant des Ardennes et de la Champagne au Nord-Est à la région lyonnaise et au nord du Massif Central, ainsi que sur les Pyrénées les nuages seront très nombreux. Ils donneront des pluies ou des averse éparpillées.

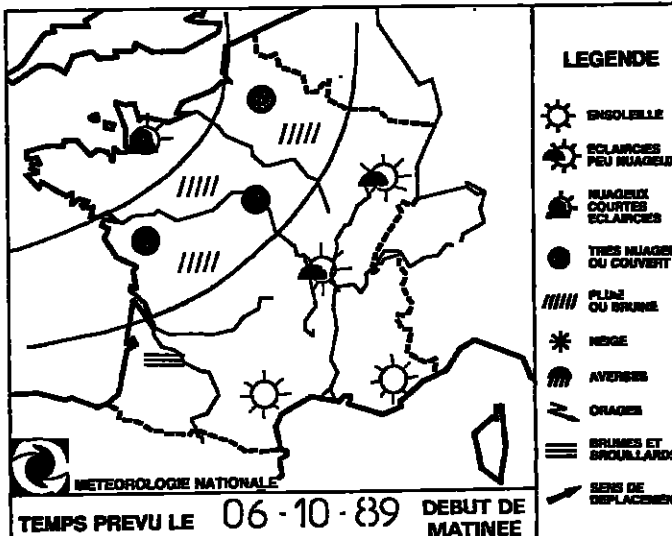
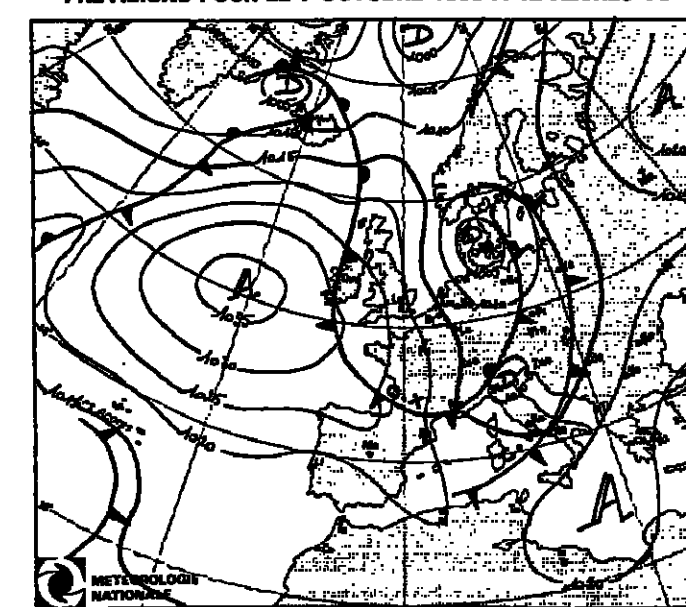
Sur le reste de la France, soit sur les plaines du nord, de l'Ouest et du sud-ouest, nuages et éclaircies alternent.

Dans la journée le thermomètre ne dépassera pas 14 à 15 degrés sur l'Est et le Nord-Est. Plus à l'Ouest, il fera 15 à 17 degrés et même 18 à 20 près de la Méditerranée.

SITUATION LE 5 OCTOBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 OCTOBRE 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 5-10-1989

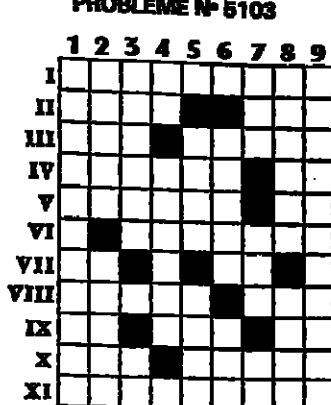
Valeurs extrêmes relevées entre le 4-10-1989 à 6 heures TU et le 5-10-1989 à 6 heures TU

FRANCE				TOURS				TOULOUSE				LYON ANGERS			
ASACIO	25	10	D	D	20	8	D	D	16	D	D	LUXEMBOURG	23	13	4
MARRETT	23	16	D	D	23	16	D	D	10	D	D	PARIS	17	17	4
BOURBON	25	13	D	D	20	16	D	D	10	D	D	ANGERS	29	12	4
BOURBON	25	13	D	D	20	16	D	D	10	D	D	MARSEILLE	29	12	4
BOURBON	21	8	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	25	14	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	19	6	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOURBON	22	12	D	D	20	16	D	D	10	D	D	LYON	18	2	4
BOUR															

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5103



VERTICALEMENT

- Vient les lieux. — 2. A droit au grand amour. Fut au côté de bien des hommes. — 3. Telle que l'on a peut-être forcé la dose. Moyen d'avoir la ligne. — 4. S'allonge davantage chaque jour. Oiseau qui cherche à voler. — 5. Homme d'affaires. Visible sur des enveloppes. — 6. Touche du bois. Se prend en sortant. — 7. Tel un coup qui fait du mal. Poussés à l'action. Meurt à Gravelines. — 8. De quoi se poser des questions. Moyen de joindre les deux bouts. — 9. Peuvent se faire après que l'on a pris une veste.

HORIZONTALEMENT

- Manger en croquant. — II. Fait des heureux. S'offre aux regards. — III. Difficile à dire pour celui qui n'est pas prononcé. Fait un record. — IV. Porte des palmes. Est fait pour jouer. — V. Il arrive un temps où il n'est plus la possibilité de se croiser les bras. Lettre grecque. — VI. Prendre le dessus. — VII. Fit vivre des monstres. Nullement épargné. — VIII. Fait avancer les choses. Ville. — IX. Note. Ve aux renseignements. Quartier de Limoges. — X. Appelle une remarque. Une adrepte du tir à l'arc. — XI. Ne craignent pas le pire.

Solution du problème n° 5102

- Horizontalement**
- Gaspar. — II. Ulérieur. — III. Eluderes. — IV. Reçu. Arts. — V. Ré. Mai. Au. — VI. Est. Perce. — VII. Eden. Hé. I. — VIII. Désertée. — IX. Tia. — X. Eu. Turnep. — XI. Unie. Asti.
- Verticalement**
- Guette. Dieu. — 2. Allées. Un. — 3. Stuc. Test. — 4. Pédum. Déité. — 5. Ire. Aperçu. — 6. Liraient. Râ. — 7. Lear. Enns. — 8. Eustache. Et. — 9. Suée. Epi.

GUY BROUTY

LOTTO

Le règlement du TRO-LOTTO se trouve dans le journal (J.O. de 23/09/89)

La somme **19 207 4** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant à la centaine

0 9 2 0 7 4	6 9 2 0 7 4	gagnent
3 9 2 0 7 4	7 9 2 0 7 4	
4 9 2 0 7 4	8 9 2 0 7 4	40 000,00 F
5 9 2 0 7 4	9 9 2 0 7 4	

Les numéros approchant aux

Milliers	Centaines	Unités	gagnent	
102074	190074	192174	192004	192070
112074	191074	192274	192014	192071
122074	193074	192374	192024	192072
132074	194074	192474	192034	192073
142074	195074	192574	192044	192075
152074	196074	192674	192054	192076
162074	197074	192774	192064	192077
172074	198074	192874	192084	192078
182074	199074	192974	192094	192079

Tous les millions se terminant par

2 0 7 4	4 000,00 F
0 7 4	400,00 F
7 4	200,00 F
4	100,00 F

LOTTO

N° 40 TIRAGE DU MERCREDI 4 OCTOBRE 1989

POUR LES TIRAGES DES MERCREDI 11 ET SAMEDI 14 OCTOBRE 1989

PRIZES COMPLEMENTAIRES

TACOTAC

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS - 26.10 LOTTO

LOTTO

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER (J.O. de 27/10/89)

AUX INDIQUÉS POUR GAGNER COMPLÈTEMENT

TIRAGE	PRIZES ET SOMMES	INDIQUÉS DE TIRAGES	SOMMES GAGNÉES	TIRAGE	PRIZES ET SOMMES	INDIQUÉS DE TIRAGES	SOMMES GAGNÉES
0	100 000 F	100 000 F	100 000 F	5	100 000 F	100 000 F	100 000 F
1	100 000 F	100 000 F	100 000 F	6	100 000 F	100 000 F	100 000 F
2	100 000 F	100 000 F	100 000 F	7	100 000 F	100 000 F	100 000 F
3	100 000 F	100 000 F	100 000 F	8	100 000 F	100 000 F	100 000 F
4	100 000 F	100 000 F	100 000 F	9	100 000 F	100 000 F	100 000 F

TRANCHE DU BICENTENAIRE

TIRAGE DU MERCREDI 4 OCTOBRE 1989

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS - 26.10 LOTTO

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions d'été jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82

Poste 4138

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **Q** Film à décaler **N** On peut voir **M** Ne pas manquer **S** à **C** Chef-d'œuvre en chantier.

Jeudi 5 octobre

- TF 1**
- 20.35 Feuilleton : La vengeance aux deux visages (dernier épisode).
- 22.15 Magazine : Noblesse oblige.
- 23.15 Magazine : Futur.
- 23.50 Journal et Météo.
- A 2**
- QUE CHOISIR**
- COMMENT REPENDRE AUX MAUVAIS COUPS DU TÉLÉPHONE
- DANS QUE CHOISIR D'OCTOBRE
- 20.35 Cinéma : Les longs manteaux. **Q**
- Film franco-argentin de Gilles Béaut (1985).
- 22.20 Flash d'informations.
- 22.25 Magazine : L'histoire immédiate.
- Au nom de Dieu. Peut-il avoir peur des crimes ?
- 23.40 Informations : 24 heures sur le 2.
- Avec le magazine européen Pénitence 12.
- 0.05 Magazine : Strophes.
- FR 3**
- 20.35 **Série** : Les nuits révolutionnaires.
1. Le spectateur nocturne, avec Michel Aumont, Patrice Alexandre. 2. Les deux n°
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm : Club de femmes.
- 22.20 Rallye des pharaons.
- 22.25 **Série** : Deux flics à Miami.
- 23.25 Magazine : Désir.
- 23.55 L'inspecteur Derrick (rediff.).
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 L'inspecteur Derrick (suite).
- 1.00 Feuilleton : Jo Gallard.
- 1.55 **Série** : Orient-Express.
- 2.50 Le Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.30 Cinéma : La prof et les cannes. **Q**
- Canal Plus**
- 20.30 Cinéma : Sammy et Roee s'envoient en l'air. **III**
- Film britannique de Stephen Frears (1987).
- 22.05 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : Top gun. **III**
- Film américain de Tony Scott (1986) (v.o.).
- 0.00 Cinéma : Pot-Bouille. **III**
- Film français de Julien Duvivier (1957).
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm : Club de femmes.
- 22.20 Rallye des pharaons.
- 22.25 **Série** : Deux flics à Miami.
- 23.25 Magazine : Désir.
- 23.55 L'inspecteur Derrick (rediff.).
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 L'inspecteur Derrick (suite).
- 1.00 Feuilleton : Jo Gallard.
- 1.55 **Série** : Orient-Express.
- 2.50 Le Journal de la nuit.
- France-Musique**
- 20.30 Concert (donné le 29 septembre lors du Festival Berlioz à Lyon) : Chœurs, d'Anny Harold en Italie, symphonie pour orchestre avec alto principal, op. 16, de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France et le Chœur de l'Orchestre national de Lyon, dir. Serge Baudo, sol. : René Schirmer, baryton, Jean-Christophe Gaugué, alto.
- 23.07 L'invité du soir.
- Philippe Cantor.
- France-Culture**
- 20.30 Dramatique. L'Intruse, de Carole Stanelis.
- 21.30 Profils perdus. Jean Paulhan.
- 22.40 Nuits magnétiques. Les nuits du CNRS.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Des souris et du rock.

Vendredi 6 octobre

- TF 1**
- 14.30 **Série** : Chapeau melon et bottes de cuir.
- 15.25 **Série** : Tribunal.
- 15.50 Variétés : La chance aux chansons.
- 16.25 Feuilleton : En cas de bonheur.
- 16.50 Club Dorothée.
- 17.50 **Série** : Hawaii, police d'Etat.
- 18.45 Avis de recherche.
- 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.20 **Jeu** : La roue de la fortune.
- 19.55 La bête abou.
- 20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
- 20.35 Variétés : Avis de recherche.
- Invités : Denise Fabre, Variétés : Karna, Ray Charles et Dee Dee Bridgewater, François Hardy, Félix Gray, Gipsy Kings, Pierre Palmade, David Merviel, François Feldman.
- 22.45 Magazine : 52° sur l'Une.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.05 Feuilleton : Holmet (4° épisode).
- 1.00 **Série** : Des agents très spéciaux.
- 1.50 TF 1 nuit.
- A 2**
- 14.15 Téléfilm : La bèvre (dernier partie).
- 15.15 Magazine : Du côté de chez Fred.
- Les Indes d'Amérique latine.
- 16.15 Feuilleton : Les foux de l'été (dernier épisode).
- 17.15 Magazine : Graffiti 5-15.
- 18.10 **Série** : Les voisins.
- 18.35 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 19.00 **Série** : Top models.
- 19.25 **Jeu** : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.35 **Série** : Mon dernier rêve sera pour vous.
- De Robert Merviel. 3. Nouvelle ou la folie.
- 21.30 Apostrophes.
- Sur le thème : Cinéma, sont invités Elna Kazan (de vie), Monique Lange (Cocoon, prince des royaumes), Joëlle Migault (Les rochers blancs), Philippe Noiret (Philippe Noiret, par Dominique Maillet), Anne Wizemsky (Mon beau navire).
- 22.55 Journal et Météo.
- 23.10 Cinéma : Vera Cruz. **III**
- Film américain de Robert Aldrich (1954). Avec Gary Cooper, Burt Lancaster (v.o.).
- Mouvements, Inculte, Ironique, retournant les codes moraux de l'aventure héroïque et du western. Même Gary Cooper n'est pas hanté !
- FR 3**
- 13.30 Magazine : Regards de femme.
- Invités : Sylvie Grange, conservateur des musées de Cavellon.
- Canal Plus**
- 13.30 Cinéma : La veuve noire. **III**
- Film américain de Bob Rafelson (1986). Avec Dabry Winger, Thomas Russell, Sami Frey.
- 15.10 Magazine : Tranches de l'art.
- 15.30 Cinéma : Les Goonies. **III**
- Film américain de Richard Donner (1985).
- 17.25 Cabot cadin.
- En clair jusqu'à 20.30**
- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
- 18.30 Top album.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
- 20.30 Téléfilm : Le jeu du témoin.
- De Régis Lenoir.
- 21.35 **Documentaires** : Docs, docs, docs, super docs.
- D'Elizabeth Couturier et Olivier Guion : à 22.25, Cet enfant n'est pas le mien, de Jonathan Gill.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : A gauche en sortant de l'ascenseur. **Q**
- Film français d'Edouard Molinaro (1988).
- 0.20 Documentaires : Docs, docs, docs, super docs (suite).
- 4.10 Cinéma : Le complot. **III**
- Film français d'Agnieszka Holland (1987).
- Avec Christopher Lambert, Ed Harris (v.o.).
- 6.05 **Série** : Bergerac.
- LA CINQ**
- 14.30 **Série** : L'inspecteur Derrick.
- 18.30 **Série** : Thriller.
- 18.45 Dessins animés.
- 18.50 Journal Images.
- Audience TV du 4 octobre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)**
- Audience moyenne, France métro 1 point = 222 000 foyers
- | HORAIRE | FOYERS AYANT RÉÇU LA TV (en %) | TF1 | A2 | FR3 | CANAL + | LA 5 | M6 |
|---------|--------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|-------------------|--------------------------|--------------------|
| 18 h 22 | 48.2 | Publité 17.5 | Top models 4.4 | Actual. régim. 17.5 | Nulle part 2.1 | Happy days 4.7 | Magnum 2.4 |
| 18 h 45 | 52.7 | Rose fortune 25.0 | Dessins 7.8 | 19-20 info 6.5 | Nulle part 4.7 | Bar résidents 2.8 | Magnum 3.7 |
| 20 h 16 | 65.7 | Journal 25.7 | Journal 15.9 | La classe 16.8 | Nulle part 2.4 | Journal M6 est servi 4.5 | 6.0 |
| 20 h 55 | 70.6 | Samedi soirée 21.7 | Rugby 17.4 | Monte-Carlo 15.5 | Club soirée 9.2 | Trouble-fête 5.1 | Ardoise de loi 3.4 |
| 22 h 8 | 55.5 | Samedi soirée 22.5 | Rugby 17.5 | Sat 5 5.7 | Dernier match 1.8 | Trouble-fête 7.9 | Ardoise de loi 3.4 |
| 22 h 44 | 25.0 | En l'été 5.6 | Place publique 7.9 | Catégorie 2.6 | Revenez 6.8 | Le Lou-Anglais 3.8 | Cherish 1.8 |

- 19.00 Série** : Happy days.
- 19.30 Le bar des ministères.
- 20.00 Journal.
- 20.35 C'est l'histoire d'un mec...
- 20.40 Téléfilm : Au nom de la race.
- 22.30 Rallye des pharaons.
- 22.35 Magazine : Reporters.
- 23.40 **Série** : Génération pub.
- 0.00 Journal de minuit.
- M6**
- 13.20 **Série** : Madame est servie (rediff.).
- 13.45 **Série** : Docteur Marcus Welby.
- 14.35 Une affaire pour Marnelli (rediff.).
- 17.05 **Série** : Hit, hit, hit, hurra !
- 17.10 **Série** : L'homme de fer.
- Variétés : Multitop.
- 18.35 **Série** : Père et impaire.
- 19.00 **Série** : Magnum.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 **Série** : Madame est servie.
- 20.30 Téléfilm : Le bagarreur.
- De David Lowell Rich, avec Gregory Harrison, Glynis O'Connor.
- Rouge pour ne plus être chômeur.
- 22.10 **Série** : La malédiction du loup-garou.
- 22.40 **Série** : Brigade de nuit.
- 23.30 Capital.
- 23.35 Six minutes d'informations.
- 23.40 Sexy clip.
- 0.20 Variétés : You can dance.
- 1.00 Rediffusions.
- Multitop : Les saintes chéries : Une affaire pour Marnelli ; Quand la science mène l'enquête (la pollution) ; Les saintes chéries : Une affaire pour Marnelli ; Quand la science mène l'enquête ; Les saintes chéries.
- LA SEPT**
- 16.00 Méthode Victor : Espagnol.
- Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (5).
- De Denis Dorian.
- 17.00 Documentaire : Préfaces.
- De Pierre Beuchot. 1. Stig Degarm.
- Feuilleton : Moravagine (11). De Philippe Piant.
- 18.30 Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe.
- De Jean-Christophe Averty.
- 19.00 Magazine : Dynamo.
- 19.30 Documentaire : Le temps n'a pas de nom.
- De Stephan-Jarl.
- 20.30 Théâtre : Pour un oui pour un non.
- Pièce de Nathalie Sarraute.
- 21.30 Documentaire : Damia, concert en velours noir.
- De Juliet Bero.
- 22.30 Documentaire : L'amour en France (2). De Daniel Karlin et Tony Lainé.
- Cinéma : Perceval le Gallois. **III**
- Film français d'Eric Rohmer (1979). Avec Fabrice Luchini, André Dussolier, Pascale Ogier.
- France-Culture**
- 20.30 Radio-archives. Jean Paulhan, pourquoi cela et pas ceci ?
- 21.30 Musique : Black and blue.
- CNR.
- Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.
- Des souris et du rock.
- France-Musique**
- 20.30 Concert (donné le 18 novembre 1988 à Sarnbruck) : Symphonie n° 35 en ré majeur, K 385, de Mozart ; Symphonie n° 9 en ré mineur, de Bruckner, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarnbruck, dir. Hiroaki Wakabayashi.
- 22.20 Musique légère.
- 23.07 Le livre des mélanges.
- 0.30 Poissons d'or.

SPORTS

FOOTBALL : les déboires financiers d'Alain Giresse

Cautions perdues

Les déboires financiers d'Alain Giresse continuent. La banque Worms a réclaté, mardi 3 octobre, au directeur technique des Girondins de Bordeaux, le paiement d'une caution de 2,5 millions de francs. Une somme qui s'ajoute à 3 millions de francs de dettes, après les investissements hasardeux de l'ancien joueur.

BORDEAUX

de notre correspondante

Depuis le printemps, les banquiers harcèlent Alain Giresse, l'ancien international des Girondins de Bordeaux aujourd'hui reconverti directeur technique du club. Pour s'être malheureusement porté caution d'une centrale d'achat d'articles de sports qui a déposé son bilan, l'ex-vedette du football français livre en fait un match très serré avec ses créanciers.

Le 12 mai, la banque Worms obtient par anticipation la saisie-arrêt de la recette de son match de jadis organisé le 15 mai à Bordeaux. Le 15 juin, nouveau jugement : le tribunal de grande instance ordonne le paiement de 2,7 millions de francs de remboursement de « facilités de caisse » octroyées en février 1988. Le 25 juillet enfin, la banque Worms fait jouer une caution de 2,5 millions de francs donnée par l'ancien joueur.

L'histoire avait commencé alors qu'Alain Giresse était capitaine

des Girondins et coéquipier privilégié de Michel Platini dans la grande équipe de France. Comme souvent en pareil cas, de nombreux « amis conseillers » gravitent autour des joueurs à succès. Giresse fait la connaissance d'Henri-Michel Ledoux, un ancien parachutiste, qui dirige à Bordeaux une entreprise de publicité et un petit magazine local. Il gagne la confiance du joueur.

En 1986, « Gigi » rompt avec les Girondins, et part pour Marseille, vivipendé alors par Claude Bez, le président du club marseillais. C'est à cette époque que Henri-Michel Ledoux réussit à le convaincre de se lancer dans les affaires. Fort du nom et de la réputation du joueur, il monte une chaîne de magasins de sport dotée d'une centrale d'achat et d'un département immobilier. Une holding, « Mathi SA », chapeaute le tout. Voilà Giresse PDG : « J'avais des cartes de visite avec « Président directeur général » gravé dessus. Cela me faisait plaisir. Mais j'avais prévu Ledoux : je ne voulais pas mettre mon costume là-dessus », assure-t-il aujourd'hui, plutôt penaud.

« L'ardoise »

La fuite en avant commence lors de l'hiver 1987-88. Le groupe connaît de graves difficultés financières. Alain Giresse accepte de se porter caution sur ses biens personnels pour un emprunt contracté par la centrale d'achat puis par la holding. Il obtient également des facilités de caisse (3 millions de francs).

Aujourd'hui, après trois dépôts de bilan dans les différentes sociétés du groupe, les banquiers réclament leur argent. « L'ardoise » d'Alain Giresse s'élève au minimum à 8 millions de francs. Sans compter les dettes imputables à la société associant directement le joueur et l'homme d'affaires (en février dernier, lorsque la banque Worms s'est désengagée, elles étaient de l'ordre de 17 millions de francs).

« Tout s'est mis en place sans que je comprenne », assure Alain Giresse. Il ne « charge » pas outre mesure Henri-Michel Ledoux : « Il n'a pas voulu me ruiner, le montage qu'il avait prévu n'a pas marché. » A ses yeux, en revanche, les banquiers sont coupables de ne pas avoir donné l'alerte à temps et d'avoir mis sur la « poule aux œufs d'or » qu'est une vedette de football.

En attendant ce jugement sur le fond (la date n'a pas encore été fixée), Alain Giresse est parvenu à arrêter provisoirement les huissiers qui s'apprêtaient à saisir une partie de ses biens personnels. Mais son employeur, les Girondins de Bordeaux (ses relations avec Claude Bez se sont améliorées), a dû se porter caution à hauteur de 1,5 million de francs et s'engager par ailleurs à verser à la banque Worms la recette de son match d'adieu du 15 mai. La banque a tout de même porté plainte avec constitution de partie civile, pour escroquerie, contre Henri-Michel Ledoux.

GINETTE DE MATHA

RUGBY : France-Iles britanniques : 27-29

Avertissement sans frais

Invaincue au Parc des Princes de Paris depuis le 20 février 1982, l'équipe de France de rugby y a été battue 29-27, mercredi 4 octobre, par une sélection des Iles britanniques devant trente-cinq mille spectateurs, qui auparavant avaient entendu Miroslav Matkovic interdire la Marseillaise et vu deux mille enfants réaliser la plus grande mêlée du monde.

Le président de la Fédération française de rugby, Albert Ferrasse, est l'incarnation du bon sens populaire. Il n'ignore donc pas que l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions. Et sa fédération en avait d'excellentes en voulant organiser une rencontre de l'équipe de France avec les Lions britanniques, c'est-à-dire les quinze meilleurs joueurs d'Angleterre, d'Ecosse, du pays de Galles et d'Irlande.

Un tel match aurait été une première puisque cette formation, qui avait fait une brillante tournée en Australie au début de l'été dernier, ne s'était jamais produite dans l'hémisphère nord en cent ans d'existence. Qualifiée d'historique, la partie aurait pu prendre un lustre supplémentaire en s'inscrivant dans la célébration du Bicentenaire de la Révolution française.

Tout s'organisait d'ailleurs sous les meilleurs auspices. Miroslav Matkovic avait donné son accord pour entonner une Marseillaise accompagnée par l'Orchestre de la garde républicaine avant le coup d'envoi du match auquel on laissait entendre que le président de la République assisterait. Et une trace de la journée devait être laissée dans le livre des records avec la réalisation de la plus grande mêlée du monde. Ce fut alors que les choses commencèrent à se gâter.

Albert Ferrasse n'a pas fait la différence entre le Bicentenaire de la Révolution et le centenaire de la Fédération sud-africaine de rugby ; il n'a pas choisi entre les droits de l'homme et l'apartheid. Bref, il n'a pas fait d'objection à la participation de sept joueurs français à une « tournée mondiale » entre le Cap et Johannesburg. Pourtant il s'attendait de perdre du moins coup le label Bicentenaire ? Il ne l'a pas eu. Il ne l'a pas été davantage en apprenant que tous les membres du gouvernement s'étaient subitement trouvés d'impérieuses occupations le soir de la rencontre. Premier pavé.

En revanche, le président de la FFR a été beaucoup plus embarrassé par le comportement de ses « amis » britanniques. Pour une fois, ceux-ci ne venaient pas à Paris pour banqueter mais pour demander des comptes. Était-il exact qu'en convention avec les règles de l'amateurisme les clubs français payaient leurs joueurs, comme le laissait entendre une circulaire fédérale divulguée dans la presse anglaise ? Avant d'entendre les explications d'Albert Ferrasse et de connaître les résultats d'une enquête commandée par l'International Board (IBR), les fédérations britanniques avaient décidé de nommer la France. Ce n'était donc plus les Lions qui étaient délégués au Parc des Princes, mais une simple sélection des Iles Britanniques dont un seul joueur (Ackerford) avait disputé les tests de la tournée en Australie. Deuxième pavé.

Un cheveu sur la soupe

Désagréable au plan de la diplomatie ovale, la situation ne devait pas déplaire à Jacques Fouroux, l'homme de terrain de l'équipe de France. Après une méchante tournée estivale en Nouvelle-Zélande, il pouvait en effet estimer que la débâcle britannique allait lui permettre de tenter aux moindres risques une des expériences dont il a le secret. En l'occurrence, il avait décidé de rajouter le pack : sur huit avants, six devaient faire leurs débuts sur la pelouse du Parc des Princes.

Mais, décidément, rien ne devait aller selon les plans des stratèges de la FFR. Mercredi soir, non seulement le spectacle « révolutionnaire » tomba comme un cheveu sur la soupe mais encore l'équipe de France subit sa première défaite

à Paris depuis sept ans. Une défaite plus sévère que ne l'indiquait le score final, 29-27, c'est-à-dire seulement deux points d'avance pour les Britanniques après que trois essais eurent été inscrits par chaque camp. Un pavé de plus.

Pendant quatre-vingt minutes, la formation britannique, qui aurait dû être une simple collection de talents divers, a tout au contraire fait preuve d'une homogénéité et d'une détermination qui ont permis de mettre sous pression les Français. Sensible en touche et dans les regroupements, cette domination a été plus évidente lors des mouvements d'avants : les Britanniques avaient une puissance de pénétration dix fois supérieure à celle des Français, qui, de surcroît, avaient du mal à venir en soutien du porteur du ballon.

Fallait-il mettre cela au débit d'une période de rodage indispensable pour une équipe qui a été formée en vue de la prochaine Coupe du monde, comme l'a dit Jacques Fouroux ? Aucune des trois lignes d'avants n'est jamais apparue à son avantage, ni en mêlée avec Pujolle, ni en touche avec Bourguignon et Dorevige, ni dans le soutien avec Roumat. Et leurs lacunes ont été aggravées par les erreurs défensives de Serge Blanco : plaqué, notamment, dans ses 22 mètres, il a permis à son homologue Hastings de filer à l'essai.

Fallait-il au contraire porter cela au crédit du rugby outre-Manche, qui se serait mis à son tour à l'école du jeu de mouvement pratiqué aux antipodes ? Roger Uttley, l'entraîneur britannique responsable des avants, le laissait entendre. En tout cas, derrière des forces de la nature comme le deuxième ligne Crum, et les troisième ligne Egerton et surtout Robinson, des joueurs comme l'ouvreur Andrews (auteur du premier essai à la deuxième minute), le centre noir Guscott et l'arrière Hastings (auteur des deux autres essais) ont montré qu'ils étaient adroits et inventifs. Or ces deux qualités semblaient être devenues des monopoles français ces dernières années. Quatrième pavé.

Cette défaite est-elle dès lors le début de la fin de la domination française en Europe ? Compte tenu des conditions exceptionnelles dans lesquelles ce match a été disputé, il est trop tôt pour l'affirmer. Au reste, la sélection tricolore a pu être rassurée sur au moins un point : après avoir surmonté la tension nerveuse du début du match, Didier Camberabero s'est bien affirmé comme le buteur (trois transformations et trois pénalités, soit 15 points) qui a fait différer ces dernières années à l'équipe de France, tout en déployant un réel esprit offensif (un essai à la dernière minute). Mais, au total, c'est un avertissement des Britanniques dont Jacques Fouroux devra tenir compte pour aborder les prochaines rencontres internationales contre les Australiens en bonne position.

ALAIN GIHAUDO

Les résultats

BASKET-BALL

Coupe Korce (Premier tour retour)
Oldham, Celtic (G-B) h. « Monaco » (Fra.) : 98-81
« Cholet » (Fra.) h. Achilleas Nicole (Chy.) : 128-84
Montpellier (Fra.) h. « Zalgiris » (Lit.) : 95-81
Coupe Rostbrot (Premier tour retour)
« ASPTT Als-Lo-Provence » (Fra.) h. « M. Dublin » (Eco.) : 117-49 ; « RCF Paris » (Fra.) h. « Saint-Gervais » (Bel.) : 78-44 ; « Orléans » (Fra.) h. « CF Lorraine » (Pol.) : 82-51 ; « Orléans » (Fra.) h. « Orléans » (Fra.) : 80-51.
(En gras les clubs qualifiés pour le deuxième tour.)

FOOTBALL

Championnat de France (Troisième journée)
Première division
Toulon h. « Saint-Etienne » : 3-0
« Caen » h. « Paris-SG » : 2-0
« Bastia » h. Auxerre : 2-1
« Monaco » h. Nantes : 0-0
« Cannes » h. Lyon : 2-1
« Bordeaux » h. Mulhouse : 1-0
« Sochaux » h. Montpellier : 3-1
« Lille » h. Marseille : 2-0
« Toulouse » h. Nice : 1-1
« RC 1 et Metz » : vendredi 6 octobre
Classement : — Bordeaux, 20 pts ; 2. Marseille, 18 ; 3. Toulon, 17 ; 4. Caen, 16 ; 5. Nantes, 15 ; 6. Auxerre, 14 ; 7. Lille, 13 ; 8. Metz, 12 ; 9. Sochaux, 11 ; 10. Cannes, 10 ; 11. Montpellier, 9 ; 12. Saint-Etienne, 8 ; 13. Nice, 7 ; 14. Strasbourg, 6 ; 15. Reims, 5 ; 16. Clermont, 4 ; 17. Evry, 3 ; 18. Amiens, 2 ; 19. Troyes, 1 ; 20. Valenciennes, 0.

Deuxième division

Groupe A
« Arvergne » h. « Reims » : 4-1
« Chamois » h. « Orléans » : 3-2
« Gueugnon » h. « Annecy » : 3-0
« Grenoble » h. « Red Star » : 3-1
« Nancy » h. « Bastia » : 2-1
« Nîmes » h. « Colmar-Louhans » : 2-0
« Strasbourg » h. « Albi » : 2-2
« Dijon » h. « Lens » : 3-1
« Metz » h. « Montceau » : 0-0
Classement : — Nancy, 18 pts ; 2. Nîmes, 17 ; 3. Metz, 16 ; 4. Strasbourg, 15 ; 5. Lens, 14 ; 6. Albi, 13 ; 7. Colmar-Louhans, 12 ; 8. Orléans, 11 ; 9. Reims, 10 ; 10. Chamois, 9 ; 11. Arvergne, 8 ; 12. Annecy, 7 ; 13. Grenoble, 6 ; 14. Red Star, 5 ; 15. Bastia, 4 ; 16. Valenciennes, 3 ; 17. Evry, 2 ; 18. Troyes, 1 ; 19. Amiens, 0 ; 20. Clermont, 0.

Groupe B

« Angers » h. « Caen » : 6-2
« Brest » h. « Guingamp » : 1-1
« Le Havre » h. « Saint-Seurin » : 1-1
« Rouen » h. « Lens » : 2-1
« Tours » h. « Abbeville » : 3-1
« Niort » h. « Rennes » : 0-0
« La Roche-sur-Yon » h. « Le Havre » : 2-2
« Valenciennes » h. « Dunkerque » : 2-0
Classement : — 1. Le Havre, 18 pts ; 2. Rouen, Valenciennes, 17 ; 3. Angers, Lens, 16 ; 4. Brest, 15 ; 5. Caen, 14 ; 6. Abbeville, 13 ; 7. Niort, 12 ; 8. Dunkerque, 11 ; 9. Saint-Seurin, 10 ; 10. Guingamp, 9 ; 11. Angers, 8 ; 12. Brest, 7 ; 13. Caen, 6 ; 14. Valenciennes, 5 ; 15. Reims, 4 ; 16. Clermont, 3 ; 17. Evry, 2 ; 18. Troyes, 1 ; 19. Amiens, 0 ; 20. Clermont, 0.

RUGBY

France - Iles britanniques au Parc des Princes
Sélection des Iles britanniques bat France, 29-27.
Sélection britannique : 3 essais (Andrews, 2 ; G. Hastings, 40 et 50) ; 1 transformation (G. Hastings, 21) ; 4 coups de pied de pénalité (G. Hastings, 9, 23, 40, 75) ; 1 drop (Andrews, 50).
France : 3 essais (Blanco, 28 ; Benetton, 58 ; Camberabero, 80) ; 3 transformations (Camberabero) ; 3 coups de pied de pénalité (Camberabero, 28, 57, 70).



Nicotine : 0,86 mg. • Goudron : 9,7 mg.

BILLET

Un « Parisien » pour les régions

Surprise ! Alors que la politique d'aménagement du territoire doit, en bonne logique, se concevoir comme la mise en valeur — voire la « revanche » — de la province contre l'hypertrophie de l'Île-de-France, c'est à un « Parisien » que le gouvernement fait appel pour prendre la tête de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

Nommé au conseil des ministres du 4 octobre, après des mois de tergiversations, M. Jean-Pierre Dupont, candidat défendu bec et ongles par M. Jacques Chirac, a en effet accompli tout son parcours de haut fonctionnaire dans ce qu'il est convenu d'appeler la technocratie jacobine et l'intelligentsia administrative : commissariat au Plan, ministère de l'urbanisme et de l'équipement. Depuis deux ans, il était PDG de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP).

Mais ce qui risque, à première vue, d'indisposer tel ou tel élu (avec lesquels il faut que l'Etat compte et compose depuis la décentralisation) peut se révéler un avantage. M. Dupont, en « cosmo » avec son ministre de tutelle, outre qu'il sait allier finesse et autorité, connaît bien les rouages interministériels et le ministère de l'équipement, sans la collaboration duquel, sur le terrain, aucune politique d'aménagement de territoire cohérente n'est envisageable. Surtout, sur le dossier très chaud de l'Île-de-France, M. Dupont est immédiatement opérationnel. Le gouvernement devrait, en effet, annoncer le 13 octobre une première série de mesures d'urgence relatives à la relance du programme de logements sociaux et à une teneur sur les bureaux. M. Chirac, quelque peu marié que la responsabilité du pilotage de ce grand chantier ne lui ait pas été attribuée en propre par M. Michel Rocard, aura bien besoin de l'« expert » Dupont pour faire avancer ses conceptions : l'Île-de-France ne doit pas être traitée en faisant abstraction du Bassin parisien au sens large et du pays tout entier.

Reste la relance et la mobilisation de la DATAR, instrument concret de la politique de l'Etat. Elle devra travailler plus étroitement avec les préfets, remettre à jour ses structures dans les régions, recommencer à croire à la prospective. Le 17 octobre à Angers, au congrès du Conseil national des économies régionales, M. Chirac, dans un discours attendu, dévoilera ses ambitions, ses recettes et ses atouts...

F. Gr.

Les difficultés de la lutte contre la drogue

La cocaïne et le cannabis poussent sur les ruines du sous-développement

La cocaïne et le cannabis poussent sur les ruines du sous-développement. Ces cultures illicites remettent en cause l'efficacité des politiques de développement.

Au moment où les experts de l'aide au tiers-monde parlent des années 80 comme d'une « décennie perdue pour le développement », l'avancée des cultures illicites en Amérique latine, mais aussi sur le continent noir, apporte une triste confirmation à leur diagnostic. L'Afrique, que René Dumont voyait en son temps « mal partie », arrive plus mal encore. Au-delà même de leurs emplacements traditionnels, les plantations de cannabis gagnent du terrain au Mali, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, stimu-

per la voix de M. Mohammed Bedoui, en faveur d'un nouvel ordre économique international fondé sur plus de justice dans les échanges Nord-Sud et pour un développement autocentré des États dits « périphériques », rien n'a bougé ou si peu. Les pays en voie de développement (PVD) reçoivent une aide supérieure à 1 000 milliards de dollars et comptent près d'un milliard de « pauvres absolus », selon le dernier rapport de la Banque mondiale. L'aide par l'insécurité alimentaire, pris au piège des matières premières tropicales dont les prix régressent (-30 % en 1988) dans l'indifférence générale, aveuglé par le mirage de l'industrie lourde et somptuaire qui ressemble le plus souvent à un cimetière d'échecs blancs, le tiers-monde

capable de dégager les moyens en hommes et en capitaux d'une industrialisation prudente et progressive. Les dirigeants du tiers-monde ont confondu à tort le cacao ou le cuivre avec le pétrole et bâti leur développement sur la dent de scie des prix mondiaux.

Manque d'imagination

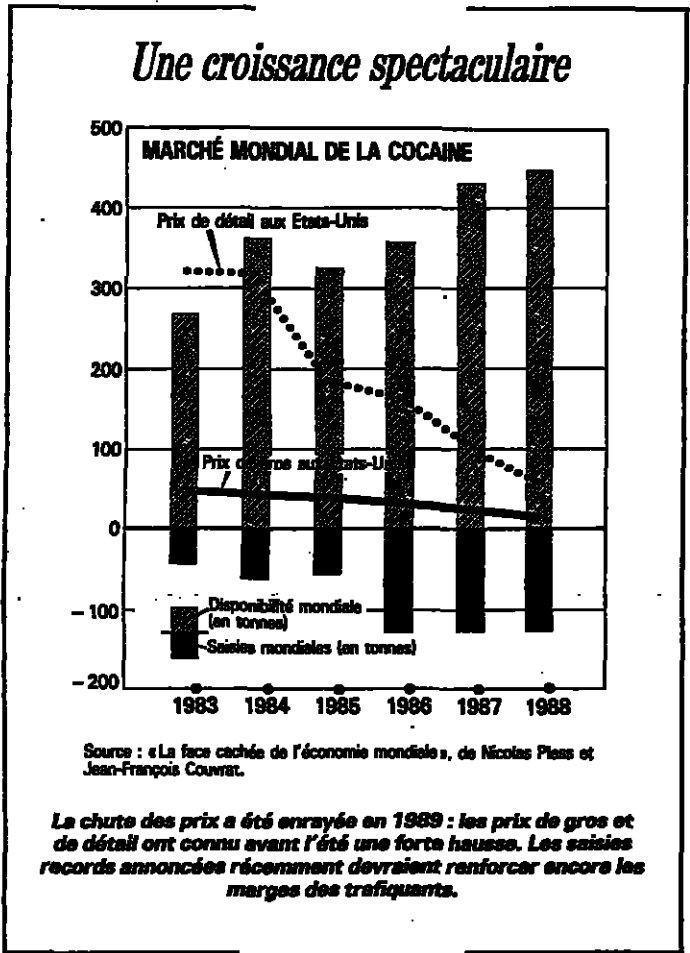
La crise de la dette des années 80 et l'élaboration par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale des politiques d'ajustement structurel (dévaluations, résorptions des déficits externes, allègement des secteurs publics) ont montré le manque d'imagination des institutions internationales en matière de développement. La solution libérale à tout lieu de remède aux maux du tiers-monde, comme s'il suffisait de transposer sur les économies attardées le modèle qui fonctionne — avec de spectaculaires accrocs comme le krach d'octobre 1987 — dans les économies avancées. L'application systématique depuis trois ans des politiques d'ajustement structurel montre que le libéralisme imposé aux PVD entraîne un coût social par endroits insupportable. Il se traduit en Afrique et en Amérique latine par des poussées de violence et de criminalité inhérentes au désamortissement des sans-emploi ; par l'extension aussi des cultures illicites. « Entre 1980 et 1988, alors que le taux de chômage passait de 5,7 % à 21,5 % et celui du sous-emploi de 18 % à 58 %, les surfaces plantées en coca ont augmenté de 20 000 hectares à 70 000 hectares », écrit M. Alain Labrousse à propos de la Bolivie (1).

Dans ces pays, ajoute Anne Jehle (1), « la culture de la drogue reste souvent l'excuse inespérée d'une main-d'œuvre exclue de l'économie officielle ». Phénomène choquant, les exigences des politiques d'ajustement structurel, en particulier l'impératif d'exporter pour payer les dettes, ont rendu « vertueuses » les productions illicites. L'argent de la drogue est d'autant mieux le bien venu que les cultures de substitution font cruellement défaut. Au nom d'un libéralisme outré, les États-Unis refusent de participer aux accords de stabilisation des prix des matières premières, ruinant ainsi une partie de l'action qui s'accomplit contre les trafiquants. Depuis 1981, Washington a dépensé 575 millions de dollars « pour aider les pays producteurs de cannabis, de coca et de pavot à se débarrasser de ces cultures », lit-on dans la *Face cachée de l'économie mondiale* (2). « Mais sur cette somme, précèdent les auteurs, à peine 3 % ont été consacrés à l'aide au remplacement des cultures, moins que pour la formation des policiers locaux ».

En encourageant la modernisation des plantations de cacao au Ghana, l'essor de l'hévéa en Côte-d'Ivoire ou en Asie du Sud-Est, la Banque mondiale poursuit des options classiques dont les résultats ont jusqu'ici paru peu probants. L'emprise des cultures illicites sur le tiers-monde pourrait bien s'aggraver demain à une épouvante.

ERIC FOTTORINO

(1) La lettre de Solagur, septembre 1989, « Drogues et tiers-monde : les plants du sous-développement ».
(2) Jean-François Courty, Nicolas Piant, Hachette, 359 pages, 1989.



lés sinon permises par l'effondrement des recettes de l'arachide ou du cacao, « conjoncturels » selon l'expression en cours à-bes (1). L'Éthiopie, pays de la faim, s'est engagé dans le trafic d'une feuille verte hallucinogène, le khat. Expédiée vers le Yémen du Nord, cette production sert d'amortisseur à la crise du café, principale recette d'exportation du régime d'Addis-Abeba. Le Rif marocain s'adonne au cannabis et, pour la première fois de leur histoire, les Philippines ont planté de la coca.

Aux zones de production identifiées — triangle d'or (Birmanie, Thaïlande, Laos) et croissant d'or (Pakistan, Afghanistan, Iran) de l'hérone ; corridor de la cocaïne (Bolivie, Colombie, Pérou) — s'ajoutent des éruptions anarchiques liées au délabrement des pays pauvres.

Quinze ans après le cri d'alarme du tiers-monde, lancé notamment

régressé. C'est sur les ruines de ce sous-développement que prospère la mauvaise herbe, cannabis ou coca.

« Il faut arracher, brûler le mal à la source », préconisent les pays riches, États-Unis en tête. Simplification abusive. Pour un homme pauvre, le monde développé récolte chez lui, et avec quels ravages pour ses ressources, les poisons à retardement qu'il a lui-même semés dans l'hémisphère Sud.

On ne compte plus les milliards de dollars déversés depuis presque trente ans sur les PVD. L'aide, qui n'a pas toujours été conditionnelle, a trop longtemps permis à ces économies de reproduire à l'identique le modèle colonial dont elles avaient hérité. Leur dépendance s'est accrue à l'égard des produits de base (culture de rente, minerais) quand il aurait fallu associer une agriculture vivrière autosuffisante,

Nouveaux rapprochements entre banques européennes

Alliance entre la Westdeutsche et la Standard Chartered

La plus grande banque publique ouest-allemande, la Westdeutsche Landesbank Girozentrale (WestLB) et l'une des principales banques multinationales britanniques, la Standard Chartered Bank, ont annoncé le mercredi 4 octobre un important accord de coopération dans le domaine international et la banque d'affaires.

Cet accord comprend trois volets :

- Les deux établissements créeront tout d'abord une banque d'affaires commune à laquelle le britannique apportera sa filiale à 100 % Standard Chartered Merchant Bank UK Ltd ;
- La WestLB achètera ensuite les succursales européennes de la banque britannique sauf celles de Zurich et Francfort ;
- La WestLB aura enfin accès au réseau international de son partenaire, qui compte plus de soixante-dix implantations dans soixante pays, avec notamment une présence forte en Asie, en Afrique et en Australie.

Le coût de cette transaction complexe n'a pas été précisé mais la WestLB pourrait verser quelque 400 à 500 millions de deutschemarks (environ 1,4 à 1,7 milliard de francs) à son partenaire.

Cet accord permet à la WestLB, démembrée par le gouvernement de Rhénanie et les caisses d'épargne régionales, jusqu'à peu internationale, d'étendre considérablement sa présence hors de la RFA. Malgré sa taille, avec un total de bilan de 158 milliards de deutschemarks à fin juin, la WestLB avait un net retard sur les trois autres grandes banques allemandes — Deutsche Bank, Dresdner Bank et Commerzbank — dans son développement à l'étranger.

Selon les milieux financiers ouest-allemands, cet accord risque, en revanche, de faire capoter les négociations, déjà laborieuses, menées entre les banques régionales coiffant les réseaux de caisses d'épargne, dont la WestLB est la principale, et justifiées par la nécessité pour ces banques publiques de s'internationaliser.

Pour la Standard Chartered House, cet accord correspond à sa politique de recentrage sur ses activités traditionnelles et devrait notamment lui permettre d'améliorer ses ratios de solvabilité conformément aux normes internationales. La cession de ses implantations européennes — qui représentaient quelque 2 milliards de livres d'actifs (sur un total de 24 milliards) mais n'ont dégagé qu'un million de livres de bénéfices l'an dernier — participe de cette politique.

Fusion de la Postbank et de la NMB aux Pays-Bas

Annoncé il y a treize mois, le projet de fusion entre la Postbank et la NMB (Nederlandse Middenstandsbank) s'est concrétisé, mercredi 4 octobre, avec la signature de l'acte de mariage. Un holding est créé : NMB/Postbank Group. Il possède les deux banques, filiales qui devraient fusionner intégralement d'ici deux ans.

AMSTERDAM

de notre correspondant

La formation de cette nouvelle entité bancaire ne bouleversera pas la hiérarchie des banques aux Pays-Bas. L'ARN reste numéro un, suivie de l'Amro Bank et de la Rabobank. Classées respectivement quatrième et cinquième, la NMB et la Postbank se rapprochent toutefois nettement du trio de tête.

La NMB a clos son exercice 1988 sur un bilan de 86,5 milliards de florins (260 milliards de francs) et la Postbank sur un total du bilan de 60,6 milliards de florins. Ensemble, les deux institutions viennent

après la Rabobank (un total des actifs de 484 milliards de francs).

Les deux banques se complètent bien pour occuper une position de choix sur le marché des particuliers. La NMB/Postbank Group assurera la moitié des paiements effectués par les ménages néerlandais. Dans le domaine du crédit, la nouvelle combinaison couvrira 40 % du secteur prêts aux particuliers et 20 % du secteur prêts d'affaires. Par ailleurs, la Postbank apportera en dot son expérience de la gestion des produits d'épargne populaire, et la NMB son expertise en matière de services boursiers.

La période pendant laquelle les deux banques seront les filiales d'un même groupe leur permettra de travailler main dans la main, tout en rapprochant leurs cultures : la Postbank est orientée vers un public de masse, alors que la NMB a développé une tradition de produits sur mesure. Plus prosaïquement, cette phase de transition facilitera l'harmonisation des régimes fiscaux et l'alignement des statuts des 23 000 salariés.

CHRISTIAN CHARTIER

Lire la suite page 34

Dans « le Monde Affaires » cette semaine

La Navigation mixte comme son nom l'indique

La « Mixte » a souvent été considérée comme l'« objet financier non identifié » de la Bourse. Ce holding piloté par Marc Fournier est toujours apparu là où personne ne l'attendait, lançant des raids incongrus sur d'énormes valeurs comme Schneider ou sortant indemne des attaques surprises d'investisseurs institutionnels.

Dernier coup d'éclat en date : pour se protéger d'une montée en puissance des AGF dans son capital, Marc Fournier a fait alliance avec Allianz, le numéro un de l'assurance en République fédérale.

Autocrate mais clairvoyant, ce PDG de choc a toujours su naviguer entre les convoitises : celles de ses actionnaires comme celles de ses adversaires déclarés. Mais jusqu'à quand ?

Lire aussi :

Bouleversements ferroviaires au Canada : la fin du mythe de l'Ouest (page 30) ; Bataille Japon-Europe pour le TGV coréen (page 30) ; L'homme qui croyait au management : une interview d'un consultant iconoclaste (page 31).

INSOLITE

Le sans plomb sans succès

En dépit du battage publicitaire orchestré autour de son lancement cet été, le super sans plomb n'a pas connu en France le succès escompté.

Il n'a représenté, en juillet, premier mois de son exploitation que 2 % du marché total des carburants (3 % si l'on exclut le gazole) selon le comité professionnel du pétrole. En août, bien que les chiffres précis n'aient pas encore été publiés, la tendance est restée la même.

Un résultat fort décevant, alors qu'un cinquième environ des stations ont été équipées et qu'une dizaine de 41 centimes par litre a été accordée aux compagnies pour faciliter son lancement.

En RFA et en Suisse, où le sans plomb est distribué depuis longtemps, sa part du marché atteint 50 %, et en Grande-Bretagne, où il a été lancé cet été, en même temps qu'en France, il représente déjà 24 % des ventes.

L'HERMÈS Éditeur

13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

LANGUES DES AFFAIRES

Préparation aux B.T.S.

L'anglais de spécialité

A. DEYSINE - J.P. BERBAIN

L'épreuve orale d'anglais

manuel et cassette

EVANS - BERBAIN

Outils d'anglais pour B.T.S. Tourisme

A. DEYSINE

Annales d'anglais : énoncés et corrigés

A. DEYSINE

Diffusion exclusive :

MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46.34.07.70
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

6 octobre 1988

6 octobre 1989

SINISTRE ANNIVERSAIRE

Le 6 octobre 1988, le président de la République inaugurait, au Muséum national d'histoire naturelle, une exposition entièrement consacrée à l'ours. L'ours, on le sait, est dans notre pays en voie d'extinction. Le président de la République, donc, est venu au Muséum accompagné de sept ministres. Devant la presse, devant les protecteurs de l'environnement, devant les scientifiques, il a dit : « En 1982, j'avais lancé un appel pour la sauvegarde de l'ours ; eh bien ! je recommence. » C'était il y a un an. Aujourd'hui, force est de le constater : l'appel de M. Mitterrand n'a pas été entendu par ceux qui pouvaient (et ils le pouvaient vraiment) sauver l'ours en France.

Ceux-là ont baissé les bras. Nous en prenons acte.



« Toutes les formes de vie doivent être considérées comme un patrimoine essentiel de l'humanité. Endommager l'équilibre écologique est donc un crime contre l'avenir. »

Elie WIESEL, discours de clôture de la Conférence des lauréats du prix Nobel, Paris le 21 janvier 1988

L'ours : protégé par la loi, condamné par les faits

En France, l'ours brun est protégé par la loi. La loi exige qu'il soit préservé. La loi interdit la destruction, l'altération ou la dégradation de son milieu particulier. S'abstenir de détruire un animal, en effet, ne suffit pas à assurer sa survie : il faut aussi protéger les espaces naturels qui constituent son habitat. M. Mitterrand l'a parfaitement admis, qui déclare : « A quoi servirait-il de protéger les ours si dans un même moment on détruit leur habitat ? » (Muséum national d'histoire naturelle, 6 octobre 1988.) Mais au fait : pourquoi M. Mitterrand doit-il rappeler en 1988 ce que le législateur édictait en 1976 (loi n° 76-629, relative à la protection de la nature) ? Tout simplement parce que, sous certains aspects, les services compétents en matière de gestion de la faune sauvage et des forêts

se sont abstenus d'appliquer la loi. Donc, le président de la République souhaitait que l'on protègeât non seulement les ours mais aussi leur habitat. Eh bien ! Il n'a pas été entendu. On continue de tracer des pistes forestières en pleine zone à ours. Ces pistes sont librement empruntées par les chasseurs, par les amateurs de 4 x 4. L'ours a peur. L'ours fuit. Ne se reproduit plus. Dernier exemple : en août 1989, la piste d'Arrioutort, sur la commune de Laruns (Pyrénées-Atlantiques), arrive à 1500 m d'altitude, dans une zone des plus sensibles pour l'ours. Travaux effectués contre l'avis des experts... mais grâce aux subventions de l'Etat et de la CEE. L'interdiction de circuler en zone à ours a déjà fait l'objet, pour la seule commune de Laruns, de 200 dérogations !

La poutre qui est dans ton œil

La France et les Français se sont émus du massacre des éléphants ; de la destruction de la forêt amazonienne. Il y avait de quoi. Dans le même temps cependant, l'ours, notre plus beau symbole de vie sauvage, l'animal le plus cher au cœur de nos enfants, le mythe vivant le plus populaire s'éteignait. Cette situation choquante a fait dire à M. Rocard (Paris, le 6 octobre 1988) : « Quand les Européens plaident pour la sauvegarde de

l'éléphant d'Afrique, on est en droit de penser à la survie de l'ours, qui ne trouve plus les espaces naturels dont il a besoin. » Oui, Monsieur le Premier ministre, « on est en droit » ! C'est ce que nous croyons aussi. Mais qui vous a entendu ? On a continué, dans les Pyrénées, d'abîmer les espaces sauvages où vivent l'ours, l'aigle royal, le vautour fauve, le lynx... Ces espaces-là sont notre Amazonie à nous !

Qui peut quoi ?

Alors : qui peut quoi ? Depuis 1923, les scientifiques, les protecteurs de la nature le répètent : il faut des territoires protégés ; le plantigrade a besoin de zones sanctuaires où se nourrir, hiberner, élever ses petits. 60 000 ha à préserver. Insurmontable ? Face aux incendies de forêt, on n'a pas baissé les bras. L'ours, élément fondamental de notre culture depuis

des lustres, va disparaître de nos montagnes ? L'administration se résigne. Contre le souhait d'une immense majorité de Français, contre le souhait des 120 députés et sénateurs qui déjà nous ont manifesté leur soutien, contre le souhait du Premier ministre, contre le souhait du président de la République, l'administration se résigne.

Jean-Pierre Raffin

Jean-Pierre RAFFIN
Responsable du GROUPE OURS
F.N.E. 57 rue CUVIER 75231 PARIS CEDEX 05

Roland Guichard

Roland GUICHARD
Président de l'association ARTUS
B.P. 50 41353 VINEUIL CEDEX

entreprise mécène de l'ours

**LA MAISON
DE VALERIE**
Le Catalogue de
la maison et des loisirs

مكتبة المنزل

ÉCONOMIE

La poursuite des mouvements sociaux dans le secteur public et chez Peugeot

Les syndicats des finances agitent la menace d'une « grève générale »

M. Bérégovoy doit le recevoir

Contrairement aux salariés de Peugeot, à Mulhouse, et aux gardiens de prison, les grévistes du ministère des finances (180 000 agents) se sentent le vent en poupe.

En obtenant de leur ministre, M. Pierre Bérégovoy, le principe d'une nouvelle rencontre avec leurs représentants, les grévistes des finances estiment avoir marqué un point important. La CGT, la CFDT, la CFTC, la FO, la CFE-CGC et le SNUI (syndicat autonome des impôts) menaient néanmoins d'appeler à la « grève générale » si un rendez-vous n'est pas fixé à l'issue de la manifestation qu'ils devaient organiser jeudi 5 octobre à Paris. Un durcissement qui pourrait alors se traduire par le blocage du traitement des fonctionnaires et des pensions des retraités.

Plus de quatre mois après le début du conflit, qui a débüté à la direction générale des impôts, les syndicats font état de plus de 35 000 agents en grève sur 80 000 à la DGI dans plus de 60 départements. Après avoir touché le Trésor (41 départements en grève), le mouvement a gagné depuis quelques jours les douanes.

Toutefois, malgré le retard pris par le versement de la TVA (plus de 10 milliards de francs bloqués, selon le Quai de Brécy, mais près

de 45 milliards, selon certains syndicats), on estime au ministère des finances que le bon fonctionnement de la machine administrative n'est pas menacé. Jusqu'à quand ? Plusieurs professions commencent à s'impacienter sérieusement : les bijoutiers ne peuvent plus faire poignarder leurs métaux précieux, les agents immobiliers sont confrontés au blocage des services du cadastre, les routiers en butte à la grève du zèle des douaniers, (1) sans oublier les négociants en vins qui peuvent parfois difficilement faire vérifier la conformité de leurs marchandises.

De leur côté, les grévistes jugent leurs rémunérations insuffisantes par rapport à la hausse des prix, mais aussi au recrutement qui se traduit trop souvent par une surqualification. La CGT exige 1 500 francs, mais les autres syndicats s'accrochent pour réclamer 30 points d'indice (700 francs par mois environ). Selon les statistiques de leur ministère, les agents des finances ne sont pourtant pas les plus mal lotis. Leur traitement mensuel brut (primes comprises) atteignait en moyenne 10 600 francs en 1988 contre 9 200 francs pour l'ensemble de la fonction publique.

« Ces chiffres ne représentent que des moyennes », rétorquent les syndicats qui alignent des niveaux

de rémunération nettement plus bas. Le 5 septembre, ils avaient obtenu une prime de productivité de 2 200 francs, une indemnité de départ en retraite de 20 000 francs et un accroissement des promotions. Mais ces propositions déjà jugées insuffisantes, avaient été partiellement réécrites par M. Bérégovoy qui avait notamment effacé près de la moitié de la prime de productivité à la « prime de croissance ». S'ils ne croient guère à la possibilité d'obtenir une mesure d'augmentation générale, les syndicats ne désespèrent pas de contourner l'obstacle en arnaquant des avantages substantiels sur les dévouements de carrière.

Un ministre des finances, on reconnaît qu'il y a beaucoup à faire, mais l'on rappelle qu'une enveloppe de 262 millions de francs pour les crédits de fonctionnement a été décidée le 5 septembre. Mais on craint que les « projets de service », proposés par les pouvoirs publics, ne répondent plus guère à l'impatience des fonctionnaires.

J.-M. N.

(1) A Nice, près de 200 cents camionneurs bloquent, depuis le 4 octobre, à 16 heures, l'entrée des bureaux du marché d'intérêt national pour protester contre les lenteurs administratives occasionnées par la grève des agents des impôts.

« On ne peut pas lâcher la forge c'est notre seul argument »

déclare un gréviste à Mulhouse

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Jeudi 5 octobre, à 5 h 06, six minutes après l'arrivée à son terme du délai de douze heures fixé la veille par le président du tribunal de grande instance de Mulhouse, M. Koenig, le ministre de la Justice, se présente devant l'entrée de la forge de l'usine Peugeot. « Vous devez évacuer les lieux », prévient-il simplement.

Face à lui M. Christophe Dominguez, responsable CFDT, bombe le torse et, campé au milieu du seul accès à la forge qui ne soit pas barricadé, lâche : « Je suis forgeron, je suis ici chez moi. Il n'y a pas de délai ici. Dites plutôt à la direction d'ouvrir des négociations. » M. Koenig tourne les talons et disparaît dans la nuit. Quelques quolibets fusent. Désormais, Peugeot peut juridiquement requérir l'intervention des forces de l'ordre.

« Juridiquement, peut-être. Mais, en fait, on ne craint rien », se sont attachés à répéter à leurs troupes les responsables syndicaux au cours des dernières heures. « Pour que la police intervienne, il faut que le préfet du Haut-Rhin

donne son feu vert. Croyez-vous sérieusement qu'un gouvernement qui désigne un conciliateur va, dans le même temps, nous envoyer la police ? » interroge M. Joël Moreau (CGT). D'autres syndicalistes déclarent avoir obtenu « des assurances au plus haut niveau » et la direction de l'établissement elle-même ne se fait guère d'illusions.

Pourtant, si la forge, transformée en camp retranché, tient toujours bon, le doute commence à s'y introduire. « Nous, les vrais, qui sommes présents tous les jours et presque toutes les nuits, nous sommes une centaine, à peine. Tous ceux qui ont voté la poursuite de l'action, où sont-ils ? Incapable de cacher la vérité, la plupart des grévistes restent chez eux », constate amèrement Brigitte, jeune militante CFDT.

Une réalité qui avait déjà été cruellement ressentie le mercredi 4 octobre au matin, lors des tumultueuses consultations du personnel, au cours desquelles seuls sept cent vingt des mille trois cent soixante grévistes annoncés par les syndicats se sont prononcés en faveur de la poursuite de l'occupation. Un premier vote à main levée a donné une majorité pour l'éva-

cuation provisoire de la forge, avant qu'un scrutin à bulletin secret ne décide finalement du contraire, par 434 voix pour 286 contre.

Un chassé-croisé qui a amené FO, qui appelle désormais à des débrayages quotidiens, de deux heures à Mulhouse (et d'une heure en fin de poste à Sochaux), à quitter le comité d'organisation intersyndical en désignant les agents d'une « minorité qui engage le mouvement vers un possible affrontement ». Jeudi matin, cet épisode provoquait encore une gêne évidente parmi les tenants de la ligne « dure ».

Malgré tout, Jean-Pierre, la quarantaine, « quatre enfants, une maison à payer et une lettre de licenciement », balaise ses doutes : « On ne peut pas lâcher la forge. On s'est trop battu pour la garder. C'est notre seul argument, celui qui nous permet de tenir le patron. » On est tout de même passé très près d'un accord pour entamer des négociations, regrette pour sa part un dirigeant syndical. A Mulhouse, on espère que la désignation d'un conciliateur permettra de ne pas manquer un prochain rendez-vous.

JEAN-MICHEL NORMAND

M. Rocard : « le climat est moins nerveux qu'on veut bien le dire »

Interrogé sur la situation sociale par M. Pierre Méhaignerie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, le premier ministre a évoqué les conflits en cours, mercredi 4 octobre. M. Rocard souhaite que les discussions chez Peugeot et se poursuivent sans crispation et sans ultimatum. Il affirme, à propos des prisons, que « la porte du garde des sceaux est ouverte depuis le début », mais que le gouvernement « ne doit pas accepter que la loi soit violée » par les gardiens qui n'ont pas le droit de grève. « On ne peut pas recommencer un conflit tous les six mois. Une prime de croissance, oui ; une prime de conflit, non ! », a-t-il dit. La grève des fonctionnaires des finances est celle « qui préoccupe le plus » le gouvernement, a-t-il souligné devant l'Assemblée nationale. Elle est en partie, selon lui, « le fruit de malentendus ».

« Le climat social reste plutôt moins nerveux qu'on veut bien le dire », a déclaré M. Rocard. Cependant, même lorsqu'il n'y a pas de revendications de pouvoir d'achat, il existe une soif de rénovation et de dignité que le gouvernement reconnaît et comprend. Le besoin qualitatif

est désormais aussi important que le quantitatif.

Interpellé par M. André Lajoinie, président du groupe communiste, qui, avec ses amis, souhaite que le SMIC soit porté à 6 500 F par mois, M. Rocard a répondu : « Pourquoi s'arrêter là ? Pourquoi pas 7 000 F ou 10 000 F ? Importé par un châtiment sévère de solidarité, pourquoi donc nous fixer des limites ? La limite, c'est le moment où cette augmentation des rémunérations provoquerait inévitablement des faillites. Ce qui se passe actuellement en URSS, en Pologne, en Hongrie nous rappelle opportunément à la réalité de l'économie ».

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a ensuite annoncé qu'il avait décidé de nommer « un conciliateur qui aura pour tâche de rapprocher les points de vue et de faire parvenir une solution négociée » chez Peugeot. Cela lui a valu d'être interrompu par M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), qui s'est exclamé : « Zorro arrive ! ».

La garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange a précisé pour sa part, que 308 agents de

l'administration pénitentiaire ont fait l'objet d'un arrêté de révocation et que 180 d'entre eux « ont été de la possibilité que leur était offerte de réintégrer leurs fonctions dans les douze heures ». Selon lui, le dispositif mis en place afin de permettre de « maintenir la sécurité dans les prisons » n'a concerné que 25 établissements sur 180. Il estime 20 % la proportion des surveillants qui ont pris part au mouvement.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a rappelé son opposition à la revendication de ceux de ses fonctionnaires qui réclament trente points d'indice. « Du fait de l'extrême rigidité du statut de 1946 l'ensemble de la fonction publique devrait alors en bénéficier ce qui représente pour le budget de l'Etat une charge de 36 à 37 milliards de francs. Si l'on ajoute la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière, on arrive à 74 milliards de francs. Moi qui suis un ancien syndicaliste, je ne souhaite pas que nous ayons un jour à faire une pénalité à la française. Une telle charge n'est pas supportable pour notre économie ».

Mouvements au Mans et à Cléon

Débrayages chez Renault

Plusieurs usines de la région Renault ont été diversement affectées, le mercredi 4 octobre, par des mouvements de grève, à l'appel de la CGT, de la CFDT et parfois de la CFTC.

Au Mans (Sarthe), le mot d'ordre a été suivi à 37 % du personnel de production, selon la direction, et par 55 % à 60 %, selon la CGT. A Cléon (Seine-Maritime), la proportion de grévistes était de 15 % et de 60 %, respectivement, selon les sources. Pendant plusieurs heures, le matin et un peu moins l'après-midi, les manifestants ont gêné l'approvisionnement de la fonderie d'aluminium. Depuis le 21 septembre, c'est la quatrième fois que le personnel se mobilise dans cette usine. A Boulogne-Billancourt, le débrayage a été suivi à 6,2 % et, à Flins, à 2 %. D'après la direction, il n'y aurait pas eu un seul gréviste dans l'usine de Sandouville.

Les revendications portent sur les salaires, la CGT demandant 1 500 francs d'augmentation, et, au Mans, sur l'embauche d'intérimaires. La situation est redevenue calme le 5 octobre, les syndicats n'ayant lancé aucun mot d'ordre.

Un climat « préoccupant »

Suite de la première page

M. Bérégovoy inclut les dévouements de carrière dans les discussions — ce qui laisse une porte de sortie aux organisations syndicales mais convient moins bien à M. Bérégovoy. Aux FTI, où il s'agit d'éviter que les postiers se mettent à débrayer par crainte de l'application du rapport Prévot, M. Quilès joue aussi l'ouverture.

Chez Peugeot, où le conflit s'enlise, le non-interventionnisme du gouvernement est de plus en plus actif. M. Soisson a fini par nommer, de sa propre initiative, un conciliateur M. Blanchard, alors qu'il s'y était jusqu'à présent toujours refusé. Le code du travail est clair : le conciliateur n'a — à la différence du médiateur — que des pouvoirs extrêmement limités, qui ne lui permettent pas d'imposer ses solutions. Si cette nomination interrompt, dans l'immédiat, toute évacuation de la forge de Mulhouse par les forces de l'ordre, elle ne garantit nullement une prochaine issue.

Chez Peugeot, la direction ne cache pas son mécontentement — M. Calvet n'y était pas favorable et a été mis devant le fait accompli — et se refuse à toute « discussion véritable », avec le conciliateur ou avec les syndicats, tant que cette forge devenue symbolique n'aura pas été évacuée. L'impasse persiste donc.

Un autre acteur de ces différents conflits, Force ouvrière, qui se veut plus combattive depuis l'élection il

y a huit mois de M. Marc Blondel au secrétariat général, présente un visage à plusieurs facettes. Sa fermeté ou sa résolution apparaissent à géométrie variable suivant les secteurs alors qu'elle est partout en position assez forte. Dans les prisons, son appel à la reprise du travail est perçu comme « un échec » par son syndicat des personnels pénitentiaires. L'absence de solidarité de la fonction publique, la dureté des revendications touchant ses militants et, semble-t-il, la volonté d'apaisement de M. Bérégovoy ont joué.

Aux finances, FO a renoué avec le ministère de l'économie un dialogue interrompu de puis quinze jours dès que M. Bérégovoy a ouvert la porte tout en agitant la menace d'une grève générale. Pourtant alors que la CFDT appel déjà « à une paralysie totale des services », FO préfère donner une chance à la négociation. La modulation prévaut aux FTI... mais le « patron » des fonctionnaires presse les fonctionnaires de se mobiliser. Chez Peugeot, FO se désengage peu à peu ayant mal accepté que l'occupation de la forge ait été reconduite. Une FO trop conciliatrice ne risque-t-elle pas d'être dépassée par ses troupes ? Même si les grèves en cours trouvent une issue favorable prochainement, les places seront partout longues et dures à réattribuer.

MICHEL NOBLECOURT

ÉTRANGER

Deux mexicains

M. Vénot, de la Société générale conteste le plan Brady

L'accord de réduction de la dette mexicaine, signé le 23 juillet entre le Mexique et le Comité des banques représentant quelque cinq cents établissements financiers créanciers, a laissé un goût amer à M. Marc Vénot, président de la Société générale. Ce dernier a violemment critiqué mercredi 4 octobre les conditions de l'application du plan Brady au cas mexicain, estimant que les « banques commerciales se sont couchées à cette occasion » et qu'on ne les y reprendrait pas. Cet accord a été adopté « sous la pression », a-t-il précisé. « S'il n'y avait eu plus de 300 km de frontière commune entre le Mexique et les Etats-Unis il n'y aurait pas eu de plan Brady pour le Mexique », a-t-il conclu.

La Société générale représente les intérêts des banques françaises créancières du Mexique au Comité des Banques. Les déclarations de son président confirment des propos tenus en privé de nombreux banquiers et laissent augurer une concertation difficile de l'accord mexicain, notamment en ce qui concerne l'apport de capitaux frais. M. Vénot a en effet ironisé sur le plan de réduction de dette. « L'appel au new money conduira peut-être à une augmentation de l'endettement du Mexique », a-t-il déclaré. Par ailleurs, les autorités mexicaines ont confirmé des propos tenus le jour même le lancement d'une vaste tournée dans les capitales des pays industrialisés destinée à expliquer l'accord aux cinq cents banques créancières.

Grève des navigateurs d'UTA. — Les pilotes, les officiers mécaniciens, les hôtes et les stewards de la compagnie UTA sont appelés à faire grève du jeudi 5 octobre, à 8 heures, jusqu'au vendredi 6, à 23 h 59, par les syndicats SNPNC, SINOMAC et SINPL. Ceux-ci ont déclaré que cette grève avait pour but de condamner la politique de la direction en matière de sécurité. En fait, il s'agit de la poursuite de conflits anciens portant sur la dénonciation par la direction des accords d'entreprise (personnels commerciaux), les salaires de plus en plus bas pratiqués et le développement indépendant de la filiale charter Aeromarine (personnels techniques).

L'Argentine dégage un excédent commercial record en juillet. — L'Argentine a dégage un excédent record de sa balance commerciale en juillet à 692 millions de dollars (4,5 milliards de francs environ), soit une progression de 30,1 % par rapport à juin et de 64,1 % par rapport à juillet 1988. Selon l'Institut national de statistiques, ce soldé positif est le plus élevé enregistré depuis dix ans.

Boeing paralysé : la grève des riches

Boeing, premier constructeur d'avions du monde, est menacé de son succès. Croulant sous les commandes, mille sept cents avions en commande, pour 70 milliards de dollars, l'avionneur de Seattle avait connu, depuis le début de l'année, l'humiliation de ne pas respecter ses délais de livraison, notamment pour son nouveau 747-400. Voici que les ouvriers se croisent les bras en demandant à profiter, dans une plus grande proportion, des bénéfices de la société, qui a réalisé, en 1988, un profit net de 614 millions de dollars (4 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 16,95 milliards de dollars (108 milliards de francs)).

A l'appel de leur syndicat, les cinquante-sept mille ouvriers — très qualifiés — de Boeing ont voté, le 3 octobre, à 85 % le rejet de l'accord d'entreprise de trois ans proposé par la direction qui prévoyait une augmentation immédiate de 4 % des salaires sur deux autres de 3 % en 1990 et en 1991, auxquelles s'ajoutait une prime annuelle s'élev-

ant à 8 % du salaire brut en 1989 et à 3 % au cours des deux autres années. Enfin, le projet rejeté améliorerait le couvert médical des salariés de Boeing.

Pour expliquer le refus des ouvriers et la mise en place de piquets de grève aux portes des hangars géants de Renton et d'Everett, M. Tom Baker, président de la section syndicale d'entreprise, a déclaré : « Nous avons traversé avec l'entreprise la période des vaches maigres, nous voulons également partager les fruits de ses succès ». Il faut noter que, depuis le début de l'année, Boeing a enregistré sept cent trente-six commandes d'avions pour un montant de 38,5 milliards de dollars (248 milliards de francs).

La direction du constructeur s'est déclarée déçue par cette grève illimitée, mais entend poursuivre ses livraisons aussi longtemps qu'il lui sera possible. Il s'agit de la première grève chez Boeing depuis 1977. Cette année-là, le conflit avait duré deux mois.

CONJONCTURE

Un colloque de l'Association pour le libéralisme populaire

La reprise des privatisations permettrait des baisses d'impôts supplémentaires selon M. Balladur

As moment où la discussion budgétaire est sur le point de s'engager au Parlement, l'ancien ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, juge largement insuffisants les quelque 16 milliards de francs d'allègement d'impôts contenus dans le projet de budget du gouvernement de M. Michel Rocard.

Lors d'un colloque sur la fiscalité organisé, le mercredi 4 octobre, par l'Association pour le libéralisme populaire, qu'il préside, M. Balladur a précisé son plan quadriennal d'allègement des impôts. Selon l'ancien ministre d'Etat, le taux majoré de la TVA devrait être supprimé, l'impôt sur le revenu simplifié, et l'impôt sur les sociétés ramené à un taux uniforme de 33 %. Pour financer ces allègements, qui se monteraient à plus de 100 milliards de francs, M. Balladur propose la

reprise du programme de privatisations interrompu en 1988, ce qui permettrait de réduire, d'une part, les dotations de l'Etat aux entreprises publiques et, d'autre part, les charges d'intérêt de la dette publique.

Intervenant au cours de ce colloque, le prix Nobel d'économie M. Maurice Allais a été bien plus radical que M. Balladur. Estimant que la fiscalité française est « excessive, compliquée, inefficace... », il propose la suppression de l'ensemble des impôts directs qui existent à l'heure actuelle (impôt sur les revenus, sur les sociétés...). A leur place serait créé un impôt de 2 % sur tous les capitaux physiques. M. Allais, qui avait déjà présenté ce projet en juin, a reconnu qu'il avait bien peu de chances d'être un jour appliqué.

L'Irak a versé 570 millions de francs à la France. — L'Irak a versé à la France une première échéance de 58 millions de francs (environ 370 millions de francs) dans le cadre de l'accord de rééchelonnement de sa dette signé le 14 septembre à Bagdad, a annoncé, le lundi 2 octobre, la représentation irakienne à Paris. Aux termes de cet

accord, l'Irak s'est engagé, après une année de difficiles négociations, à régler immédiatement à la France 1,5 milliard de francs, qui devraient être honorés entre mi-1988 et fin 1989, étant rééchelonnés sur six ans. Ce premier versement devrait accélérer la normalisation des relations commerciales entre les deux pays.

LA MAISON DE VALERIE

Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières
internationales, rapports annuels
internationaux, assemblée générale
des actionnaires, publicité financière,
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,
la communication financière est une
des pièces maîtresses des entreprises
à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette
évolution. Avec le concours du Centre
Français du Commerce Extérieur,
du MOCI et de FRANCE INFO,
il crée les ECUS OR de
l'Image Financière Internationale
pour récompenser
les entreprises qui auront le mieux
communiqué dans ce domaine
en 1989.

DATE LIMITE
DE REMISE DES DOSSIERS
LE 15 OCTOBRE '89

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE

FRANCE
info

LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.57.52.36.

CL.A RC Noniera B 307 562 270

مكتبة امين، الإسكندرية

AFFAIRES

La navigation mixte, comme son nom l'indique

A la barre de la Mixte depuis vingt ans, Marc Fournier a réussi à échapper aux vagues successives d'OPA. Son conglomérat reste très diversifié. Après la cession partielle de ses assurances à Allianz, va-t-il changer de cap ?

DANS les années 60, une galéjade courait le Vieux Port à Marseille. Évoquant le lion de pierre qui ornait le premier coin de rue de la Canetière, les vieux Marseillais expliquaient qu'il dévorait tous les soirs à son dîner un directeur de la Compagnie de navigation mixte. C'est dire s'il y en avait. Mais depuis 1969, date à laquelle Marc Fournier prit le pouvoir au sein de ce qui était alors une compagnie de transport, le lion crève la faim. Les équipes de direction pléthoriques ont été licenciées, les affaires déficitaires vendues ou mises à la casse et les activités réorientées vers des secteurs plus rentables que le commerce post-colonial.

En vingt ans, la Mixte est devenue une affaire de premier plan dans des secteurs aussi rentables que les assurances (Via et Rhin et Moselle), la banque (Via banque), l'agroalimentaire (Sampiquet, champagne Venoge...), l'industrie et les services. Ce groupe qui pesait quelques millions à peine dans les années 60, capitalise aujourd'hui 17 milliards de francs. Mais la Mixte n'est pas qu'une valeur boursière « sexy ». A l'heure où les industriels et les financiers ne parlent que de concentration sur leurs métiers, la Mixte a choisi une voie : celle du « touche-à-tout » du conglomérat. Elle rassemble des métiers fort divers qui n'ont qu'un seul point commun : une exceptionnelle rentabilité.

A cette particularité s'en ajoute une autre : un émiettement du capital. Jouant à fond le jeu du marché, Marc Fournier considère une part appréciable de son temps à éviter que l'un de ses alliés ne prenne le pas sur les autres. Souvent attaquée en Bourse, la Mixte a, vingt ans durant, réussi à sauvegarder son intégrité. La récente cession de la moitié de ses participations d'assurances à l'allemand Allianz marque peut-être un tournant. Même si cette vente a servi à déjouer les manœuvres de Paribas et des AGF, c'est la première fois que pour se protéger d'une attaque, Marc Fournier partage son contrôle sur un fleuron du groupe.

Un loup solitaire

Qui est Marc Fournier ? Comment cet amoureux de la mer a-t-il conduit son navire entre les écueils et les convulsions ? Difficile à dire tant le personnage fait les chers en ville et les rencontres avec la presse. « Ce n'est pas moi qui suis intéressé, aime à expliquer Marc Fournier. Ce qui veut la peine d'être raconté, c'est comment les grandes compagnies maritimes se sont reconstruites. L'épopée de la Mixte n'est en effet pas très différente de celle des Chargeurs (de Jérôme Seydoux) : coups de Bourse et diversification vers des secteurs plus rentables.

Pour savoir qui est Marc Fournier, il faut donc s'adresser à d'autres que lui. « C'est un type seul qui a créé un empire et qui veut qu'on lui fasse la part », affirme le patron d'une banque américaine à Paris. Ce loup solitaire se déchaîne pas une sym-

thie excessive. « Il gère la Mixte comme un dictateur. Ses collaborateurs ne sont que des exécutants », affirme le patron d'un groupe public d'assurances. Même ceux qui se déclarent ses amis se méfient de lui. « Il est rentable de faire un coup avec lui, mais pas question de s'associer. Dans un atelage, Fournier veut toujours tenir les rênes. »

Ce goût du pouvoir chez Marc Fournier se remarque d'ailleurs à deux indices : à son âge et en son, l'homme n'a toujours pas de successeur... et se garde bien d'en former un. Secondo, la plupart des affaires gérées par la Mixte sont contrôlées à la majorité absolue (de 51 à 100 %). « On ne peut piloter un groupe que si on sait ce qui se passe dedans », plaide le patron de la Mixte.

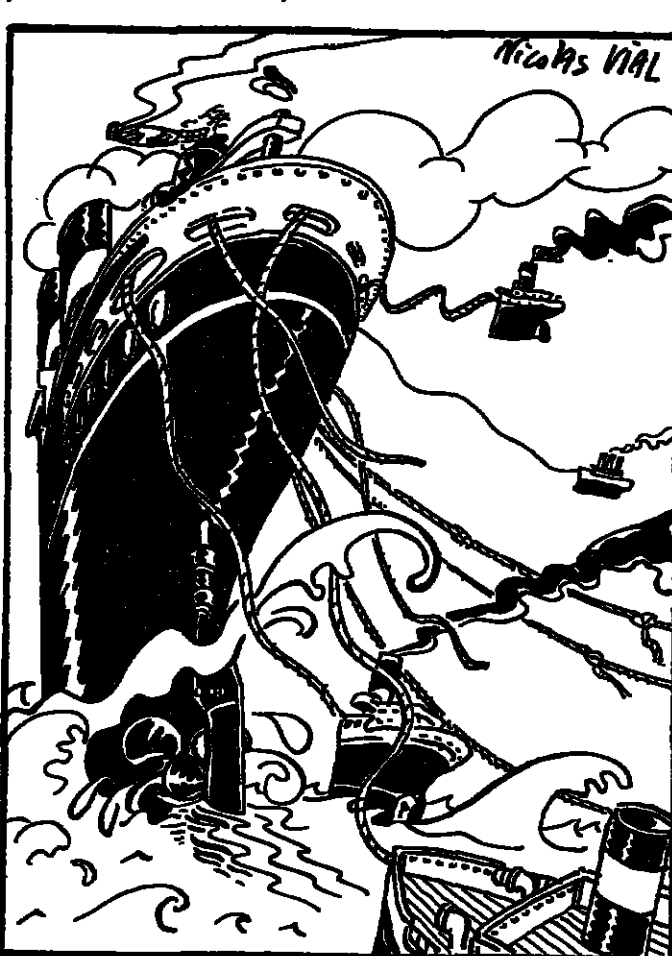
PDG de Pêche et Froid

A l'étage en dessous du sien, une armée d'auditeurs veille en effet sur les comptes de chacune des sociétés du groupe. Ce schéma de la finance semble également n'appartenir à aucune coterie politique ou professionnelle. Mais chaque fois qu'il y a un coup important en Bourse « il y joue un rôle-clé ». « Sans doute dispose-t-il d'un remarquable réseau d'informateurs », estime le président d'une grande compagnie d'assurances. « Marc Fournier sait entendre ce qu'on lui dit explique un banquier. Au téléphone, dans les réunions professionnelles, il sait être attentif aux détails apparemment sans importance. »

Sur sa fortune personnelle et sur sa morale, les jugements-là encore vont aux extrêmes : « C'est un grand et un maître chanteur », mugissent les plus modérés de ses détracteurs. « Depuis le temps qu'il fait des opérations sur son capital il doit disposer aujourd'hui d'un million 200 à 300 millions de francs », réchiffre un célèbre avocat d'affaires. Autant d'affirmations contredites par les proches de Marc Fournier. A les écouter, le patron de la Mixte serait « un manager à l'ancienne, entièrement dévoué aux intérêts de sa société », affirme un responsable du Crédit lyonnais. « A part un traitement de PDG et quelques stocks options, il n'a pas de fortune personnelle notable », assure Jean-Marc Vernes, l'actuel patron de Béghin-Say.

Ce capitaliste de l'ombre a cependant une histoire. Marc Fournier est né en 1928, à Beaurivais, d'un père avocat et d'une mère sans profession. Très tôt, il délaisse les études et part pour l'armée. C'est après guerre qu'il commence sa carrière. Passionné de mer, il entre à la société Pêche et Froid de la famille Delpeyre. Il en devient président à l'âge de vingt-huit ans.

Il en sort quelques années plus tard, pour rentrer aux Dockes de France, société dans laquelle la famille Chegaray, des assureurs maritimes du Havre, avait d'importants intérêts. Marc Fournier les aide à bâtir un important groupe d'assurances. En 1967, le groupe Chegaray comprend des sociétés



d'assurances comme La Marine marchande, La Fortune, Union industrielle et commerce, Le Nord (IARD et Vie), Le Monde (IARD et Vie), L'Europe. Il a construit un groupe qui se situe alors au quatrième rang de l'assurance en France.

La légende veut que ce soit Marc Fournier qui ait repéré le premier la Compagnie de navigation mixte. Cette grosse société de transport maritime basée à Marseille avait - déjà - un capital mal marié par son actionnaire principal, la Société marseillaise de crédit. Si bien qu'après des rames successives en Bourse Noël Chegaray et Paul Dechamps, l'un des directeurs du groupe, sont allés un jour de 1968 à l'assemblée générale des actionnaires de la Mixte pour se présenter - à la stupefaction de tous - comme les nouveaux patrons de la société. En 1969, Marc Fournier devient le PDG de la Mixte. Le début de son envol.

C'est là qu'il va se former à la finance. Et quand le groupe Chegaray partira en déconfiture sous le coup de mauvaises affaires et à cause de structures financières fragiles, l'expérience acquise aidera Marc Fournier à prendre ses distances tout en conservant l'essentiel, la présidence de la Mixte. Mais plus que les Chegaray-Dechamps, un autre « mentor » jouera un rôle important dans sa carrière : Jack Frances.

Le théoricien du « noyau dur mobile »

Capitaliste de l'ombre lui aussi, Jack Frances fut longtemps en position de numéro deux à Suez avant de devenir le patron de la Compagnie industrielle, holding de contrôle du groupe d'assurances Victoire. C'est en faisant des affaires ensemble que les deux hommes apprennent à se connaître. Leurs relations se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui. « Jack Frances était très séduit par la forte personnalité de Marc Fournier », explique un ancien dirigeant de Suez. Mais il avait aussi « la conviction que s'il se passait quelque chose sur le capital de la Mixte il serait profitable de se retrouver en position de chevalier blanc ».

Conscient de l'avidité de son environnement, Marc Fournier a, vingt ans durant, réussi le remarquable exploit de rester indépendant. Plutôt qu'à être à la merci d'un actionnaire majoritaire trop puissant, le patron de la Mixte a préféré émietter le capital de la société. Ensemble, ses cinq ou six principaux actionnaires totalisent à peine 35 % du capital. Théoricien

du « noyau dur mobile », Marc Fournier considère qu'il s'a pas d'allié indéfectible. Et, pour mieux équilibrer le pouvoir des alliés plus anciens, il n'hésite pas à en faire monter de nouveau au sein de son conseil d'administration.

Il acquerra ainsi l'amitié de Marc Vioyet, le patron de la Société générale en refusant d'apporter ses titres de la banque à l'OPA lancée en 1988 par Georges Pébereau. Et ce, malgré de fortes pressions gouvernementales. En échange, le patron de la banque privée acceptera de monter sa participation dans la Mixte à 5 % (pas plus que le Crédit lyonnais présent depuis vingt ans) et de siéger au conseil d'administration. C'est ainsi que Marc Fournier s'est maintenu au pouvoir à la Mixte : en jouant des intérêts contradictoires de ses nombreux actionnaires et de ses nombreux adversaires... du moment.

Conséquence logique : les soutiens que Marc Fournier apporte à ses propres amis sont rarement désintéressés. En 1981, si la Mixte aide Jack Frances, Jean-Marc Vernes et Marcel Dassault à sortir les assurances Victoire du giron de Suez nationalisé, c'est parce qu'il espère s'en emparer un jour. Trois ans plus tard, Marc Fournier tentera donc de casser le tandem Vernes-Frances en proposant au premier de racheter ses parts dans Victoire. « Il m'a fait deux propositions, se souvient Jean-Marc Vernes. Il m'a dit d'abord : prenez Victoire tous les deux, ce que j'ai refusé. C'est ensuite qu'il a proposé de racheter mes parts. » Nouveau refus.

En 1985, Marc Fournier n'hésitait cependant pas à s'allier de nouveau avec Jack Frances pour lancer en compagnie de la banque Louis-Dreyfus et de Tractebel un raid sur la holding financière Gaz et Eaux. A la fin de novembre 1985, pour des raisons qui tiennent autant au règlement de comptes personnel avec Dominique de La Martinière, PDG de Gaz et Eaux, que de l'intérêt pour ses propriétés, Marc Fournier tentera de prendre le contrôle d'Escalut Meuse, holding qui détenait 33 % du capital de Gaz et Eaux. Après plusieurs mois d'une lutte au couteau, des négociations conduites par la banque Lazard conduisirent à un armistice. La banque Louis-Dreyfus et Marc Fournier se retirèrent... contre une forte somme.

Mais ce comportement prédateur a pour corollaire une vigilance constante. Car le fauve d'hier peut devenir la proie de demain. Le regard braqué vingt fois par jour sur l'écran de Reuters, Marc Fournier et son collaborateur direct,

Jean-Pierre d'Aragay veillent au grain. « On sent très vite quand un mouvement se prépare », explique ce dernier. Marc Fournier a ainsi su bien avant que la banque de la rue d'Antin ne l'annonce officiellement que son « ami » Michel François-Poncet, président de Paribas avait acquis 7 % du capital de la Mixte. Idem pour les AGF. Dès la mi-octobre, Marc Fournier a su que c'était le groupe dirigé par Michel Albert qui « ramassait ». La Mixte n'a d'ailleurs jamais manqué d'ennemis. Didier Pincus-Valenciennes lui gardera toujours rancœur d'avoir tenté en 1986 de prendre le contrôle de Schneider. Dominique de La Martinière tentera également de prendre sa revanche. « Mais dès les premiers renseignements, l'action Mixte s'est envolée vers les sommets et nous avons dû renoncer. On ne pouvait pas gaspiller l'argent de nos actionnaires », se souvient l'un des raiders.

« Un bel ensemble entre Sampiquet et Lesieur »

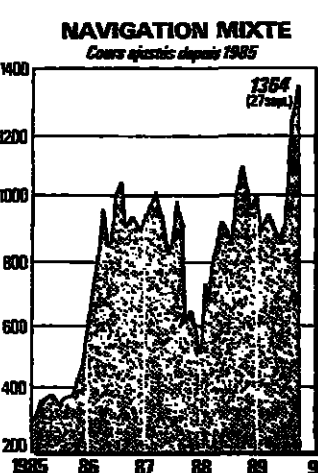
La BNP non plus n'a jamais oublié l'entrée en force de la Mixte (43 %) dans le capital du groupe huillier Lesieur en 1973. « Nous aurions fait un bel ensemble entre Sampiquet et Lesieur », regrette Marc Fournier. Pendant deux ans, la Banexi, alliée à la famille Lesieur (51 % du capital à eux deux), a résisté à ses attaques, chacun multipliant les procès, assignations devant les tribunaux, contestation des comptes... Si bien qu'en mai 1977 l'affaire se déboucla par l'intervention d'un troisième larron, l'armateur Delmas-Vieljeux.

Tristan Vieljeux, furieux de voir Marc Fournier brasser sur ses lignes maritimes africaines, allié qui plus est à des armateurs allemands, lance une OPA sur la Mixte au prix de 140 francs. La BNP, trop heureuse de gêner Marc Fournier, lui ouvre largement ses crédits. Même Bernard Pagey, qui jorge sur les assurances de la Mixte, apporte son grain de sel. Pour résister, Marc Fournier rachète massivement ses propres actions dans le but de provoquer une envolée des cours.

Cette tactique n'a qu'un but : ridiculiser l'offre de son agresseur et l'obliger à surenchérir jusqu'à épuisement de ses forces. Au terme de six surenchères, l'action Mixte atteindra 500 francs à la fin du conflit. L'affaire durera de longs mois et pour dompter l'écheveau - car entre-temps Marc Fournier est entré en force dans le capital de la SNCV (Société navale des chargeurs Delmas-Vieljeux) il faudra l'intervention du gouvernement.

An terme de longues négociations, un accord intervient : Delmas-Vieljeux se sépare de son paquet d'actions Mixte (33 % du capital) en échange des bateaux

« africains » de Marc Fournier. De son côté, ce dernier rend les actions SNCV et cède sa participation dans Lesieur à des investisseurs institutionnels. Au sortir de la bataille, Marc Fournier n'est pas victorieux, mais sain et sauf. Ce qui n'est pas si mal. Faire monter les cours servira par la suite à décourager tous les agresseurs. Jusqu'au mois d'août 1989. A l'heure où les assurances françaises se restructurent, les grands groupes français disposent d'assez de liquidités pour ne pas reculer devant une flambée des prix. Et les parts de marché disponibles sont trop rares pour ne pas doubler la mise si l'enjeu le mérite. Signe des temps, le patron de la Mixte a lui-même pris contact avec les autorités boursières mercredi 27 septembre pour demander la suspension de la cotation de son titre et expliquer son plan de défense. Jusqu'alors, il ne



s'était jamais manifesté, envoyant habituellement ses banquiers. « Pendant l'OPA de Tristan Vieljeux, Marc Fournier ne nous avait jamais donné un coup de téléphone », se rappelle un dirigeant de l'ex-Chambre syndicale des agents de change.

Mais ce changement de comportement ne modifie en rien la politique de fond de Marc Fournier. Selon l'un de ses proches, elle s'apparente à celle d'« un grand joueur d'échec pour lequel l'essentiel est toujours de renforcer les points forts et de ne jamais s'installer aux points faibles ». Voici donc, le patron de la Mixte se désengageant du maritime, puis renonçant à une partie de ses ambitions dans l'agro-alimentaire.

Aujourd'hui, il abandonne partiellement l'assurance en cédant 50 % des actifs du groupe Via-Rhin et Moselle à Allianz. Oh sont désormais ses points forts ? Dans ses 11 milliards de francs de liquidités, le marin est sans doute déjà parti à la recherche de nouveaux continents. Il garde le secret.

DOMINIQUE GALLOIS et YVES MAMOU

Un capital toujours émietté

Un holding à la tête d'un conglomérat : la proie favorite des « raiders » sans foi ni loi. S'emparer en Bourse d'un tel holding et se rembourser en vendant avec bénéfice les différents éléments du groupe : c'est la stratégie de nombreux financiers américains. En fait, malgré la diversité de ses intérêts, Marc Fournier a toujours su conserver un actionariat émietté et se défendre face aux menaces de raid.

Jusqu'à présent, aucun des actionnaires ne possède officiellement plus de 10 % du capital de ce holding, les participations se situant plutôt aux alentours de 5 %. M. Fournier a fixé à ce niveau toute une série d'investisseurs puissants, tous possesseurs d'un siège au conseil d'administration et contrôlant ensemble plus de 33 % des parts.

Allianz, en franchissant prochainement la barre des 5 %, rejoindra les alliés que sont Framatome (5 %), le Crédit lyonnais (5 %), la Société générale (4,23 %), Louis Dreyfus Holding (2,41 %), la Compagnie suisse de réassurances (2,47 %), sans oublier Victoire (5,01 %) et Unifrance, et les autres sociétés du groupe Crédit agricole (9 %).

A la fin de l'année dernière, le britannique Mercury possédait 5,89 % des parts et les AGF Via franchissaient le seuil des 2,5 % dans le capital de la Navigation mixte. La firme de M. Michel Albert a franchi la barre des 5 % au cours du mois de septembre, sans préciser ses intentions. Il en est de même pour Paribas, qui vient d'annoncer détenir 7 % du capital. Ces deux groupes français ne font pas partie des alliés de M. Fournier. Pour l'instant.

Un conglomérat rentable

« La Navigation mixte a vécu vingt ans sous un régime de conglomérat pur. On m'a toujours dit que c'était une forme d'activité défectueuse, mais je crois qu'aucun actionnaire n'a vraiment eu à se plaindre des résultats. » Pour Marc Fournier, l'apport à 50-50 de son activité assurance au géant allemand Allianz ne remet pas en cause le principe de fonctionnement de son groupe. L'heure est au conglomérat dans la continuité. De l'assurance à l'agroalimentaire en passant par la finance, les services, les transports et l'industrie, l'éclectisme est de rigueur. Le pôle agroalimentaire regroupe la Compagnie française de sucre (CFS), le champagne de

Venoge et les conserves Sampiquet. Depuis l'an dernier, s'y sont ajoutés 5500 hectares de plantations d'orangers et une usine de jus de fruits en Floride.

Le domaine « industrie et services » illustre également cette variété avec des participations dans les coffres-forts Fichet-Sauche, dans la société de surveillance et de sécurité Brinks, sans oublier l'équipementier aéronautique Huel-Dubois et les transports GTL. En janvier dernier, la Compagnie de navigation mixte a augmenté sa participation dans Pochet, la première société française de floraison de houx pour la parfumerie.

AFFAIRES

Le TGV et le Shinkansen japonais s'affrontent en Corée du Sud

Pour relier Séoul à Pusan à 300 km/h, les Coréens doivent choisir entre la technologie européenne... et leurs relations économiques avec leur puissant voisin

SÉOUL

de notre envoyé spécial

UN symposium organisé par le gouvernement sud-coréen, réunira à Séoul, du 16 au 22 octobre, la fine fleur des exploitants et des constructeurs mondiaux spécialisés dans la grande vitesse ferroviaire. Cette rencontre est destinée à aider les autorités sud-coréennes à choisir la technologie qui permettra de relier Séoul à Pusan (380 kilomètres) à 300 km/h. Selon les observateurs, les deux compétiteurs les mieux placés sont le TGV français et le Shinkansen japonais.

C'est peut-être la fête des Moissons de septembre 1988 qui a convaincu les Sud-Coréens d'étudier de plus près le projet des trains à grande vitesse, dont ils parlaient depuis des lustres, pour relier leur capitale Séoul à leur grand port industriel Pusan. La fête des Moissons veut que chaque Coréen retourne dans sa famille pour y célébrer la mémoire de ses ancêtres. De plus en plus motorisés, les citoyens se sont rués, en 1988, tous ensemble, sur les autoroutes et celles-ci ont été tellement saturées que des milliers d'automobilistes ont dû dormir dans leur véhicule sur l'axe Séoul-Pusan.

Le ministre des transports, M. Kim Chang-keun, a donc pris, au début de cette année, la route de la République fédérale d'Allemagne, de la France et du Japon pour y étudier les techniques ferroviaires de ces trois pays qui exploitent ou s'approprient à exploiter des lignes à grande vitesse. Il en est revenu avec une conviction forte : « En technologie ferroviaire, la Corée a dix ans de retard sur ces pays, s'il est déclaré. Nous devons en importer le dernier cri technologique pour réaliser nos lignes à grande vitesse. Outre la technologie et les conditions de prêts entre-venant, la ligne de compte car la Corée devra emprunter à un ou

plusieurs de ces trois pays pour contribuer au financement de ses projets. »

Car les intentions gouvernementales sont extrêmement ambitieuses, au point même que l'opposition les juge irréalistes. Il s'agit de construire une nouvelle ligne entre Séoul et Pusan, de 380 kilomètres de long, contre 444 pour la ligne actuelle. Cette ligne pourrait desservir les villes de Taejeon, Tegu, Kyongju et Ulsan. Le coût de la voie s'élèverait à 31 milliards de francs, auxquels s'ajouteraient 4 milliards de francs de matériel roulant capable d'une vitesse de pointe de 300 km/h. Les premiers trains relieront les deux villes en deux heures en 1998. Les financements mèleront des fonds d'Etat et des prêts gouvernementaux.

En outre, le gouvernement veut réaliser parallèlement une ligne est-ouest, Séoul-Kangneung, sur la côte est, de 230 kilomètres, pour desservir une région à vocation touristique. Les trains circuleront, à partir de 1997, à une vitesse de 200 km/h seulement, en raison du relief. L'investissement, qui serait supporté par une société d'économie mixte à dominante immobilière et touristique, est ainsi évalué à 10 milliards de francs. Enfin, il est question d'électrifier la ligne sud-ouest, entre Taejeon et Mokpo, de façon à y faire circuler des trains à 180 km/h sur 256 kilomètres. Coût : 10 milliards de francs.

Quatre compétiteurs s'affrontent

Quatre compétiteurs s'affrontent et font le siège du gouvernement de Séoul. Le train à sustentation magnétique, d'abord, fait valoir sa très grande vitesse potentielle (record du monde à 418 km/h) ; il s'appuie sur les accords passés entre le ministère sud-coréen de la recherche scientifique et les promoteurs du Maglev west-allemand. Il rencontre l'hostilité du ministre des transports, qui

est partisan de la technologie « roues-rail » éprouvée, alors que le Maglev n'est en exploitation commerciale ni en RFA ni au Japon, ses deux patries. D'autre part, comme l'explique Pierre Sudreau, président de la Fédération des industries ferroviaires françaises, « le Maglev ne peut emprunter les voies existantes. Il lui faut des infrastructures spéciales et coûteuses. Il oblige à des ruptures de charge dissuasives ».

Le deuxième concurrent est le TGV allemand appelé ICE (Inter City Express). Ses avantages tiennent à une grande capacité et à une vitesse élevée puisqu'il détient le record du monde sur rail, avec 406,9 km/h. Malgré la grande estime dans laquelle les Coréens tiennent la technique allemande, l'ICE ne semble pas pouvoir l'emporter, car il n'entraîne en service sur le réseau de la RFA qu'en 1991, et à 300 km/h, alors que le pays du Matin calme tient à n'importer que des matériels déjà vérifiés. Il est symptomatique que les spécialistes de Séoul continuent à l'appeler de son ancien nom « Inter City Experimental ».

Le Shinkansen japonais est autrement redoutable. Il fonctionne depuis 1964 et, si sa vitesse de pointe n'est pas très grande (240 km/h), il peut transporter 1 285 voyageurs. Son atout principal tient au fait que les chemins de fer japonais sont familiers des techniques japonaises qu'ils ont l'habitude de lire dans le texte, en japonais. C'est, de loin, le système ferroviaire le plus proche culturellement des Sud-Coréens. Son inconvénient : un coût de 176 millions de francs du kilomètre.

Le TGV français a, pour lui, les 300 km/h de sa ligne atlantique qui en font le train le plus rapide du monde en exploitation commerciale. La ligne qu'il nécessite est bon marché : 56 millions de francs du kilomètre. On lui reproche souvent sa petite capacité (mille places) et son système d'articulation qui empêche de séparer com-

modément les voitures. Il est le seul train à grande vitesse à avoir été exporté, puisque l'Espagne, la Belgique et la Grande-Bretagne ont fait leur la technologie développée par le français Alsthom.

L'empoignade promet d'être vigoureuse. Les Japonais, qui estiment que la Corée du Sud fait partie de leur zone d'influence, ont laissé entendre qu'ils offriront, quoi qu'il arrive, leur Shinkansen, 20 % moins cher que ses concurrents allemand et français. Ils ont annoncé qu'ils étaient prêts à importer chaque année cent cinquante mille automobiles sud-coréennes pendant dix ans, si leur train était choisi. Enfin, ils sont passés maîtres dans l'art de consentir des prêts quasiment gratuits.

Le président tranchera

Les Français — SNCF et GEC-Alsthom réunis — étudient la possibilité de proposer à Séoul le futur TGV à étage qui circulera, dans quelques années, entre Paris et

Lyon, et qui pourrait transporter 1 600 personnes. Ils sont prêts à accélérer encore le TGV : 325, 350 km/h ? « Nous ne savons pas encore exactement ce que souhaitent les Sud-Coréens », explique M. Frank Vaignedroie, bras droit, pour l'exportation, du président GEC-Alsthom. S'ils souhaitent que leur train roule très vite, nos chers amis ne nous laisseront pas le choix. Mais nous proposerons aussi du matériel pour circuler à 200 km/h. Bien évidemment, nous sommes prêts à réaliser des transferts de technologie pour associer les industriels Daewoo et Hyundai à la construction, au développement, voire à l'exportation de notre TGV. »

Il reste beaucoup d'impondérables. Le lobby autoroutier n'a pas dit son dernier mot qui peut faire valoir, auprès de l'opinion publique, que les dizaines de milliards de francs annoncés pour le rail seraient plus utilement affectés à de nouvelles autoroutes. Les Coréens n'aiment guère les Japonais, mais ils demeurent fascinés par leurs voisins. « Au travers du

dossier du TGV, explique M. Yong Suk-shin, rédacteur en chef adjoint du quotidien *Chosun Ilbo*, c'est la question de savoir avec quel notre industrie travaillera en l'an 2000 qui se pose. Avec le Japon ou avec l'Europe ? »

La Corée du Sud ayant cessé d'être un régime dictatorial, la décision sera plus difficile et plus lente qu'autrefois. Pourtant, tous les observateurs s'accordent à penser que c'est le président de la République, M. Roh Tae-woo, qui tranchera dans les prochains mois. Ils n'excluent pas que celui-ci ne résolve à couper la poire en deux ou en trois pour éviter de s'aliéner les puissances économiques japonaises et européennes, tout en profitant de la grande vitesse la plus performante. La visite officielle en France de M. Roh Tae-woo, au mois de novembre prochain, laisse toutefois espérer que le TGV de GEC-Alsthom parviendra à conquérir — au moins en partie — le pays du Matin calme.

ALAIN FAUJAS

Le Canada ferme la moitié de ses services ferroviaires

C'est la fin du mythe des chemins de fer de l'ouest : le transcanadien coûtait trop cher. Quant à la « haute vitesse » pour relier Montréal à Toronto, il faudra encore attendre

MONTREAL

de notre correspondant

SUPPRESSION de la moitié des services ferroviaires offerts aux voyageurs, appel à l'initiative privée pour l'exploitation des réseaux restants, report du projet de train à grande vitesse le long du corridor Québec-Toronto à 1993 au plus tôt : le ministre des transports du Canada, M. Benoît Bouchard, a semé l'émoi d'un bout à l'autre du pays en présentant, mercredi 4 octobre à Ottawa, son plan de restructuration du système ferroviaire.

Aux prises avec une dette intérieure et extérieure de plus de 320 milliards de dollars canadiens (1), alourdie chaque année par les déficits budgétaires (20,5 milliards de dollars pour 1989-1990), le gouvernement conservateur canadien était invité de toutes parts à faire des économies. Il a choisi d'employer les grands moyens pour tenter de rentabiliser un service public tombé en désuétude.

La société d'Etat Via Rail, créée en 1977, avait été chargée de reprendre tous les services voyageurs des compagnies ferroviaires Canadian National et Canadian Pacific, dont elle a loué les voies. Développer efficacement un réseau de plus de 18 000 kilomètres, avec un matériel vétuste, dans un immense pays peu peuplé où la priorité a toujours été accordée au trafic des marchandises relevant de l'exploit. Les sommes investies pour supprimer les retards chroniques des trains et moderniser l'équipement dans les zones à forte concentration de population n'ont jamais été à la hauteur des besoins.

Aujourd'hui, les Canadiens ne sont plus que 3 % à choisir le train pour leurs voyages interurbains, contre 7 % pour l'avion et autant pour l'autobus. Les déplacements se font en voiture dans la très grande majorité des cas.

Constatant que l'Etat avait déjà versé depuis 1977 plus de 5 milliards de dollars à Via Rail sans obtenir de résultats patents, le gouvernement canadien a décidé de diminuer de près de moitié sa subvention annuelle, qui ne sera plus que de 350 millions de dollars en 1993. Les économies réalisées serviront ainsi de l'ordre de 1 milliard de dollars.

La plupart des lignes déficitaires seront supprimées à partir de janvier prochain. Le fameux train transcanadien reliant Montréal à Vancouver pour les voyageurs peu pressés (4 600 kilomètres en soixante-douze heures minimum) n'y échappera pas. Il faudra donc avant changer de train à Toronto. Pour les Canadiens, c'est tout un

symbole qui disparaît. Le transcanadien, construit en 1885 après bien des avatars dans les montagnes Rocheuses notamment, avait largement contribué à la fondation de leur grande nation, de l'Atlantique au Pacifique, envers et contre l'expansionnisme des Américains.

Au total, la fermeture de dix-huit lignes et la réduction du trafic sur les vingt autres entraîneront la suppression d'environ deux mille sept cents emplois, soit plus du tiers des effectifs de Via Rail.

Vers

la privatisation

Fusant les jalons d'une privatisation partielle du service voyageurs, le gouvernement fédéral canadien s'est déclaré « ouvert aux propositions de toute personne, de tout groupe ou de tout gouvernement provincial concernant l'exploitation du trafic, la mise en œuvre de nouvelles technologies ou les deux ».

Le gouvernement canadien est certes « intéressé » par la perspective d'un train à grande vitesse dans le corridor Québec-Montréal-Ottawa-Toronto, où vivent quinze des vingt-six millions de Canadiens et où les aéroports connaissent de

sérieux problèmes d'engorgement. Il ne prévoit toutefois pas d'investir dans ce projet avant de connaître les conclusions d'une commission royale d'enquête publique, dont la création vient d'être annoncée. Cette commission aura trois années pour évaluer les plans d'un « système intégré de transport interurbain des passagers pour le vingt et unième siècle », tout en cherchant à voir comment il pourra être financé.

Le message est clair : le groupe québécois Bombardier, déjà prêt à commercialiser le TGV en Amérique du Nord en vertu d'un accord signé avec GEC-Alsthom fin 1987, devra soit patienter, soit monter un ambitieux projet qui reposerait exclusivement sur des fonds privés, à moins qu'il ne trouve, au sein des gouvernements provinciaux du Québec et de l'Ontario, des partenaires plus disposés à délier les cordons de leurs bourses.

D'après les plus récentes études de Via Rail, la construction d'une ligne à grande vitesse entre les seules villes de Montréal et de Toronto coûterait 2,5 milliards de dollars.

MARTINE JACOT

(1) 1 dollar canadien vaut environ 5,40 francs.

Views that
know
no frontiers.

The
Economist

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science, Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : Points de vue au-delà des frontières, The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

مكة امنه الاصل

AFFAIRES

CONVICTIONS

Un entretien avec « l'homme qui croyait au management »

« Les consultants n'ont de prise sur le réel que par exception »

MICHEL VILLETTE, trente-huit ans, docteur en sociologie, études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris) et à l'université de Berkeley (Etats-Unis), est spécialiste des questions de mobilisation des ressources humaines, de réorganisation et de gestion sociale.

Cet « anti-pape » du consulting classique, par son regard perçant de sociologue du quotidien, a voulu déconstruire l'aspect décevant de certains procédés managériaux, déceler les astuces de ces conseillers du roi, dont lui-même fait partie. Car ce consultant iconoclaste croit justement à l'utilité du management.

Malgré ses incartades, Michel Villette vient de recevoir le Prix Dauphine Entreprise 89 destiné à symboliser les liens entre l'université Paris-Dauphine et le monde des affaires. Le jury, (composé de trois grands chefs d'entreprise : Jacques Calvet, Claude Bédar et Henri Millet ; trois journalistes, trois professeurs et trois anciens) a-t-il souhaité récompenser la cure de démythification proposée par l'homme qui croyait au management ? Ed. Seuil (1989).

« A quoi est due la force des nouvelles techniques du « *new management* » devenu un modèle culturel universel ? »

« La France entière est devenue une vaste entreprise dont les hommes politiques sont des chasseurs de tête : ils contribuent à nommer les PDG, tandis que les journalistes, ou les chercheurs en science sociale, se disputent les emplois plus modestes d'attachés de relations publiques. L'équilibre entre les compromissions de l'affaire, et les exigences de l'honneur et du prestige est en train de se rompre au profit d'une nouvelle synthèse : « être soi, c'est savoir se vendre ». Point. Dans ce contexte, il faut toujours « séduire » ? »

« La peur ne n'aurait pas « *acheté* » tient lieu de régulateur suprême. Regardez les hommes politiques, pour lesquels le marketing est devenu une source majeure d'inspiration : ils vont demander aux experts en sondages d'opinion ce qu'il faudrait « *dire* » pour gagner. Ainsi, le marketing, au départ conçu pour la vente de produits de grande consommation, s'applique actuellement aux services publics, aux politiques gouvernementales et même aux causes sociales et humanitaires.

« De même, les techniques d'« *organisation du travail* », de gestion des ressources humaines, se répandent partout. Si bien qu'on a aujourd'hui des « *nouveaux croyants* », loin du cœur de l'entreprise, qui sont dans les secteurs qualifiés d'« *attardés* », comme l'administration, les hôpitaux, l'enseignement. Ceux-là sont séduits par un discours qu'ils connaissent mal, et tendent de ce fait à prendre les lieux où la richesse est concentrée pour l'alpa et l'oméga de l'efficacité.

Dégraissage et reconversion

« Pourquoi soutenez-vous que le « *management scientifique* » ne cherche qu'à réduire l'imprévisibilité du « *facteur humain* » ? »

« Imaginez un investissement industriel de plusieurs milliards de francs, programmé plus de cinq ans avant que le produit fabriqué ne puisse être vendu. Les hommes sont placés au bout de ce processus : qu'il s'agisse des fabricants, ou des clients, ils doivent absolument être réduits à la place prévue pour eux dans le système.

« La rentabilité de l'investissement a pour prix la prévisibilité, ou, à défaut, l'adaptabilité des hommes. Comme les erreurs de prévision sont constantes, il faut bien manipuler pour s'en sortir : le

management au quotidien consiste donc en une série d'expédients pour tenir les prévisions coûte que coûte.

« Comment se fait-il que les « *techniques scientifiques* » appliquées par les ingénieurs sociaux ne diffèrent pas toujours des pratiques religieuses, politiques ou militaires d'autrefois ? »

« Les managers poursuivent des buts pratiques très simples : obtenir un plus grand zèle au travail sans augmenter la rémunération ; éliminer une génération de salariés vieillissants sans altérer la confiance des jeunes en l'avenir ; empêcher toute activité syndicale efficace en respectant à la lettre les principes de notre Constitution.

« Les tours de main qui permettent de réaliser ces diverses tâches avec « *élégance* » ne sont que très partiellement consignés dans des traités savants. Ces choses ne pourraient s'enseigner à l'école sans réduire dangereusement l'espace laissé libre pour l'hypocrisie. Or, aujourd'hui, un plus grand nombre de personnes et d'institutions veut tenir un discours public sur le management. Il leur faut mêler l'épique et le snobisme, et inventer un « *art distingué* » de gérer la main-d'œuvre. C'est ainsi que le rude dégraissage devient un processus de « *reconversion* ».

« Parce que les consultants — *héritiers de Descartes, de vidéo ou autres procédés branchés* — appliquent des solutions standardisées à une réalité changeante ? »

« Les consultants ne font que passer dans les entreprises, c'est pourquoi le rôle de « *colporteur* » leur va très bien. Ils ne font songer aux vagabonds qui, au début du siècle, passaient d'une ferme à l'autre avec des almanachs, des patrons de couturière ou des images d'Épinal. Or les consultants apparaissent tout à tour comme des conseillers du prince, des exécutants de basses œuvres, des poules de luxe chargées de la distraction

intellectuelle des états-majors ; ou comme des agents de renseignement, des médiateurs de conflits. Bref, comme des missionnaires chargés de diffuser un dogme d'entreprise.

« C'est pourquoi ils se présentent de manière commune les agents du « *changement* », porteurs du progrès économique et social. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à le faire. L'étude précise de l'organisation interne des grands cabinets de consulting montre qu'ils sont mieux équipés pour reproduire du « *connu* » que d'inventer de l'« *inconnu* ». Je m'explique : les patrons ne recrutent que des débutants pour les former aussitôt à leurs méthodes et les réduire au rôle d'exécutant. Les anciens, devenus directeurs, ont le monopole des déclarations commerciales et de la définition des méthodes. Seuls les experts confirmés jouissent du loisir nécessaire pour codifier leur savoir. Enfin, une dogmatique unitaire s'impose à tous, et d'autant plus que le cabinet vieillit. C'est une question d'image de marque, le client veut savoir à l'avance ce qu'il achète.

« Et pourquoi dites-vous que l'expert serait plutôt familier d'une entreprise « *idéale* » que « *réelle* » ? »

« Les consultants chics des cabinets réputés, tout comme les experts des sièges centraux, finissent par n'avoir de contacts qu'avec des cadres très supérieurs. Dans ces sommets, on courtise, on se vend et l'on rêve. L'entreprise finit par prendre la forme rassurante qu'elle devrait avoir selon le « *dogme* » managérial. Mais en même temps dans les états-majors, personne n'y croit tout à fait, les gens sont bien trop malins pour cela. Et la philosophie au second degré rôde dans les couloirs. Il en résulte une certaine confusion mentale, qu'il faut dissimuler par toujours plus d'utopie futuriste.

« Le consultant serait-il ainsi chargé de gérer les apparences ? »

« Il est surtout pris au piège, obligé qu'il est de séduire, de défendre sa peau. Et puisqu'il n'est alimenté que de connaissances acquises par out-dire auprès de pairs, sans un vrai travail critique, ni réelle vérification, il finit par planer, par surfer... »

« Vivant dans un univers déincarné, comment peut-il alors, par exemple, négocier une grève ? »

« Je ne crois pas que ce soient les experts qui savent gérer les grèves, mais les hommes de terrain, ceux qui ont une longue expérience dans les usines au contact des ouvriers, et qui arrangent souvent les affaires dans les coulisses. Or, ces hommes-là, on ne les voit pas sous les feux de l'actualité. Il y a souvent deux étages hiérarchiques : ceux qui gèrent la grève, et ceux qui tiennent un discours public sur l'art de gérer les grèves. Ce ne sont pas les mêmes.

Les intrigues de cabinet

« L'expert doit pourtant conseiller le chef d'entreprise qui — lui — est au cœur de l'économie d'un pays.

« En effet, le dirigeant et ses conseillers disposent d'une importante palette de ressources et ont une responsabilité collective étonnante. Mais il est assez improbable qu'ils puissent se comporter, face à cette masse complexe et inconnue, comme des décideurs rationnels. L'information précieuse, juste, arrive toujours trop tard. L'agenda du dirigeant est trop chargé pour laisser la place à la réflexion et au débat. C'est donc, finalement, le jeu subtil des intrigues de cabinet qui élabore la décision sans que personne ne sache très bien comment elle a été prise. En d'autres termes, le despote éclairé reste l'exception, et les conseillers n'ont de prise sur le réel que par exception.

« Dans ces conditions, comment l'entreprise française peut-elle faire face à la compétition japonaise ? »

« Une analyse du comportement des dirigeants d'autres nations ne serait peut-être pas très différente. Mais nous vivons en France sur le mythe d'un dirigeant omniscient et omnipotent. C'est ici que se situe le problème, car il s'agit d'une collectivité, d'un jeu complexe d'interdépendances, d'interactions. L'histoire n'est jamais faite par un homme seul, serait-il héros, dirigeant ou consultant médiatique.

« Serait-ce pour cela que vous vous sentez « *capable* » de participer à une sorte de « *lutte des classes à rebours* » ? »

« Dans mon livre, je décris une série d'actions typiques du conseil en management. D'abord, le client et son conseiller parlent d'un tiers absent : le public-cible. Ensuite, le conseiller et ses adjoints interviennent auprès de ce public. Enfin, conseiller et client évaluent, dans le secret de leur cabinet, l'effet provoqué par le « *produit* » sur l'objet humain visé.

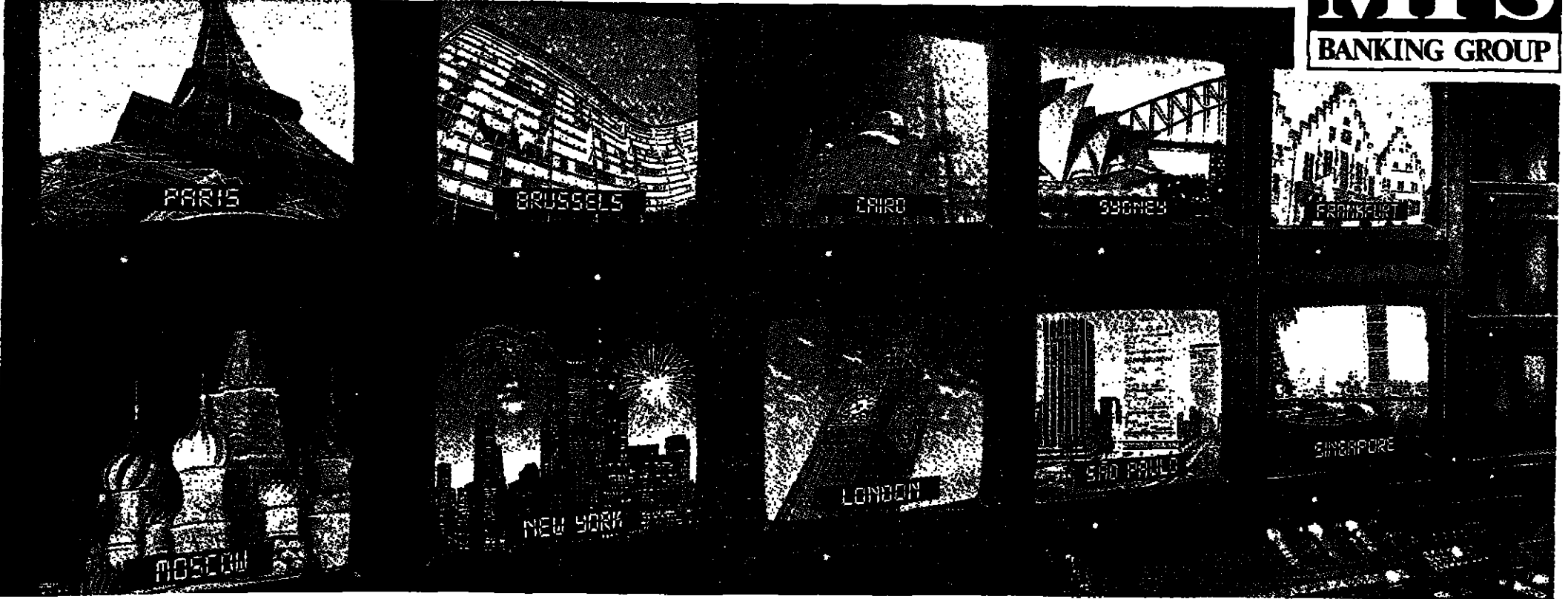
« Or, si l'on juxtapose ces diverses séquences, on obtient très souvent l'évidence d'un mensonge. Autrement dit, les intentions (réelles ou non), les moyens (efficaces ou non) sont, à la lettre, inacceptables pour la majorité du corps social. Ceux qui gouvernent et ceux qui les conseillent savent cela, mais persistent dans leur projet de gouverner contre la société uniquement pour tenir les prévisions. Les physiciens triomphent par un effort continu de soumission aux lois de la nature ; les ingénieurs sociaux échouent peut-être un peu trop souvent parce qu'ils sont animés d'une prétention à modeler la société à leur image. Ils s'y arrivent pas mais, au passage, ils ont fait quelques dégâts, et moi avec.

Propos recueillis par GUTTA PESSIS-PASTERNAK

ALBANICO

Sept banques, un même programme pour le monde entier. C'est le Groupe Bancaire MPS.

L'avantage d'un groupe, c'est qu'il doit, pour se développer, valoriser et exploiter au mieux les différentes sociétés qui le composent. Et se doter d'une structure souple, capable d'évoluer rapidement. Une structure qui permette à chacune d'elles, dans le cadre d'un même programme, de tirer profit de ses particularités, et d'être parfaitement opérationnelle face aux demandes d'une clientèle très diversifiée. Le Groupe Bancaire MPS est bâti sur cette philosophie de groupe. Et sa croissance en Italie et dans le monde, le développement continu de ses activités, et la solidité de ses résultats financiers suffisent à prouver la justesse de ses choix. Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banco Valdostano, Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro Italiano all'Estero, Italian International Bank, sept banques de tailles et d'implantations différentes, aux stratégies de développement distinctes — mais engagées dans un même programme, avec les mêmes méthodes de travail, au sein d'un même groupe. Le Groupe Bancaire MPS est présent dans le monde à travers des filiales ou des représentations à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo, et, dès la fin 1989, à Madrid, Pékin et Tokyo.



en Corée du Sud

me la moitié de
s ferroviaires

DEMAIN DANS
le Monde

NOUVEAU PROJET D'ENTREPRISE
DU CRÉDIT AGRICOLE

UNES D'OSHAU C IN AMAZON

دولة في اقل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Lors de sa séance du 18 septembre 1989, le Conseil de surveillance de Credisuez, présidé par M. Bernard Egloff, a pris connaissance de l'activité et des résultats de la société pour le premier semestre 1989 qui lui ont été présentés par le Directeur placé sous la présidence de M. Philippe Poulet.

Le produit net bancaire du groupe s'est élevé, pour le premier semestre, à 1 485 millions de francs, en hausse de 7,3 % sur la période correspondante de l'exercice précédent. Grâce à une bonne maîtrise des frais généraux, le résultat brut d'exploitation a progressé de 36 % pour atteindre 460 millions de francs et le résultat net courant après impôt s'est établi à 100,5 millions de francs, en augmentation de 42 %.

La production des différentes filiales a progressé de façon satisfaisante : au 30 juin 1989, la production de crédits à la consommation de la banque Sofinco s'élevait à 7,5 milliards de francs, ce qui représente une augmentation de 12 % en un an ; à la même date, les nouveaux crédits immobiliers mis en place par la banque La Hénin atteignaient 7,1 milliards de francs, en hausse de 8 % ; enfin, les primes émises par la compagnie La Hénin Vie au premier semestre ont progressé de près de 90 % pour se monter à 526 millions de francs.

Credisuez vient de prendre une participation de 22,5 % dans Finagret ce qui, ajouté à la participation que détenait déjà la banque La Hénin, en fait le principal actionnaire de ce spécialiste de la gestion des actifs financiers. Elle est également intervenue aux côtés de la banque Sofinco dans l'exercice au capital d'Agis Service, établissement spécialisé dans le crédit à la consommation en Italie.



Un groupe d'actionnaires ayant souhaité élever leurs intérêts dans le Groupe des Grands Moulins de Paris, Bouygues s'est porté acquéreur du contrôle de ce groupe dans le but de lui apporter l'ensemble de ses compétences en matière d'organisation et de management.

Bouygues a l'intention d'assurer la pérennité, la modernisation et le développement des activités industrielles des Grands Moulins de Paris et de valoriser leur potentiel. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de diversification du groupe Bouygues qui investit pour la première fois dans le domaine de l'agro-alimentaire.

Le contrôle de la Caisse auxiliaire de trésorerie et de crédit, société cotée sur le second marché, est détenu par le groupe Grands Moulins de Paris. L'autorisation du Comité des établissements de crédit de la Banque de France relative aux transmissions effectuées a été sollicitée. Le groupe Bouygues appliquera les décisions qui seront prises par ce Comité et le Conseil des Bourses de valeurs, au sujet de cette société.

En application du nouveau règlement général, Bouygues a sollicité du Conseil des Bourses de valeurs l'autorisation de suivre la procédure de maintien de cours. Si cette procédure est retenue, Bouygues s'est engagé à acquérir toute quantité d'actions Grands Moulins de Paris qui seraient présentées sur le marché, à un cours de 1 400 F, et pendant la période que décidera le Conseil des Bourses de valeurs.

Le prix proposé fait apparaître une prime de 33,3 % par rapport au dernier cours coté, soit 1 050 F. Ce cours correspondait au plus haut de l'année 1989, le plus bas étant de 630 F.

Sous les mêmes conditions, Bouygues s'est engagé également à acquérir, au prix de 950 F, toute quantité de bons de souscription Grands Moulins de Paris dont le prix d'émission est fixé à 450 F.



LES GRANDS MOULINS DE PARIS

Réuni le 3 octobre 1989, le conseil d'administration a été informé d'une prise de participation majoritaire dans le capital de la société par le groupe Bouygues.

Cette opération permet au groupe Bouygues de prendre pied dans l'agro-alimentaire pour en faire un nouveau pôle de développement de ses activités.

Les Grands Moulins de Paris sont ainsi placés au sein d'un groupe puissant ayant la volonté et les moyens de développer toutes ses potentialités, tout en lui conservant une grande autonomie.

Le conseil d'administration a élu Francis Vilgrain comme président-directeur général de la société.

L'élection de Francis Vilgrain à la présidence des Grands Moulins de Paris atteste de la volonté du nouvel actionnaire de s'appuyer sur l'équipe de gestion actuelle et de faire confiance aux hommes qui sont en place.



Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Henri Cuchet, le 3 octobre 1989, a examiné l'activité et les résultats de Codetour au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 1989.

Les engagements nouveaux, tous réalisés en crédit-bail, se sont élevés à plus de 83 millions de francs, ce qui représente un accroissement de plus de 20 % par rapport au montant total des engagements à même époque lors de l'exercice précédent.

Les engagements cumulés totalisent 622 millions de francs dont 423 millions en crédit-bail.

Les résultats provisionnels permettent d'envisager que Codetour servira un dividende en sensibilité augmentation sur celui de l'exercice précédent, qui s'élevait à 20,75 F. Il est rappelé que le cours de l'action s'établissait à 260,50 F le 2 octobre 1989.

GRUPE BNP
PROGRESSION DU RESULTAT
D'EXPLOITATION : + 37,9 %

Au 30 juin 1989, le résultat d'exploitation du groupe s'inscrit en hausse de 37,9 % par rapport au chiffre atteint au 30 juin 1988.

Cette évolution favorable traduit le dynamisme du groupe, tant en métropole qu'à l'étranger.

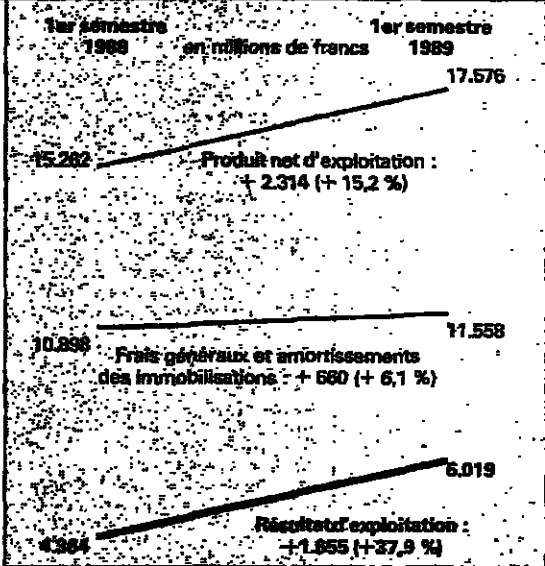
(en millions de francs)	1er semestre 1988	1er semestre 1989	Variations en capitaux	en %
Résultat d'exploitation	4.364	6.019	+ 1.655	+37,9 %
Charge nette des provisions pour créances douteuses et risques généraux	3.035	3.708	+ 673	+ 22,2 %
Résultat net	1.376	1.569	+ 193	+ 14,0 %
dont part du groupe	1.308	1.475	+ 167	+ 12,8 %
Bénéfice net par action (en francs)	22,3	25,1	+ 2,8	+ 12,8 %

En France métropolitaine, le résultat d'exploitation a augmenté de 42,8 % grâce à un fort développement de l'activité et à une bonne maîtrise des frais généraux.

La progression soutenue des crédits en francs accordés à la clientèle par la BNP (+ 18,5 % par rapport au 1^{er} semestre 1988) a concerné :

- les particuliers : + 24,2 %, dont + 23,8 % pour les crédits à l'habitat et + 27,1 % pour les crédits de trésorerie ;
- les entreprises : + 15,4 %, dont + 39,7 % pour les crédits d'équipement.

Les dépôts en francs de la clientèle ont augmenté de 4,9 %. Les actifs contrôlés, en tenant compte des souscriptions aux O.P.C.V.M. à court terme, sont en hausse de 10,4 %.



En dépit du développement des volumes des opérations traitées et de la poursuite de l'effort intense d'investissement, la croissance des frais généraux et amortissements a été limitée à 4,3 %.

Hors métropole, le résultat d'exploitation des réseaux extérieurs a aussi progressé de + 24,5 %, grâce aux bonnes performances enregistrées dans l'ensemble des zones, notamment en Amérique et en Asie.

Le groupe BNP, conformément à sa politique traditionnelle de prudence, a accru, de façon très sensible, son effort en provisions. Le taux de couverture des risques souverains supportés par le groupe se monte désormais à plus de 57 %.

Par rapport au chiffre atteint au 30 juin 1988, le résultat net consolidé du groupe augmente de 14,0 %.

RESULTATS DE LA BNP MAISON-MERE

Les résultats de la maison-mère sont en forte hausse ; le résultat d'exploitation progresse de 46,7 % et le bénéfice net de 25,4 %.

(en millions de francs)	1er semestre 1988	1er semestre 1989	Variations en capitaux	en %
Produit net d'exploitation	12.314	14.114	+ 1.800	+ 14,6
Frais généraux et amortissements des immobilisations	9.233	9.593	+ 360	+ 3,9
Résultat d'exploitation	3.081	4.521	+ 1.440	+ 46,7
Charge nette des provisions pour créances douteuses et risques généraux	2.668	3.339	+ 671	+ 25,1
Résultat net	571	716	+ 145	+ 25,4



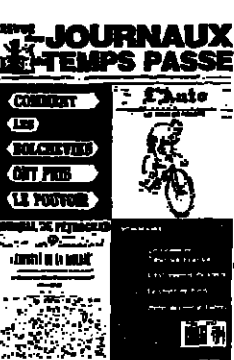
SUR FRANCE INFO
TOUTES LES DEMI-HEURES
Avec Jean-Pierre Gollard et Christophe Baillie
Toute l'information économique et financière
à 7 h 57, la clôture des grands marchés

- TOKYO, WALL STREET, PARIS
- La Bourse de Paris en direct
- La vie des affaires
- De 6 heures à 1 heure du matin.

LA REVUE
DES JOURNAUX DU TEMPS PASSE :

Comment les bolcheviks ont pris le pouvoir
Vrain-Lucas : l'escroquerie du siècle
La chute de Paris dans la Presse mondiale
Hitler devient le Führer
et en "télé à part"

4 JOURNAUX REPRODUITS INTEGRALEMENT
Le Journal de Russie des 8, 10, 11 novembre 1917
et Le Matin du 10 novembre 1917
Chez votre marchand de journaux.
Le n° 58 F Abt un an 185 F 4 N°s
15, rue Douy-Dutemps 93100 Montreuil



Le Monde

40 ANS
DE CHINE
POPULAIRE



NUMÉRO HORS SÉRIE - 48 PAGES - 28 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MARCHÉS FINANCIERS

La bataille juridique autour de LVMH

Le ministère public apporte son soutien à M. Arnault

Dans l'affaire LVMH (Louis Vuitton-Moët-Hennessy), le procureur de la République a demandé mercredi 4 octobre à la cour d'appel de Paris de confirmer le jugement du tribunal de commerce sur la validité des OBSA (obligations à bons de souscription d'action).

De 10 heures à 20 h30, les magistrats ont écouté les plaidoiries des avocats de l'ANAF (association nationale des actionnaires de France), de VIG, la holding de la famille Vuitton, de la banque Lazard et du groupe Arnault qui ont rappelé leurs arguments pour ou contre la nullité de ces titres émis en mars 1987 et qui représentent 12 % du capital de LVMH. Au nom de la COB (commission de opérations de Bourse), M^{me} Marie-Charlotte Finot, qui rappelle les réserves émises par cet organisme, a ajouté : « Si on devait restituer la notion de fait acquis, l'autorité de contrôle ne pourrait plus exercer son rôle ».

L'avocat général Gerard Lupi a refusé la plupart des arguments des plaignants et a invoqué les conséquences pour la réputation de la place de Paris et la bonne marche de la société LVMH en cas d'annulation de ces OBSA. Arrêt le 2 novembre.

Présent tout au long des débats, M. Bernard Arnault, le président de LVMH avait un autre motif de satisfaction. Les résultats semestriels du groupe sont particulièrement bons : le résultat net est en progression de 60 % et dépasse le milliard de francs alors que le chiffre d'affaires progresse de 25 %. Ce sont les branches bagages et cognacs qui enregistrent les plus belles performances. Le partenaire de M. Arnault dans LVMH, le britannique Guinness, affiche, lui aussi, une belle santé : au premier semestre le résultat a progressé de 34 %.

F. Ch.

Après le retrait de Ciba-Geigy

Mérieux seul en piste pour le rachat du canadien Connaught

Le Suisse Ciba-Geigy, auteur avec l'américain Chiron, d'une OPA sur le fabricant de vaccins canadien Connaught Biosciences, a décidé, mercredi 4 octobre, de ne pas surenchérir sur la contre-OPA lancée par l'institut Mérieux la semaine dernière (le Monde du 27 septembre).

Les deux groupes, réunis au sein de la société JV Vax, sont arrivés à la conclusion que « pour des raisons économiques, ils ne pouvaient justifier une offre de l'ordre de celle de Mérieux », a indiqué un porte-parole, avant d'ajouter : « Ciba et Chiron poursuivront en commun d'autres alternatives stratégiques ». La firme française, filiale de Rhône-Poulenc, a dé-

claré la voie libre pour réaliser le rapprochement « amical » décidé avec Connaught depuis le mois de mars. Toutefois l'offre, supérieure de 23 % à celle de JV Vax (942 millions de dollars, soit 5,2 milliards de francs), n'est pas à l'abri d'une nouvelle surenchère faite par un autre groupe pharmaceutique. Elle doit également obtenir le feu vert des autorités canadiennes et ne pas être bloquée par les lois anti-trust du pays.

L'institut Mérieux reste néanmoins « serein » et « optimiste » sur les chances de succès de sa proposition amicale approuvée par Connaught, qui lui permettra ainsi de devenir le numéro 1 mondial des vaccins avec 30 % du marché.

Les actionnaires approuvent la fusion de Bristol-Myers et de Squibb

Les actionnaires des firmes pharmaceutiques américaines Bristol-Myers Co. et Squibb Corp., réunis en assemblée générale, mardi 3 octobre, ont approuvé la fusion de ces deux firmes annoncée durant l'été (le Monde du 29 juillet).

La nouvelle société, baptisée Bristol-Myers Squibb, est opérationnelle depuis mercredi. Ce nouveau groupe réalisera un chiffre d'affaires de 8,6 milliards de dollars (55 milliards de francs) dont un peu plus de 4 milliards dans la pharmacie (25,73 milliards de francs) ce qui le classera, d'après les directions des deux groupes, au deuxième rang mondial, en fait, semble-t-il, à la quatrième place derrière Merck (Etats-Unis), numéro un, SmithKline (Etats-Unis-Grande-Bretagne) et Hoechst-Roussel Uclaf (RFA-France).

La privatisation de l'eau en Grande-Bretagne rapporterait plus de 7 milliards de livres

Les sociétés régionales de distribution de l'eau en Angleterre, qui vont être privatisées, devraient voir leurs profits tripler en dix ans, a indiqué mercredi 4 octobre M. Jack Cunningham, porte-parole du Parti travailliste pour l'environnement, en révélant un document préparé par la banque Schroeder, conseil du gouvernement britannique. Selon ce document, les dividendes versés aux actionnaires devraient atteindre 5,5 milliards de livres en dix ans. Les compagnies, déjà autorisées à relever leurs prix de 5 % de plus que l'inflation d'ici à l'an 2000, pourront, en outre, obtenir des hausses de prix supplémentaires avec l'accord du directeur général de l'eau en cas d'imprévu non maîtrisable par « une gestion prudente », notamment en cas de changements de la réglementation communautaire.

Fusion de la Postbank et de la NMB aux Pays-Bas

Suite de la page 25

Au cours des discussions menées ces derniers mois, les syndicats ont obtenu, des directions de la Postbank et de la NMB, l'engagement que la fusion n'entraînerait pas de licenciements. En juin, un accord a été signé sur la mise à niveau des droits des salariés en matière de congés, de retraites et de formation. Plus récemment, les syndicats de la Postbank ont négocié un bonus pour le personnel de celle-ci : une augmentation de salaire de 1 % et le choix entre la prime exceptionnelle de 300 F ou l'octroi d'une action de la nouvelle société. Un caduque d'adieu de la part des syndicats de la fonction publique, qui n'ont désormais plus rien à voir avec la Postbank.

Celle-ci devient en effet une banque comme les autres. Sa fusion avec la NMB équivaut à sa privatisation : alors que l'Etat contrôlait jusqu'à présent 100 % de son capital, il ne détient plus que 49 % des actions de la NMB/Postbank Group. La moitié de cette participation sera mise en vente au public dans les trois prochains mois. Les quelque 25 % restants seront, par la suite, progressivement cédés pour que la puissance publique

détienne, à terme, moins de 5 % de la nouvelle banque.

De ce point de vue, la fusion NMB/Postbank met un point final à la première étape du désenclavement bancaire des PTT, inauguré le 1^{er} janvier 1986 par la transformation de la banque postale en société anonyme à capital public. Une deuxième étape a été franchie le 1^{er} janvier dernier : depuis cette date, la poste et les télécommunications sont deux filiales de la société PTT-SA, contrôlée à 100 % par l'Etat mais gérée comme une entreprise privée et intervenant sur un marché partiellement libéralisé (le Monde du 3 janvier).

Les PTT néerlandais sont à l'aise dans ce nouvel habit. Au cours du premier semestre, elles ont réalisé un chiffre d'affaires de 19,4 milliards de francs (dont 67 % à l'actif des PTT-Télécom et 31 % à celui des PTT-Postbank) et dégagé un bénéfice avant impôts de 3,7 milliards de francs. Selon leur président, M. Willem Dik, les PTT nouvelle manière boucleront leur premier exercice sur un chiffre d'affaires en hausse de 5 % et un bénéfice net en progression de 14 %.

CHRISTIAN CHARTIER

NEW-YORK, 5 oct. ↑

Nouveau record

Malgré une grande irrégularité des cours durant la séance, la Bourse de New-York a terminé la journée de mercredi sur un nouveau record. L'indice Dow Jones, qui déjà la veille avait atteint un sommet, a gagné 16,33 points à 2 770,89 points.

Le marché a été actif, avec quelque 196 millions de titres échangés. Le nombre des hausses était largement supérieur à celui des baisses : 809 contre 652. Le cours de 509 titres est resté inchangé. Les achats d'investisseurs ayant manqué le train de hausses des deux séances précédentes ont largement contribué à l'envol de la cote. D'autre part, la baisse des taux d'intérêt sur les marchés obligataires et l'espoir d'un assouplissement de la politique du crédit de la Réserve fédérale ont également stimulé le marché. Toutefois, des prises de bénéfices, après les 61 points enregistrés en deux jours, ont limité la progression de la cote, ce qui a entraîné les cours. Hausse sensible de Microsoft et de UAL.

VALEURS	Cours de 3 oct.	Cours de 4 oct.
Alcoa	78,75	78,75
A.T.T.	45	44,87
Bell	54,75	54,87
Boeing	64,62	64,62
Du Pont de Nemours	122,25	122,12
Eastman Kodak	47,75	48,62
Gen	51,75	51,75
Ford	62,50	63,12
General Electric	58,50	58,62
General Motors	44,12	44,25
IBM	92	91,87
LEH	105,75	106,12
U.T.I.	83,75	83,75
Westing	57,50	57,87
Philips	89	89
Schneider	43,62	44,25
Temp	45,50	45,62
UAL Corp. en Altage	278,62	283
Union Carbide	28,25	28,25
Westing	57,50	57,87
Xerox Corp.	66	66,87

LONDRES, 5 oct. ↓

Repis

La faiblesse du sterling et les craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt britanniques, ont empêché le marché de Londres de dépasser le niveau de la veille. L'indice Financial Times a oscillé à 2 512,1. De nombreux compartiments se sont affaiblis, notamment ceux des textiles, des assurances, des pétroles, de la chimie et des métaux. L'annonce de la vente de la société de la participation personnelle du directeur général de STC, Sir Arthur Walsh, a pesé sur les titres de la compagnie, qui était également présentée comme l'un des éventuels acquéreurs d'une participation dans Ferret. Le titre de ce dernier groupe s'est donc amoindri. La firme spécialisée Dalgety a progressé à la suite de l'annonce d'une prise de participation par la compagnie pétrolière française Elf-Aquitaine. Jaguar a poursuivi son ascension dans l'espoir d'une bataille boursière entre les groupes Ford et General Motors pour le contrôle du constructeur britannique de véhicules de luxe. Eurotunnel a encore dégringolé. Affectés par la faiblesse de la livre, les fonds d'Etat ont baissé d'un demi-point.

FAITS ET RÉSULTATS

Introduction de Fructivie sur le second marché. — Fructivie, la société d'assurances-vie et de capitalisation des Banques postales, a été introduite sur le second marché de la Bourse de Paris au prix de 262 F l'action. 185 600 actions représentant 10 % du capital de Fructivie ont été mises en vente au prix minimum de 215 F l'action, et 18,7 millions de titres ont été demandés mercredi. Les demandes formulées entre 262 F et 274 F ont été servies à raison de 6 % des ordres passés au prix de 262 F, ont encore indiqué les Banques postales. Créée en 1982 en collaboration avec Credit, filiale de la Compagnie bancaire, Fructivie regroupe un peu le secteur des assurances de second marché, qui, en raison des récentes opérations financières (Axa-Midi, Suez-Vie), vient de se rétrécir comme une peau de chagrin.

Financière Strafor consolide son capital. — La Société des Bourses françaises a annoncé que la société Mobipar avait déposé par des achats en Bourse, lundi 2 octobre, le septième de 20 % du capital de la Financière Strafor, groupe strasbourgeois spécialisé dans le mobilier de bureau, contre 15 % précédemment. Mobipar continue le « mayan » de la Financière Strafor, qui estime ainsi achevés ses efforts de ver-

PARIS, 4 oct. ↑

Ferme

Après la vive hausse de Wall Street, mardi, qui a porté l'indice Dow Jones à un nouveau sommet, la Bourse de Paris a vécu sur sa lancée de la veille. A un degré moindre, certes, puisque la progression était de 0,29 % en fin d'après-midi contre 1,02 % mardi. Toutefois, les investisseurs, satisfaits de cette fermeté des valeurs, demeurent prudents, observant l'évolution de la politique monétaire outre-Rhin. La Bundesbank doit, en effet, se réunir jeudi pour décider de l'évolution des taux d'intérêt en RFA. Certains redoutent un relèvement officiel du taux de l'argent. D'autant que la Bundesbank a accepté mercredi des sous-missions pour un total de 18 milliards de deutschemarks, lors de son appel d'offres des primes en pension, à un niveau de taux plus élevé que précédemment.

Dans ces conditions, les valeurs françaises en hausse étaient au nombre de 108, alors qu'on dénombrait 76 baisses et les 4 valeurs inchangées. Le secteur de l'assurance était encore en vedette après les deux affaires récentes (Suez-Vie et Navigation Miro-Aliens). Le titre Pêcheurbronn était très redouté et atteignait son plus fort niveau de l'année. Des rumeurs persistantes mais non confirmées évoquaient une entrée en force des AGF, qui seraient près de 20 % du capital.

L'effervescence observée la veille autour de la Navigation miro-Aliens semblait se calmer. Il se traitait toutefois 124 000 titres. Eurotunnel, dans le secteur de la distribution, était toujours très attendu. Les investisseurs tablent sur une destruction de l'actionnariat et un déassechement du groupe Lazard. Bouygues était en hausse après la prise de contrôle des Grands Moulins de Paris. Le groupe pharmaceutique Roussel Uclaf s'apprêtait également. Du côté des baisses, Eurotunnel poursuivait sa descente aux enfers, perdant plus de 8 % avec 2,7 millions de titres échangés. Il tenait sous la barre des 60 F. Parmi les autres replis figuraient Malenco Phénix, Raffinage et Hutchinson.

TOKYO, 5 oct. ↑

Nouvelle hausse

La Bourse de Tokyo s'est raffermie jeudi, stimulée par la bonne performance de Wall Street, et l'indice Nikkei a gagné 140,19 points, pour clore à 35 522,99 yen. La veille, le Nikkei avait déjà progressé de 16,43 yen. L'activité a augmenté par rapport à mercredi, s'établissant à 500 millions d'actions échangées, contre 400 millions. Les investisseurs ont attribué cette hausse en fin de séance à des achats liés à l'indice japonais probablement de fonds de placement. De plus, les investisseurs se sont attendus à l'annonce de la dévaluation du dollar. La devise américaine a encore progressé face au yen, s'échangeant à 141,05 yen, soit une hausse de 0,45 yen par rapport au cours de la veille. Parmi les valeurs bien cotées, on a noté le textile, les pétroles, les firmes de courtage, les papeteries et les instruments de précision.

VALEURS	Cours de 4 oct.	Cours de 5 oct.
Alst	780	780
Bois	1 820	1 820
Canon	1 820	1 820
Fujitsu	2 470	2 470
Honda	1 820	1 820
Hitachi	2 220	2 220
Hitachi Heavy	1 120	1 120
Hitachi	1 820	1 820
Toyota Motor	2 480	2 480

PARIS :

Second marché (affections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances à l'étranger	410	410	Local investissement	281	281
Assurances	208 80	208 80	Localis	280	280
B.A.C.	308	308	Localis, Miro	280	280
B. Ducloux & Associés	801	801	Localis, Miro	280	280
Bouygues	188	187	Localis, Miro	280	280
B.P.M.	820	820	Localis, Miro	280	280
Bouygues	410	410	Localis, Miro	280	280
Bouygues	300	300	Localis, Miro	280	280
Châlon de Lyon	2870	2870	Localis, Miro	280	280
Châlon	670	670	Localis, Miro	280	280
Châlon	860	860	Localis, Miro	280	280
C.A.L. de F. K.C.L.	780	780	Localis, Miro	280	280
C.A.T.C.	1789	1789	Localis, Miro	280	280
C.D.M.E.	410	410	Localis, Miro	280	280
C. Esp. Elect.	308	308	Localis, Miro	280	280
C.E.R.E.P.	578	578	Localis, Miro	280	280
C.E.P. Chimie	810	810	Localis, Miro	280	280
Chemins d'Orléans	715	715	Localis, Miro	280	280
C.N.I.M.	285 10	285 10	Localis, Miro	280	280
Coleman	126	126	Localis, Miro	280	280
Coul	430 10	430 10	Localis, Miro	280	280
Dalgety	174	174	Localis, Miro	280	280
Dalgety	625	625	Localis, Miro	280	280
Dalgety	1238	1238	Localis, Miro	280	280
Dalgety	670	670	Localis, Miro	280	280
Dalgety	108	108	Localis, Miro	280	280
Dalgety	138	138	Localis, Miro	280	280
Dalgety	17 10	17 10	Localis, Miro	280	280
Dalgety	234	234	Localis, Miro	280	280
Dalgety	683	683	Localis, Miro	280	280
Dalgety	232 80	232 80	Localis, Miro	280	280
Dalgety	862	862	Localis, Miro	280	280
Dalgety	200	200	Localis, Miro	280	280
Dalgety	147	147	Localis, Miro	280	280
Dalgety	300	300	Localis, Miro	280	280
Dalgety	1110	1110	Localis, Miro	280	280
Dalgety	274 40	274 40	Localis, Miro	280	280

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 4 octobre 1989

Nombre de contrats : 14 393.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
	exercez	Déc. dernier	Déc. dernier
Accor	340	43	-
CCE	488	31	9,50
EF-Aquitaine	488	46	7
Eurotunnel SA-PLC	60	7,20	6,20
Lafarge-Capex	1 700	70	44
Michels	280	7,50	14
Midi	1 400	180	-
Paribas	440	86	1
Pouget	925	53	46,90
Saint-Gobain	720	15,50	-
Société générale	520	33	-
Thomson-CSF	180	17,50	7
Source Paribas	1 700	247	31
Suez Financière	360	42	4

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 octobre 1989

Nombre de contrats : 64 180.

COURS	Déc. 89	Jan. 90	Jan. 90
Dernier	106,60	106,54	106,36
Précédent	106,76	106,64	106,56

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Déc. 89	Jan. 90
108	0,27	6,76
	Déc. 89	Jan. 90
	1,59	-

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,37 =

La parité du dollar était à peu près stable le jeudi 5 octobre au matin, mais les marchés des changes ont été perturbés dans l'attente de l'issue de la réunion de la Bundesbank. La Banque du Japon est de nouveau intervenue à Tokyo, afin de prévenir une remontée de la devise américaine. Celle-ci s'échangeait à Paris à 6,37 F environ, contre 6,3680 F mercredi à la cotation officielle. Dans la SME, le deutschemark était ferme contre l'ensemble des devises.

FRANCOFORT 4 oct. 5 oct.
Dollar (en DM) 1,8065 1,8780
Dollar (en yen) 168,69 161,85

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (5 oct.) 97/649/65
New-York (4 oct.) 18/65

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

3 oct. 4 oct.
Valeurs françaises 127,3
Valeurs étrangères 117,2
(SIBF, base 100: 31-12-81)
Indice général CAC 542,9 559,1
(SIBF, base 100: 31-12-87)
Indice CAC 40 1 982,7 1 989,04
(OMIE, base 100: 31-12-81)
Indice OMI 50 525,57 527,78

NEW-YORK (indice Dow Jones)
Industrielles 2 754,56 2 771,89
LONDRES (indice Financial Times)
Industrielles 1 899,3 1 896,2
Mines d'or 288,9 289,4
Fonds d'Etat 84,59 84,16

TOKYO 4 oct. 5 oct.
Nikkei Dow Jones 35 321,08 35 522,99
Indice général 2 679,40 2 676,97

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

مكتبة الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 OCTOBRE

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	prima	4/10	Achat	Vente
Etats-Unis (50 \$)	6 376	6 398	6 470	6 620
ECU	6 884	6 891		
France (100 000)	330 400	330 500	328 800	348 000
Allemagne (100 F)	16 158	16 148	16 105	16 900
Payes (100 Lf)	300 400	300 470	280	310
Denmark (100 kr)			85 500	86 000
Belgium (100 B)	111 550	94 000	95 500	96 600
Grande-Bretagne (1 £)	10 200	10 215	9 800	10 700
Canada (100 Cdn)	9 882	9 898	9 750	9 886
Italie (1 000 lire)			4 650	
Spain (100 Ptas)	391 400	391 380	370	401
Sweden (100 kr)	86 880	86 879	85 000	103 000
Australie (100 A\$)	46 226	46 218	46 780	49 800
Canada (100 Cdn)	52 547	52 538		
Canada (100 Cdn)	4 026	3 989	3 900	4 400
Canada (50 Cn)	5 421	6 419	5 250	6 600
Japan (100 Yens)	4 638	4 618	4 600	4 610

Marché libre de l'or

MORNAIES ET DEVISES	COURS par 100	COURS 4/10
Or fin (Bis au baies)	76000	76280
Or fin (Bis au baies)	76000	76380
Or fin (Bis au baies)	76000	76380
Plaques d'or fin (100 g)	372	438
Plaques d'or fin (20 g)	467	496
Plaques d'or fin (20 g)	496	438
Plaques d'or fin (20 g)	496	438
Plaques d'or fin (20 g)	2686	2690
Plaques d'or fin (20 g)	1315	1320
Plaques d'or fin (20 g)	880	880
Plaques d'or fin (20 g)	2610	2615
Plaques d'or fin (20 g)	448	457
Or Londres
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Le dalaï lama, prix Nobel de la paix

On attendait des dissidents tchèques, voire les héros ou les victimes du « printemps de Pékin ». C'est en fait le chef spirituel du Tibet qui vient d'être couronné Prix Nobel de la paix 1989, le jeudi 5 octobre. Trente ans après sa fuite de

Lhassa pour échapper aux troupes chinoises, dans la nuit du 16 au 17 mars 1959, le dalaï lama obtient ainsi la consécration internationale de son combat pacifique pour l'autodétermination du Tibet.

Trente ans après...

Quatorzième réincarnation du premier dalaï lama, monté sur le trône du Lion, en 1940, à l'âge de cinq ans, l'« Enfant divin » avait accueilli, tout jeune adolescent, les troupes envoyées en 1950 par la jeune République populaire de Mao Zedong pour réaffirmer sa souveraineté sur le « Toit du monde ». Il tenta alors, de compromis en négociations difficiles, de sauvegarder l'autonomie du Tibet pendant neuf ans, face à un corps expéditionnaire considérable s'appuyant sur le second chef spirituel tibétain, le panchen lama, et quelques fonctionnaires loyalistes.

Mais, en 1959, la situation devenant intenable face aux exigences de Pékin, le dalaï lama, déguisé en soldat, s'enfuya en Inde, tandis que l'insurrection battait son plein. Depuis lors, de son refuge à Dharmasala, sur les contreforts de l'Himalaya, entouré de fidèles, il continue de représenter le symbole d'un nationalisme et d'une foi bouddhiste tantrique qui n'ont jamais cessé de marquer les Tibétains. C'est à ce titre

qu'il a effectué de nombreux voyages à l'étranger, y compris en URSS et aux États-Unis. Mais il a toujours refusé la voie de la violence, comme il l'expliquait dans une interview au Monde le 22 avril dernier : « Si nous maintenons notre ligne de non-violence, nous avons une chance de changer la pensée des Chinois sur le Tibet. Mais si nous employons la force, ce sera très simple pour eux de trouver une solution violente ».

Au cours des dernières années, le dalaï lama a fait de nouvelles tentatives pour débloquer la situation, en proposant aux Chinois de négocier sur l'autonomie du Tibet. En mars dernier, il suggérait d'appliquer au « Toit du monde » la formule proposée par Pékin à Hongkong d'un « pays, deux systèmes ». Mais la Chine, forte de sa présence militaire et de la reconnaissance internationale de sa souveraineté sur le Tibet, a toujours exigé que le dalaï lama renonce au préalable à discuter de l'indépendance.

Ce blocage explique sans doute la recrudescence des mouvements de

protestation au Tibet depuis septembre 1987, au cours desquels de nombreux Tibétains ont été tués, blessés ou arrêtés. Pékin, qui rejette toutes les « ingérences impudentes dans ses affaires intérieures », ne pourra qu'accueillir par des protestations indignées la décision du jury d'Oсло.

P. de B.

□ Le prix Nobel alternatif. — Le prix Nobel alternatif 1989, « Right Livelihood », d'environ 20 000 dollars, a été décerné, mercredi 4 octobre, à trois médecins éthiopiens et à une association britannique pour la défense des droits des autochtones. Le docteur Helaku Worede a créé un centre de conservation pour diverses graines de céréales résistant à la sécheresse; les docteurs Hakilu Lemma et Legesse Wolde-Johannes ont découvert que la baie d'une plante locale pouvait être efficace dans le traitement de la bilharziose. — (AFP, UPI.)

Après la mutinerie des détenus à Draguignan

Des déprédations auraient pu être commises par des surveillants de l'établissement

Une enquête préliminaire pour dégradation et détournement a été ouverte par le parquet de Draguignan après la mutinerie qui a eu lieu le 27 septembre à la maison d'arrêt de la ville. Selon le journal Libération, ces dégradations ne seraient pas le fait des seuls détenus mutins. Des surveillants auraient délibérément saccagé des cellules.

An cours d'une première visite de l'établissement, le procureur de la République M. Jean Ory, qui se refuse à tout commentaire, aurait constaté que les cellules étaient intactes, les prisonniers ne s'étant pris qu'aux équipements collectifs. Dans un deuxième temps, les policiers chargés des constatations d'usage auraient remarqué que des déprédations volontaires avaient été faites dans une partie de la détention que les mutins n'auraient pas endommagée.

Pour Libération, des surveillants en seraient responsables. Le directeur de l'établissement, M. Lebot nous a confirmé que ces déprédations ont été faites alors que seuls des surveillants se trouvaient dans cette partie de l'établissement.

SUR LE VIF

Haute couture

B EN, voilà, elle est toute trouvée la solution aux conflits sociaux. Pourquoi ils sont en pétard, les souteurs, les obscurs qui bossent à l'hôtel, en salle, à l'accueil ou dans le métro ? Parce qu'ils se sont mis dans l'idée qu'on les néglige, qu'on les oublie. Ils arrêtent pas de tirer mon Rocky par la manche :

— Tu m'aimes, dis ? Grand comment ?

— Grand comme le tour Eiffel, non, qu'est-ce que le raconte, ça pourrait le vover, le Mimi, grand comme l'arche de la Défense.

— Alors pourquoi tu m'offres jamais rien, jamais une rallonge pour l'argent du ménage, jamais une fleur, rien ! Ça fait des semaines que je réclame une attention, un geste d'affection, tu fais la sourde oreille, et après tu t'étonnes que je me foute en rogne.

— Mais qu'est-ce que tu veux que je fasse, mon pauvre chéri ? Regarde ça qu'il se sont mis de côté, les voisins, tu voudrais quand même pas que, nous, on tape dans nos économies ?

— Ouais, bon, mais si tu te fendas d'un petit ensemble signé d'un grand couturier, c'est pas ça qui nous ruinerait. Il y a pas de raison que les militaires soient habillés par Balmain et pas moi.

C'est vrai, ça ! Vous imaginez la tête des gendarmes en apprenant, hier, que leurs copines de l'armée de terre allaient être fringuées de neuf et griffées de luxe, alors qu'eux ils ont plus rien à se mettre. Leur dernier falzar remonté à leur histoire avec Henni, vous vous rendez compte un peu !

Et les infirmières, qu'est-ce qu'on attend pour leur filer des blouses signées Chanel ? Les matons, je les verrais plutôt en Kenzo et les douaniers en Lanvin. Déjà que mon Mimi est client, on leur ferait des prix. Parlez chez Peugeot. Si Calvet veut qu'il le lâchent, leur forge, ses ouvriers, il a qu'à leur promettre un nouveau bleu de travail et leur faire rendez-vous pour un essai chez Saint Laurent Rive gauche. Non, pas haute couture, ça fait pas rêver, redin comme il est !

CLAUDE SARRAUTE

L'ESSENTIEL

Débats

« Dissuasion : avec la France, ça suffit », par Egon Bahr : « L'Europe du transport aérien : libéralisme ou angélisme ? », par Bernard Attali 2

L'échec de la tentative de coup d'Etat au Panama

Les officiers rebelles étaient en contact avec les Américains 3

La guérilla en Ethiopie

Les nombreux revers militaires qu'il subit affaiblissent le régime du colonel Mengistu 4

La crise en Azerbaïdjan

Les dirigeants nationalistes menacent d'appeler à la décession si Moscou fait lever par la force le blocus ferroviaire qu'ils imposent à l'Arménie 7

La censure et les divisions de l'opposition

L'UDF et l'UDC s'estiment trompées par le RPR. Le dépôt d'une motion de censure par le mouvement de M. Chirac n'est pas conforme à l'accord qui avait été passé entre les trois groupes de l'opposition 9

M. Millon et M. Léotard

M. Léotard tend la main à M. Millon, nouveau président du groupe UDF à l'Assemblée. Mais les obstacles à une réconciliation ne manquent pas 10

Le financement des partis politiques

Les députés estiment injustes les accusations dont ils sont l'objet. Tous les groupes, à l'exception des socialistes, condamnent une éventuelle amnistie 11

Le pape à Séoul

Jean-Paul II se rend en Asie, à partir du 6 octobre, pour un voyage de dix jours qui le conduira en Corée du Sud et en Indonésie, puis à l'île Maurice. Sa première étape, à Séoul, soulignera le dynamisme du christianisme sud-coréen 13

Prisons : reprise dans l'amertume

FO, le principal syndicat de surveillants de prison, a appelé à la reprise du travail après un conflit de neuf jours. La fermée de l'administration a payé, mais, à la base, l'amertume est grande 14

Attentats racistes

En application de la loi antiraciste, la garde à vue de deux militants d'extrême droite a été prolongée. L'un des deux est secrétaire général d'un curieux syndicat de policiers : le FPIP 15

Lyon et Rennes contre l'échec scolaire

Les villes de Lyon et de Rennes ont signé avec l'éducation nationale des « contrats d'objectifs » pour mener des actions communes contre l'échec scolaire 15

Maria Casarès joue Pirandello

La comédienne répète la Vie que j'ai donnée, une pièce peu connue de l'auteur italien, où elle joue « un genre de monstre » 18

Rugby : défaite du XV de France

L'équipe de France de rugby s'est inclinée devant les « Lions » britanniques (27-29), mercredi 4 octobre à Paris 24

Concentration dans le secteur bancaire

NMB et la Postbank fusionnent au Pays-Bas. La Waardewach Landesbank et la Standard Chartered font alliance 25

Enquête sur la Mixte

La complémentarité de M. Marc Fourrier est toujours là où personne ne l'attend 29

Livres • Idées

Leonardo Sciascia l'optimiste

Rencontre avec l'écrivain sicilien qui revendique « un optimisme de l'écriture » 37

Lettres d'Italie

Les romanciers italiens au Salon de Bordeaux 43, 44, 45 et 47

Le feuilleton de Michel Braudeau

« Les cousins du désespoir » 38

Services

Abonnements 18
Annonces classées 32
Campus 22
Carnet 22
Expositions 21
Loto, Loterie 23
Marchés financiers 34 et 35
Météorologie 22
Mots croisés 23
Radio-Télévision 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 octobre 1989 a été tiré à 548 291 exemplaires

L'Arménie et le Kazakhstan courtisent les industriels français
Un accord entre la Chambre de commerce d'URSS et la CCIP

La Chambre de commerce et d'industrie d'Union soviétique a signé deux accords de coopération avec la Chambre de commerce et d'industrie de Paris d'une part, avec le Centre français du commerce extérieur, d'autre part. Ils portent principalement sur l'accroissement des échanges d'information entre les entreprises françaises et soviétiques.

Lors d'une réunion d'information qui s'est tenue, mercredi 4 octobre à Paris sous l'égide du Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France et de la Chambre de commerce franco-soviétique, les discours sur l'avenir de la perestroïka ont été brefs. M. Golanov, premier vice-président de la Chambre de commerce et de l'industrie de l'URSS, s'est borné à faire état de « la situation très tendue dans le pays », et des erreurs qui ont été commises, notamment celle d'autoriser l'existence de coopératives (entreprises privées) sans dispositif fiscal adapté, ce qui a provoqué un enrichissement rapide de leurs propriétaires et un mouvement de rejet de la part de la population.

Les yeux bridés, un badge en métal de style soviétique orné d'un drapeau français au veston, M. Kyrbassov, président de la chambre de commerce et d'industrie du Kazakhstan a invité les représentants français à intervenir à sa région, l'une des plus riches en matières premières d'URSS, et d'une superficie égale à dix fois celle du Royaume-Uni. Qui sait à Paris que dans la région

d'Alma Ata est en train de se construire une station de sports d'hiver, équipée d'une vingtaine d'hôtels, avec la participation de la SAE ? Que la société française Lectra Systems, organise en novembre un symposium sur la coopération économique ? Une « veste d'une chemise noire et d'un costume clair, M. Sarkisian ressemble peu aux traditionnels présidents de chambre de commerce. Il dirige cependant celle d'Arménie, la plus petite des Républiques socialistes de l'Union soviétique et explique que le séisme de décembre 1988 a été l'occasion pour les autorités régionales de repenser le développement économique de la région, ouvrant des possibilités de coopération avec des entreprises françaises. Deux d'entre elles, Pochiny et le fabricant de fourrages Rifaal sont déjà présentes en Arménie. M. Sarkisian espère que, grâce à l'influence de la diaspora arménienne à Paris, de nombreuses autres sociétés pointeront leur nez à Erevan.

Quant à M. Mejevitich, président du groupement industriel Bourvestalk qui emploie cent cinquante salariés, il n'hésite pas à se déclarer intéressé par tout type d'accord avec un partenaire français. Fil directeur de ces interventions, les plaintes générales contre les lacunes de l'information pour les entreprises qui s'intéressent à l'Union soviétique. « Dans ce domaine, vous êtes des maîtres d'œuvres, nous n'en sommes qu'un B.A.-BA », lance M. Mejevitich au conseiller du commerce extérieur.

FRANÇOISE LAZARE

« Le Monde diplomatique » en vente le samedi 7 octobre

Au sommaire :
• Les citoyens à la conquête des pouvoirs (Claude Julien).
• Le bouleversement des sociétés communistes : Fascination néolibérale en Union soviétique (Jean-Marie Chauvier). — Solidarité à l'épreuve du pouvoir en Pologne (Jean-Yves Potell). — Tentation de faire table rase en Hongrie (Paul Gradwohl). — L'Europe menacée par la question allemande (Thierry Hentsch et Modjtaba Sadria).
• De la démocratie en Algérie (Lahouari Addi).
• La « guerre » contre la drogue : à l'aune des relations Nord-Sud (Christian de Bri).
• Pour une nouvelle conscience planétaire (Edgar Morin).
• Une Amérique « plus gentille et plus tendre » sur les écrans de télévision (Serge Halimi).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 octobre

Stabilité

Dans l'attente des conclusions de la réunion de la Bundesbank, le marché était extrêmement calme et prudent. L'indice de cotation se maintenait à -0,06 %. Eurosmatch emmenait les hausses avec 9 % de gains, suivi par le CCF (+4 %), la Rochette (+3,5 %) et Codéol (+3,3 %). En baisse on notait Epéda (-3,3 %), Ecco (-2,5 %) et Roussel-Uclaf (-2,8 %) et Péchelbrom (-2,3 %).

La sirène de l'île d'Elbe

Une Italienne de vingt-huit ans a réalisé, mardi 3 octobre, au large de l'île d'Elbe, la meilleure performance mondiale de plongée en apnée en atteignant 107 mètres de profondeur, soit un mètre en dessous du record établi par la française Jacques Mayol. Angela Bandini, initiée très jeune à la plongée par le nageur français, est descendue à -107 mètres en 85 s et a refait surface 2 min 46 s.

A PARTIR du 18 octobre
LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE
Le Monde
MERCREDI (numéro daté JEUDI)

Noël-Noël est mort

« Adémaï » et « le Père tranquille »

L'acteur et réalisateur Noël-Noël, qui avait notamment été dans plusieurs films le personnage d'Adémaï, un français moyen, et celui du « Père tranquille » résistant (de René Clément), est mort à Nice à l'âge de quatre-vingt-deux ans, a-t-on appris le 5 octobre. De son vrai nom Lucien Noël, il fut aussi un dessinateur humoristique et un chansonnier de talent.

Lucien Noël naît à Paris le 9 août 1897. Il est employé de banque, avant la guerre de 1914, puis dessinateur humoristique (en particulier au Canard enchaîné) et chansonnier à partir de 1921. Le cabaret, dans la tradition moustmarinoise du Chat noir, affine chez lui le don d'observation, de la caricature piquante mais pas méchante.

Dès 1930, le cinéma offre à un acteur nommé Noël-Noël des rôles de jeune premier aux cheveux gominés, romantique, un peu naïf, dans Octave (court métrage), Mitigri, Mon cœur balance. Mais c'est Adémaï Joseph, personnage de paysan au physique rustaud et à l'accent du terroir, qui le rend célèbre. Adémaï a été créé avec un ami, également chansonnier, Paul Colline. Après trois courts métrages en 1932, il est la vedette de longs métrages : Adémaï aviateur, de Jean Tarride (1931), Adémaï au Moyen Age, de Jean de Marguenat (1932). Dans ce genre de comique, se prolongeant avec Moutonnet, Tout va très bien madame la marquise, l'Innocent, etc., Noël-Noël précède Bourvil.

En 1939, il devient le type du petit bourgeois pantouflard, un bon sens rouchonneux dans la Famille Duranton, de Christian Stengel, d'après une série radiophonique créée — sans lui — en 1936. Il est aussi un employé de bureau timide, amoureux d'une aviatrice dans le Plancher des vaches, de Pierre-Jean Ducis.

Double aspect de Noël-Noël : en 1943, on le voit en Adémaï, bandit d'honneur (réalisation Gilles Grangier) ; en 1944, il est un pion, gentil et poétique, face à des enfants en « rééducation » dans la Cage aux rossignols, de Jean Dréville, dont il a écrit le scénario. Le Père tranquille (1946, supervision technique René Clément) le pose en image idéale du Français moyen naïf, pacifique et résistant gaulliste à l'indolence quotidienne. L'appellation lui restera attachée tout autant que le nom d'Adémaï.

Noël-Noël reprend alors son inspiration de chansonnier pour des sketches satiriques rassemblés en chroniques de la vie moderne : Les Casse-Pieds, de Jean Dréville (1948, prix Louis-Delluc), et la Vie chantée (1949), qu'il réalise lui-même. Malicieuse, un peu misanthrope, optimiste pourtant et jamais vulgaire, Noël-Noël achève, en somme, avec ce film totalement personnel, la « revue » de la France profonde menée depuis les années 30 par ses personnages les plus populaires.

Il poursuit sa carrière d'acteur, passant d'un vaudeville de Feydeau (le Fil à la patte, de Guy Lefranc, 1954) à des comédies (Bonjour tout le monde, A pied à cheval et en spoutnik et quelques autres), où il continue, la soixantaine atteinte, à se vouloir Français moyen d'une société en transformation. En 1965, il écrit son dernier film, la Sentinelle endormie, réalisé par le fidèle Jean Dréville. Il y interprète un médecin de campagne républicain de 1812, mêlé à un complot contre Napoléon I^{er}. Il fait triompher, une fois de plus, le bon sens, l'amour de la famille et du pays.

JACQUES SICIER

□ ÉCHECS : Kasparov dépasse Fischer. — Vainqueur éblouissant du très fort tournoi de Tilburg (Pays-Bas) avec dix victoires, quatre nuls et aucune défaite, Garry Kasparov a vu son classement ELO passer de 2 775 points à 2 795 points. Le champion du monde a ainsi battu le vieux record de points établi en 1972 par l'Américain Bobby Fischer : 2 780. Fischer avait réalisé cette performance après sa victoire sur Spassky dans le Championnat du monde.

CLASSEMENT DU TOURNOI DE TILBURG

1. Kasparov, 12 sur 14 possible ; 2. Kortchnoi, 8,5 ; 3. Ljubovitch et Sax, 7,5 ; 4. Ivantchouk, 6,5 ; 5. Adopstein et Hjerstuen, 5,5 ; 6. Filiz, 4. (Chaque joueur rencontré deux fois ses adversaires.)

LIVRES • IDEES

Leonardo Sciascia l'optimiste

Benedetta Craveri a interrogé l'écrivain sicilien dont l'œuvre est empreinte de pessimisme. Il revendique pourtant « un optimisme de l'écriture ». « Le vrai pessimisme, dit-il, serait de ne plus écrire, de laisser libre cours au mensonge. »



Près de sa maison de la Racalmuto, à côté d'Agrigente, en Sicile.

RENCONTRE avec Leonardo Sciascia à Catane, où il s'est rendu pour ouvrir l'exposition d'une amie peintre. On sait qu'il n'aime pas parler de lui. Il a la réputation d'être taciturne, mais pour une fois, il a accepté de répondre à nos questions. Nous espérons l'interroger sur ses racines siciliennes et sa formation culturelle européenne, sur son penchant pour la littérature française du XVIII^e siècle, sur les recherches historiques qu'il mène en vue de ses romans, sur sa passion pour les énigmes judiciaires et les complots, sur son scepticisme politique, et sur son existence actuelle en Sicile, entre son village de Racalmuto et Palerme. Cependant, Sciascia a voulu que nous lui soumettions nos questions et il s'est engagé à répondre par lettres. Adieu aux surprises du dialogue !

Les réponses de Sciascia n'ont effectivement rien de la spontanéité ni du naturel d'une conversation, mais elles ont la concentration, la précision et le style qui sont sa marque. N'a-t-il pas ainsi voulu nous rappeler que, pour un écrivain, la seule manière de parler de soi, c'est l'écriture ?

« Comment est née votre vocation d'écrivain ? Les années, l'expérience, le succès ont-ils modifié votre rapport avec l'écriture ? »

— Il y a, avant tout, le plaisir d'écrire, et il reste inchangé en moi depuis le temps où, à l'école primaire, je suis passé de la copie à la description de ce que je voyais et ressentais des lieux, des personnes, des événements. A l'école, alors, on commençait par les bâtons sur des cahiers à carreaux au crayon à papier, pas encore à la plume et à l'encre. Puis, on passait aux voyelles ; puis, aux consonnes ; puis, à l'assemblage d'une consonne et d'une voyelle ; puis, on assemblait plusieurs syllabes pour former des mots. Et l'on copiait des mots du syllabaire et des fiches pédagogiques.

Le goût de l'encre

— Des exercices qui duraient des mois. La main devenait plus sûre et plus légère, on passait à l'utilisation de la plume et de l'encre avec un tel plaisir que je me rappelle jusqu'au goût de cette encre, comme si je la buvais.

— La seconde année, on arrêtait de copier et l'on commençait à faire des rédactions : de petits textes sur nos familles, sur les saisons, sur le travail, et — évidemment — sur Mussolini, dont le portrait, avec celui du roi (et, entre les deux, un crucifix de plâtre), nous regardait avec une expression conquérante. C'est alors, par le biais de ces rédactions,

qu'il fallait composer sur les gens et les choses, que me vint ce plaisir d'écrire que j'éprouve encore aujourd'hui. Je suis peut-être réactionnaire, mais il me semble que cette vieille méthode — qui s'appelle, je crois, syllabaire — était la plus propre à faire naître la passion de l'écriture, à lui conférer le sens d'une découverte aventureuse.

— En définitive, mon rapport à l'écriture n'a pas fondamentalement changé depuis lors.

— Dans votre dernier roman, *Le Chevalier et la Mort*, publié l'année dernière en Italie, aux Editions Adelphi, vous parlez de « la difficulté d'être sicilien ». Cette difficulté est-elle aussi la vôtre ?

— C'est la difficulté que Giuseppe Antonio Borgese résumait par la phrase du poète antique : *Nec tecum nec sine te vivere possum*. Aimer un pays et des gens et les détester en même temps, se

sentir semblable et différent, vouloir et ne pas vouloir, il faut reconnaître que c'est un beau casse-tête (et, justement, un casse-tête ne devrait pas être beau).

— Dans le panorama de la littérature italienne moderne, les écrivains siciliens occupent une place si éminente que l'on peut se demander s'il ne serait pas préférable de mettre à part la littérature sicilienne. Quels sont, selon vous, les caractères qui font la spécificité de cette littérature illustrée par Sciascia, Gesualdo Bufalino ou Vincenzo Consolo ?

— La littérature italienne est caractérisée par l'histoire, la culture et la tradition particulières à chaque région ; par les apports lexicaux et syntaxiques de chaque dialecte. Celle des Siciliens a un caractère plus spécifique. Mais elle est italienne... Si l'on veut définir les particularités, les caractères par lesquels, en bref, elle est perçue comme « sicilienne » à l'intérieur de la

littérature italienne, j'établirais — approximativement — trois ou quatre points.

— Partant d'une définition que Cicéron donne des Siciliens (« gens d'esprit fin et soupçonneux, nés pour les controverses »), il est facile d'entrevoir dans l'histoire de l'île une culture à dominante juridique, dont la forme marque de son empreinte l'existence même : des « controverses » relatives aux privilèges, juridictions, exemptions et grâces, à la « controverse » sur l'être, l'existence, la connaissance. « C'est la terre, dira Borgese, où l'on a commencé à douter » (de Giorgio à Pirandello, cela va de soi). Voilà pour le premier point. Le deuxième tient à la domination arabe, que les autres régions d'Italie n'ont pas connue et qui, en Sicile, a donné un nom à des lieux, à des objets, à des personnes, et qui est restée attachée dans la mémoire collective — ou dans l'inconscient col-

lectif — aux splendeurs d'un art de vivre, de cultiver la terre, de rêver et d'être tolérant. Bien que l'antiquité classique soit physiquement présente, et dans toute sa beauté, c'est le « temps des Sarrasins », ce monde, ce conte de fées, qui, au fond d'eux-mêmes, séduisent les Siciliens.

— Le troisième point est relatif aux expressions littéraires et artistiques, et paraît contredire le premier : c'est l'attention à la réalité, le désir de la fixer (pour la détruire ensuite, éventuellement : comme chez Pirandello, comme chez Brancati). C'est ce qui explique les moments où la culture sicilienne s'enflamme par rapport aux mouvements « réalistes » européens : Antonello da Messina par rapport aux Flamands, les écrivains, de Verga à Pirandello, par rapport au « verisme » français, la floraison de toute une pléiade de photographes par rapport à Cartier-Bresson. Un autre point encore concerne le rapport direct de la culture sicilienne avec la culture française, et, plus généralement, son rêve de Paris comme capitale mondiale.

La vérité des choses

— Dans *Le Chevalier et la Mort*, vous évoquez « le pessimisme foncier, atavique et désespéré des hommes de Sicile ». Or, c'est le même pessimisme que l'on retrouve dans toute votre œuvre ?

— Oui, pessimiste. Mais y a-t-il vraiment quelque chose, en Sicile, en Italie, et je dirais même dans le monde, qui puisse inciter à l'optimisme ? Pessimisme, oui. Mais, en parlant de mon dernier livre, Moravia a dit une belle chose, et qui plus est, d'un absolu bon sens : qu'il y a l'optimisme de l'écriture. Et quelle plus belle preuve d'optimisme que celle que je continue à donner en écrivant sur ce que Machiavel appelait la vérité effective des choses et en encaissant pour cela les plus violentes réactions des imbéciles — pour ne pas dire davantage ? Le vrai pessimisme serait de ne plus écrire, de laisser libre cours au mensonge. Si je ne le fais pas, cela veut dire, en définitive, que je suis incurablement optimiste.

Propos recueillis par Benedetta Craveri

(Traduit de l'italien par Marie-Paule Boutry.)

— *Noir sur Noir. Un journal de dix années (1969-1979)*, de Leonardo Sciascia, est repris en édition de poche « 10/18 » (traduit par Nino Frank et Corinne Lucas). Grasset réédite deux autres livres de Sciascia dans la collection « Les cahiers rouges » : *Pirandello et la Sicile. Du côté des infâmes*.

— Benedetta Craveri est l'auteur de *Madame du Deffand et son monde*, Le Seuil, 1988.

LE FEUILLETON

de Michel Brandeau

Les cousins du désespoir

Hervé Guibert, Cyril Collard et Jay McInerney ont un point commun : ils n'hésitent pas à s'exposer. Page 38

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Mésaventures de l'amour

On réédite le chef-d'œuvre de Denis de Rougemont, *L'Amour et l'Occident*. Le Monde publie, en avant-première, des extraits de la préface de Philippe Sollers. Page 41

DOSSIER

Lettres d'Italie



La romancière italienne Rosetta Loy

Le Salon du livre de Bordeaux a choisi d'honorer la littérature italienne. A cette occasion, le Monde fait le tour des dernières parutions en français. Et Nicole Zand consacre sa chronique « D'autres mondes » à l'auteur napolitain Domenico Rea. Pages 43, 44, 45 et 47

Profils perdus

Les aveux masqués de trois romancières : Anne Bragance, Esther Henwood et Linda Lê.

LA CHAMBRE ANDALOUSE, d'Anne Bragance. Grasset, 250 p., 90 F.
LA CONFESSION IMMORALE, d'Esther Henwood. Ed. du Rocher, 114 p., 78 F.
SOLO, de Linda Lê. La Table ronde, 172 p., 80 F.

Les personnages romanesques sont les émissaires des écrivains. Ceux-ci les chargent de conclure des traités de paix avec l'existence, ou de déclarer la guerre au reste du monde. Les émissaires accomplissent un travail énorme. Ils transmettent d'une façon détournée ce que l'on déteste avouer, mais ils laissent également deviner ce que l'on espérait garder pour soi. Et, très

souvent, ils enseignent à l'auteur des vérités que lui-même ignorait. Ainsi, trois romancières — Anne Bragance, Esther Henwood et Linda Lê — esquissent, dans leurs livres, des autopsies de motifs qui sont comme le motif caché d'une peinture, ou qui ressemblent à des profils perdus. La littérature est une voilette qui trahit le visage autant qu'elle le dissimule.

Dans *La Chambre andalouse* d'Anne Bragance, le profil perdu, c'est d'abord celui d'une jeune femme excessive qui est morte d'amour-passion. Elle s'appelle Mitra. Elle régit le drame et règne sur les autres personnages avec la tyrannie que savent exercer les fantômes. Anne Bragance a pris l'habitude

de faire disparaître ses héroïnes. Dans *Bleu indigo*, son précédent roman, c'étaient toutes les femmes qui s'en allaient un jour. L'histoire se passait en Arles, sous le patronage de Van Gogh. Maintenant, le drame s'accomplit en Andalousie, sous le signe d'un romantisme vorace.

Le maître d'un élevage de taureaux, Felipe Diaz de Quevedo, se venge du jeune Allemand qu'il tient pour responsable de la mort de sa fille. Le vieillard, qui se trouve à l'agonie, a fait attacher Thomas Zeller aux colonnes de son lit. Et Karl Zeller, le frère jumeau de Thomas, subit le même châtiment.

François Bott.
Lire la suite page 49

VÁCLAV JAMEK



Traité des courtes merveilles

« Son portrait en Parisien de Prague comme en Pragois de Paris est à la fois vivace, haut en couleur et plein de surprises. » Alain Bosquet / *Le Figaro*

« L'homme est grave, digne et austère. Il a écrit le livre le plus fou de la rentrée. Mais aussi le plus beau. Le plus pur. » Gilles Anquetil / *Le Nouvel Observateur*

GRASSET

LAURENCE PAYE-JEANNENEY • JEAN-JACQUES PAYAN
LE CHANTIER UNIVERSITAIREBâtiment 100
PRIN DE VENTE : 120 F - 264 pages
BLANCHESNE, 32, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. : 45 48 20 28**ÉDITEUR en quête d'AUTEURS**

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche
MANUSCRITS INÉDITS - Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement
d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété
littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Vos manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEURS
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

NOUVEAUTE**OTTO DE HABSBURG-LORRAINE
L'IDÉE IMPÉRIALE**

Histoire et avenir d'un ordre supranational

Préface de Pierre Chaunu

226 pages - 110 F - en librairie

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY

25, rue Baron Louis, 54000 Nancy

**Sylvie
GERMAIN****Jours de colère**
roman

"Jours de colère est un opéra dionysiaque
où Sylvie Germain fait chauffer à blanc
cuivres et cymbales."

Dominique Fernandez/
Le Nouvel Observateur

"Mi-histoire paysanne mi-conté, ce splendide
roman impose une fois de plus l'origi-
nalité littéraire de Sylvie Germain."

Madame Figaro

GALLIMARD *nrf***— LA VIE DU LIVRE —****LIVRES**

ANTIENS et MODERNES
**Sciences - Religions
Philosophie - Littérature
Esotérisme
Folklore**

Catalogue n° 1 (automne 89)
— plus de 1 200 titres —
sur demande :
Jean-Luc PROUST, BP 125
33310 LORMONT - Tél. : 56 06 87 28

STAGES D'ÉDITION

— INITIATION : Connaissance
des métiers de l'édition : fonc-
tionnement d'une maison d'édi-
tion.
— SPÉCIALISATION : Fabrica-
tion : service de presse ; droits
des auteurs ; création d'une mai-
son d'édition.

Reins et Inscriptions :
S.I.P.E.L.
8, pl. du Palais-Bourbon, 75007
Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

Utilisez votre Macintosh
à 100 %
de ses capacités

Formation et conseil en
micro-édition et infographie.
Impression laser en libre service.
Transcodage IBM-Macintosh

LASERMARK
48 bd Richard Lenoir 75011 Paris
Tél. : 46 06 84 01
Lun - Ven 9.00-18.30 Sam 14.00-18.00

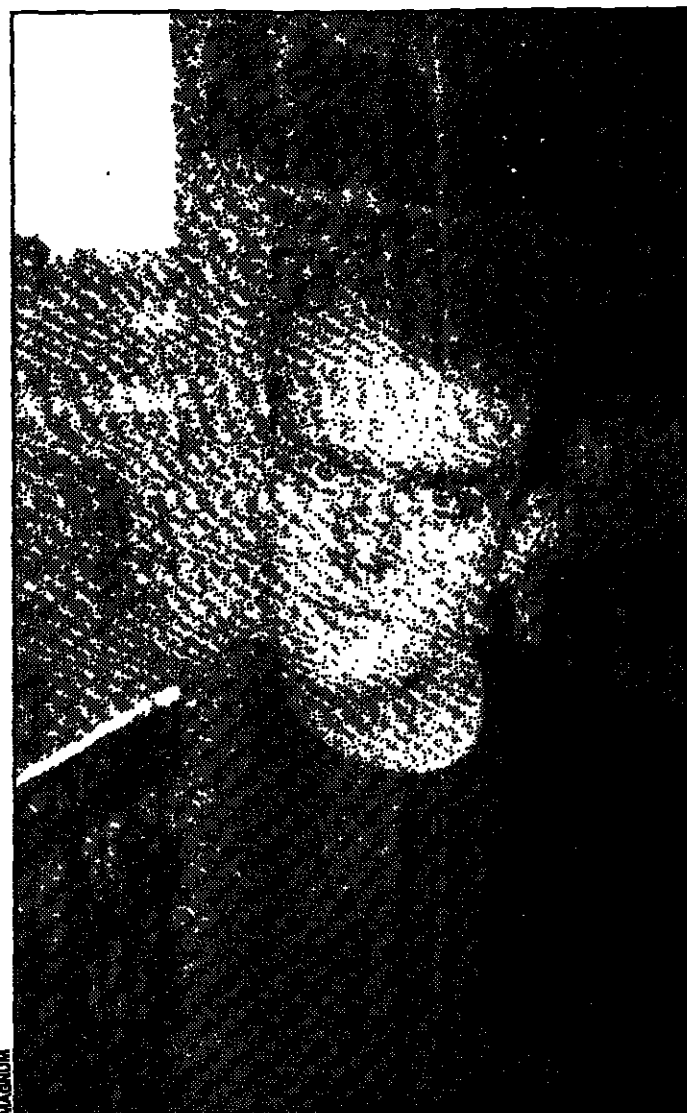
**LIVRES D'HISTOIRE
ACHAT - VENTE**

**LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE**
8, rue Bréa, 75006 PARIS
(1) 43-54-43-61

CATALOGUES MENSUELS
recherche de livres d'histoire épuisés

LIVRES • RÉCÉS**LE FEUILLETON**

de Michel Braudeau



Hervé Guibert vu par Martine Franck

L'INCOGNITO
d'Hervé Guibert
Gallimard, 226 p., 90 F.

FOU DE VINCENT
d'Hervé Guibert
Mimidi, 88 p., 59 F.

LES NUITS FAUVES
de Cyril Collard
Flammarion, 252 p., 89 F.

TOUTE MA VIE
de Jay McInerney
Traduit de l'anglais
par Jean-Pierre Carasso.
Payot, 292 p., 130 F.

ON devrait toujours
faire très attention
avant d'inviter un
écrivain à sa table.
S'il ne part pas avec
l'argenterie, il emportera bien
plus précieux, bien pire, le
souvenir de vos petites
manies, de vos travers et le
droit de déclarer que la cui-
sine est infecte. C'est peut-
être ce que l'on pense à
l'Académie de France à
Rome, autrement dit la Villa
Médicis, en lisant *L'Incognito*,
d'Hervé Guibert, où l'auteur
feint de parler d'une « Acadé-
mie espagnole », ce qui ne
trompe personne.

Hervé Guibert (et son dou-
ble dans le roman, Hector
Lenoir) y a passé deux ans,
après avoir expliqué au jury
de sélection, dans la salle du
Jeu de paume, qu'il voulait
écrire l'histoire de sa vie. En
fait, il est allé à Rome en
considérant l'Académie
comme « un aile, un sas de
disparition », en homme
habitué à son malheur et
l'aimant. C'est une très
étrange institution qu'il
découvre, toute en splendeurs
architecturales et en misères
domestiques. Les pavillons
disséminés dans le parc de
romes, il les rebaptise « Sar-
celles », tant ils sont incomfor-
tables, vétustes, mal meublés.
Elle est pour le moins
bizarre, cette Villa, avec ses
administrateurs véreux et lou-
foques, son règlement tatil-
lon, son téléphone capricieux,
hors de prix, et ses lancinants
problèmes de chauffage. Les
pensionnaires, cette poignée
de privilégiés, intrigants ou
chanceux, essaient de se pro-
longer dans les lieux en se
marlant à la fin de leur séjour
avec un(e) autre pension-
naire en début de paradis
romain. On se vole les clefs,
les plâtres, on chaparde à la
bibliothèque où tant d'illus-
tres ont laissé leur empreinte,
Berlioz, David..., on se bouda
au réfectoire, où les repas
sont infâmes, bien sûr.

Il n'est pas sorcier de devi-
ner que ce livre est très codé,
même si les plaisanteries sur
les noms ou les silhouettes
sont limpides. Un fameux
homosexuel s'appelle Roland
Tarbe. Le directeur, Krupp,
est « énorme, très impres-
sionnant, la panse glorieuse,
un débraillé sublime, une
chair ivre qui tangué, à
laquelle ne résistent ni les
ceintures ni les bretelles ». On
ne sait trop qui est l'inten-
dant Fourboz, peut-être un
néo-nazi infiltrant la noble
Académie, ni qui se cache
derrière Parkinson, le secré-
taire général tourmenté, mais
les ex-compagnons de baigne
doré de Guibert doivent se
reconnaître au passage, telle
cette tailleur de pierre (une
lesbienne cachée) ou tel faux
ami avec lequel l'auteur va
fréquenter un des nombreux

bars à gigolos pour messieurs
de Rome, dont l'un s'appelle
L'Incognito.

C'EST le côté cafteur de
Guibert, cette façon de
mouiller tout le monde et de
laisser entendre que la tréso-
rie n'est pas blanc-bleu, à
croire qu'il est mandaté par
la Cour des comptes. Un
invité qui crache aussi facile-
ment dans la soupe et le
champagne est un ingrat,
dira-t-on. Peut-être pas plus
que ses hôtes bien nourris. Et,
du reste, Guibert se moque
éperdument d'être sympathi-
que ou non. De fait, il l'est
souvent dans ce livre amusé,
par maints aspects de son
caractère singulier, ses crises
de trouille en rentrant chez
lui de nuit, son goût simu-
lant pour Françoise Hardy et
pour Tchekhov, qu'il appelle
« petit con ».

Il évoque ailleurs une visite
à ses parents, qui aimeraient
tellement qu'il écrive comme
Jeanne Bourin. Ce n'est pas
demain la veille, apparem-
ment, comme le prouve un
autre ouvrage de leur fils,
Fou de Vincent, un petit livre
de feu à ne pas mettre entre
toutes les mains, dans la
veine des *Chiens*, des *Aveugles*
ou de *Mes parents*. L'auteur ne se masque pas, se
nomme Guibert et parle de sa
passion pour Vincent qu'il a
connu enfant, en 1982, et qui
s'est tué en 1988. A peine
quatre-vingts feuillets d'un
journal amoureux suffisent à

rassembler les fragments du
jeune homme évanoui, à le
recomposer tel un revenant
dans l'obsession de son adora-
teur. Ces pratiques et les pen-
sées qui les accompagnent
sont toujours malaisées à
décrire, on y craint trop le
ridicule. La force de Guibert
— qui donne à son style tant
de puissance et de beauté —
est de ne pas s'en soucier, de
dire, sur le même ton, le ten-
dre et l'obscur, l'insupportable
aussi, avec une volupté
que beaucoup jugeront maso-
chiste. Mais qui prouve qu'un
écrivain véritable est un
homme qui s'expose et, au
plein sens du terme, ne
s'épargne pas.

ON a pu voir à la télévision
(« Océaniques » du
24 septembre) un autre
auteur, moins célèbre, mais
courageux, Cyril Collard,
ancien assistant de Maurice
Pialat, dont *Les Nuits fauves*
paraissent aujourd'hui, jour-
nal désordonné d'un mal sans
illusion. Il est cinéaste de
clip, plutôt « sujet à ris-
ques », amant d'une Laura
assez folle pour jouer avec lui
à la roulette russe du sexe.
De tournages en dérivés, s'il
n'a pas toujours le talent de
transfigurer son malheur en
destin, il l'assume du moins
avec une franchise pathétique
qui l'inscrit parmi les pre-
miers à témoigner de l'hor-
reur ordinaire du sida. Il est
vraisemblable qu'une litté-
rature va se développer autour
de cette nouvelle apocalypse

des sens, dont nous attendons
encore, si l'on peut dire assez
froideusement, l'équivalent de la
Dame aux camélias.

COUSIN par le désespoir,
mais beaucoup plus comi-
que, l'Américain Jay McIner-
ney est devenu, à trente-trois
ans, au côté de Bret Easton
Ellis, un des champions du
nouveau roman outre-
Atlantique, en trois livres seu-
lement. Le premier, *Journal*
d'un oiseau de nuit (traduit
chez Mazarine, en 1986), fut
un best-seller, salué par Ray-
mond Carver, le maître
revendiqué du brillant déba-
tant, pour son acidité et sa
drôlerie. *Toute ma vie* (excel-
lemment traduit par
J.-P. Carasso) mériterait,
pour les mêmes raisons, de
connaître un sort encore meil-
leur. Alison Poole, son
héroïne, a vingt ans et vit à
New-York, surtout la nuit.
Elle a un père quelque part,
qu'on ne peut jamais joindre,
parce qu'il est en week-end
dans les îles Vierges avec des
Lolitas qui ne le sont plus,
mais il expédie des chèques
parfois. Une mère qui pei-
gnait des tableaux de plus en
plus petits et qui a posé ses
pinceaux pour se mettre à
boire. Une sœur aussi,
Rebecca, tornade sexuelle, et
une copine, Didi, qui s'envoie
dans les narines des lignes
kilométriques de cocaïne.

La seule occupation avoua-
ble d'Alison est le théâtre.
Elle suit des cours à l'école
de Lee Strasberg, où on lui
apprend la mémoire senso-
rielle : imaginez un goût, le
piment mexicain, associez-le
à un élément psychologique,
un souvenir de la veille. Les
résultats sont assez démon-
stratifs parce qu'Alison ne
pense qu'à « ça ». Elle y
pense et elle en parle beau-
coup, avec verve et précision,
tout comme elle jubile d'aller
dans la 42^e Rue avec un ami
acheter un godemiché à qua-
tre fonctions (Digitum-in-
culo, Super-Mâle, Gouzi-
gonzi français, Serviteur
fidèle) ou de lancer à voix
haute dans un ascenseur sa
devinette favorite : quels sont
les trois plus grands men-
songes du monde ? Le pre-
mier : « Le chèque a été
posté » ; le second : « Je pro-
mets que je t'éjaculerai pas
dans la bouche ». Et le troi-
sième, elle l'a oublié.

Qu'y-a-t-il dans la vie
d'Alison à part le sexe, le
théâtre, les fringues et des
Himalayas de coco ? Pas
grand-chose. Quand on a fini
la série, on recommence à
l'envers, et surtout on se télé-
phone, on se laisse des mes-
sages sur répondeur, on essaie
de pirater le répondeur des
autres. L'humour de McIner-
ney est assez méchant pour
nous faire apprécier cet en-
fer léger, traversé en riant bien
fort du danger qui rôde
— « Le sexe sans danger,
c'est comme la vérité en
publicité, une espèce de
contradiction dans les
termes », — mais sans illusion
sur la couleur des lende-
mains. Blancs comme la
mort, la neige qui tombe par
la fenêtre d'une clinique de
désintoxication où Alison se
souvent enfin du troisième
plus grand mensonge du
monde : « Je t'aime ».

مكتبة أمية، القاهرة

LIVRES • RÉCITS
ROMANS

La jungle pour rire de Paule Constant

L'Afrique n'est plus ce qu'elle était. Les Noirs et les Blancs sont devenus fous et les bananes trop mûres

WHITE SPIRIT
de Paule Constant.
Gallimard, 216 p., 80 F.

La banane est un fruit malheureux. Elle a beau avoir une peau joliment bigarrée et une origine exotique, sa réputation est médiocre. L'argot lui a volé son nom pour désigner une mèche de cheveux huileux, une médaille militaire et un gros hélicoptère kaki. Les poètes lui préfèrent la pomme et la pêche. Les peintres font de même, qui lui refusent les honneurs de leurs natures mortes.

Paule Constant s'est avisée de cette injustice. Elle a rendu à la banane sa noblesse artistique et lui a donné l'un des premiers rôles de son dernier roman. On objectera qu'il s'appelle *White Spirit* et non point *Banana Split* et que ce titre rend hommage à un solvant bien connu des ménagères, et non au « fruit oblong, riche en amidon » décrit par les dictionnaires. Mais c'est parce que le *white spirit* parvient à la fin du livre à anéantir le royaume de la banane, quelque part en Afrique. On, pour dire les choses de manière moins elliptique, parce qu'une poudre blanche distribuée par un couple d'illuminés, Reine Mab et Frère Emmanuel, rend fous les employés de la bananeraie de César di Marino, magnat de la banane que ronge son incapacité à honorer convenablement les dames de ses pensées.

Témoin de cette lutte titanessque sur fond de plantations, Victor serait le héros du roman s'il en avait l'audace. Mais Victor, gérant du comptoir A la ressource de l'Africain, n'a pas la moindre audace. Ce n'est qu'un jeune homme pauvre à peine sorti du village méridional que la moindre nouveauté terrifie. On le moque, on le trompe, on le vole, il n'y comprend rien. Le lecteur n'y comprend rien non plus parfois, tant il y a de personnages absurdes, d'un contremaitre zoophile, paranoïaque et suicidaire à une patronne de bordel éprise de bonnes manières qui fréquente jadis Hollywood. Chacun d'eux a droit à sa notice biographique, garnie de drames dérisoires et d'allusions.

Un converti trop zélé

Tout le livre, au reste, est une allusion hypertrophiée, une fable développée et compliquée à dessein, une invitation au décryptage. Qu'est-ce que ce « white spirit », « esprit blanc » en français ? Cette poudre blanche étalée au soleil ou la « blanche » colombienne ? Frère Emmanuel est-il un natif de la savane légèrement dément ou l'archétype de ces fondateurs de secte qui siment à immoler leurs fidèles en transe par centaines ?

L'Afrique, celle du « village modèle » et de Port-Banane, qu'est-elle, sinon le produit du croisement du *Voyage au bout de la nuit* et de *Tintin au Congo* ? Victor est un Bédouin craintif ayant pour Milton son singe Alexis, lequel chimpanzé se prend pour un homme et a des goûts vestimentaires très originaux, ce qui ne le dispense pas de finir dans une ménagerie. On pourrait suggérer à l'infini échecs, emprunts, similitudes, pastiches et parodies. Il faudrait pour bien faire citer tous les passages de cette nef des fous, toutes les figures de cette légende sans queue ni tête. Il y en a tant qu'il vaut mieux renoncer.

Peut-être y en a-t-il trop. Comme les tableaux, aux couleurs trop vives, font mal aux yeux qu'ils éblouissent, *White Spirit* séduit et épuise à la fois. On rit à l'inventaire du baluchon d'un

missionnaire assassiné par un converti trop zélé qui n'y trouve qu'un sachet de soupe au poulet Royco et « dans une boîte de pastilles Valda, quelques hosties ». Mais, la grâtié méditée, l'absurde en système, le burlesque et le chaotique à fortes doses lassent un peu.

Un dénouement plus hâtif, des péripéties moins abondantes auraient évité au livre de faiblir dans les derniers chapitres, quand les premiers sont d'un rythme et d'une efficacité dignes d'être cités en exemple à tous les amateurs de style bref.

Reste l'essentiel : ce roman-que sans roman, épique sans épopée, tombe juste, si juste que l'on aurait peine à croire que Paule Constant l'a écrit sans arrière-pensée, pour la seule jouissance de la construction et du second degré. C'est qu'il y a trop de

sagas tropicaux où l'Homme avec un grand H, Dieu et le Diable font des tours de manège sous les palétuviers, trop de mysticisme en chambre et de grands sentiments, ces temps-ci, pour que l'on se refuse le plaisir sec d'un livre qui ne poisse pas à l'esprit. Quoi que préchent les frères convertis du néo-hérosisme et du romantisme revivifié par le tiers-mondisme, leurs ficelles sont un peu grosses et leurs liques un peu trop sirupeuses. L'exotisme trafiqué des sous-Morand et des faux-Pierre Benoit du jour, leurs rhétoriques, leurs tragédies métaphysiques, tout cela est soluble dans le *White Spirit*. Cet alcool est un excellent antidote.

Philippe Dagen

— Propriété privée, de Paule Constant, paraît en poche, dans la collection « Folio Gallimard » (n° 2115).

Les enfants perdus de Philippe S. Hadengue

Une descente au malheur traversée de tendresses folles et dite avec la plus extrême pudeur

LA CABANE AUX ÉCREVISSES
de Philippe S. Hadengue.
Maren Sell, 220 p., 96 F.

Il y a comme chacun sait quatre grands prix littéraires d'automne. Ça ne fait jamais que quatre heureux sur les quatre cents auteurs qui publient un roman dans l'année. Avec ce 1 % d'indice de satisfaction, les prix couraient le risque d'être jugés trop peu rentables par les maisons d'édition qui participent à la course. D'autant que trois seulement d'entre elles — le fameux triangle Gallimard-Grasset-Le Seuil — se partagent la quasi-totalité des lauréats.

Pour maintenir le spectacle d'une véritable compétition, on a donc inventé il y a quelques années la pratique des « listes ». Il s'agit de faire croire au public qu'il assiste, presque en direct, aux affaires du choix des jurés.

Ceux-ci lisent, dans l'épuisement, la totalité de la production romanesque. De ce magma émergent une quinzaine ou une vingtaine de titres qu'on publie dans une première liste — les « admissibles » en quelque sorte. Puis, au fil des semaines et des listes, un impitoyable écrémage s'effectue jusqu'à ce qu'on parvienne aux trois ou quatre noms entre lesquels se livrera la bataille finale. C'est beau comme une épreuve, rigoureux comme un raisonnement cartésien. Et commercialement décisif : les libraires, incapables de « gérer » la masse grandissante des publications de l'automne, se servent des fameuses « listes » pour effectuer leurs commandes. Être ou ne pas être dans ces « sélections » est donc, toute espérance de prix écartée, de la plus haute importance dans le destin d'un livre. D'autant que la plupart des jurés, qui sont des écrivains ou des journalistes très occupés, ne lisent que les romans se retrouvant sur ces palmarès qu'ils sont censés établir et dont les paternités et les conditions d'accouchement demeurent obscures.

Il ne se serait, par exemple, trouvé personne, parmi la quarantaine de lecteurs informés, compétents, attentifs qui forment les jurys Goncourt, Renaudot, Femina et Médicis, pour se rendre compte des qualités littéraires de *La Cabane aux écrevisses*, de Philippe S. Hadengue. Alors qu'il s'agit d'un feuilleton même paresseux, de la lecture de trois pages prises au hasard, pour que ces qualités vous sautent au visage et vous entraînent à aller voir plus loin, plus avant, plus profond. Il n'est quand même pas très difficile de reconnaître un écrivain quand on a la chance d'en rencontrer un ; encore faut-il le lire.

Une œuvre à deux voix

Philippe S. Hadengue a, il est vrai, l'habitude de ne pas être lu par ceux dont c'est le métier. A cinquante ans, ce peintre de renom possède en réserve dans ses tiroirs un bon tas de manuscrits qu'il a présentés vainement pendant des années à des éditeurs. Jusqu'à l'année dernière, on lui a répondu, parfois avec enthousiasme, que c'était impubliable. Puis, Maren Sell a sorti *Petite chronique des gens de nuit dans un port de l'Atlantique Nord*, un livre étonnant, vraiment neuf, inspiré, superbement écrit. Une langue dense pour une mise en scène lyrique. Ce livre jugé « impossible » par tant de compétences éditoriales a regagné, avec deux autres prix, celui du livre France-Inter qui est attribué par les auditeurs de la chaîne de radio ; un jury de lecteurs ordinaires.

La Cabane aux écrevisses ne ressemble pas à la *Petite chronique*... Hadengue est un artiste qui ne se répète pas. A la fresque polyphonique succède une œuvre à deux voix, intime, lancinante, éperdue. Tout est dit ou presque dans l'exposé du thème, dans les premières pages du livre : « Il se piqua pour éveiller son père, ensuite pour l'embêter, enfin ne plus l'aimer... Faut de pouvoir l'attendre, à la pointe de l'aiguille il effacerait l'image, couverts en mains bouche pleine, attablés dans la salle à manger lambrassée de soupçon. »

Le besoin d'amour paternel

Thomas a quinze ans. Il vit dans une maison près de la forêt de Compiègne avec sa mère — une brave femme effacée, craintive, — sa petite sœur Clélie et son père. Un homme autoritaire jusqu'à la dictature, exerçant sans retenue le droit qu'il s'arroge d'imposer par le sarcasme, l'ironie et le fiel la plus médiocre et la plus vétilleuse des morales bourgeoises.

Le malheur de Thomas est qu'il aime ce père, qu'il voudrait lui parler, interrompre le mouvement de cette bouche paternelle qui ne s'ouvre que pour fustiger et blesser. Alors Thomas commence à se droguer. Et Clélie, sa cadette de deux ans, devient sourde pour ne plus avoir, elle aussi, à supporter cette voix. Entre ces deux enfants perdus, sous le regard terrifié et impuissant de la mère, se joue une histoire d'amour aussi impossible, aussi désespérée, aussi tordue qu'est impossible, désespérée et tordue le besoin d'amour paternel de ces adolescents.

Hadengue dit la violence et l'horreur avec la plus extrême pudeur, les blessures des âmes avec des images simples et superbes. *La Cabane aux écrevisses* est la description d'un enfer dans lequel l'enfance, enlascée, deux innocents, la chronique d'une destruction. Mais ce n'est pas par haine du monde ni par haine de soi-même que Thomas s'infirmité goutte à goutte la mort, c'est par amour. Le roman, du coup, échappe au sort, mais pour devenir plus terrible encore : la descente au malheur est traversée, déchirée de tendresses folles, d'imaginaires enfantines, d'images d'un paradis perdu qui se trouve à portée de la main, à proximité immédiate : au bord de la mort, Thomas caresse toujours l'enfance.

La Cabane aux écrevisses ne doit pas seulement être lue, elle exige d'être relue. Le thème de Thomas et de Clélie est un effet si fort, il est traité d'une manière si profonde et si littérairement belle, il provoque une émotion si intense que ce duo de piano et de violoncelle a parfois tendance à effacer quelques thèmes secondaires, discrets, subtils qui viennent festonner un instant autour de la ligne principale et qui ne sont jamais, chez Hadengue, purement ornementaux. On verra, par exemple, comment le romancier joue des citations à la manière d'un peintre collant un objet sur sa toile ; comment il introduit le déséquilibre et le malaise par des créations syntaxiques, ou comment il matérialise ce monde « autre » auquel aspirent ses deux malheureux héros en utilisant les vocabulaires savants de la zoologie ou de la biologie végétale ; Hadengue est aussi, manifestement, un écrivain qui a beaucoup réfléchi aux problèmes de la technique romanesque et qui laisse peu de place au hasard et à l'improvisation dans l'élaboration d'une œuvre.

Le résultat est là : un livre évident, c'est-à-dire un roman-poème dont les lectures n'épuisent jamais les mystères.

Pierre Lepape

Un gamin d'Paris...

Mouloudji et ses fragments de Mémoires : comédien, peintre et écrivain...

LE PETIT INVITÉ,
de Mouloudji.
Balland, 206 p., 89 F.

« Fils de Kabyle et de Bretonne, quelquefois j'avais été traité de « petit bicot » : je m'en fichais. J'étais du pays qui me donnait à manger, m'apprenait sa langue et m'offrait son savoir. Je me sentais de Paris... Ces quelques lignes suffisent à Marcel Mouloudji pour dresser la seule fiche d'état civil dans laquelle il se reconnaît vraiment.

Comédien, chanteur, peintre et écrivain, ce dilettante professionnel a puisé des brassées de souvenirs, « au fond de sa vieille enfance », pour que nous ayons le bonheur de lire un livre aigre-doux d'un homme qui, avec sérénité, considère la vie comme un « instant de grâce entre deux néants ».

Dans le Paris populaire de l'entre-deux-guerres, le petit Marcel, qu'un don inné pour l'indolence protège des études, ne se sent bien que lorsqu'il arpente les hauteurs de Belleville ou des Buttes-Chaumont. « Madame La Mousse » n'épargne pas, il est vrai, sa famille qui va d'un taudis à un autre.

Son second père

Le père, ouvrier communiste, vend *l'Humanité* le dimanche matin mais, analphabète, il lui arrive de tenir son journal à l'envers en feignant de le lire. La mère, femme de ménage, a parfois des absences. Mouloudji évoque avec une particulière sensibilité cette mère qui, lentement, glissera dans la folie. Internée à l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche, elle deviendra une ombre parmi d'autres ombres.

A douze ans, Mouloudji, qui chantait déjà, rencontre presque par hasard Jean-Louis Barrault. Le comédien cherchait un jeune garçon pour une pièce de théâtre. Sans le savoir, le gamin de Paris entrain dans un monde — celui du spectacle — qu'il ne quitterait plus jamais. Sa nouvelle famille le prit en charge et Marcel Duhamel, en particulier, devint son second père.



Mouloudji : « La vie ? Un instant de grâce entre deux néants. »

Les paresseux ont besoin d'encouragements pour persévérer dans leur art. La « bande à Frévert » rassura Mouloudji sur ses capacités à ne rien faire. Il apprit aussi à leurs côtés à se méfier. Aussi ne fut-il pas dupe de l'accueil que lui réservèrent Jean-Paul Sartre et ses amis : « J'entrai dans cette famille d'intellectuels par la porte de service, en tant que petit invité. » Marcel Mouloudji convoque, en

écrivain, tous les êtres qui enrichissent sa jeunesse. Parmi ceux-ci, Robert Desnos dont la silhouette ne cesse de le hanter. L'ouvrage s'achève au début des années 40 par une brève évocation de la débâcle. Tout en ayant le plus grand respect pour la flamme de l'auteur, on aimerait qu'il distraie quelques heures de son repos bien mérité pour écrire la suite de ses souvenirs...

Pierre Drachline.

N° 22, automne 89
en kiosques

« Une revue qui "encombre"... Des heures de lecture pour se chercher, se retrouver, se passionner dans les idées du monde d'aujourd'hui. »

LE MONDE

Abonnements :
France : 175 FF
Europe : 195 FF
Autres pays : 240 FF

14-18, rue des Petites-Hôtels
75010 Paris, tél. : 42 47 07 34

le N° : 50 FF

LETTRE

INTERNATIONALE

UN DOCUMENT
SOLJENITSYNE :
LES DEUX RÉVOLUTIONS

VIVRE EN ÉCRIVANT

CAMILO JOSÉ CELA - MURIEL SPARK -
JOHN UPDIKE - PETER ESTERHAZY -
LARS GUSTAFSSON - GEORGE STEINER -
EN RUSSIE T. ACHMATOV, V. BRODIEV,
L. GUMILIOV, V. TENDRANOV

Myriam Anissimov et la persistance de la mémoire

Derrière les robes et les lingeeries délicates que vend Hanna, aux Puces,
l'ombre des camps nazis, des victimes dépouillées...

LA SOIE ET LES CENDRES
de Myriam Anissimov.
Payot, 346 p., 120 F.

Parfois, dans l'œuvre d'un écrivain, un livre apparaît comme le but secret vers lequel tendaient tous les autres : soudain, les précédents semblent n'avoir été écrits — et la vie entière de l'écrivain vécue — que pour cela.

Telle est l'impression que donne le septième roman de Myriam Anissimov, *La Soie et les Cendres* où celle-ci, à peine masquée, et sous le nom d'emprunt de Hanna Kaganowski, s'avance en faisant coulisser des pans de son passé, en inspectant ses marges d'ombre, comme à la recherche d'elle-même, pareille à cet oiseau imaginé par Borges, qui vole en arrière pour savoir d'où il vient.

De son enfance lyonnaise, elle garde à jamais la double vision du monde qui lui imposa l'usage alterné du yiddish et du français, et le souvenir indélébile de l'oncle revenu d'Auschwitz expliquant aux siens comment grand-père et grand-mère et autres membres de la famille avaient été sélectionnés pour la chambre à gaz de Birkenau. Mais elle n'oublie pas pour autant l'apprentissage du piano sous la tutelle d'une vieille juive viennoise qui se faisait appeler « La Tosca » et ne connaissait pas, en fait, une seule note de musique...

Friprière
au Malik

A peine sortie de l'adolescence, au début des années 70, Myriam Anissimov se fait comédienne, avec Bob Wilson et avec Coluche. Et ensuite, chanteuse : deux disques en témoignent où elle interprète des chansons tirées de poèmes d'Albertine Sarrazin.

Mais la misère guette les saltimbanques et, un beau jour, la voilà en train de vendre, à même le trottoir du Marché aux puces, un énorme lot de sandales indiennes qu'elle s'est procurées à bas prix, et qui paraissent par centaines. Elle croit tenir le bon bout et s'installe au Malik — ce Malik où allait se déverser le contenu des greniers de la France entière, et qui fut à l'ori-

gine de la mode des vieux chiffons. Elle y devient fripière : « Un vrai métier ancestral. J'étais revenue à la case de départ ».

Triées, nettoyées, raccommodées par ses soins, elle vend de vieilles robes semblables à celles que porte sa mère sur la photographie de mariage, et aussi de la lingerie fine : on s'arrache les robes du soir en « peau d'ange ».

compagne pressentie pour devenir la mère de ses enfants, une bonne maman juive selon la tradition ?

Certes, Schmel, personnage tour à tour captivant et méprisable, admirablement campé, fascine Hanna — autant par ses prouesses d'amant que par cette sorte de *Mille et Une Nuits* hébraïques que composent les histoires qu'il raconte ou suscite.



BERNARD CLAUDE

les culottes en soie ; les grands couturiers retrouvent chez elle les colerettes en valenciennes, les alphabets en soutache, les broderies en plumetis... Et les affaires marchent tant et si bien que, la fin de l'hiver approchant, Myriam-Hanna boucle comptes et valises et s'en va se reposer dans un palais arabe de sa chère Jérusalem.

Est-elle venue, comme elle le pense, pour retrouver Schmel, dont elle n'a pas réussi à oublier le fongue amoureux, en dépit de sa venue, de cette lâcheté qui l'empêche de choisir entre elle, l'étrangère, malgré tout, et la

Mais, ce que Hanna retrouve pour de bon en Israël, c'est quelque chose qu'elle savait déjà, une conviction qui tient en quelques mots : qu'oublier n'est pas un mot juif, que *nicht-fergessen* ne pas oublier — est, pour un juif, la seule devise raisonnable.

Ensuite, de fil en aiguille, et de Tel-Aviv à Varsovie, où les cendres de ses aïeux se mêlent dans la même terre, Hanna apprendra que les vêtements et les objets des victimes des camps avaient été ramassés, triés, déposés dans des sacs numérotés et entassés sous les hangars de l'immense centre commercial

d'Auschwitz. Et en de telles quantités que d'immenses ateliers avaient été créés, où travaillaient près de vingt mille juifs qui n'avaient pas été exécutés sur-le-champ lors de la liquidation du ghetto de Varsovie.

Ainsi, c'étaient ces robes précieuses, ces soieries, ces chemises de nuit délicates comme des anges, qui, trente ans plus tard, étaient arrivées à ses mains et qu'elle avait vendues « dans l'allée du bidonville de parpaings et de tôles de la porte de Clignancourt » ?

Attiser
le feu de la vérité

Une macabre ironie du sort avait rendu la fille des victimes complice des bourreaux. Et c'est là, au plus fort de cette découverte, que l'on sent la nécessité absolue qu'il y ait à écrire ce roman dans lequel, sans renoncer à son goût du pittoresque ni à son espionnage mélancolique, Myriam Anissimov tient à rappeler que la mémoire de l'humanité a partie liée avec la réalité. Qu'il n'y aura plus jamais de réalité, c'est-à-dire d'avenir, si l'on efface le passé. Elle ne sait que trop que les siècles changent les crimes en fables, en épopées abstraites, en songes, et que la mission secrète de la littérature est d'attiser le feu de la vérité, d'empêcher que celle-ci ne prenne un visage de morte ; que reste-t-il, par exemple, de ces deux croisées d'enfants parties, l'une de France, l'autre d'Allemagne — l'une capturée par des trafiquants d'esclaves, l'autre déclinée par la peste ?

Dans ses *Feuilles d'herbes*, Walt Whitman dit : « Ceci n'est pas un livre. Celui qui me touche, touche un homme ». Myriam Anissimov aurait bien le droit de prendre le propos à son compte, ou plutôt, de le paraphraser. Car la voix qui monte de son roman et dont les accents nous étreignent n'est pas seulement la sienne, mais aussi celle d'un peuple qui connaît partout l'exil, l'opprobre, les cachots, les chambres de la mort — d'une nation qui dialogue avec Dieu sur une montagne, et qui, étant la plus antique de toutes, est aujourd'hui, dangereusement, la plus jeune.

DÉBUTS

Fantasmagorie

LE CIEL AURA PITIÉ
de Catherine
Chaulieu-Lahinat.
Robert Laffont, 197 p., 85 F.

Singulière histoire que celle du premier roman de Catherine Chaulieu-Lahinat... Le nœud dramatique enserme trois personnages principaux ; tous les autres protagonistes n'étant convoqués que pour entretenir le feu de la catastrophe.

Pierre Valois, un fort joli garçon mystérieusement préservé du vieillissement, partage une passion pour Horace et la latin (qu'il enseigne, ou plutôt, qu'il déclame en hurlant à de jeunes têtes indifférentes) et pour sa mère — longues jambes fines et blonde chevelure angélique, — toute entière dévouée au bien-être de sa progéniture. Très tôt, c'est elle qui l'a prévenu de la perfidie féminine ; et ce fils obéissant n'a jamais permis à qui que ce soit de le toucher. Une éroticité exacerbée l'a rendu esclave de « crises » fréquentes, devant les élèves, ses confrères, et surtout les femmes qu'il fut comme la peste. Tout le monde s'accorde à ignorer ce profes-

seur inefficace et cet amant impossible, en vertu de son passé d'étudiant prodige... ou par lassitude.

Or voici qu'au bout de dix années de relative tranquillité professionnelle et d'éden familial, le corps enseignant esquisse des explications sur ses méthodes pédagogiques discutables. C'est du moins sous ce prétexte qu'une « sorcière » à la tignasse flamboyante, coiffée d'un diadème de fleurs, exaspérée par le déclin de son élève, fait irruption dans le récit. En fait de paradis, le tableau vire à l'horreur définitive : à moitié dévot, le cocon n'en finit pas d'examiner son poison...

De quoi laisser le lecteur dans la plus totale perplexité, quant au titre du livre : *Le ciel aura pitié*. On se demande vraiment qui bénéficie de la mansuétude divine à la lecture de ce roman fort bien écrit, mais dont maints passages relèvent davantage d'une noire fantasmagorie — sans doute un peu trop « corsée » — que d'une réalité plausible.

Val. C.

Histoire d'un homme fragile

NARCISSE SUR UN FIL
d'Olivier Targovia.
Ed. Maurice Nadeau,
126 p., 68 F.

Cela commence comme une farce érotique et démographique, se poursuit comme un récit réaliste passablement teinté d'ironie et doucement triste, pour s'achever en mélancolie sur le lecteur le sentiment, manifestement trompé, qu'il vient de lire un témoignage sur les difficultés d'insertion psychologique et sociale d'un homme fragile.

Narcisse Diàze est cet homme fragile, héros du très curieux premier roman d'Olivier Targovia, *Narcisse sur un fil*, publié par Maurice Nadeau, éditeur qui mérite ici (et ailleurs) d'être mentionné, car on imagine assez mal beaucoup de ses confrères parisiens se presser autour d'un tel manuscrit.

Comme son nom le suggère et malgré un prénom bien fermé sur lui-même, Narcisse Diàze vit dans l'écart, l'intervalle, la rupture — de ton et d'existence. La

quarantaine arrivée, Narcisse est poussé, gentiment mais fermement, hors de l'hôpital où, depuis dix-sept ans, il avait ses habitudes.

Elles sont bien finies, ces « années-hôpital » ; elle est achevée, l'ère des infirmités accortées, complaisantes et tellement maternelles ! Et quant à la maladie de Narcisse, un ténace « rhumatisme ostébral », elle est trop malade à chacune de ses fibres pour espérer une guérison complète. Mieux vaut forcer un peu les choses, c'est du moins ce qu'en pensent les docteurs Maumegon et Perro-

« Sorti de son propre temps normal pour entrer dans celui des autres », Narcisse doit affronter, avec sa fragilité, ses crises, le dehors. Cela ne se passera pas trop mal, et notre héros réussira son examen de passage et d'initiation au monde.

Moins anodin qu'il n'y paraît, ce fluide petit récit installe chez le lecteur une sensation d'étrangement qui en fait la valeur.

P. Ké.

Profils perdus

voir. Henri Châtelier, qui vient de mourir au Mexique, a adressé un testament fort insolite à son ami, l'écrivain Julien Segalen : cent trois albums de photographies consacrés à cent trois femmes plus ou moins dévotées. Le défunt avait passé dix années de son existence à prendre ces photos. Il avait satisfait son obsession de cette manière méthodique et méticuleuse qui rend tellement inquiétante l'activité du chasseur de papillons. La patience du collectionneur a quelque chose d'effrayant et de funèbre. En outre, la photo semble être la complice de la mort. Elle immobilise et révèle la tristesse fugitive des visages. D'où le trouble de l'écrivain quand il parcourt ce testament. Et bientôt l'indiscrétion qu'il commet va devenir une pratique quotidienne. Julien Segalen va s'enfermer avec les images et tenir le journal de son désarroi. Comme chez Anne Bragance, la chimère va l'emporter sur la vie. Il faut se méfier du badinage à la française : il est moins léger qu'il ne voudrait le faire accroire.

« L'artiste » lui-même n'a pas laissé d'autoportrait. Aussi, Julien Segalen cherche la présence d'Henri Châtelier à travers

ses albums. S'identifiant au défunt, le narrateur s'efforce d'imaginer comment celui-ci persuadait les dames de « se prêter à ses fantaisies » et comment il dirigeait l'étrange rituel, le carabiolage qu'il leur faisait subir. Julien Segalen finira par déchiffrer le « message » que l'on souhaitait lui transmettre dans ce testament si particulier. Olivia, son épouse, ne figurait pas sur les pages des albums, mais elle avait suscité la seule passion véritable d'Henri Châtelier. Elle manquait à la collection, parce qu'elle avait été la seule femme vraiment capturée et dévoilée par les images.

La photographie est une des façons diverses de tromper son mari, car elle démasque le modèle. Elle vole des airs d'enfance aux femmes qui pensaient les avoir bien dissimulés. Elle surprend des rêveries qui se voulaient clandestines. Elle contraint à l'indéconscience le visage le plus modeste ou le plus secret... « Les photos révèlent toujours une imposture, l'imposture du monde. L'art trahit ce qui s'est tapé en lui », dit joliment Esther Henwood.

Je laisserai au lecteur le plaisir et le soin de découvrir l'épilo-

gue de ce livre où l'art et la littérature apparaissent comme des pratiques d'envoûtement. C'est dans le mélange de libertinage et de fascination que se dessine le profil perdu d'Esther Henwood. « Mes portraits sont davantage un reflet de moi-même que des personnes que je photographie », déclarait Richard Avedon...

La confession
d'une virgineuse

Les nouvelles de Linda Lâ sont elles aussi des confessions. Mais elles revêtent un caractère dérisoire et pathétique. Elles sont pénétrées par la morne tragédie de l'existence ordinaire. La détresse d'une marionnette de chiffon résume les infortunes des marionnettes humaines. Chacune se demande « s'il mérite de se lever ». Comme « la vie est un combat truqué », le mieux, c'est peut-être de jouer les « abstentionnistes » et de rester couché à l'exemple de ces boxeurs qui suivent les recommandations de Dieu, leur « entraîneur ».

Cependant, le sommeil — comme l'état de veille — réclame que l'on ait appris à se tromper soi-même. Sans quoi l'on souffre d'insomnie, et l'angoisse vous « parle une langue de mégère ». Hélas ! les personnages de Linda Lâ ne savent pas se mentir assez pour connaître

« la véhémence des passions » et pour conjurer l'effrayante banalité de leur existence. Cet homme, qui voulait écrire et devenir immortel, achève ses jours comme gardien de cimetière, « fonctionnaire de la mort ». Les vies ne s'accomplissent pas. Elles se délabrent lentement, sous le regard des oncles Roquentin, Meursault et Godot. Et chacun joue en solo son rôle de figurant. Que faire d'autre quand les secrets du voisin vous semblent aussi « indigestes » que vos misérables cachotteries ?

Dans ce livre, pourtant, les bonheurs de l'écriture ne cessent de désavouer l'apparente médiocrité des sentiments. Le plus beau, le plus violent des brefs récits de Linda Lâ nous fait entrer dans l'intimité d'une « virgineuse » qui se dédouble et complète contre elle-même. Et qui finira par se défigurer : « Elle est ma ruine, ma déchéance, mon beau visage. (...) Si je la maltraite, c'est mon âme que je soumetts à la question. » Cette esquisse réelle peut-être le profil perdu de Linda Lâ. Une peinture aussi sombre, aussi dépourvue d'espérance, ne saurait être que le masque (ou l'aveu) d'un terrible romantisme de la vie.

François Bott.

Suite de la page 37

Dans cette chambre de tortures, où l'inventaire des souvenirs n'est pas l'épreuve la moins cruelle, chacun devient son propre inquisiteur, « chacun torré ses propres monstres ».

Les jumeaux se remémorent leur enfance dans la ville de Hanovre et la terrible froideur de leur père, un avocat nazi, qui considérait Thomas et Karl comme des clowns. Dès lors, Thomas a regardé l'existence entière comme « un spectacle de cirque ». Il est devenu le spectateur ironique de sa vie, et le meilleur élève de cette école où s'apprend la dérision.

Cet « émissaire » d'Anne Bragance est un personnage très singulier. Il a cru se réconcilier avec lui-même quand il a fait l'amour pour la première fois. Ce n'était pas avec n'importe quelle femme ; c'était avec une couturière. Elle l'a « raccommode avec le monde ». Elle a réparé « une vieille déchirure ». Anne Bragance dépeint d'une manière très juste l'amitié que paraissent nous porter toutes les choses lorsque nous nous connaissons des moments de félicité.

Cependant, le monde n'intéressait pas vraiment Thomas Zeller avant qu'il ne fit la découverte de l'Andalousie et de la jeune femme qui l'aimerait d'une façon trop avide et se supprime-

rait à cause de lui. Mitra était, sans doute, de même nature que cette lumière andalouse qui dévore les paysages. Dès son arrivée dans le domaine de Don Felipe, Thomas Zeller eut la « certitude » que cet endroit s'accorderait avec son être le plus intime ou le moins avouable.

Anne Bragance décrit l'Andalousie comme un paysage-miroir où la terre, la mer et le ciel se confondent nécessairement, car ils subissent le despotisme d'une lumière qui efface les limites entre l'illusion et la réalité. C'est une belle géographie des sentiments extrêmes, et c'est dans cette peinture que l'on devine le profil perdu de la romancière...

Un curieux
libertinage

Thomas Zeller exerçait le métier de photographe. C'était le divertissement préféré d'Henri Châtelier, un des personnages d'Esther Henwood. Celle-ci donne à son premier roman la forme d'un journal intime. Elle l'intitule : *La Confession immorale*. Après les violences romantiques ranimées par Anne Bragance, voici un conte cruel dans l'esprit des années 1770 ou 1780. Il est écrit naturellement sur un ton léger, sinon frivole.

Toutefois, c'est un curieux libertinage que nous allons entre-

Les mésaventures de l'amour

France-Loisirs réédite le chef-d'œuvre de Denis de Rougemont, *L'Amour et l'Occident*. Histoire de la « grandiose catastrophe de la passion »

C'est dans sa collection « La bibliothèque du vingtième siècle », que France-Loisirs réédite, dans quelques jours, le livre de Denis de Rougemont, *L'Amour et l'Occident* (1). Nous publions, en avant-première, un extrait de la préface de Philippe Sollers.

L'idée de mort domine tout ? Ou bien est-ce une composante de chaque culture ? « L'éternel féminin » de Goethe est-il une illusion maternelle enracinée dans l'inconscient humain ? Et Novalis a-t-il raison d'écrire que « la femme est le but de l'homme » ? Quoi qu'il en soit,

par PHILIPPE SOLLERS

d'Aliénor d'Aquitaine, elle-même mère de Richard Cœur de Lion. Guillaume est la personnalité la plus importante de notre Occident amoureux. Ses démentis avec Robert d'Arbrissel sont

excommuniés, ainsi que celui de la vicomtesse de Châtelleraut, sa maîtresse, au surnom insolite et attirant : *Dangereuse*. Cet homme vit, croit, ne croit pas, déborde d'énergie mais aussi de mélancolie, ses poèmes magnifiques l'attestent, comme ceux de ses camarades poitevins, proven-

çonnais, charentais, gascons, limousins. Sont-ils tous des libertins déguisés ? Hérétiques ? Devons-nous voir dans leurs chansons codées une mystique d'un genre nouveau plongeant, par ramifications occultes et croisées interposées, dans l'Orient lointain, chinois, indien ou arabe ? Telles sont les questions que pose, avec insistance et ferveur, cet essai monumental si proche de nous. Froche, parce que moi, lecteur et acteur de la fin du vingtième siècle, je ressens cette dualité du passé : je l'éprouve tout en vivant une aventure bien différente, agressive de partout par la technique et la publicité, mais aussi

intérieurement éclairée par le pli sombre de la mémoire. Je suis très loin de Tristan, du droit féodal, des lourdes conséquences de l'adultère, de l'usage de l'épée, du cheval, de la harpe ou du philtre, — mais, après tout, les émotions peuvent être les mêmes avec un revolver, une voiture, une machine à traitement de texte ou l'opium. Les cours d'amour ont disparu, mais d'autres conventions discrètes sont à l'œuvre (...)

On permettra à un écrivain de suivre, avec un intérêt violent, les représentations littéraires de l'amour. Allons plus loin : l'amour est une question littéraire. Le grand public, comme on dit, ne se doute peut-être pas que le moindre amour, où qu'il se produise, n'est qu'une tentative, sublime ou pitoyable (ou encore les deux), d'avoir accès au monde enchanté des légendes, des contes, des poèmes, des romans. Combien de gens s'occuperaient d'amour s'ils n'en avaient d'abord entendu parler ? demande le moraliste. Et Rougemont : « Plus un homme est passionné, plus il y a de chance qu'il réinvente les figures de la rhétorique : qu'il redécouvre leur nécessité. » (...)

« Quel Wagner surhumain, demande Rougemont, sera en mesure d'orchestrer la grandiose catastrophe de la passion devenue totalitaire ? » Nous ne sommes pas sûrs de désirer cette « orchestration ». La passion totalitaire (dans l'Histoire comme dans la vie privée), nous, à la fin du deuxième millénaire, nous en passerons volontiers. La question, maintenant, serait plutôt : que va devenir l'amour dans un monde impitoyablement régi par l'argent et par ce qu'on pourrait appeler la biologie du profit ? Nous ne le savons pas. (...)

(1) *L'Amour et l'Occident*, Denis de Rougemont, France-Loisirs, 496 p., 88 F. Dans la même collection, « La bibliothèque du vingtième siècle », paraît en même temps *Propos sur le bonheur*, d'Alain, avec une préface de Jean-François Juelin.



Denis de Rougemont : « L'amour heureux n'a pas d'histoire. »

Voici donc le sujet des sujets, celui qui n'arrête pas de nourrir et d'inquiéter l'imaginaire humain de façon publique et privée, la source de milliers de poèmes, de romans, d'opéras, de tableaux, de films, mais aussi de tortures et de crimes : sa majesté l'Amour, à qui cette somme est dédiée.

L'Amour et l'Occident est un livre remarquable par son information et son audace. J'allais dire aussi : par son parti pris. Publié à la veille de la guerre (1939), repris et corrigé en 1956, puis en 1972, c'est l'œuvre constante d'une vie. On sent que l'auteur accompagne une récapitulation et une mutation sans précédent de notre conception de l'amour ; qu'il a vu venir une catastrophe unique en méconnaissant partiellement ses causes. Tout se passe, en effet, comme si nous avions, maintenant, changé d'univers. Raison de plus pour connaître l'ancien, celui de tant de passions et de rêves ; le monde disparaît que l'auteur appelle froidement « l'erreur de la légende douloureuse ».

La grande tradition des troubadours

Rougemont n'a cessé, au cours des rééditions de son livre, de mettre l'accent sur un événement capital : la naissance, au douzième siècle, de la poésie courtoise. Rapide comme une cristallisation, apparaît alors la grande tradition des troubadours. L'ère, selon lui, à l'hérésie cathare contestant ces deux piliers du christianisme : le mariage et la reproduction, la passion amoureuse se fortifie de séparation et d'obstacles, d'adultère et de philtres magiques. Deux noms mythiques la résument : Tristan et Iseult. Pour la première fois, semble-t-il, on fera l'apologie de l'amour malheureux, impossible. Les amants ne peuvent se rejoindre que dans la mort. « *L'Amour heureux n'a pas d'histoire. Il n'est de roman que de l'amour mortel, c'est-à-dire de l'amour menacé et condamné par la vie même.* » Nous pourrions dire, d'un trait : voilà toute une culture, la nôtre, qui découvre les plaisirs du masochisme avant que la notion en soit clairement formée (Christien de Troyes : « Je suis malade avec délices. » (...))

Ce fil noir, ce fil de l'amour considéré comme noir, nous le suivons tout au long de l'Histoire occidentale, comme une religion particulière. Il s'épanouit dans le romantisme, culmine chez Wagner, occupe les surréalistes et se brise sans doute sous nos yeux, à moins que, décidément inépuisable, il ne se renoue autrement, ailleurs. Les deux jumeaux immortels et toujours en lutte, Eros et Thanatos, sont donc représentés dans une disproportion qui donne l'avantage à Thanatos, — telle est la bizarrerie fondamentale. Comme si la « vieille mélodie » devait être celle instrumentée par Wagner : « *Détruire et mourir !* » Rougemont n'hésite pas (là est son choix) à identifier roman et romantisme. Ce goût du malheur, faut-il le faire remonter à la civilisation celte pour laquelle

le pacte qui, désormais, accorde la Dame inaccessible et son palais poète est une invention de notre Occident inquiet, vaincu par des réalisations de plus en plus hautes, complexes, où l'amour profane et l'amour sacré, le corps souffrant et l'esprit mystique, semblent échanger sans cesse leurs places et leurs fonctions.

Les pages les plus célèbres de *L'Amour et l'Occident*, celles qui se lisent avec le plus d'intérêt, déploient la merveilleuse et mystérieuse sapience des troubadours, à commencer par le plus étonnant d'entre eux : Guillaume IX, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine, grand-père

de ce grand seigneur deux fois l'image du débat interminable entre vie libre et religion, disons brutalement : entre bordel et couvent. La réputation de Guillaume ? « *Prodige et coureur d'aventures* », « *enragé amateur de femmes* », « *ennemi de toute pudeur et sainteté* ». « *On aurait pensé, dit Guillaume de Malmesbury dans son *Historia regum Anglorum*, qu'il eût le monde gouverné par le hasard, non par la Providence.* » Et pourtant, aussitôt, la contradiction : « *audacieux, pieux, et d'un caractère extrêmement joyeux.* » Comment ne pas rêver devant cette dualité qui, peut-être, nous est devenue incompréhensible ? Comment ne pas subir le charme de ce grand seigneur deux fois

gaux, charentais, gascons, limousins.

Entre-temps, elle écrivait des romans et des contes exotiques, composait des poèmes, publiait des essais éclectiques sur les musiques, les arts, les traditions extrême-orientales et collaborait à de nombreux journaux et revues sous divers pseudonymes : son activité intellectuelle fut très importante, bien que peu perceptible de nos jours.

Hugo et ses « leçons de magie »

Mais cette biographie — essentiellement fondée sur l'importante correspondance que Judith Gautier entretenait — rappelle que ce fut elle, par exemple, qui promut et accompagna toute l'importante vague de l'esthétisme japonais qui envahit Paris et ses salons à la fin du siècle dernier. Jamais à court d'idées curieuses, elle imagina également de faire connaître la *Tétralogie* en la jouant dans un théâtre de marionnettes, de présenter à Victor Hugo son maître à penser, Eliphas Lévi, qui lui donnait des « leçons de magie », et de faire commerce d'un élixir égyptien amaigrissant qu'elle recommanda à Mme Sabatier, la « présidente » de Baudelaire !

Puis vint la vieillesse, qu'elle accompagna une jeune femme, admirative et confidente : Suzanne Meyer-Zundel

se dévoua corps et âme à une Judith Gautier dont l'intelligence se troublait peu à peu, non sans sacrifier au rite obligé de l'écriture de ses mémoires — *Le Collier des jours* (1902), *Le Second Rang du collier* (1903), *Le Troisième Rang du collier* (1909)... Jules Renard, à qui elle succéda à l'Académie Goncourt en 1910, écrivait deux ans plus tôt à propos d'elle : « *Cette vieille outre noire, mauvaise et fétide, couronnée de roses comme une vache de concours.* » Mais il note ailleurs, avec dépit, que Judith Gautier était bien la seule femme qui ait écrit sur lui des choses désagréables... Voilà qui nous laisse penser, comme au sortir de cette biographie (2), que la vie menée par Judith Gautier en son temps et en son monde eut certainement de la beauté, de l'influence et de la grâce.

Claire Paulhan.

(1) Les éditions de La Différence viennent de consacrer un volume de leur collection poétique « Orphée » aux poèmes écrits par Wagner dans ses livres. Parmi les traductions retenues, l'éditeur de ce livre, Joël Schmidt, donne celles que Judith Gautier publia en 1869 puis en 1914, et que Wagner prétendit avoir fort appréciées (*Lyriques*, de Richard Wagner, traduits de l'allemand par Judith Gautier, Louis Pilate de Brian'Gaubert, Alfred Ernst et Charles Nulius, choisis et présentés par Joël Schmidt, 123 p., 29 F.).

(2) Le livre de Joana Richardson vient d'obtenir le Goncourt de la biographie.

La beauté de Judith

La biographie d'une des filles de Théophile Gautier : une intellectuelle, une esthète, une femme libre, au tournant de ce siècle

JUDITH GAUTIER de Joanna Richardson. Traduit de l'anglais par Sara Oudin. Seghers, 320 p., 95 F.

Le 27 mars 1862, les Goncourt rencontrèrent Théophile Gautier et ses deux filles d'une grande beauté, Judith et Estelle : « [Elles] ont un charme singulier, une espèce de langueur orientale, une paresse et une cadence des gestes et des mouvements qu'elles tiennent du père, élégantissimes par la grâce de la femme ; des regards lents et profonds... un charme qui n'est pas français, mais mêlé à toutes sortes de choses françaises, de gamineries un peu garçonniers, de paroles masculines, de petites mines, de moues, de haussements d'épaules, de mépris, d'ironies montrées avec les gestes parlants de l'enfance. De jolis petits êtres très personnels... Jeunes filles qui doivent être mal jugées. » Judith Gautier (1845-1917) avait alors dix-sept ans et était déjà la plus belle œuvre de son père : Gautier lui

apprenait à écrire en lui recommandant de ne jamais commencer deux alinéas successifs par le même mot : « *C'est laid à l'œil.* »

Elle n'avait pas dix-neuf ans quand elle publia dans *l'Artiste*, sous un pseudonyme choisi par Théophile, un compte rendu d'exposition. Arsène Houssaye, le directeur de la revue, lui offrit pour l'occasion une bague sertie d'émeraudes et de diamants... Elle se mit à étudier le chinois — elle écrivait la langue mandarine, parlait la langue usuelle, traduisait des poèmes — et se passionna pour le Japon et bientôt toute l'Asie, toujours au grand ravissement de son père qui disait pourtant, raconte encore Edmond de Goncourt, que « *c'était la plus étonnante créature du monde, un cerveau merveilleux, mais un cerveau qui serait dans une assiette, n'ayant aucune corrélation avec sa personne... la laissant enfantine et digne au possible.* » Tout se gâcha entre ce père, écrivain brillant et charmeur, et sa fille, naïve et passionnée, quand Judith voulut épouser, en 1866, cet homme de mauvaise vie mais de grande érudition et séduction qu'était le poète et critique Camille Mauclair.

Ce mariage ne se révéla pas harmonieux, la séparation ne fut pas facile non plus, mais, dans ces circonstances, la jeune et protégée Judith se fit une sorte de cuirasse d'insensibilité qui lui permit de collectionner, dès sa maturité, amants heureux et soupçonnés tristes, sans drame ni

FLORENT GABORIAU Collection « Avec »

Edith Stein philosophe

165 p. - 120 F.

30, rue Madame - 75006 Paris

100.000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 58 56

9 RUE DE LA POMPE 75106 PARIS

Jacques Derranges

Contre les fausses valeurs de la modernité

Je vous félicite pour cet ouvrage à une époque qui a perdu le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

Quel Futur ?

DISTRIBUTION DISTIQUE

(1) 46-55-42-14

17, rue Hoche, 92240 MALAKOFF

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

OCTOBRE 1989 - N° 270

DOSSIER

BORIS VIAN

DANS LE MÊME NUMÉRO : Jean Bessière et la Maçonnerie - Images de Jean Paulhan - Histoire de la rentrée - Que sera la Bibliothèque de France ?

ENTRETIEN : Valérie Noiret

SUPPLÉMENT : Écrivains du Bordelais

Chez votre marchand de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 90 F.

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-81

Les événements et les hommes

Aron, Elster, Bonnaud :
trois réflexions sur la philosophie de l'histoire



LEÇONS SUR L'HISTOIRE
de Raymond Aron.
Texte établi, présenté et annoté
par Sylvie Mesure.
Ed. de Fallois, 460 p., 150 F.

KARL MARX.
Une interprétation
analytique,
de Jon Elster.
PUF, 747 p., 295 F.

LE SYSTÈME DE L'HISTOIRE
de Robert Bonnaud.
Fayard, 336 p., 140 F.

On se souvient qu'en 1938, dans sa thèse de doctorat d'Etat, *Introduction à la philosophie de l'histoire*, Raymond Aron, sous l'influence de la pensée néo-kantienne allemande, tentait de développer une réflexion sur la connaissance historique analogue à celle qu'avait menée Kant sur la physique newtonienne. Analogie relative, dans la mesure où, selon Aron, les sciences de l'homme, qui ont affaire à des acteurs conscients, suivent une autre démarche que les sciences de la nature. Aussi, là où la *Critique de la raison pure* établit les fondements de l'objectivité scientifique, une « critique de la raison historique » ne peut que fixer les limites de l'objectivité historique. L'ambition n'en demeure pas moins, dans un cas comme dans l'autre, de définir les conditions de validité d'un savoir à prétention universelle.

Raymond Aron n'a cessé de méditer sur ces questions, qu'il a reprises dans deux cours prononcés au Collège de France : l'un en 1972-1973, l'autre en 1973-1974. L'auteur estime dans ses *Mémoires* que ces deux cours ne méritaient pas d'être transformés en un livre. Sylvie Mesure, qui a déjà rassemblé les textes de Raymond Aron sur la condition juive après avoir réédité ses deux thèses de doctorat (1), en a jugé autrement, et elle a bien fait. Car ces *Leçons sur l'histoire* sont à la fois un modèle

de rigueur dans l'analyse de concepts souvent obscurcis par des usages ambigus et un modèle de pédagogie dans la présentation de doctrines quelquefois déformées par des relectures incertaines.

Au point de départ de la réflexion d'Aron se trouve la volonté de confronter la philosophie allemande, qui a inspiré sa thèse de 1938, à la philosophie analytique anglo-saxonne, qu'il a découverte après la guerre et qui paraissait infirmer les conclusions de cette thèse, en refusant notamment d'opposer les sciences de la nature aux sciences de l'homme. D'où l'effort d'Aron pour reprendre les questions qu'il avait examinées jadis et pour redéfinir la spécificité de la connaissance historique. Cette spécificité résulte, selon lui, de la relation entre l'action singulière d'un individu — ce qu'il appelle un « micro-événement intentionnel » — et le cours de l'histoire.

Deux enseignements majeurs

C'est sur cette relation que l'auteur interroge avec beaucoup d'attention le marxisme, dans sa version sartrienne comme dans sa version althusserienne ; c'est aussi sous cet angle qu'il étudie la philosophie analytique, à travers la controverse entre Hempel et Dray, partisans l'un du modèle déductif habituel aux sciences de la nature, l'autre du modèle rationnel propre aux sciences de l'homme ; c'est encore à partir de cette problématique qu'il critique l'individualisme méthodologique, devenu aujourd'hui dominant chez beaucoup de sociologues.

De cette minutieuse investigation, Raymond Aron tire deux enseignements majeurs. Le premier est que l'un des buts de l'histoire est bien d'interpréter la

conduite des acteurs, à condition que cette interprétation n'implique pas d'entrer par on ne sait quelle empathie dans leur conscience, mais de reconstituer leur façon de penser, leur milieu, leur époque : en ce sens, « interpréter ou comprendre une société, c'est reconstituer le monde intellectuel ou le monde des valeurs dans lequel ont vécu d'autres sociétés que la nôtre ». Mais comme les décisions des individus ne suffisent pas à rendre compte des événements historiques, il faut aussi — c'est le deuxième enseignement — prendre en considération les liens de causalité « à un niveau supérieur », en recourant à la notion de probabilité, et en complétant l'étude des « micro-événements » par celle des systèmes sociaux ou, selon l'expression de Sartre, des « ensembles pratiques ».

« Ce qui constitue, pour ainsi dire, l'idéal de l'explication dans les sciences sociales, c'est de retrouver simultanément les intentions des acteurs et le mécanisme par lequel les acteurs ont construit un monde différent de celui qu'ils avaient l'intention de construire », conclut Aron. Le dernier mot, on le voit, ne revient ni à l'individu ni au collectif, mais à leur relation dialectique.

Il est tentant de rapprocher de ce travail deux livres qui illustrent précisément les deux tentatives contradictoires des sciences sociales. Pour une vision « individualiste » de l'histoire, on se reportera à l'étude savante et originale du philosophe norvégien Jon Elster, *Karl Marx. Une interprétation analytique*, dans

laquelle l'auteur soutient, d'une manière plutôt inattendue, que l'individualisme méthodologique, bien qu'enfreint par Marx en plusieurs occasions, « inspire une bonne partie de ses travaux importants ». Jon Elster s'efforce donc de distinguer les analyses de Marx relevant de cette conception, qu'il juge « précieuses », de celles qui restent tributaires du « cadre malencontreux » de l'explication fonctionnelle ou de la déduction dialectique.

Ainsi passe-t-il successivement en revue les grands thèmes de la pensée marxiste, du concept de mode de production à celui de classe, de la théorie de l'Etat à celle des idéologies. De cet examen attentif, qui prétend séparer le bon grain individualiste de l'ivraie collectiviste, l'auteur conclut non sans audace que « l'explication causale des phénomènes agrégés ou globaux à partir des actions individuelles qui contribuent à leur formation » apparaît comme « la contribution spécifique du marxisme à la méthodologie des sciences sociales ». Cette lecture à contre-courant n'emporte pas vraiment l'adhésion (2), mais elle représente une intéressante tentative pour « sauver » le marxisme, au prix d'une sérieuse réduction de son contenu.

Les étapes de l'évolution

La démarche de Robert Bonnaud dans le *Système de l'histoire* procèderait plutôt, à l'inverse de celle de Jon Elster, d'une vision « globale » de l'histoire. Par-delà les intentions ou les actions des individus, l'auteur s'intéresse en effet aux grands mouvements qui affectent l'évolution de l'humanité. La première partie du livre laisse le lecteur sceptique. S'il y découvre sans surprise que l'« ensemble humain » se divise en deux

séries, une série préhistorique et une série historique, c'est avec plus de perplexité qu'il apprend que chaque série se compose de trois étapes, chaque phase de trois actes, chaque acte de trois scènes, chaque scène de deux épisodes, selon des proportions constantes qui permettent d'affirmer, par exemple, que la première phase de l'étape contemporaine s'achèvera en 2029. Bien entendu, cette périodisation s'appuie sur toutes sortes de critères que l'on ne peut détailler ici : on indiquera, à titre d'exemple, que les innovations de l'étape moderne, qui va du quinzième siècle à 1917, sont « principalement circulationnistes, secondairement productionnistes » et « souvent anti-homémationnistes », un glossaire précisant le sens de ces mots. De telles notions n'en demeurent pas moins trop générales pour être convaincantes.

La seconde partie du livre est plus troublante. L'auteur y relève, en effet, une multitude de coïncidences qui donnent quelque poids à sa thèse : ainsi, parmi d'autres, le « tournant mondial » de 530-550 toucherait simultanément le monde romain, la Perse, la Chine, l'Arabie du Sud, le Japon, l'Inde... Sommes-nous en plein délire interprétatif ? Même si le doute l'emporte dans les esprits prudents, l'entreprise de Robert Bonnaud est au moins un objet de curiosité.

Thomas Ferenzi.

(1) *Essais sur la condition juive contemporaine*. Ed. de Fallois, 1969. Introduction à la philosophie de l'histoire, Gallimard, 1986. La Philosophie critique de l'histoire, Julliard, 1987.

(2) Lire à ce sujet la critique de Michel Barzway parue en traduction française dans *Actes de la recherche en sciences sociales* (juin 1989), sous le titre « Making sense of Marx. Le marxisme revu par l'individualisme méthodologique ».

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

L'AFFAIRE est entendue : les Anglais ont peur de Virginia Woolf ; les Italiens ont peur de tout, alors que les Allemands n'ont peur de rien. Les Français ont peur des mots, du pouvoir des mots. On respecte par-dessus tout « seigneur le mot », comme disait l'autre semaine Bertrand Poirot-Delpech.

Les indices ne manquent pas. La plus terrible des armées fait rire, tant qu'elle est muette. Ne pas avoir peur des mots exprime une franche admiration, mais qui n'est pas sans provoquer un léger frisson. Il peut être malsain, téméraire ou courageux, « ne pas mâcher ses mots ». Qui pourrait énumérer les risques courus par un citoyen qui a des mots avec un gardien de la paix ? La pègre est redoutable et fascinante parce qu'elle utilise l'argot, qu'un bon commissaire doit connaître, et pratiquer « avec modération » toutefois : on sait bien que partager le même vocabulaire peut conduire à partager d'autres avantages. Et les bouchers, qu'ont-ils à cacher avec le *louchet* ? En tout état de cause, l'honnête homme ne fuit que devant le jargon, qu'il méprise pour s'en protéger.

Tous ces mots, bizarres et fantasques, il faut les avoir à l'œil ; d'autant plus qu'une orthographe toujours à réformer d'urgence oblige aussi à surveiller sa plume. Un couple ne peut vivre dans la sérénité sans ce tiers encombrant qu'est le dictionnaire. Cependant, malgré les dictionnaires classiques, tous « révolutionnés » en 1989, il paraît que les craintes s'aiguisent : une nuée de petits ouvrages vient de s'abattre sur l'hexagone. Le délire de compilation atteint, on va le voir, jusqu'aux psychiatres. Si tous ces opuscules ne sont pas nuls, beaucoup s'abîment dans le ridicule, tandis que d'autres aventurent des jugements aussi péremptifs que peu fondés.

Depuis qu'on célèbre les *Mots sans culottes* (1), on s'intéresse au *Sexe des mots* (2). Selon Marina Yaguello, les termes injurieux auraient tendance « à être du féminin (canaille, crapule) ». Mais crétin fait défaut : c'est dommage. Car, enfin, Carlo Fruttero et Franco Lucentini (3) dans un livre réjouissant — la *Prédominance du crétin* (assuré également des deux côtés des Alpes) — notent avec justesse : « Dire d'une femme c'est une crétine

n'a pas, mystérieusement, la même signification globale et irrévocable que dire d'un homme c'est un crétin ». Plus outre, dinde et dindon manifesteraient, entre les deux sexes, « une égalité dans la dérive du sens » : la dinde pour la stupide, le dindon pour le stupide. L'illusion est charmante. Songez à cette pauvre Danièle Gilbert, et à son porte-bonheur si émouvant : dinde OU

curieuse. Ainsi belote vient-il du nom propre Belot. « Le mot ne se fixe qu'en 1926 » ; mais alors que *Godillot* est reconnu comme *Alexis*, on ignore le prénom de l'illustre Belot, absent tout à fait dans le *Dictionnaire étymologique des noms d'hommes et de lieux* (6). On trouvera en revanche *Mitterrand François* : « Nom de profession signifiant mesureur, de l'anc. franc. miter

que *Virago*, batifoler, hargneux, etc., auraient disparu ? Plus me plaît mon petit *Littre*.

VOICI que le temps apporte aussi ses nouveautés, ou d'autres « calamités ». Depuis 1985 (9), la moisson de néologismes est abondante ; mais il faudrait savoir si les néologismes, recueillis à foison dans le *Monde*, résul-

Salade de mots

dindon ? La justice tranchera, et ira peut-être dans sa largesse jusqu'à proposer fromage ET dessert.

PUISQU'ILS ont un sexe, les mots peuvent bien avoir une tête. C'est évidemment plus dangereux pour eux lorsqu'ils tombent. Voici le *Jeu du dictionnaire*. Les mots sont tombés sur la tête (4). Le petit livre de Gérard Gréverand se présente donc comme un jeu ; à la manière des grands problèmes agités dans *Elle* ou *Marie-Claire*. Exemple : Êtes-vous une maîtresse sensuelle ? Répondez aux questions suivantes : Caressez-vous « votre partenaire » avec la main ; ou avec un chausse-pied en corne, en ivoire ou en acier chromé ? Si vous cochez la main, vous compterez vingt points, à condition de ne pas omettre le « gant de velours dégriffé » (boutique Ce soir, à Samarcande exclusivement, vols charniers réguliers). Alors *Quasimodo*, quel quoi ? 1) *Corselet de maille rempli par l'arme* ; 2) *Premier dlmancé après Pâques* ; 3) *Nom du valet de cœur au tric-trac* ; 4) *Sacristain faisant office de sonneur (d'après le personnage créé par Victor Hugo)*.

N'oubliez pas pour autant que les mots « ont une histoire » (5), souvent

(mesure de grains) du latin *metari*, mesurer. « Bref *Mitterrand* : celui qui mesure le grain. Pourquoi attendrait-on un commentaire ? Où la surprise s'amplifie, c'est avec Sausure. On attendait *Ferdinand*, au moins pour les cours de linguistique générale. Signe des temps, *Horace-Bénédict* restera seul, isolé sur le mont Blanc en train de mettre au point l'hygromètre à cheveu. N'ayant pas la chance de Jaspersen, Jakobson, Benveniste et André Martinet ont disparu dans une crevasse. Mais la relève est assurée par *Belmondo* (Jean-Paul) — de l'italien « signifiant beau monde », ou par *Dunlop* (John Boyd) qui, en écossais, « semble signifier colline bousée ».

La montagne est dure ; et l'action du temps néfaste. Comme d'autres leurs cheveux, les mots « perdent leur latin, leur grec, leur picard, leur arabe (7) ». Sympathique, le potache Roland Elmer n'omet pas d'épingler ministre, c'est-à-dire serviteur, issu du latin *minus*. Plus d'un se consolera de l'injure du temps. La compilation atteint des sommets à faire rêver *Horace-Bénédict* dans le *Dictionnaire des mots perdus* (8) ; lesquels, nous dit-on, se trouvent « souvent dans les dictionnaires récents ». Où prend-on

tent ou non d'une trouvaille sans lendemain. Un jour de 1985, un journaliste du *Monde* a essayé *mimostiste* (producteur de mimosa). Coup de foudre éphémère pour une rime à journaliste ? Quant à *vrêt-faux*, l'innovation n'est pas si sûre. En 1903, à propos de l'Affaire (Dreyfus), Jarry se demandait : « si le faux d'Henry n'était pas un vrai faux ». Comme le souvenir du soldat méconnu, la raison d'Etat est impénétrable.

Maintenant, si une phrase comme celle-ci vous intrigue — « En fait, une technopole est une Zirst » — alors précipitez-vous dans *Modernismes*. Le *dictionnaire du temps présent* (10). Vous y apprendrez aussi la belle histoire de *Nemesis* (« l'étoile de la mort ») ; de la naissance, longuement désirée, du bar à eux ; ou que *zapping* peut se dire *touchotage* « en français ». A tout prendre, *zapper* ne serait-il pas préférable à *touchotter*, quand on lit ce commentaire : « Les jeunes enfants deviennent les virtuoses de cette petite musique où l'on joue à cache-cache avec la pub » ; et quand on sait que les confesseurs se font de plus en plus rares ?

Mais *N'ayons pas peur des mots*. C'est le titre du plus récent *Diction-*

naire du français argotique et populaire (11). On pourra s'y divertir en compagnie des fils d'archevêque (fils à papa, bien sûr), des saute-au-paf (*nymphomanes*), des *pharmacos*, ou de simples gasters.

Et si vous êtes un peu las de tous ces mots « obsolètes », nouveaux, perdus, retrouvés, etc., vous pouvez courir chez deux psychiatres, plutôt grecs à ce qu'il semble ; et vous reposez, enfin, avec le *Dictionnaire des mots inexistantes* (12).

À présent que nous sommes rassurés ou « sous neuroleptiques », deux questions d'égale importance se posent. La première, régulièrement omise en 1989 : « Et d'abord, qu'est-ce qu'un mot ? », est due à Darmesteter quand il écrivait vers 1885 la *Vie des mots*. Nous en reparlerons, ainsi que de Ferdinand de Saussure, et d'autres. Puisque tout se passe aujourd'hui comme si le lexique français n'était qu'un ramas de curiosités. A la seconde question — que pourrait soulever une « invention » de nos deux psychiatres : *galactotrophie* (régime lacté ou cure de lait : « Après sa maladie, il commença une galactotrophie »), Alfred Jarry s'était déjà dérobé : « Le lait est-il un aliment ? » Une telle discussion dépasserait le cadre de cet article.

(1) Henriette Walter : *Des mots sans culottes*, Robert Laffont (244 p., 85 F.).
(2) Marina Yaguello : *Le Sexe des mots*, Belfond (172 p., 89 F.).
(3) Fruttero et Lucentini : *La Prédominance du crétin*, Arles, 1988 (318 p., 120 F.).
(4) Gérard Gréverand : *Le Jeu du dictionnaire*. Les mots sont tombés sur la tête. Jean-Jacques Pauvert et Compagnie, 1988 (157 p., 59 F.).
(5) Gilles Henry : *Dictionnaire des mots qui ont une histoire*, Tallandier (272 p., 115 F.).
(6) André Chervillat : *Dictionnaire étymologique des noms d'hommes et de lieux*, Masson, 1988 (512 p., 285 F.).
(7) Roland Elmer : *Ces mots qui ont perdu leur latin*, Belfond (188 p., 89 F.).
(8) Alain Duchesne, Thierry Leguay : *L'Obsolète*, Dictionnaire des mots perdus, Larousse, 1988 (280 p., 105 F.).
(9) Gabriel Merle, Robert Parry, Jean-Marie Vincé, Claudin Julliard : *Les Mots nouveaux apparus depuis 1985*, Belfond (232 p., 89 F.).
(10) Alain Dupas, José Frèches : *Modernismes*. Le dictionnaire du temps présent, Lanza, 1987 (377 p., 155 F.).
(11) François Caradec : *N'ayons pas peur des mots*, Dictionnaire du français argotique et populaire, Larousse, 1988 (320 p., 105 F.).
(12) Aristote et Nicéa Nicolaïdis : *Dictionnaire des mots inexistantes*, Métropolis (96 p., 94 F.).

Lettres d'Italie

Le Salon du livre de Bordeaux a choisi d'honorer, cette année, la littérature italienne. A cette occasion, voici un panorama des dernières parutions en français.

Voyages émerveillés entre Garonne et Tibre

Organisé par Danièle Martini et placé sous la présidence de Jean-Marie Planes, le troisième Salon du livre de Bordeaux a ouvert ses portes jeudi 5 octobre pour quatre jours, sur le site du Port de la Lune (avenue n° 5, place Jean-Jaurès). Jusqu'au dimanche soir 8 octobre, et avec la participation de près de deux cents éditeurs et de cent cinquante auteurs, se dérouleront de multiples expositions, débats et rencontres. Mais les journées de samedi et dimanche seront surtout réservées aux auteurs de langue italienne, invités d'honneur de ce troisième Salon. Une trentaine d'entre eux sont attendus, dont Rosetta Loy, Roberto Fazi, Giovanni Bompiani, Marco Lodoli, Domenico Rea, Sebastiano Addamo, Daniela del Giudice, Antonio Tabucchi, Raffaele Nigro, etc. Cette attirance réciproque entre Bordeaux et l'Italie a une longue histoire...

Pour ses somptueuses demeures du dix-huitième siècle, ses fontaines et ses statues, ses vignobles égayés de châteaux, la lumière de ses crêpes, Bordeaux et sa région partagent avec l'Italie un art de vivre, un certain hédonisme auquel vient se mêler le goût prononcé de l'indépendance. Son ouverture sur la mer et son port jadis florissant le rapprochent de Venise. Mais, tandis que l'eau célèbre et menace tout à la fois les splendeurs vénitienes, Bordeaux n'a cessé d'endiguer cet élément dont elle a émergé ; de le soumettre aux nécessités marchandes et touristiques.

Enclavés tout au long de la côte, très tôt asservis aux plaisirs balnéaires, où D'Annunzio venait prendre villégiature, les lacs et le bassin d'Arcachon — du reste jumelés avec la lagune de Venise — laissent cependant apparaître une sauvagerie préservée. « Avec son île aux oiseaux, ses maisons sur pilotis, le paysage du Bassin me fait penser à un état initial de la Lagune, à ce que devait être Venise avant Venise », déclare Maurice Darmon, traducteur de grands classiques de langue italienne (Verga, Sciascia, Pirandello...), et auteur d'un beau roman dont le titre, *D'Atlantique et d'Italie* (1), circonscrit son univers d'élection. Mais, pour parler de Bordeaux, Maurice Darmon évoque aussi Florence : « C'est bien sûr très subjectif, précise-t-il, mais cet ensemble dix-huitième où se lit l'inscription tranquille de la bourgeoisie, où Bordeaux marque dans la pierre son autonomie et sa sérénité, me rappelle l'équilibre architectural de Florence, qui a exprimé, plus qu'ailleurs, la volonté de traduire le pouvoir politique. » Jean-Marie Planes, quant à lui, ressent une complicité d'ordre esthétique : « Majestueuse sans ostentation, son allure de capitale est celle qui émerge à Florence ou à Padoue. Et comme à Milan, qu'aurait Henri Beyle, on écrit, on chante, on peint » (2).

Depuis quelques années, Bordeaux, longtemps repliée sur elle-même, relance officiellement ses axes culturels méditerranéens. Avant cette période, l'engouement pour la péninsule était le fait de cas isolés, telle

Lise Chapuis, première traductrice de Tabucchi, ou Raymond Guérin — l'auteur, injustement méconnu, du triptyque intitulé *Ebauche d'une mythologie de la réalité* (3), — qui venait régulièrement se ressourcer dans la villa de son ami Malaparte, auquel il consacra un essai. Plus que tout autre écrivain bordelais, Philippe Sollers a déployé son œuvre sous les auspices de la fêre vénitienne. Son *Portrait du joueur* (4) commence à Bordeaux, où le narrateur reprend possession de son enfance, et s'achève à Venise, qu'il choisit pour vivre. « La solitude dans le monde », c'est encore Venise, et Dante, que célèbre la société secrète du *Cœur absolu* (5), exorcisée à tous les modes du plaisir. Amoureux de l'art lyrique, nourri de l'Artin et de Casanova, de l'Arioste et de Machiavel, l'auteur d'*Une curieuse solitude* n'en finit pas d'être fasciné par cette corne d'abondance artistique qu'est l'Italie, depuis qu'un soir il a posé son sac, il y a vingt-six ans, sur la place Saint-Marc.

« On peut avoir des courtisanes... »

C'est par la lecture des deux plus grands écrivains bordelais, Montaigne et Montesquieu, que Philippe Sollers, alors adolescent, a été gagné au désir de l'Italie. Il faut relire le savoureux *Journal de voyage* de Montaigne (6) — recueil de notes intimes prises au jour le jour, découvert par l'abbé Prunis en 1770. Non seulement pour ce qu'il révèle de l'auteur des *Essais*, mais surtout parce qu'il constitue, dans une langue superbe, un témoignage inappréciable sur les mœurs du seizième siècle italien. Parti prendre les eaux pour soigner sa gravelle, Montaigne dépeint, en observateur passionné, ses pérégrinations, interrompues au bout de dix-huit mois par l'annonce de son élection à la mairie de Bordeaux, en octobre 1581. Il se trouve alors à Rome, « seule ville commune et universelle », mais surtout, pour lui qui savait « le Tibre avant la Seine », trésor de la mémoire de l'Antiquité.

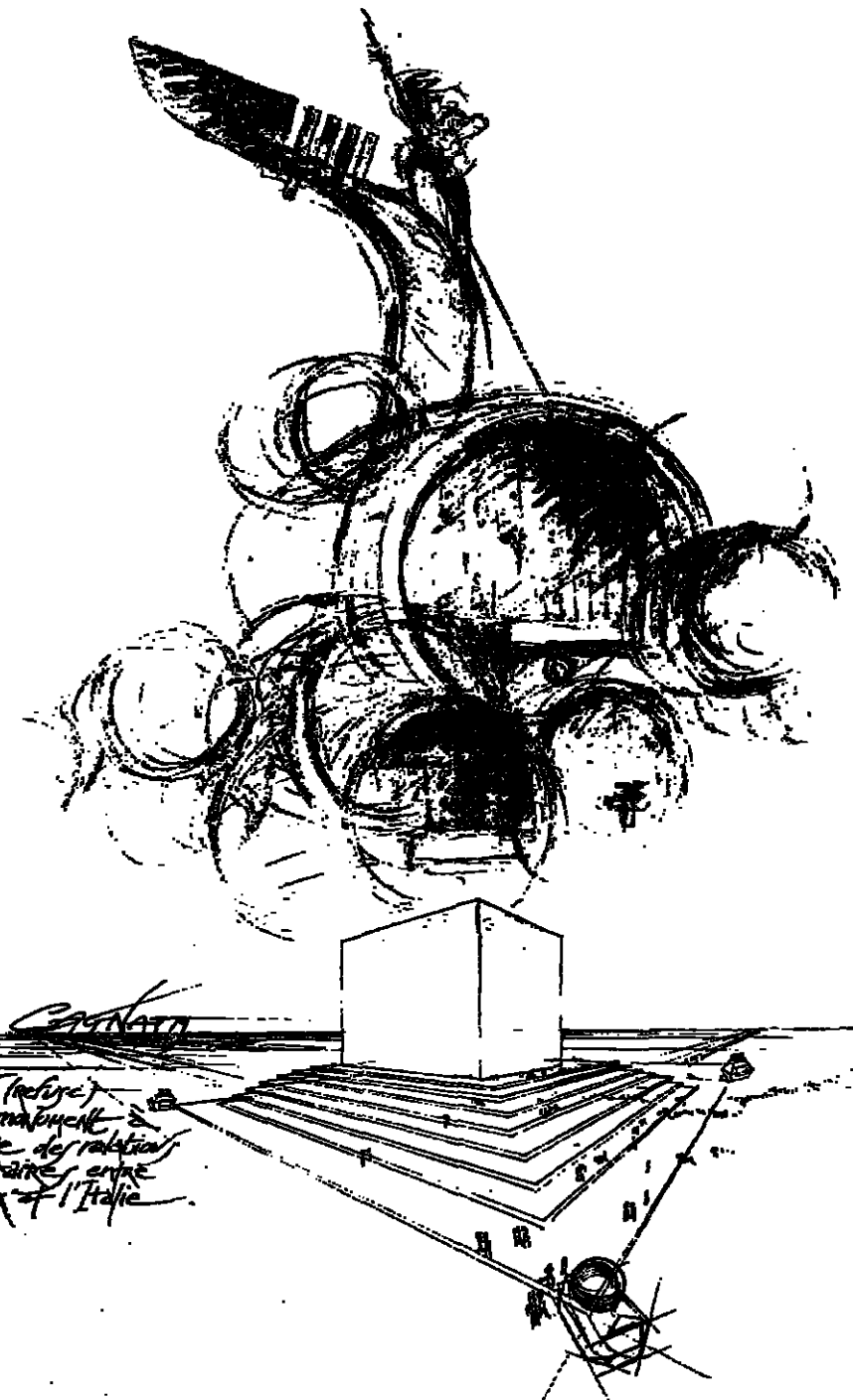
« On peut avoir des courtisanes au vu et au su de tout le monde », note-t-il lors de son séjour à Venise. Un siècle et demi plus tard, en 1728, Montesquieu part pour l'Italie, accom-

plir le programme du Redhi de ses *Lettres persanes* (qui lui ont valu un énorme succès) : l'étude du gouvernement, des mœurs, du commerce et des arts... « Il me semble qu'il y a un grand rapport à notre pays de Guyenne », écrit-il du Frioul. Séjournant à Venise, il dresse le même constat de liberté que son illustre prédécesseur : « Aller de plein jour voir les filles de joie ; se marier avec elles, pouvoir ne pas faire ses pâques, être entièrement inconnu et indépendant dans ses actions : voilà la liberté que l'on a (...). A Venise, on ne vous demande ni voitures, ni domestiques, ni habits : du linge blanc vous met au rang de tout le monde » (7).

Autre grand voyageur, Stendhal ne manquera pas d'évoquer l'Italie à propos de Bordeaux, pour laquelle le « Milanais » s'enthousiasme : « Bordeaux est sans contredit la plus belle ville de France », peut-on lire dans ses *Mémoires d'un touriste* (8). « Je ne vois qu'une chose à comparer à l'admirable course de la tour de Saint-Michel à Bocalan, c'est la promenade de la Riva de Schiavoni à Venise. » Le quel de la ville lui apparaît sans équivalent dans toute l'Europe, « Naples excepté ». Il assure qu'il ne connaît pas de « plus belle place en France » que celle de Tourin, digne, comme les Quinconces, de recevoir le *Pensiero* de Michel-Ange pour ornement. Il s'extasie sur la franchise, le bon sens, la « vie tout épicurienne » des Bordelais. Mais il réserve son éloge le plus subtil à celles dont « la finesse des traits et surtout la beauté des sourcils » l'éblouit : « Comme en Italie, les femmes ont, sans le vouloir, ce beau sérieux dont il serait si doux de les faire sortir... »

Valérie Cadet.

- (1) Editions Le Tour sur le Tour, 1988.
- (2) Bordeaux Capitale, Photos d'Alain Dauvergne, préface de Jean-Marie Planes, Editions Vrinque.
- (3) L'Apprenti, Gallimard ; *Parant tant d'autres feux...* et *les Foulpes*, Le Tour sur le Tour.
- (4) Gallimard, 1984.
- (5) Gallimard, 1987.
- (6) *Journal de voyage en Italie*, in *Œuvres complètes*, La Pléiade.
- (7) *Voyages*, in *Œuvres complètes*, tome I, La Pléiade.
- (8) *Mémoires d'un touriste*, III : *Voyage dans le Midi*, Editions FM/La Découverte, 1981.



Les splendeurs de Loy

Quatre prix littéraires en Italie pour ce beau roman où, dans une famille piémontaise, chacun retrouvera son propre passé

LES ROUTES DE POUSSIÈRE, de Rosetta Loy. Traduit de l'italien par Françoise Brun. Alinéa, 248 p., 110 F.

Il suffit de lire les premières pages de *Routes de poussière* pour comprendre que ce qui aurait pu n'être qu'un roman historique bien fait — traçant, sur trois générations, la destinée d'une famille de paysans piémontais du XIX^e siècle — est un livre merveilleux qu'on ne pourra pas quitter avant d'être arrivé à l'épilogue. Il n'est pas étonnant que ce roman ait remporté, en 1986, quatre prix littéraires italiens (Catanzaro, Rapallo, Viareggio, Campiello e Supercampiello), car Rosetta Loy y a réussi un coup de maître.

Jouant du souvenir, des sensations, des détails, relevant des manières, des gestes ou des tics de langage qui rendent certaines personnes inoubliables, elle fait beaucoup plus que restituer, dans une Italie encore inexistante, composée d'États et de royaumes juxtaposés, la généalogie des descendants du Grand Masten, le fondateur de la « dynastie » (un homme dont on a toujours ignoré le patronyme et

qui, à la fin du XVIII^e siècle, est devenu « propriétaire »). Écrivain minutieuse, attentive au rythme de sa phrase et de son récit, elle sait donner à chaque existence sa chair ; recréer l'étrange entrelacs de bonheurs minuscules, d'amours folles, de chagrins imperceptibles, d'humiliations ignorées, de détails, insignifiants en apparence, qui assurent à toute vie une singularité.

Rosetta Loy, qui avait obtenu en 1974 le prix du premier roman Viareggio pour *la Bicyclette*, est parvenue, avec *Routes de poussière*, à la maîtrise de son talent et de son métier. Si l'on tente de résumer la vie de Maria, l'une des héroïnes, on est déjà « perdu » quand on a expliqué qu'elle épouse successivement les deux fils du Grand Masten (le premier mourut à l'âge de trente ans), eut, de ses secondes nocces, cinq enfants, dont un seul, Luis, se maria — deux fois, sa première femme étant morte en mettant au monde son premier fils Pietro-Giuseppe. Dans le texte de Rosetta Loy, on ne s'égare jamais et, la lecture terminée, on n'oublie pas plus le violon et la trop grande blondeur

du premier mari de Maria, que les soldats autrichiens ou français et leurs guerres, les inondations d'octobre 1839 et l'éclipse de soleil du 22 juillet 1842.

On gardera plus encore le souvenir des femmes qui traversent ce livre, d'amours contrariées en adultères heureux, de désirs insoumis en refus du plaisir. La plus belle, sans doute, est Rosetta, la rousse, la fille du forgeron anarchiste. Quant à Teresina, l'éphémère première épouse de Luis, elle avait une passion : « les pommes reines ». Elle aimait aussi Mozart, « jouait de l'épingle et usait d'une serviette de table avec tant de grâce que c'était un plaisir de la regarder manger ».

Le trouble de la religieuse

Son charme d'adolescente, alors qu'elle est déjà enceinte, irrite beaucoup la sœur de Luis, Geltrude Rosalia, une religieuse dissimulant mal le trouble que lui cause la jeune femme. Geltrude essaiera de reporter son amour pour Teresina, morte en couches, sur le petit Pietro-Giuseppe, son fils. En vain : « C'est son odeur qu'il ne supporte pas, l'odeur de la chair qui ne voit jamais la lumière et accomplit son cycle dans le noir. Une odeur liée à celle des fleurs qui pourrissent dans les vases devant la tombe de Teresina. » Aujourd'hui, la maladie et la mort sont tenues pour des inconnues. On a presque oublié ces existences où l'on n'échappait au choléra que pour mourir à la guerre, ces destins de femmes que des amours impossibles conduisaient au couvent ou qui, si elles survivaient à leurs accouchements, étaient certaines de voir mourir plusieurs de leurs enfants. C'est à la recherche de ce passé si proche, le sien, le nôtre aussi, qu'est partie Rosetta Loy. Et, en ces temps où certains seraient bien aises de nous voir perdre la mémoire, il est bon, avec elle, de retrouver ce passé et de le reconnaître.

Josyane Savigneau.



ANNE BRAGANCE

La chambre andalouse

« En dehors du talent, il faut être belle, généreuse et à demi-espagnole comme Anne Bragance, pour oser écrire un roman aussi violent que *La chambre andalouse*. »

Claire Gallois / Paris Match

« Ce flamboyant roman des noces de sang, lente mise à mort exaltée dans une prose baroque bouscule la raison, et le lecteur, devenu son *aficionado*. »

Jérôme Garcin / L'Evenement du Jeudi

ROMAN

La Chambre andalouse

La leçon d'amour

GRASSET

L'enfance d'Addamo

**LES HABITUDES
DE L'ABSENCE.**
de Sebastiano Addamo.
Ed. Jacqueline Chambon.
93 p., 60 F.

Au cours des années 30, dans la région de Catane en Sicile, un village replié sur lui-même se réveille et s'endort au rythme ancestral des mariages et des enterrements, des caprices de la nature et des incartades tripi-corniques de l'histoire, avec la tranquille appétition, un beau matin, du fonctionnaire fasciste sur le balcon de la mairie... Rien pourtant ne s'inscrit plus durablement dans la mémoire que les petites faits que l'on croyait, sur le moment, voués à disparaître avec la fin du jour. C'est du moins l'intuition qui anime Sebastiano Addamo tout au long de cet ouvrage bâti sur la terre friable de son enfance.

« Après la sécheresse, le tremblement de terre. Il causa peu de dégâts, abattit quelques vieilles constructions déjà en ruine et de petites cabanes de grès... On commença à voir dans les rues les frères du couvent voisin : ils sillonnaient la campagne en quête de croix et de gosses. Ils sont arrivés, annonce ma mère, comme si elle avait voulu dire qu'ils allaient prendre les choses en main. Ou peut-être voulait-elle dire que, si l'on avait envoyé les moines, c'est qu'il n'y avait plus rien à espérer. »

Le portrait, ou plutôt l'acquisition du personnage de la mère occupe le cœur de ce récit, tel un de ces visages de femmes que l'on voyait poindre dans l'encadrement d'une fenêtre. Elle disait : « Le plus important n'est pas de vivre, mais de continuer à le faire », ou encore : « J'ai parfois trouvé des morceaux de village dans certaines personnes. » C'est aussi comme cela que nous la voyons, elle qui ne vivait sa propre vie que dans la mesure où elle pouvait s'en distraire ou la tromper, en cachette, avec ses rêves.

Margherita Guidacci : la voix de la douleur

NEUROSUITE
de Margherita Guidacci.
Traduit de l'italien
par Gérard Pfister, bilingue
Arfuyen, 48 p., 50 F.

Margherita Guidacci publie son premier livre de poèmes, le *Sabbato e Angelo*, en 1948 (1) : elle a vingt-cinq ans. D'emblée, s'affirme une vocation poétique qui a pour objet l'intériorité. Ce fonds intime, Margherita Guidacci cherche à l'exprimer dans la langue commune, partageable. Langue qui ne subit nulle altération, ne veut s'enrichir d'aucun ornement, d'aucun étranger, mais se satisfait de son pouvoir immédiat d'évocation.

De ce premier recueil, Margherita Guidacci peut ainsi écrire : « J'avais compris, grâce à ce livre, que mes intérêts concernaient surtout le contenu, que la valeur des mots tenait pour moi à leur sens ordinaire et courant d'échange, et non à un au-delà du sens, démiurgique, qui les isolait du reste du langage, et que ma recherche devait se dérouler à travers un rapprochement dramatique des signifiés, et non à travers un rapprochement magique des sons. »

Dévoilé, intime, le lyrisme de Margherita Guidacci n'a pas, comme celui de son compatriote et ami florentin Mario Luzi, l'ambition d'embrasser du regard les vastes domaines de l'esprit et de l'histoire. L'extrême sensibilité à la souffrance et à la misère humaine pourrait, en revanche, la rapprocher d'Ungaretti, auquel elle consacra d'ailleurs sa thèse en 1943. Mais il faut chercher ses filiations profondes hors des frontières et des courants poétiques italiens, par exemple chez les

Dans la brume du souvenir, l'auteur avance par bribes et à tâtons afin d'éviter qu'une certitude en trop ne vienne compromettre le sentiment de fragilité et d'absence qui l'obsède. Dans un bruit de rumeurs et de cris d'enfants, de charrettes, et de confidences intimes, il restitue, à peine, l'existence pathétique des uns et des autres. Un grand-père, fabricant de parapluies, qui consacrait le meilleur de son temps à stériliser des chèvres, ou alors trois oncles dégénérés qui poursuivaient avec ferveur leurs destins de ratés.

Un bruit de silence

Il est vrai que ce récit du romancier sicilien, traduit pour la première fois en France, ne marque pas de charme et qu'il illustre fidèlement le désir de l'auteur : traiter le souvenir en naufragé de la mémoire et montrer, comme dirait le poète Porcchia, que « toute chose existe par le vide qui l'entoure ». La tendre pudeur de ce texte, qui réussit parfois à instaurer un bruit de silence entre les lignes, ne comble pourtant pas notre attente.

En choisissant de s'exprimer sous la forme du fragment et de l'aphorisme, Addamo ne nous communique pas toujours la force et la densité que requiert, par définition, ce choix d'écriture.

On est surtout tenté de rappeler, à ce sujet, l'œuvre de son compatriote Beppe Fenoglio, et plus particulièrement ce roman, *Le Mauvais Sort* (1), qui s'inscrit dans le même univers âpre et mélancolique de la guerre et de la vie paysanne et qui parvient, dans un même élan d'humour et de sobriété, à nous en livrer toute l'inquiétante complexité.

Dominique Eddé

(1) Denoël, 98 p., 68 F.

La résurrection de Goffredo Parise

Un alphabet des sentiments universels par un romancier-reporter.

ABÉCÉDAIRE
de Goffredo Parise.
Traduit de l'italien
par Alix Tardieu
et Giovanni Turolla.
L'Arpenteur, 332 p., 165 F.

L'ENFANT MORT ET LES COMÈTES
de Goffredo Parise.
Traduit de l'italien
par Edith Parlier,
postface d'Andrea Zanzotto.
L'Arpenteur, 232 p., 120 F.

Attaché spectaculairement à un purgatoire d'une vingtaine d'années, voici qu'avec éclat resurgit, trois ans après sa mort, Goffredo Parise. L'auteur du célèbre *Prete bello* (1), traduit dès sa parution dans le monde entier, écrivait en 1958 un article intitulé « Intuitif du roman ». Il avait alors vingt-huit ans et avait perdu toute confiance en la forme romanesque, convaincu que l'aplanissement des conflits sociaux privait ce genre de tout avenir. Le roman, selon lui, devait être « idéologique ». Parise n'allait pas pour autant renoncer à la fiction, puisqu'un an de ses grands succès, *Le Patron* (2), date de 1965. Mais, entre-temps, il opte pour une autre forme de littérature : le reportage.

L'hommage que la commission des Communautés européennes (sous la direction de Carlo Ripa di Meana), le ministre de la culture et la région de Venise rendent à Parise, à l'Institut culturel italien et à Beaubourg, avec une exposition du photographe Lorenzo Capellini — qui retrace l'itinéraire littéraire et journalistique de l'écrivain (3) — et plusieurs colloques qui ont réuni reporters, écrivains et traducteurs, italiens et français, permettra au lecteur français de découvrir une figure des plus originales de la littérature italienne. A qui comparer Goffredo Parise ? A Malraux ? Sans doute peu d'écrivains se sont engagés comme lui (lui qui détestait l'expression de « littérature engagée ») dans le reportage. Ses articles sur le Chili, le Biafra, le Vietnam, la Chine, le Japon (4) lui ont valu la considération de toute la profession, comme l'ont prouvé les témoi-



Goffredo Parise, le « rimbalzino », à New-York en 1961.

universels, mais sans pompe, sans prétention. Petites nouvelles, réminiscences personnelles teintées de nostalgie et d'humour, que traverse parfois le désespoir.

« L'essence même de la vie »

Voici comment l'auteur en explique la genèse : lors de la parution du premier volume en Italie, en 1972 : « Dans les années 60-70, en pleine contestation idéologique, en des temps si politisés, j'entendais une grande quantité de mots que l'on qualifie en général de difficiles. Difficiles même à prononcer. Par exemple : « révolutionnariser ». Voilà, cela n'exprime strictement rien. Je ressentais une grande nécessité de mots simples. Un jour, sur la place devant chez moi, je

vois un enfant sur un banc avec un abécédaire. Je lorgne et je lis : « l'herbe est verte », l'essence même de la vie et de la poésie. » (5)

La limpidité du style, la simplicité des sujets, la précision des sensations instaurent entre le lecteur et le livre une qualité d'intimité unique : la voix parfois un peu impersonnelle des romans auxquels Parise dut sa renommée devient soudain proche, sereine dans le désespoir, comme aurait dit Umberto Saba. L'image du baronnet un peu poseur s'estompée. Et l'on trouve un poète à la sensibilité exacerbée, au bord des larmes, contemplant avec une résignation étouf-

consacre des pages intitulées *Poésie*, ou de Sandro Penna. *L'Enfant mort et les comètes*, son premier roman, écrit à dix-neuf ans et *Arsenic*, tentative romanesque avortée, donnent une idée de la diversité des « manières » de Parise.

« Réalisme magique »

Dans le premier, inspiré à l'auteur par le *Troisième Homme*, de Carol Reed, c'est-à-dire par le spectacle de Vienne sous les décombres, le grand poète vénitien Andrea Zanzotto, participant lui aussi au colloque parisien, estime que le « rimbalzino Parise » avait « retrouvé tous les droits de l'imagination la plus débridée, qui véhiculait cependant tous les droits de la réalité, y compris la plus horrible ». Ce roman, qui en partie se rattache à une tradition de « réalisme magique », s'appuie en effet sur la réalité historique de l'après-guerre, dans un univers d'adolescents transfigurés, communiquant avec la mort et les rêves.

Arsenic, livre plus libre encore dans sa forme, était une pause dans l'œuvre de Parise. C'est en lui forçant un peu la main qu'un libraire de Trévise publia ce bref récit, dont la facture rappelle à la fois Manganelli et Stefano D'Arrigo, et qui décrit la vie d'un embryon dans le ventre de sa mère, séduite et désemparée. Il serait un peu paradoxal de prétendre que ce texte, assez hermétique, est le plus autobiographique de Parise. Et c'est pourtant celui où les circonstances de sa naissance (Parise était l'enfant bâtarde de la fille adoptive d'un fabricant de bicyclettes) sont le plus présentes. Mais n'était-ce pas dire qu'un auteur n'a que l'origine qu'il se donne ?

René de Coccaty.

- (1) Traduit sous le titre *Odor de sainteté* (Gallimard).
- (2) Stock.
- (3) Au Grand Foyer du Centre Pompidou.
- (4) *Guerre politique* (Einaudi) et *L'élégance à frigidité* (Mondadori), tous deux repris dans les œuvres complètes (Mondadori).
- (5) Cité dans le catalogue bilingue, illustré, de l'exposition de Beaubourg, publié par les éditions De Luca, 200 F.

Les murmures de la Marquise Colombi

Italo Calvino découvert avec ravissement son Mariage en province.
Mélancolies légères du côté de Novare, au dix-neuvième siècle

UN MARIAGE EN PROVINCE
de la marquise Colombi.
Traduit de l'italien
par Josette Monfort
et Emmanuelle Genevois.
Ed. Pléiade, 144 p., 70 F.

Elle était italienne, et s'appelait Maria-Antonietta Torelli Viollier. Hélas ! pour voluptueux qu'il fût, ce nom n'eut pas l'heur de flatter celle qui le portait. Aussi s'empressa-t-elle d'en changer, soucieuse de ne point contrarier ses desseins. La petite Maria-Antonietta de Novare, devenue marquise Colombi, put enfin, sous cette identité voilée, se livrer en toute impunité au péché d'écriture. Nous étions alors dans les années 1860-70, et la marquise commença sa carrière dans le journalisme. Plus tard, elle publia des nouvelles et des contes pour enfants, se prit à fréquenter les salons littéraires, puis finit par se consacrer avec passion, à l'écriture de ses romans.

Là encore, sa vivacité de ton trouva quelques accointances avec son nom d'emprunt. Son pseudonyme évoquait, en effet, une héroïne de comédie caractérisée par sa verve satirique. C'est Italo Calvino qui découvrit avec ravissement *Un mariage en province*, premier ouvrage de la marquise à paraître aujourd'hui en France. La romancière y relate l'histoire d'une jeunesse austère, qui s'étiole lentement, engourdie par la morosité de ses habitudes et la tristesse inévitable qui en résulte.

C'est que l'on ne tente guère l'aventure dans la province de Novare, au dix-neuvième siècle, surtout si l'on a eu l'infortune de naître fille. Ici, l'Italie n'a plus la légèreté chantante ni la décision fantasque que nous avons connue de lui prêter. L'insignifiance des paysages y est une offense au romantisme, et l'existence se révèle bien parcimonieuse quant aux divertissements qu'elle condescend à offrir.

L'héroïne du roman est orpheline de mère ; issue d'une bourgeoisie étiquée et pauvre, elle se devra de subir le destin sans surprise alors impartit aux jeunes filles. En guise d'éducation, d'interminables promenades à travers les plaines maussades, et quelques leçons d'écriture et de calcul sous l'égide d'un père dénué de finesse.

Ainsi passent trop lentement les jours, à l'ombre du salon gris. Puis vient l'unique et grande affaire de la vie, le mariage, objet de toutes les craintes et de toutes les espérances.

Mais si l'on sait coudre ou cuisiner, encore faut-il, pour prétendre à un mari, posséder une dot en conséquence. Et pour peu que l'on soit pauvre, il ne suffira point non plus d'être belle.

Voilà comment l'on s'expose, si l'on n'y prend garde, à devenir vieille fille. Et à Novare, on est vieille fille à vingt-cinq ans... L'histoire pourrait être tragique, et pourtant, il n'en est rien. Sous la plume de la marquise, les

mélancolies se font légères, et les déceptions conciliantes. Tour à tour amusés ou attendris, nous suivons les errances naïves de l'héroïne-sarratrice. Ainsi tout est désespéré, mais rien ne mérite d'être désespéré, semble nous murmurer la marquise.

Et puis, il ne faudrait pas omettre ces magnifiques et délicieuses « amours de regards », tradition inventée par la province, et qui veut que l'on désigne l'être par les yeux avant que par la parole. Là s'entretiennent, parfois durant des années, de vaines et muettes passions, nourries par l'attente d'un improbable mariage, jusqu'au jour où l'on se voit préférer une autre, plus avenante ou plus riche. Mais, au moins, ces « amours de regards » savaient-elles enflammer l'imagination, comme le fait tout au long de son livre la marquise Colombi, qui nous a légué une des œuvres les plus singulières du « romantisme provincial ».

Florence Sarrolo.

LIVRES • RÉCITS

LETTRES D'ITALIE

Les promesses de Raffaele Nigro

En mêlant la chronique et l'imaginaire, les Feux du Basento sont émouvants comme un Guépard modeste

LES FEUX DU BASENTO
de Raffaele Nigro.
Traduit de l'italien
par Jean-Claude Zancanini.
Verdier, 272 p., 125 F.

Comment un jeune écrivain italien peut-il entreprendre, aujourd'hui, une fresque historique à la manière de Lampedusa, sans paraître anachronique ni souffrir de la comparaison ? Par la fraîcheur d'esprit, la reconquête d'une sorte d'innocence dans la conduite du récit, un goût limpide de la fable. Raffaele Nigro — né en 1947 — témoigne de toutes ces qualités dans *Les Feux du Basento* — justement couronné par le prix Campiello.

En mêlant la chronique à l'imaginaire, les faits réels puisés dans les actes des criminels d'Etat à l'invention, il retrace, de 1784 à 1861, la destinée de quatre générations de manouvriers qui se transmettent, de père en fils, l'instinct de révolte contre le pouvoir royal. L'écrivain fait de Francesco — le premier à prendre le maquis — un révolté par sentiment : tremblant à la vue de la souffrance, emporté par la vocation de la liberté, grisé par « l'imprévisible », il devient très vite un chef de bande adulé, un général des pauvres qui tue pour « améliorer le monde ».

C'est aussi un aventurier poète qui a dans ses poches une réserve inépuisable de mots et de rimes ; il compose des poèmes de guerre au gré des marches et des repos, attendant de rencontrer un homme de bonne volonté qui les transcrive à partir de sa voix. Lui, qui ne sait ni lire ni écrire, est davantage ébloui par la lumière des rames de feuilles et les illustrations des livres décon-



Raffaele Nigro : à la manière de Lampedusa

verts dans une diligence renversée à la fin d'une escarmouche que par l'or du butin ou les feux de la victoire. A ses yeux, les êtres sans instruction sont condamnés à vivre comme « des voyageurs de l'autre monde ». Il envie les hommes de plume. Aussi est-il fasciné par l'érudition des bourgeois libéraux qui — tels Tommaso Bindi — réveillent, par leurs discours, le peuple et

lui apprennent à « relever la tête ».

Cette confiance exaltée dans le pouvoir du verbe lui permet d'incarner la grandeur sauvage d'une terre hantée par la fable, les annonces nocturnes, les légendes qui habitent les marécages et la croyance dans le retour des morts qui visitent parfois les vivants.

Le « miel de la connaissance »

Raffaele, le fils de Francesco, qui a su prendre le « miel de la connaissance » dans le silence d'un monastère, se découvre, un matin, couvert de plaies qui « ruissellent comme des fontaines ». Image du Christ crucifié, il est considéré par les humbles comme un saint. Il ouvre pour eux un hospice, cette petite République qui protègera « le corps et l'esprit » des malheureux. Pourtant, lorsqu'il tombe sous les balles des soldats du roi, le domaine refuge redevient « terre inculte parmi les terres incultes ».

Cette répétition stérile de l'Histoire qui, éternellement, recouvre de nouvelles les utopies des hommes de liberté ensèche le scepticisme de l'écrivain. Pour lui, chaque génération tente l'expérience de l'insurrection et rentre dans le sillon avec « son chargement de morts et de regrets ». Raffaele Nigro a, en tout cas, donné la parole à ces hommes, le temps de ce livre, mené avec une euphorie maîtrisée, émouvant comme un *Guépard* modeste, écrit du côté des pauvres.

Jean-Noël Pancrazi.

Le diable version Bompiani

L'Étourdi, quatre longues nouvelles où le pessimisme s'exprime avec une rare élégance.

L'ÉTOURDI,
de Ginevra Bompiani.
Traduit de l'italien
par Eliane Formenelli.
« L'Arpenteur »/Gallimard,
180 p., 98 F.

Ginevra Bompiani, qui est philosophe autant que romancière, cite à plusieurs reprises Platon qui, dit-elle à propos d'un de ses personnages, « l'avait induit dans la pire des tentations, celle de prendre en compte l'idée de la chose et d'oublier la chose ». On pourrait, en effet, attribuer à l'auteur même cette tendance et la qualifier habilement d'écrivain cérébral, et, au sens fort, « idéaliste ». Mais, si Ginevra Bompiani a une pensée précise, claire, nette, elle a aussi avec la réalité un rapport de contemplation poétique. L'alliance de l'intelligence et de la sensibilité poussées l'une et l'autre à un tel degré de maîtrise et de rigueur est assez rare chez les auteurs de fiction pour qu'on la signale d'emblée. Qui d'autre en Italie ? Primo Levi, peut-être.

L'Étourdi est un recueil de quatre longues nouvelles, sur lesquelles l'auteur nous met en garde : « L'interprétation, c'est le diable et chaque histoire court, le cœur noué, à la surface ». Mais cette surface-là n'a rien de superficiel. Et l'ensemble est construit, disons, comme un quatuor. C'est de la musique de chambre, à quatre instruments et en quatre mouvements. Le premier mouvement, la première nouvelle, qui donne son titre au recueil, serait un scherzo (ordre, certes, peu orthodoxe musicalement), mais un scherzo tendre. L'« étourdi » (plutôt victime d'un ravissement que d'une distraction ou d'une perte de conscience) rencontre une jeune fille qu'il voit accoucher d'un

payage. Le ton est vif, emporté, à peine tempéré par de brèves digressions, qui sont des contes dans le conte, dont une très jolie fable sur le vide.

Le deuxième mouvement, beaucoup plus sombre et tourmenté, adagio, pourrait presque être une histoire d'Edgar Poe. On y voit un vieillard et son disciple : le premier s'achemine vers la mort, dans l'aigreur d'une solitude imposée puis revendiquée, et le second détruit sa propre jeunesse qu'il ne sait pas vivre. Le disciple est « celui qui espère le moins de la vie — rien peut-être que ce squelette ». Le vieillard amer ne veut plus s'intéresser à son œuvre de jeunesse : « Il ne faut pas s'occuper d'un vieux livre. Ce sont les jeunes qui doivent honorer les vieux et non l'inverse ». La mort, peu à peu, se précise et devient « lorsqu'elle assume son visage de néant, l'objet absolu de la passion. L'homme combat toute la vie le néant jusqu'à en être éperdument amoureux ».

« La chose distinguée »

C'est à la mémoire de Carlo Betocchi (1) qu'a été écrit le troisième mouvement, le plus riche, le plus varié, un andante. Henry James, voyant venir sa mort, aurait dit, selon Edith Wharton : « Elle est finalement venue, la chose distinguée ». Betocchi, lui, l'invoque ainsi : « O révérencieuse, cérémonieuse mort, dans l'humide vent d'automne ». C'est aussi un vieillard qui reçoit un jeune homme, un admirateur, portant le même prénom que lui. Le visiteur ne parvient pas à parler à son maître, prostré, fasciné par le symbole d'un tas d'immondices dans

lequel caricaturalement se confond sa recherche formelle. Cette nouvelle, qui est probablement la plus inspirée, est également écrite sous le signe d'un autre grand poète, Umberto Saba, auquel Sandro Penna consacra, lui aussi, le très beau récit d'une visite et de propos « que la force triste de la présence avait étouffés ».

Le protagoniste du dernier mouvement (allegro vivace sans doute, car il y a un ton d'invoctive qui dans les précédents est absent) est épris de justice, jusqu'à l'obsession, jusqu'à la folie. « Celui qui distingue entre justice humaine et justice divine renonce au fond de son cœur à une justice humaine », note-t-il. Il espère accéder dans sa quête

infinie à une légèreté qui ne sera jamais la sienne. Une légèreté d'Arlequin, mais Arlequin, précisément, tient selon lui les rênes du pouvoir, monstre hat.

Le pessimisme noir de Ginevra Bompiani est doté d'une élégance unique et ses personnages, que par dérision elle dit exhiber dans un théâtre de marionnettes, ont une grâce qui leur vient d'où ? De la sérénité de l'esprit analytique.

R. de C.

DENIS LANGLOIS

L'AFFAIRE SEZNEC

«Les éléments nouveaux, la réhabilitation humaine de Guillaume Seznec et l'histoire de trois générations en lutte, traversées par le judiciaire et les médias.»

DOMINIQUE CONIL "LIBÉRATION"

Prix des Droits de l'Homme 1989

PLON

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. 48 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Michel del Castillo
Mort d'un poète.

«On cherchait en vain dans ce livre une photographie de la Roumanie socialiste. J'ose toutefois prétendre qu'on y trouve sa vérité.»



MERCURE DE FRANCE

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

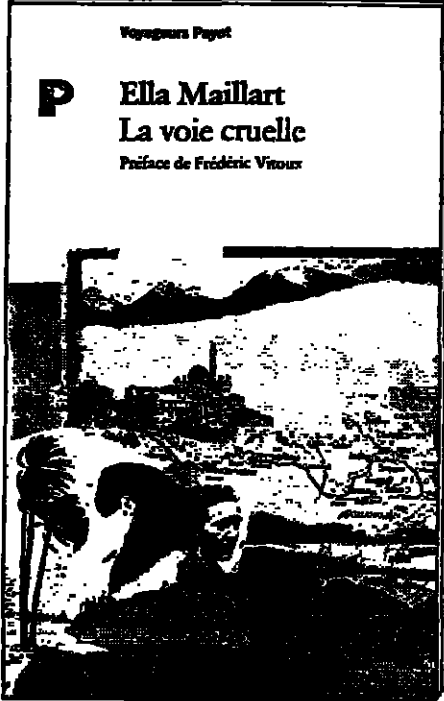
45-55-91-82, poste 4356



Prix Alexandra David Neel 1989

Payot

Collection Voyageurs



poètes du temps présent

- Paulette STEINBACH
« Amour, joie et tourment »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Stéphane DUBRAY
« Annabelle »
64 pages, 46 F.T.T.C.
- Marcelle DE BACKER
« Au-delà des ténèbres »
56 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Eve DIRINGER
« Le beau et le vrai »
32 pages, 39 F.T.T.C.
- Paule LEYS
« Chemin d'ombres et de lumières »
96 pages, 52,80 F.T.T.C.
- Patrick PHILIPPE
« Enfer et paradis »
224 pages, 81,40 F.T.T.C.
- Eric LAURIA
« Entre l'amour et la mort »
32 pages, 39,00 F.T.T.C.
- Jean-Jacques RAIMOND
« Errance »
328 pages, 107,40 F.T.T.C.
- Jean-François NICOLAI
« Les fenêtres de la nuit »
56 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Reine DECIRON
« L'image des mots »
32 pages, 39,00 F.T.T.C.
- Jean VERGRIETE
« Images et reflets la révolution 1785-1789-1794 »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Alain BALAY
« J'aime »
48 pages, 48,70 F.T.T.C.
- Magali GOLL
« Je vous aime »
128 pages, 68,10 F.T.T.C.
- Reney SCOUARNEC
« Karma »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Stéphane RUSINEK
« Mémoires d'un monde oublié »
176 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Joséphine de LYMMOUZERE
« Montagne »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- SYLVIE
« Pages de vie »
128 pages, 68,10 F.T.T.C.
- Nicole DASBOURG
« Paysages intérieurs »
40 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Anne QUILLES WEYN
« Petits papiers de soi »
128 pages, 68,10 F.T.T.C.
- Robert BRION
« Poésie quand tu nous tiens »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Emmanuel DUMONS
« Poison d'Avril »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- André COSTIL
« Pourquoi ce cri du cœur »
32 pages, 39,00 F.T.T.C.
- Solange MOULIN
« Quand l'esprit vagabonde »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Pierre VUACHET
« Poèmes-M »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Eric DELBLOND
« Regards et passion »
48 pages, 48,10 F.T.T.C.
- Alain TAMIENNE
« Les réveilleurs d'aurore »
256 pages, 98,20 F.T.T.C.
- Jeanne SABATIER
« Rêverie sur clins d'œil »
144 pages, 63,30 F.T.T.C.
- Ramy MORCOS
« La toile d'araignée »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Jacques DUPOMMERELLE
« Torguzelp, le diamant rouge »
96 pages, 52,80 F.T.T.C.
- Ferdinand SAMMUT
« Un poète et sa lyre »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.

—romans et nouvelles—

- Marie-Renée GAY
« La voix messagère »
240 pages, 88,20 F.T.T.C.
- Paul-Voléry Rustighi
« La vie est un art »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Paul LOBSTEIN
« L'A.B.C. des produits Lavoisier »
Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.
48 pages, 48,10 F.T.T.C.
- Jean-Denis FRAM
« Les anti-agenouillés »
Un livre qui incite tous les êtres vivants à ne jamais capituler.
240 pages, 92,80 F.T.T.C.
- Françoise BOYER
« Avec des mots simples »
Des clairs de lune dans la nuit noire des femmes en détresse.
128 pages, 53,80 F.T.T.C.
- ALEXANDRA V
« La Bulle »
Bulle de papier, bulle de l'éloignement, bulle de savon, un univers ludique.
96 pages, 46,40 F.T.T.C.
- Jeannette BALOU-TCHICHELE
« Cœur en exil »
Trois Congolais à Paris : humour et tendresse.
192 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Jean de LINEC
« Conjugaison imparfaite »
Le névrosé guéri par l'Amour, d'est tout un enseignement !
144 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Sylvain MEDINA
« Les contes de Grospadac »
Des contes pleins de magie dans une Afrique conventionnelle.
128 pages, 54,90 F.T.T.C.
- André MEIER
« Contes floraux pour Evelyne »
La légende dorée des fleurs, racontée aux enfants.
144 pages, 63,30 F.T.T.C.
- Yves DUPONT-FRONGEOT
« Le crapaud nu »
Petits voyous, petits vicieux : une série de romans étonnants.
96 pages, 48,50 F.T.T.C.
- André MEIER
« Horemheb le Faucon du Nil »
Un roman historique dans la Vallée des Rois.
264 pages, 108,50 F.T.T.C.
- PAULANGE
« Lettres à Gabrielle »
Histoire d'un grand rêve peuplé d'animaux disparus.
128 pages, 53,80 F.T.T.C.
- René SANGUET
« Louise le temps des vacances »
En Normandie, entre le Front populaire et le Débarquement.
192 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Patrick SAINT-MICHEL
« Mission sidérale »
Les aventures éblouissantes d'un policier du futur.
208 pages, 84,40 F.T.T.C.
- Bernard CARETTE
« Le parfum de la drogue »
Au Brésil, un trafic camouflé en parfumerie.
224 pages, 81,40 F.T.T.C.
- Françoise TALUDEC
« Pour l'amour d'un père »
Un roman plein d'amour et d'optimisme.
192 pages, 72,80 F.T.T.C.
- Pierre ALEXANDRE
« Le Testament Nouveau est arrivé »
Un pastiche occasion des Saintes Ecritures.
196 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Victoire COHUAU
« La transition »
Le pour et le contre d'un mariage mixte.
128 pages, 53,80 F.T.T.C.
- Alfred PERRIER
« Un homme »
A la Belle de nuit, il erre dans les sphères de la douleur.
128 pages, 55,90 F.T.T.C.
- Sophie DE LANAI
« Un souffle de paix »
Le destin exceptionnel d'Émilie qui voulait changer le face du monde.
224 pages, 82,50 F.T.T.C.
- Eric PAUWELS
« Utopie »
Un combat qui oppose le rêve et la réalité.
144 pages, 55,90 F.T.T.C.
- Michel JACQUEMOT
« Les Xzorks »
En 2010, ils ont 10 minutes pour neutraliser un gaz meurtrier.
224 pages, 81,20 F.T.T.C.

—récits - souvenirs—

- Bernard GAILLOT
« A la découverte des USA »
Quelques spectacles grandioses à ne pas manquer.
80 pages, 68,10 F.T.T.C.
- François GRECO
« Cahiers d'un immigré »
Un message de courage et d'espoir pour tous les déracinés.
256 pages, 105,90 F.T.T.C.
- Marie-Jeanne MESLAT
« Le calvaire de Marie-Jeanne »
Toute une vie de souffrance et d'angoisses.
128 pages, 55,90 F.T.T.C.
- Germain RODDY
« Cinq uniformes pour gagner une guerre »
Le drame des jeunes Alsaciens et Mosellans pendant la seconde guerre mondiale.
224 pages, 93,10 F.T.T.C.
- Sophie MAURY-MONNERAT
« Du Léman au Limousin »
Journal de Sophie, femme de peintre entre 1888 et 1919.
384 pages, 142,40 F.T.T.C.
- Irène d'AIGLEROCHÉ
« Elle a même épousé un prêtre »
Un exorcisme contre la malédiction de la femme d'un détraqué.
256 pages, 96,00 F.T.T.C.
- Maria KLEIN
« Mieux et plus haut »
Les souvenirs d'une personnalité mythique du Tiers-Paris.
144 pages, 66,40 F.T.T.C.
- Sophie AUREL
« Petites chroniques Versaillaises sous la guerre et l'occupation »
La petite histoire d'une grande ville pendant la dernière guerre.
96 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Gaston ESPEISSE
« Trompette-Major et colon au Maroc »
Une vie passionnante et mouvementée, illustrée par de chaudes amitiés.
232 pages, 91,30 F.T.T.C.

essais

- Erik VIERIKKO
« L'appel du verseau »
Jeter un pont entre la science et la religion.
112 pages, 53,80 F.T.T.C.
- Christian OFFROY
« Catherine de France »
Fille de Charles VI de France, épouse d'Henry V d'Angleterre.
256 pages, 99,20 F.T.T.C.
- Guy BOURHIS
« Le cercle de l'oubli »
Pour abstraire la barrière de la couleur, le racisme.
152 pages, 62,30 F.T.T.C.
- Joannes PUTAS
« Les chemins vers la paix mondiale »
Pour vivre en paix dans le respect d'autrui.
128 pages, 54,90 F.T.T.C.
- Marie-Paule CONSTANTIN et Dino FRESCOBALDI
« Le défi d'Anouar El Sadate »
Une étude approfondie des événements historiques qui changeront le face du monde arabe.
256 pages, 92,80 F.T.T.C.
- Alain ANGER
« De la Genèse à l'Apocalypse »
L'histoire rationnelle des « Dieux » et des Terribles.
256 pages, 98,10 F.T.T.C.
- Eric DRAPIER
« Exorcisme de l'Occident »
Construire le déshérent physique et moral du monde moderne.
96 pages, 42,20 F.T.T.C.
- René CUAZ-CHATELAIR
« Le Franco-Provençal : mythe ou réalité »
Un véritable dénouement un langage qui est un instrument d'émancipation intellectuelle.
80 pages, 46,40 F.T.T.C.
- Marie-Louise BARCS-MASSON
« L'histoire regardée par un pharmacien »
La Thérapeutique chinoise, Saint-Albert-le-Grand et Emile Comte.
40 pages, 41,20 F.T.T.C.
- Jacques SCHNEIDER
« Les lampions se sont-ils éteints ? »
Fin de civilisation ou prélude à une Renaissance ?
64 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Ben CHEMSI
« Sombre lumière »
Les contradictions et les contrastes qui régissent le monde.
64 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Michel GALLANA
« Traité d'indifférence »
Où le refus de participer à une société aliénante devient vertu.
80 pages, 49,20 F.T.T.C.

théâtre

- Marcel-Jacques BLANCHET
« L'amour est un long voyage »
Le plus court chemin de nous-mêmes à nous-mêmes est l'ailleurs.
80 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Christophe VEREL
« Mon père n'est pas le mien »
A la recherche d'un père disparu.
64 pages, 41,20 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21

هنا من الأصل

JÉSUS, FAIS LA LUMIÈRE
suivi de *Les Deux Nappes*
de Domenico Rea.
Traduit de l'italien
par Marguerite Pozzoli.
Actes Sud, 222 p., 89 F.

« J' pense souvent à l'erreur que Naples a commise en demeurant à l'intérieur de l'Europe. Il y a trois cents ans, nous n'avions rien à envier à personne et, en ce qui concerne la population, l'urbanisme, la valeur des arts, les relations avec l'étranger, nous étions parmi les premiers en Italie. Puis, quelque chose est arrivé. Nous nous sommes arrêtés. » Ainsi commençait, lundi dernier, à la « une » du *Mattino*, le quotidien de Naples, à côté de l'annonce triomphante de la victoire de l'équipe de Diego Maradona (sur nommé Maramma...) sur les nordestins milanais, la « lettre ouverte » hebdomadaire de l'écrivain Domenico Rea : une interrogation douloureuse sur le destin d'une ville, sa ville, qui fut une capitale, qui veut encore l'être. Et cela malgré une pauvreté endémique d'un quart au moins de ses habitants. Naples, la bruyante, la surpeuplée, enchantée et misérable, la pizza et les reines de Santa Lucia ; échantillon, sur le continent européen, d'un monde en voie de sous-développement.

« Jésus, fais la lumière ! » s'écriait déjà le même Domenico Rea, il y a quarante ans, dans un recueil de nouvelles qui lui valurent de recevoir, en 1951, le prestigieux prix Viareggio et qui paraissent justement chez Actes Sud ; ce qui permet, en moins d'un an, de découvrir une œuvre importante, puisque le même éditeur a publié récemment un roman de Domenico Rea d'une terrible réalité sur la mort et sur la vie, *Cancer baroque*, suivi de peu par son premier livre, *Spaccanapoli*, dans la belle collection italienne des éditions Verdier (1). Mieux vaut tard que jamais...

Les nouvelles qui forment le recueil intitulé *Jésus, fais la lumière !* — « Gesù, fate luce ! », l'imploration d'un être en plein désarroi — sont à peu près contemporaines de *La Peau* de Malaparte, dans cette ville « libérée » par les Américains en 1944, où « les hommes sont capables de n'importe quelle lâcheté pour vivre » de toutes les infamies, de tous les

crimes, pour vivre. Pour une croûte de pain, chacun est prêt à vendre sa femme, ses filles, à souiller sa propre mère, à sacrifier ses frères et ses amis, à se prostituer à un autre homme. » Mêmes gens, mêmes lieux, mêmes interrogations chez le Toscan Malaparte que chez Domenico Rea, le Napolitain. Pourtant, on sent chez ce dernier une connaissance intime de ses personnages, qu'il montre en peu de mots, de l'intérieur, dans de courtes nouvelles qui sont son genre de prédilection.

SURVIVRE, quitte à tromper ceux qui vous ont fait confiance, ou voler ceux qui sont un tout petit peu moins pauvres que vous. C'est cette lutte pour la vie, préoccupation essentielle de ses concitoyens, qu'exprime Domenico Rea, avec une sorte de colère, de rage, qui transparaît parfois

au détour de scènes courtes et fortes illustrant des histoires vécues et non pas des problèmes abstraits : le père de famille, mendiant de son état, un homme au flair infatigable habillé à distinguer l'odeur de la charcuterie parmi les milliers de puanteurs de la vieille ville, enfermé volontaire dans la cave aux victuailles des religieux qui habituellement le nourrissent, qui affirmera au juge qu'il n'a rien volé puisqu'il a tout mangé (*Piedediffo*) ; le combat public de Cora, « cocue et battue », pour garder le mari infidèle qu'il n'est pas question de laisser à sa rivale (« Cora, qui triomphait physiquement et moralement, voulait lui dire : « Je t'aime ! » et continuait à crier, ivre de bonheur : « Reviens, ou je te tue ! » — Scène de ménage napolitaine) ; les amours tragiques de deux adolescents, presque frère et sœur (*Estro furioso*) ; l'hostilité générale d'un village de Campanie qui ne comprend pas qu'un puisse s'opposer au Duce et considère comme un traître, un espion, le Milanais exilé politique envoyé dans le Sud depuis 1938 jusqu'à la scène de chasse finale (*L'Exilé*).

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



(« Ouelle ! Ouelle ! », criaient les enfants aux soldats). Près des paysans de son village natal, Nocera Inferiore — le Nofì où se passent la plupart de ses nouvelles. « Quelle belle époque ! Les places étaient remplies d'automobiles, de chariots, de camions-remorques, de charrettes et de chevaux. Et voilà le miracle qui s'accomplit : un paysan qui débarque de la campagne en automobile et fait sensation avec ses doigts calleux couverts de brillants. L'Amérique est arrivée ! »

LES Américains sont partis. Ils avaient apporté la prospérité à ceux qui étaient prêts à la prendre. Et Naples, qui continue à se dégrader, à mourir de faim, est repartie à l'écart du monde moderne, ce qui, semble-t-il, a comme tari l'inspiration de

Dans le ventre de Naples

Des descriptions sèches, d'une froideur voulue, sans considérations morales, dans un Sud tout plein de signes magiques et sanglants et de la désespérance monotone d'un pays oublié par l'histoire où, pourtant, ce qui fut ne sera plus jamais. C'est ce que dit la belle nouvelle appelée *L'Ere des cochers* : « La belle époque des cochers était désormais révolue ». Jadis, pourtant, du temps du père de Scutoantonio, Naples comptait plus de cinq mille cochers, sept ou huit mille charretiers, des centaines de maréchaux-ferrants. Puis étaient venus les taxis, les tramways, contre lesquels les cochers et leurs fouets étaient impuissants... « Cucca (le cheval) avait de la chance, il ne savait rien. Il n'essayait pas de comprendre pourquoi il était venu au monde juste à l'époque des taxis. » Avec les Américains, qui voulaient tous se promener en calèche, les cochers avaient connu un regain de fortune ; et d'infortune lorsqu'ils disparaissaient sans payer.

Domenico Rea, on le sent encore près des cochers de ce temps, qui suivit l'entrée des Américains à Naples

Domenico Rea. Il ne vit plus à Nocera Inferiore, ni dans le quartier de sa jeunesse, à Chiaia, ni à Spaccanapoli ; mais loin, sur les hauteurs du Pausilippe, dans une de ces cités plutôt luxueuses, gardées, verrouillées, grillagées, barreaudées...

Interdites à « l'autre Naples », celle des basses, ces rez-de-chaussée où des familles entières s'entassaient dans une pièce. « Ici, c'est une vie coloniale. Ce n'est pas Naples. Je vis comme un Anglais aux Indes », sourit-il — le visage carré fait penser à Brecht et à Hervé Bazin — impeccablement vêtu — blazer-cravate — dès notre rendez-vous de 8 heures du matin (« La Naples qui s'étend le long de la mer jusqu'au Pausilippe n'est pas Naples. Elle vit loin du ventre. Elle reste au-dessus de celui-ci et l'ignore », écrit-il dans *Les Deux Nappes*). « Je suis un gigolo », dit-il encore dans un français rugueux, sortant soudain, comme à l'appui de ce qu'il dit, un tirailé plein à ras bord de cravates jamais portées.

Mais montrant aussi les éditions de ses livres, une page encadrée de la *Pravda* du 14 juin 1953 avec une de

ses nouvelles (*La dame va à Pompéi*) : à peine un peu plus d'un mois après la mort du Duce soviétique... Parlant volontiers des auteurs qu'il aime : Céline (beaucoup), Mauriac, Bernanos, Gide (un peu), Saint-Simon (à la folie), Lacloux, Voltaire, Balzac, Stendhal (au-dessus de tout). Pour les Italiens, Leopardi, Pascoli, Manzoni, Verga, Pirandello, Buzzati... « Je suis très classique », dit-il, comme pour s'excuser de ne pas parler des vivants.

Il n'est pas assez fou pour regretter son enfance de gamins des rues, sa jeunesse d'ouvrier dans les usines de coton à Nocera, alors que son père analphabète rêvait de le voir brigadier. Il publie des articles dans maints journaux italiens et étrangers, on l'a traduit dans la plupart des langues, en russe, en chinois, mais, se sent plutôt désemparé dans « cette ville mi-chair mi-poisson » qui ne cesse de le hanter et pour laquelle il ne peut rien : « Je ne crois plus à la force de la littérature », dit-il. Peut-être parce qu'il sait d'expérience que nul ne changera jamais la réalité de Naples.

Son essai, écrit en 1949, sur *Les Deux Nappes*, reste en effet — à part le tarif des hôtels qu'il faudrait multiplier par cent — d'une grande justesse, tentant de cerner les lieux communs, de chercher une cause aux défauts et aux vices de cette ville où la corruption est « immémoriale », où « l'injustice est devenue visible en relief, le système immobilier », où « la pizza est un plat nourrissant avant d'être une spécialité ». Il nous force à nous demander pourquoi la littérature napolitaine a toujours fait prévaloir la couleur locale sur le réel comme sur l'imaginaire des Napolitains. « Il s'agit, écrit-il Rea il y a quarante ans dans ce très bon texte, de saisir la mentalité, les passions cachées de ce monde pré-alphabétique, enchevêtré et complexe. Ce n'est qu'en descendant dans cet abîme vertigineux que l'on pourra décrire ces gens capotés, je dis bien capotés, de tenir un ras dans leurs bras et de le caresser comme s'il s'agissait d'un chien ou d'un être vivant digne d'amour. »

(1) Voir, dans « Le Monde des Livres » du 21 avril 1989, l'article de Jean-Noël Schifano, auteur du Naples dans la collection « Petite planète » (Seuil).

★ Domenico Rea sera cette semaine au Festival du livre de Bordeaux.

Autres parutions italiennes

— Franck Venille présente le grand poète triestin Umberto Saba, dans la collection « Poètes d'aujourd'hui », chez Seghers (190 p., 75 F.).

— Aldo Palazzeschi, né à Florence en 1893, avait dépassé la Rome de 1944-1945 et de l'après-guerre dans un roman qui vient maintenant paraître en français : *Un prince romain*, trad. de l'italien par Gérard Loubinoux. (Le Promeneur, 224 p., 120 F.).

— Après *l'Iguane*, publié en 1988, chez Gallimard, voici deux livres de voyages d'Anna-Maria Ortese : *le Murmure de Paris* et *le Train russe*, respectivement traduits par Claude Schmitt et Véronique Orlandi, et par Maria Manca. « Terrain vague » L'œil, 112 p., 75 F. ; 68 p., 50 F.).

— « 10/18 » reprend *Maintenant ou jamais* de Primo Levi, un livre sur les juifs russes et polonais qui combattirent le nazisme avant de gagner la Palestine (trad. par Roland Stragliati, 382 p.). La même collection réédite le roman de Gennadiou Bufalino, *le Semeur de peste* (trad. par Ludmilla Thévenaz, 220 p.) et publie les récits d'Elia Vittorini réunis sous le titre *Piccola Borghesia*. (Les Petits Bourgeois, trad. par Maria Brandon-Albini, 252 p.).

— L'occasion nous est donnée de relire ou de découvrir deux « classiques » : *Ma vie et Du prince et des lettres*, de Vittorio Alfieri (1749-1803). La traduction du premier texte avait été faite en 1840 par Antoine de Latour. Elle a été revue et annotée par Michel Orcel (Ed. Gérard Lebovici, 366 p., 150 F.). Le second texte a été traduit d'après une traduction de 1818. (Ed. Albin, B.P. 90, 75863 Paris Cedex 13, 148 p., 104 F.).

— Sept récits de Carlo Emilio Gadda sont réunis sous le titre *Les Colères du capitaine en congé libérable*. Ils datent de diverses époques et permettent de saisir les membres différentes de l'auteur. Le sarcasme et la dérision dominent. (Trad. de l'italien par François Rosso, Le Seuil, 190 p., 89 F.).

— *Un été au bord du lac*, roman publié par le Milanais Alberto Vigevani en 1958, décrit « la perte

de l'innocence » d'un adolescent dans la bourgeoisie de l'entre-deux-guerres, sur les bords du lac de Côme. Traduit par Claude Bonafant. Préface de Gino Farnetani. (Ed. Liana Levi, 144 p., 78 F.).

— Les tentations charnelles de don Adamo, curé de campagne transplanté dans une paroisse dont l'autre clocher est la cheminée d'une raffinerie, Francesco Masella, l'auteur du roman *le Cœur de Sarro*, est originaire de Sardaigne. Traduit par Claude Schmitt en collaboration avec Alain Sarra-bayronne. (Actes Sud, 108 p., 69 F.).


— *La Princesse et le Dragon*, de Roberto Perz, poète et romancier né en Ligurie en 1946, est un conte historique qui raconte la quête amoureuse d'un jeune prince russe. Traduit par Myriem Bouzalber. (Grasset, 230 p., 89 F.).

— La comédienne Laura Betti, dans *Madame*, roman confessionnel écrit à l'invitation de Pasolini, met en scène, d'une manière très crue, le milieu intellectuel romain. Préface de P.-P. Pasolini. Traduit par Madeleine Santachi et adapté par l'auteur. (Flon, 170 p., 75 F.).

— *L'Œil du silence*, de Maria Tasinato, enseignante en philosophie à l'université de Padoue, est un « éloge de la lecture », placé sous l'égide de saint Augustin et de Pierre Klossowski, qui présente l'auteur. Traduit par Jean-Paul Mangano et Camille Dumoulié. (Verdier, 136 p., 98 F.).

— Chez le même éditeur, Mario Luzi, *Cahier gothique*, préface d'*Une libération*. Ces deux recueils de poèmes, écrits, pour le second, durant les années de guerre et, pour le premier, en 1945, marquent un tournant dans l'œuvre du grand poète florentin. Traduit par Jean-Yves Masson. (Verdier, 144 p., 85 F.).

— Dans le domaine poétique également, Michel Orcel traduit et présente sous le titre *l'Ultime Déssein* un choix de poèmes d'Ugo Foscolo, représentant du premier romantisme italien. Bilingue. (La Différence, coll. « Orphée », 126 p., 29 F.).



Publié à l'occasion du troisième salon du livre de Bordeaux intitulé : *Littérature et écrivains italiens à l'honneur* (octobre 1989), ce dossier de 84 pages comprend la réimpression intégrale du catalogue *Cent ans de littérature italienne* réalisé en juin 1987 par le groupement de libraires L'Œil de la lettre avec la collaboration technique du journal *Le Monde* (218 auteurs et près de 900 titres répertoriés sur 60 pages). Cette réédition est suivie d'un supplément de 16 pages qui recensent toutes les parutions de ces deux dernières années (70 nouveaux auteurs, 190 nouveautés auxquelles s'ajoutent 48 réimpressions en format de poche et plus de 60 titres à paraître prochainement). Pour ne pas alourdir l'ensemble, nous nous sommes limités aux seuls auteurs littéraires.

C'est donc au total 288 auteurs et près de 1 200 titres qui sont recensés dans ce dossier sur la littérature italienne qui prend place dans l'ensemble bibliographique des littératures étrangères entrepris depuis plusieurs années par le groupement de libraires L'Œil de la lettre. Déjà parus : *Berlin d'une apocalypse à l'autre*, *Les Écrivains de langue allemande depuis 1945*, *Les Écrivains portugais*, *La Littérature tchèque*, *Les Écrivains britanniques*, *de Victoria à la fin des années trente*, *Les Écrivains britanniques de 1945 à nos jours*, *À paraître : Les Écrivains irlandais* (novembre 1989), *La Littérature grecque moderne* (janvier 1990), *Les Écrivains d'Espagne* (juin 1990).

Les libraires de L'Œil de la lettre sont là pour vous l'offrir et vous conseiller.

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLÈS, ACTES SUD, passage du Méjan • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonneterie • BESANCON, LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • CAHORS, CALLIGRAME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélasson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue More • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUX, 26 place Bellecour • MANTES-LE-JUIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ŒUR DU TEMPS, 6 rue Pastoret • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 6 place du Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4*, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5*, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles PARIS 7*, L'ARBRE À LETTRES, 55 rue Cler • PARIS 8*, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12*, LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emilio-Castelar • PARIS 14*, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulard • PARIS 15*, LA 25* HEURE, 8 place du Général-Bourret • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay, EN BELGIQUE, GROUPEMENT PROFIL : BRASSE L'ALLÉLU, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LICORNE, 38 rue X. de Bue • RIVAGE, 1333 Chaussée de Waterloo • TROISISMES, 11 Gal. des Princes • CHARLEROI, MOLIERE, 4 boulevard Audent • LIÈGE, PAX, 4 place Cockerill • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Proust en chinois

Au moment où la campagne contre la « pollution spirituelle » bat son plein en Chine, Marcel Proust s'est timidement montré à la Foire internationale des publications qui a eu lieu à Beijing, fin août et début septembre. Grâce aux éditions Yiling, une des meilleures maisons spécialisées dans la traduction, les Chinois curieux, d'un nombre fort réduit bien sûr, peuvent enfin, avec plus d'un demi-siècle de retard, suivre Marcel Proust dans sa Recherche du temps perdu.

La première version chinoise, en édition de luxe, du tome I (les six autres tomes vont paraître successivement) (1) est, semble-t-il, fort appréciée par le milieu littéraire chinois. M. Luo Dagen, spécialiste de la littérature française, qui a préfacé ce volume, écrit : « A la recherche du temps perdu est une des plus importantes créations littéraires du vingtième siècle... Toute œuvre littéraire est, de par sa nature, un témoin de la vie humaine, mais jusqu'ici rares sont les œuvres dignes de ce rôle... » Quant à sa place dans l'histoire littéraire, il compare l'œuvre de Proust à Guerre et Paix de Tolstoï et au Rêve dans le pavillon rouge de Cao Xueqin, en concluant : « C'est une œuvre qui dépasse le temps et l'espace. »

Jusqu'à présent, les Chinois ne connaissaient Proust que de réputation : de ses œuvres tellement difficiles à comprendre à cause de la variation des temps, de l'originalité de la syntaxe, de la richesse des comparaisons et de toutes les subtilités de la langue française, les traducteurs chinois se sentaient incapables de pré-

senter une image fidèle au public chinois.

Pourtant, en 1984, il est venu une idée courageuse à M. Han Fulin, un amoureux de la littérature française : organiser une équipe de traducteurs qualifiés pour s'attaquer au roman de Proust. « C'est une honte pour les Chinois d'ignorer complètement Marcel Proust », dit-il.

Après de nombreuses consultations, il a enfin choisi, dans les unités de recherche littéraires et les grandes universités du pays, quatorze traducteurs. « C'est une équipe d'élite, affirme-t-il, composée de professeurs titulaires et de spécialistes de la traduction reconnus. » Pour assurer la qualité du travail et surtout l'homogénéité du style, des mesures ont été prises : un séminaire national a été convoqué pour l'analyse de l'œuvre ; une liste complète des noms propres et un tableau des relations des personnages ont été établis. On travaille prudemment, comme si l'on marchait sur un fil d'acier. « Je me sens très souvent criminel envers Marcel Proust, confesse un des traducteurs. Heureusement, tout le milieu littéraire chinois jette sur ce travail un regard encourageant et attentif. »

Xu Jun
(président de l'Association des traducteurs de Nanjing).

(1) Les deux traducteurs du tome I sont Li Hongzi, traducteur qualifié et directeur du Centre de recherche de l'art cinématographique, et Su Zijing, professeur titulaire de la faculté de langue française de l'université de Beijing.

Le calendrier
des prix...

Le jury du Médicis, qui attribuait d'ordinaire son prix le même jour que les dames du Fémina, a décidé de changer son calendrier. Le Médicis sera décerné cette année le 13 novembre, à la Maison des polytechniciens. Viendront ensuite le Goncourt et le Renaudot, le 20 novembre chez Drouot ; le Fémina, le 27 novembre à l'hôtel de Massa.

... et la suite
des listes de sélection

Ont été retenus pour le Médicis étranger : le Mal noir et C'est moi qui souflette, de Nina Berberova (Actes Sud) ; la Fin de Horn, de Christoph Hein (Alinéa) ; la Neige de l'Amiral, d'Alvaro Mutis (Moussier) ; Rondo, de Kasimir Brandys (Gallimard) ; le Dernier des mondes, de Christoph Ransmayr (Flammarion-P.O.L.) ; la Contre-étoile, de Philip Roth (Gallimard) ; le Roman d'Oxford, de Javier Marias (Rivages) ; Darya, de Jim Harrison (Christian Bourgois).

Ont été retenus pour le Médicis, catégorie essais : Les Langues du Paradis, de Maurice Ollender (Gallimard/Suilhautes Etudes) ; l'Oubli de l'Inde, de Roger-Pol Droit (PUF) ; Traité des courtes merveilles, de Václav Jemel (Grasset) ; le Dieu de Dieu, d'Alexandre Kaldia (Flammarion) ; Versant sud de la liberté, de Mahmoud Hussein (La Découverte) ; les Fonctionnaires divins, de Jean Levi (Seuil) ; Michel Foucault, de Didier Eribon (Flammarion) ; Danube, de Claudio Magris (L'Arpenteur).

Le prix Malaparte à la Chinoise Zhang Jie

Capri, à la fin de l'été, est un lieu béni... pour les prix littéraires. Après le jeune Prix Capri remis il y a deux semaines à Hector Bianciotti, c'est un écrivain chinois, Zhang Jie, qu'a récompensé dimanche le 7^e Prix Malaparte. Consécration logique puisque Curzio Malaparte avait légué sa célèbre maison du cap Massello au Parti communiste chinois afin d'y inviter des écrivains.

Créé en 1983 par l'association des Amis de Capri, et placé sous le patronage de la région de Campanie, le prix Malaparte — dont le jury comporte notamment Alberto Moravia et Raffaele La Capria — s'est donné pour mission de rendre vivant un dialogue culturel et littéraire entre « l'île aux Chèvres » et les écrivains étrangers et vise à reconnaître un certain « élection malapartien » en récompensant l'œuvre d'un auteur qui soit, à sa façon, un témoin de son temps. Après Anthony Burgess, Saul Bellow, Nadine Gordimer, Mamele Puig, John Le Carré, Fazil Iskander, c'est donc la Chinoise Zhang Jie qui a été préférée cette année à Friedrich Dürrenmatt et à Paul Bowles.

Un « Prix spécial » a été attribué à Gerardo Marotta, fondateur à Naples d'un Institut italien pour les études philosophiques qui s'attache à faire resnaître, à Naples et dans le Mezzogiorno, une image correspondant à leurs traditions culturelles et historiques. Considérée en Chine comme l'un des meilleurs écrivains de l'époque post-maoïste, Zhang Jie, née en 1937 à Pékin, évoque dans son œuvre un paysage humain dans une société en changement (1). Elle enseigne actuellement dans une université

du Connecticut avant de rentrer en Chine l'an prochain. Pressée par les journalistes italiens qui voulaient savoir ce qu'elle pensait du Front pour la Démocratie créé la semaine dernière à Paris, elle a tenu à répéter : « Ces intellectuels ne pourront pas revenir en Chine avant dix ans. Moi, je suis un écrivain, et un écrivain doit être dans son pays pour faire son travail. Si je ne retourne pas dans mon pays, je ne pourrais pas continuer à écrire, donc à lutter pour changer et faire progresser la société chinoise. Etre hors de Chine aujourd'hui n'a, selon moi, aucun sens. »

Deux romans de Zhang Jie, Ailes de plomb (1981) et Galère (1983), ont paru en français chez Maren Sol. En Italie, ce sont cinq nouvelles écrites entre 1983 et 1986 qui viennent de paraître chez Feltrinelli sous le titre Mandarins chinosi (« Les Mandarins chinois »).

N. Z.

(1) Voir l'entretien avec Alain Peyrache dans « Le Monde des Livres » du 24 octobre 1988.

Une nouvelle
« Encyclopaedia Universalis »

La nouvelle Encyclopaedia Universalis est née. Cinq ans après sa mise en chantier, cinq ans après l'édition précédente. Il ne s'agit plus, cette fois, d'une réactualisation, mais d'une véritable refonte. Les volumes seront plus maniables, moins lourds mais plus nombreux : un Corpus de vingt-trois volumes (au lieu de dix-huit), un Thésaurus-Index en quatre volumes (au lieu de trois) qui permet de circuler aisément dans l'imposante masse de connaissances accumulées et analysées ; enfin un Symposium augmenté lui aussi d'un volume, qui est une vaste et excitante discussion sur les grands problèmes de la connaissance à la fin du deuxième millénaire, ainsi qu'un atlas statistique international proposant plus de 100 000 données chiffrées.

Les trente volumes paraîtront avant la fin de cette année pour le Corpus et au cours du premier trimestre de 1990, pour le The-

saurus et le Symposium. Le prix de la collection est fixé à 9 340 F, mais un prix spécial de souscription, valable jusqu'au printemps 1990 ramène ce prix, fractionnable en mensualités, à 8 840 F. L'Universalis est une bonne affaire, et les deux actionnaires de l'entreprise, les Américains de l'Encyclopaedia Britannica et les Français du Club français du livre, peuvent se réjouir du succès d'une publication lancée en juin 1988 et qui vend environ, par courtoisie et par correspondance, vingt mille collections par an. Cette réussite repose avant tout sur un travail scientifique et éditorial remarquable. Jacques Bersani, qui dirige aujourd'hui la rédaction de l'ouvrage, n'a pas cessé, au fil des remaniements, d'en améliorer la lisibilité tout en lui conservant une rigueur scientifique reconnue de tous les spécialistes.

P. L.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre du tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 19 avril 1989, a condamné Nathalie de SAINT PHALLE et les éditions Robert LAFFONT à payer à Bella BERKOWICH, veuve d'Albert COHEN, et à la fille de celui-ci, Myriam COHEN, épouse CHAMPIGNY, la somme de 60 000 F à titre de dommages et intérêts pour avoir dans le livre de Nathalie de SAINT PHALLE intitulé « Jane FILLION ou la Belle d'un Seigneur » fautiveusement divulgué le contenu de la correspondance intime adressée par Albert COHEN à Jane FILLION, et reproduit en pages intérieures le titre : « La Belle d'un Seigneur », constitutif de contrefaçon. »

Mme Bella COHEN et Myriam CHAMPIGNY ont fait don à la Fédération internationale des droits de l'homme des sommes allouées par le Tribunal au titre des dommages et intérêts.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CORRESPONDANCE

MADAME PALATINE : Lettres françaises. — Les huit cent cinquante lettres françaises sur les quelques vingt ou trente mille probables qu'écrivait dans cette langue Charlotte-Elisabeth de Bavière, seconde épouse de Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV, et grande épistolière devant l'Éternel. Éditée, présentée et annotée par Dirk Van der Cruyssa. (Fayard, 826 p., 195 F.)

CINÉMA

JEAN-PIERRE BERTIN-MAGHIT : le Cinéma sous l'Occupation. — « Pendant l'Occupation, nous avons été débarrassés d'un certain nombre de parasites, c'est à cette époque que le cinéma a pu s'épanouir... », affirmait déjà Claude Autant-Lara en 1976. L'étude fort bien documentée de J.-P. Bertin-Maghit sur le cinéma français de 1940 à 1946 est aussi l'utile chronique d'une industrie qui sut souvent s'accommoder des perturbations de l'histoire. (Olivier Orban, 484 p., 180 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

MAX KOMMERELL : le Chemin poétique de Hölderlin. — Mort prématurée en juillet 1944, Max Kommerell fut, avec son livre le Poète guide dans l'Allemagne classique, paru en 1928 et directement inspiré par les conceptions littéraires de « cercle » de Stefan George — le Kreis, — l'un des critiques marquants de sa génération. Salué par Heidegger, les essais sur Hölderlin ici rassemblés datent des années 1940-1943. « Hölderlin a été l'incarnation même du poète » ; chez lui « le poétique est élémentaire, absolu, pur » ; « C'est parce que les chants de Hölderlin sont hors du monde qu'un monde peut s'ouvrir en eux », écrivait Kommerell. Suivi d'une lettre de Max Kommerell à Martin Heidegger et de la réponse de ce dernier. Traduction et avant-propos sur l'auteur par Dominique Le Buhan et Eryck de Rubercy. (Aubier, 134 p., 86 F.)

HISTOIRE

PATRICK DONABEDIAN ET CLAUDE MUTAFIAN : le Karabagh, une terre arménienne en Azerbaïdjan. — Enfin une monographie précise et illustrée — quelque relativement restreinte — du Karabagh, contrée qui défraya la chronique depuis de longs mois ! A signaler aussi, en complément, l'album de photos couleurs sur le Karabagh, commenté en italien et en anglais et récemment publié à Milan par la faculté d'architecture du Polytechnique, en liaison avec l'Académie des sciences d'Arménie soviétique. (Éditions du Groupement français pour les droits des minorités, Paris, 96 p., 14 photos noir et blanc et couleurs, 6 cartes, 70 F.)

PHILOSOPHIE

PHILIPPE SOULEZ : Bergson politique. — Une étude sur la dimension politique de la philosophie bergsonienne et sur sa contribution à la pensée politique moderne. Le livre de Philippe Soulez s'attache également à définir la nature de l'intervention de Bergson dans la vie politique de son temps. (PUF, 410 p., 280 F.)

ROMANS

PIERRE LOTI : Aziyadé, le Mariage de Loti, le Roman d'un speh, Mon frère Yves, Pêcheur d'Islande, Madame Chrysanthème, Ramuntcho, les Désenchantés. — Huit romans du plus exotique des écrivains français de la fin du dix-neuvième siècle, dont Claude Gagnière écrit, dans la préface, qu'il fut un « éternel angoissé », un « désenchanté perpétuel » qui « voulut vivre toutes les existences, connaître tous les mondes ». (Presses de la Cité, collection « Omnibus », 1 070 p., 128 F.) Par ailleurs, Anne Crickton a rassemblé, dans un superbe livre, des textes peu connus de Loti, illustrés par des photographies de sa fameuse maison de Rochefort par Gérard Teillac : la Maison de Loti, ou le Port immobile. Préface de Marie-Pascale Bault. (Éditions La Nompresse, 11, rue Saint-Vincent, 75018 Paris.)

THÉOLOGIE

RAYMOND LULLE : Principes et questions de théologie. — S'appuyant sur les « quadrature et triangulation du cercle », le philosophe et poète catalan de la fin du treizième siècle fonde sa conception des hiérarchies célestes et terrestres et sa théorie des sacrements. N'a été retenue de l'ouvrage que la partie théologique. Traduction de René Prévost et d'Armand Linarès. Introduction et notes de ce dernier. (Le Cerf, 262 p., 149 F.)

EN BREF

« Interlire » a trois ans. — « Interlire », le magazine littéraire hebdomadaire de France-Inter (produit en collaboration avec le mensuel Lire), fêtera son troisième anniversaire le samedi 7 octobre, à 11 h 30. Umberto Eco sera pour l'occasion l'invité d'une émission spéciale animée par Marie-Odile Monchioulet et Pierre Assolaine.

Doit, un an après. — L'École de propédeutique à la connaissance de l'inconscient (EPCI) organise samedi 7 octobre 1989 de 9 heures à 17 h 30 (20, rue Marceau, 75012 Paris), une journée d'études sur l'œuvre de Sigmund Freud. Un an après... avec Gérard Severin, Gérard Guillemin, Solange Nobécourt, Jean David Nasio.

Les « 24 Heures du livre » du Mans. — Les « 24 Heures du livre » du Mans se tiendront du 13 au 15 octobre. La manifestation réunira, cette année, le Festival des littératures francophones, avec 150 auteurs venus de 18 pays. Le troisième Salon de la petite et moyenne édition et un Festival du livre de jeunesse complèteront cette manifestation.

Cinquantième de la mort d'Oscar V. de L. Milosz. — Un colloque international, présidé par le Prix Nobel de littérature Czesław Miłosz, se tiendra à la Sorbonne les 14 et 15 octobre sur le thème « Milosz, racines et exil ». D'autre part, une exposition présentant « L'œuvre de Milosz » aura lieu du 11 au 30 octobre à la bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou.

Hommage à André Delmas. — Le Nouveau Commerce présente, sous le patronage de la Comédie française, un hommage à l'écrivain André Delmas, récemment décédé, lundi 9 octobre à 20 h 30, à l'auditorium de la Bibliothèque nationale, galerie Colbert (2, rue Vivienne, 6, rue des Petits Champs, 75002 Paris). Cette manifestation comportera des lectures, avec la participation d'Antoine Vitez, et un concert. (Entrées : 55 F et 45 F.)

Les vingt-troisièmes Rencontres internationales de Genève. — Sur le thème « Les usages de la liberté » se sont ouvertes lundi 2 octobre à l'université de Genève les vingt-troisièmes Rencontres internationales de Genève, avec une introduction de Jean Starobinski. Elles s'achèveront samedi 7 octobre avec une conférence du critique Igor Vinogradov, suivie d'un entretien, présidé par Georges Nivat, sur « La perestroïka en URSS. Une expérience de liberté ».